

هكذا زمن الإعلام

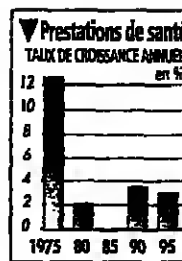
Les enfants du FIS appellent  
le franc et transparent



# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Déficit sociaux :  
attention danger !  
■ 6 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16264 - 7 F

MARDI 13 MAI 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le succès annoncé de la droite contraint le PS à dissiper le flou sur son programme

Alarmés par les « affaires », 103 magistrats lancent un appel pour « une justice indépendante »

### Cannes au sommet

MICHELANGELO ANTONIONI est monté une nouvelle fois sur la scène du Palais des festivals ; Ingmar Bergman n'y était pas, mais on jurerait l'avoir vu aussi recevoir des mains de sa fille la Palme des Palmes d'or ; Jean-Luc Godard avait présenté le même jour les troisième et quatrième volets de ses *Histoires du cinéma*. On pouvait célébrer avec une telle ferveur la création cinématographique ? A Cannes, rendez-vous depuis cinquante ans des servants d'un art moderne, le cinéma d'auteur, et de ses pigments, les spectateurs.

Lire pages 28 à 30

### Plus de 2 300 morts en Iran

L'aide internationale d'urgence commença à s'organiser pour secourir les milliers de blessés et de sans-abri de l'est du pays, après le séisme du samedi 10 mai.

### Fusion Guinness et Grand Met

Les groupes britanniques Guinness et Grand Metropolitan veulent fusionner. Bernard Arnault, patron de LVMH et premier actionnaire de Guinness, y est hostile.

### La succession de John Major

Six candidats briguent la direction du Parti conservateur britannique, en état de choc après sa récente déroute électorale.

### Le second souffle du port de Rouen

Face à l'effondrement de l'activité céréalière, le port normand a su diversifier ses activités et investir.

### Télévision : succès des films américains

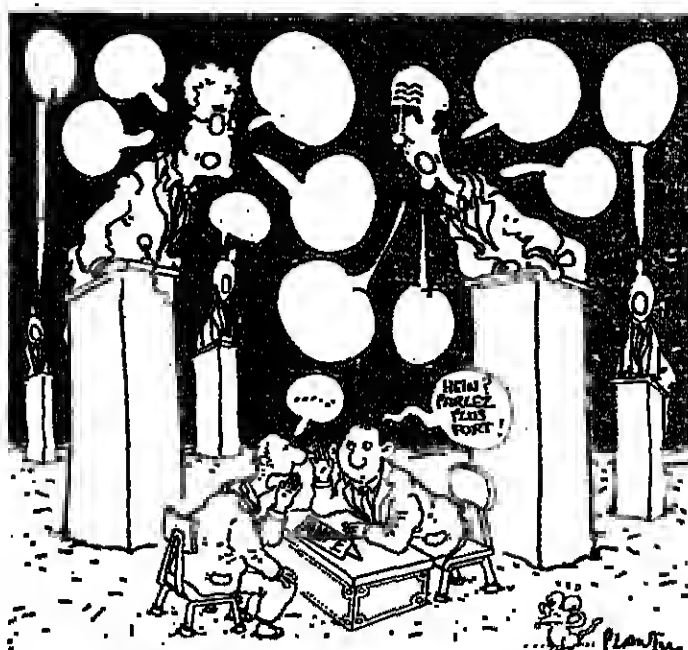
L'érosion de la part de marché des films français à la télévision pourrait être compensée par la qualité des récentes productions.

### L'opéra rock des Who, deuxième

Le chef-d'œuvre du groupe créé en 1973, *Quadrophenia*, est à nouveau monté et bientôt à Paris.

Allemagne, 3 DM ; Angleterre-Guyane, 9 F ; Argentine, 25 ARS ; Belgique, 65 FR ; Canada, 1,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Italie, 1.400 Lira ; Japon, 200 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Malaisie, 10 RM ; Mexique, 14 PNT ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Escudo ; République, 9 F ; Royaume-Uni, 90 P ; Suisse, 10 Sfr ; Thaïlande, 20 Baht ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (Miami), 2,50 \$.

M 0147-513-7.00 F



tante. Selon FIFOP et la Sofres, la gauche, et en particulier le PS, recule dans les intentions de vote pour le premier tour, tandis que la coalition RPR-UDF-divers droite progresse. Le plus frappant est le désintérêt d'une majorité de Français (51 %) pour cette campagne électorale. Selon un sondage du CSA, moins d'une personne interrogée sur cinq (19 %) juge que la campagne montre bien les grands enjeux et les différences entre les programmes.

Cent trois magistrats français ont lancé, dimanche 11 mai, un appel demandant que « soit reconnue et établie une justice indépendante ». Les signataires, parmi lesquels plusieurs hauts magistrats de toutes tendances, réclament un débat « éthique et moral » sur la justice face à la « dégradation de la vie publique ».

Lire pages 6 à 9,  
les points de vue page 19  
et notre éditorial page 20

## Zaire, au kilomètre 25, une forte odeur de cadavres

OBILLO

« Le train est revenu ! On n'y croyait plus... » Au kilomètre 82, c'est-à-dire à quatre-vingt-deux kilomètres de Kisangani, l'équipe de dix-sept « humanitaires » traverse à pied Obillo, quelques centaines d'habitants, jusqu'aux cahutes du camp accolé aux cases des villageois. Le petit groupe est suivi d'un cortège en haillons. « Le train, c'est l'espoir. Depuis les événements de fin avril, il ne circulait plus. » La fuite des réfugiés, pour la plupart chassés par les militaires de l'Alliance de leur camp de Kassee, au kilomètre 25, le 21 et 22 avril, a sonné l'arrêt du trafic. Depuis, ne recevant plus aucune marchandise, Obillo a subi plus qu'elle ne le choisit ces voisins d'infortune sortis de la forêt entassés, affamés, couverts de plaies, tremblants de malaria. Samedi 10 mai, ils sont six mille à crouler dans leurs cahutes.

A Kisangani, on avait certes eu quelques échos de cet exode. Mais l'Alliance refusait obstinément l'autorisation de se rendre au kilomètre 82, arguant de combats dans la zone avec les Hutus de l'ancienne armée rwandaise. Samedi, le feu vert a enfin été accordé. L'équipe est composée de représentants du HCR, de l'Unicef, du Programme alimentaire mondial, de MSF, de Save the Children et, enfin, d'Omnis, une ONG locale. Après quatre heures de cahotements, le train est arrivé à Obillo vers 17 heures, au soleil déclinant.

En cortège, les arrivants se sont d'abord rendus à la maison des enfants seuls, les « ENA » (enfants non accompagnés) dans le jargon. Devant la porte, Josée, « maman » grisonnante de quelque quatre-vingt-cinq ans, a montré ses vingt-trois petits grabataires. A même la terre noire, quatre bébés nus n'ont plus la force de gémir, mangés par les vers dans l'indifférence générale. « Momon, il ne faut pas les laisser comme ça ! » hurle Josée, de l'Unicef. L'équipe enveloppe les bébés dans des couvertures de fortune. Plus loin, vers l'hôpital, un mouloir d'une centaine de patients installés sous une tente, les cadavres de deux enfants morts pourrissent dans le caniveau.

Surpris par « la délégation », le chef de village parle de « ces morts qu'on ne veut pas enterrer ici », de ses villageois « qui n'ont pas grand chose à manger » et « des ravages faits dans les champs ». Après une longue palabre, il autorise le travail des humanitaires. La nuit est tombée depuis longtemps quand ceux-ci se couchent dans un des wagons afin de veiller sur les provisions et les médicaments convoyés par le train. Le dimanche, à six heures, la distribution s'organise. Doucement répertoriés sur des cahiers d'écoliers par les autorités d'Obillo, les réfugiés ont été répartis en une dizaine de « blocs » avec des chefs désignés d'office. Ce sont eux qui ont reçu les sacs de farine et les biscuits de protéine. Le lait survitaminé a été réservé aux enfants.

Carole et ses collègues regroupent une partie des enfants seuls. Des villageoises regardent d'un oeil noir ces soins dispensés, toute cette agitation qui les laisse de côté. L'équipe a promis au chef du village de renvoyer le train avec des provisions pour ses administrés. Des familles, qui avaient « adopté » des bambins trouvés dans la forêt, seront dédommagées. « Gardez-les encore un peu. Nous reviendrons. Aujourd'hui, nous n'emmenons que les enfants vraiment seuls et les malades, nous n'avons que quatre wagons », explique un Zaïrois membre de l'équipe.

Vers 14 heures, dimanche, la locomotive s'ébranle. Entre le kilomètre 52 et le kilomètre 41, où se trouve le camp de Biaro, une forte odeur de cadavres en décomposition. Puis, l'atmosphère redevient plus respirable. Mais aux environs du kilomètre 25, alors que le soleil se couche, l'odeur de mort revient. Il n'y a plus de camp au kilomètre 25. Alors, y a-t-il des charniers, évoqués à maintes occasions, sans qu'aucune preuve n'ait pu encore être apportée ?

Par nuit noire, le train atteint Kisangani. Sous les phares des camions, trois cent soixante et un enfants non accompagnés et quatre-vingt-neuf malades sont conduits vers le centre de transit. Il a fallu en porter beaucoup à bras d'hommes, trop faibles, le regard sans vie, gémissants.

Danielle Rouard

## Pédophilie, silences privés et silences publics

LENTEMENT, le voile se lève. Durant des décennies, un silence écrasant, fait de culpabilité, de peur, de convenances sociales parfois, a étouffé la souffrance des enfants et le scandale des violences

sexuelles qui pouvaient leur être infligées. Le comportement déviant des pédophiles interroge la société tout entière, bouscule les réponses individuelles et collectives. Aveugles et sourdes trop long-

temps, nos sociétés ouvrent aujourd'hui grands les yeux devant l'insupportable.

L'affaire du pédophile Marc Dutroux, à l'été 1996, n'a pas seulement bouleversé en profondeur la

société belge, allant jusqu'à remettre en cause le fonctionnement de ses institutions. L'émotion qu'elle a aussi provoquée en France est venue accélérer une prise de conscience qui jusque-là chemina à petits pas. Au début de cette année, Jacques Toubon, garde des sceaux, a présenté un projet de loi visant à renforcer la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur les mineurs. Le débat public a repris autour de la récidive, du suivi des délinquants et des criminels sexuels après leur libération et de leur éventuelle « castration chimique ». La protection de l'enfance maltraitée est décriée « grande cause nationale ».

Les affaires de pédophilie sont désormais plus facilement révélées et médiatisées. C'est, en janvier, la mise au jour d'un scandale qui durait depuis vingt ans dans trente-neuf institutions pour enfants du pays de Galles. C'est, en mars, le démantèlement par la gendarmerie d'un vaste réseau de trafic de casettes pornographiques mettant en scène des mineurs.

Laurence Folléa

Lire la suite page 20  
et nos informations page 13



### LES SEPT SUJETS CAPITAUX

## Immigration : de la lutte des sans-papiers à la loi Debré

Chaque jour, une enquête sur les grands dossiers de la campagne

DANS CE PREMIER volet de notre série, Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg racontent comment le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a utilisé la lutte des sans-papiers, qui occupent en août 1996

l'église Saint-Bernard à Paris, pour faire aboutir son projet sur l'immigration. A Cannes (lire page 30), les réalisateurs signataires de l'appel à la désobéissance civique ont annoncé une série d'initiatives.

Lire pages 10 et 11

## Echecs : la puce bat l'homme

ET LA MACHINE a vaincu l'homme. En battant le champion du monde d'échecs, Gary Kasparov, lors de la sixième et dernière partie de leur match new-yorkais, le superordinateur d'IBM, Deep Blue, a remporté la rencontre par 3,5 points à 2,5 points. Pour la première fois, un alignement de microprocesseurs est venu à bout d'un champion du monde lors d'une rencontre disputée sur un rythme classique. En voulant changer de style pour déconcerter l'ordinateur, Gary Kasparov a joué contre nature.

■ Formule 1 : sous une pluie battante, l'ancien champion du monde Michael Schumacher a remporté pour la troisième fois le Grand Prix de Monaco.

■ Football : l'exaspérante épreuve des tirs au but a permis à l'OGC Nice de gagner la Coupe de France et de se qualifier pour une Coupe d'Europe alors qu'il va évoluer, la saison prochaine, en deuxième division.

Lire pages 24 à 26

## Etudiants vigilants



POURIA AMIRSHAHI

AISÉMENT réélu, dimanche 11 mai, à la présidence de l'Unef-ID, premier syndicat étudiant, Pouria Amirshahi a mis en garde le gouvernement sur l'avenir de la réforme de l'Université. Son organisation menace d'une grève à la rentrée si les « engagements » pris par M. Bayrou n'étaient pas respectés. La semaine précédente, l'autre UNEF avait manifesté la même impatience.

Lire page 12

International	2	Jour	26
France	6	Météorologie	27
Société	12	Culture	28
Régions	15	Carnet	32
Histoires	17	Communication	33
Entreprises	21	Abonnements	34
Finances/marchés	23	Radio-Télévision	34
Aujourd'hui	24	Kiosque	35



**PROCHE-ORIENT** Dans la foulée du séisme d'une magnitude de 7,1 sur l'échelle de Richter qui a frappé l'est de l'Iran, proche de l'Afghanistan, samedi 10 mai, une autre se-

cousse, de 4,8 sur l'échelle de Richter, a frappé, lundi, la région d'Ardébil, dans le nord-ouest du pays. L'agence officielle IRNA a affirmé que ce tremblement de terre n'avait pas fait de

dégâts. Le séisme de samedi a fait entre 2 400 et 2 800 morts selon les sources, des dizaines de milliers de blessés et de sans-abri. ● L'IRAN EST EXPOSÉ en permanence à ce genre de

catastrophe. La carte géologique montre qu'il n'y a pas un pouce de terrain qui ne soit marqué par une ligne de faille, une fracture, un plissement de terrain. ● L'APPEL À L'AIDE

internationale lancé par Téhéran a été entendu par plusieurs pays. La France, la Suède, l'Allemagne et cinq pays arabes ont annoncé qu'ils allaient dépêcher des secours.

## L'aide étrangère aux sinistrés du séisme en Iran s'organise

Le tremblement de terre, qui a frappé, samedi 10 mai, l'est du pays, aurait fait, selon des bilans provisoires, entre 2 400 et 2 800 morts. Des dizaines de milliers de personnes sont blessées ou sans abri. Plusieurs pays occidentaux et arabes commencent à dépêcher des secours sur place

DEUX MILLE QUATRE CENTES, deux mille huit cents, trois mille morts, des dizaines de milliers de blessés et combien de sans-abri? Le bilan du séisme d'une magnitude de 7,1 sur l'échelle de Richter qui a frappé, samedi 10 mai, l'est de l'Iran risque de s'alourdir encore au fil des heures, puisque ce sont deux cents villages qui ont été totalement rasés dans la région de Ghaen (qui compte 40 000 habitants) et de Birjand. Dix mille habitants ont été détruits. C'est le plus grave tremblement de terre en Iran depuis 1990. Trente-cinq mille personnes avaient alors été tuées dans le nord-est du pays.

Dans l'hôpital de Ghaen, rapporte l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse (AFP) sur les lieux du sinistre, des lits de fortune ont été installés partout. Les couloirs, le hall d'entrée, la cour et même les cuisines accueillent les blessés. De nombreux volontaires ont afflué sur la place centrale de la ville, attendant en vain d'être transportés par camions sur les lieux du drame pour participer aux secours.

Avec des moyens de fortune, les habitants tentent d'enterrer les leurs tués dans le séisme. « J'ai dû

creuser avec mes propres mains pour enterrer quatre membres de ma famille », se lamentait un habitant du village d'Ardekoul, où des dizaines d'écoliers sont morts sous les débris de l'établissement qui s'est effondré sur eux. Dans le village de Hadjabad, ajoute l'envoyé spécial de l'AFP, une foule vêtue de noir contemplait avec désespoir les maisons transformées en poussière. Ce ne sont plus qu'amas de briques, de terre séchée et de ciment. Un seul buldo-

zer était disponible pour déblayer les gravats, desquels émergeaient des ustensiles ménagers, des meubles brisés. Les mêmes scènes se répétaient à Abiz, à 10 kilomètres de là. A proximité du canal d'irrigation, des habitants faisaient la toilette des corps, avant de les enterrer dans le cimetière, au pied d'une colline.

Les cadavres étaient transportés dans des camions municipaux, enveloppés dans des couvertures. Faut-il de draps blancs, tradition-

nellement utilisés comme linceuls, des morceaux de tissus poussiéreux, récupérés dans les ruines, permettaient de recouvrir les corps. La télévision iranienne a montré des images des destructions. Dans une ville, un seul mur tenait encore debout et des enfants erraient parmi les débris. Sur les routes de la région, on voyait passer à intervalles réguliers des camions chargés de produits de première nécessité ou d'eau potable, détrempée relativement rare dans cette région semi-désertique.

Le séisme est survenu à 12 h 29 locales (07 h 59 GMT), dans cette vaste région peu peuplée, proche de l'Afghanistan, et grenier à grain de l'Iran. Son éppicentre se situait à Machad, chef-lieu de la province de Khorassan. Il a été ressenti dans des provinces de l'est, du sud-est et du centre du pays, dans les régions de Khorassan (est), Kerman et Yazd (sud), ainsi que dans celle de Kachan, au sud de la capitale.

Un responsable du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Hamid Reza Ghafarzadeh, s'est rendu sur place pour

évaluer les dégâts. Selon de premières estimations faites par le ministre iranien de l'Intérieur, Ali Mo-hamad Becharati, le montant des dégâts matériels dans les seules villes de Ghaen et Birjand s'élève-

Trois hôpitaux de campagne auraient été installés, mais il manque du sang, des ambulances, des bulldozers...

rait à 200 milliards de rials (67 millions de dollars).

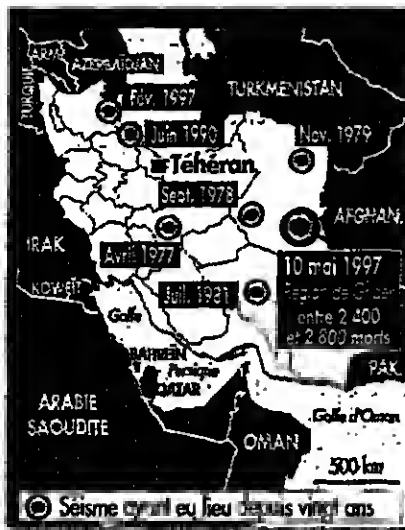
Malheureusement coutumiers des séismes - le dernier avait eu lieu en février dans le nord-ouest du pays, faisant 1 100 morts et plus de 36 000 sans-abris - les autorités ont aussitôt réagi en dépêchant des équipes de transport et 4 hélicoptères dans la zone touchée.

Quatre-vingts tonnes de produits de première nécessité devaient être acheminés sur place. Le Croissant-Rouge iranien a expédié, de son côté, 9 000 tentes, 18 400 couvertures, 34,3 tonnes de riz, 21,4 tonnes de dattes, 220 appareils de chauffage et 45 tonnes de denrées alimentaires diverses.

Deux mille secouristes se sont déployés utilisant 300 véhicules. D'après la radio, trois hôpitaux de campagne ont été installés dans la zone sinistrée. Mais il manque encore des tentes, du sang, des vivres, des ambulances, des bulldozers, des appareils de détection des vivants et du personnel médical. Le climat, en cette saison, étant dément, les opérations de secours ne devaient pas être entravées.

Dans les vingt-quatre heures consécutives au séisme, cent trente répliques ont été enregistrées dans la même région. Le Guide de la République islamique, Fayyazollah Ali Khamenei, a fait part de sa douleur. Le président Ali Akbar Hachemi Rastfandjani, qui est en visite officielle au Tadjikistan, a exprimé sa profonde émotion et demandé l'envoi d'une aide internationale. - (AFP, Reuters)

## Telle une coquille de noix dans un étai



Le mécanisme de ces catastrophes est bien connu des géologues. C'est la tectonique des plaques qui décrit les mouvements de ces plaques, et plaques qui supportent les continents ou le fond des océans. Tantôt elles s'éloignent l'une de l'autre, comme dans le milieu de l'Atlantique, et accroissent ainsi, chaque année, de plusieurs centimètres la distance entre l'Europe et l'Amérique. Tantôt elles glissent l'une contre l'autre, libérant d'un coup une énergie tellurique trop longtemps accumulée. Tantôt, enfin, elles s'affrontent puissamment, l'une plongeant sous l'autre comme cela se passe au large des côtes chiliennes.

### COMBATS TELLURIQUES

De ces terribles combats telluriques naissent les tremblements de terre. Et même si, de l'avis des géologues, les mécanismes précis qui agitent l'Iran sont plutôt complexes, les grandes lignes de ces affrontements se résument en une phrase : une coquille de noix dans un étai. L'Iran - et avec lui la Turquie - joue le rôle de cette fragile coquille. La péninsule arabique et l'Eurasie jouent celui de la main de fer qui les comprime.

Pour mieux comprendre, il faut savoir que l'Iran et le Caucase

sont coincés entre l'Afrique qui monte vers le nord à la vitesse moyenne d'un demi à 1 centimètre par an, l'Arabie saoudite qui pivote vers le nord-est au rythme de 2 à 3 centimètres par an et l'Eurasie qui est chahutée, depuis quarante à cinquante millions d'années, par le formidable coup de poing qu'exerce sur elle - la chaîne himalayenne et le plateau tibétain en sont la marque - le continent indien.

Face à cette conjonction de puissants mouvements, la Turquie, au prix de tremblements de terre également meurtriers, trouve son salut dans la fuite vers l'ouest, tel un savon qui échapperait à la main qui l'enferme, l'Iran, au contraire, courbe l'échine. Il subit de plein fouet cette « tectonique en mosaïque » et s'en défend en se fragmentant, en se plissant comme une nappe de tissu épaissi.

Au sud du pays, les reliefs des monts Zagros se témoignent. Au nord-est, au contact avec le Turkménistan, c'est la chaîne de l'Elbourz qui présente des plis et des chevauchements, tandis que, plus à l'ouest et au nord-ouest, se manifestent ceux du Caucase et du Petit Caucase.

Jean-François Augereau

UNE FOIS ENCORE la terre a tremblé en Iran. Sans trop prévenir. Une fois encore le lent et puissant mouvement des immenses plaques qui supportent les pays du Proche-Orient ont dramatiquement secoué le pays et meurtri la région de la province du Khorassan située à l'est du pays, à la frontière avec l'Afghanistan. C'est malheureusement comme ça. L'Iran - et plus particulièrement cette partie du pays - est voué à être secoué, bouleversé, comprimé par des tremblements de terre meurtriers et ce pour des milliers d'années encore.

Pour s'en convaincre, il n'est que de lire une carte géologique de l'Iran. Point n'est besoin d'être spécialiste. Pas un pouce de terrain qui ne soit marqué par une ligne de faille. Pas une zone qui n'ait connu, dans les cent dernières années, une catastrophe, un séisme de magnitude supérieure à 6 ou à 7 sur l'échelle ouverte de Richter. Un exemple : celui terrible du 21 juin 1990 qui a ravagé le nord-ouest de l'Iran. Une secousse de 7,3 et une tragédie sur les bords de la Caspienne. A l'heure des bilans, les autorités établissent que le tremblement de terre de Manjil qui a

secoué les provinces de Gilan et Zandjan a fait entre 35 000 et 40 000 morts.

A l'est du pays, ce n'est guère mieux. Tout le long de la frontière avec le Turkménistan (au nord-est) et l'Afghanistan et le Pakistan (à l'est), ce ne sont que fractures, failles et plissements de terrain. Orientées nord-sud, Zandjan Fault, Kahurak Fault, East Neb Fault, Westmeh Fault, Nazyband Fault, Tabas Fault, Chahak Fault et Mamhudad Fault ont

- pour n'en citer que quelques-uns - menacé. Dans cette région, quoi que l'on fasse, la terre est meurtrière. Et cela, aussi loin que l'on remonte dans la nuit des temps, comme en témoigne le séisme de 856 qui ravagea le Khorassan et fit, à en croire les récits de l'époque, 45 000 morts.

### MÉCANISMES

Hler, Dashed-e-Bayaz (1968), magnitude 7,4, 10 000 morts et Tahras (1978), magnitude 7,5,

25 000 morts. L'Iran est un des pays les plus sismiques du monde et « le Khorassan, sans doute la partie la plus sismique du pays », assure Paul Tappinier de l'Institut de physique du globe (IPG) de Paris. Un propos que, en 1990, un de ses confrères, Waverley Person, avait déjà tenu en affirmant que « dans les douze dernières années, l'Iran a connu une douzaine de tremblements de terre d'une magnitude égale ou supérieure à 7 ».

### Un pays exposé en permanence

● Un danger omniprésent. L'Asie de l'Est a connu, de tous temps, de terribles catastrophes. Celle de 1641 aurait fait 30 000 victimes. L'Iran se trouve, en effet, dans une région exposée à un danger sismique quasi permanent, de même que d'autres pays de la région comme la Turquie, la Syrie, l'Arménie ou l'Afghanistan, qui ont subi, eux aussi, de nombreux séismes. ● Le tremblement de terre le plus meurtrier, dans la période récente, il a eu lieu en juin 1990 dans les provinces de Gilan et Zandjan (Nord-ouest). Il a fait entre 35 000 et 40 000 morts. D'une magnitude de 7,3 à l'échelle de Richter, il a dévasté et quelques secondes 2 100 km<sup>2</sup> comprenant 27 villes et 1 871 villages.

● Les principaux séismes depuis 1960 : - Avril 1960 : 450 morts à Lar (Sud). - Septembre 1962 : 11 000 victimes, 200 villages

détruits à l'ouest de Téhéran.

- Août 1968 : environ 10 000 morts dans la province de Khorassan (Nord-Est).

- Avril 1972 : 5 044 morts dans la région de Ghir (Sud).

- Avril 1977 : entre 600 morts et 900 morts dans la région d'Isfahan.

- Septembre 1978 : 25 000 morts dans l'Est. La ville de Tabass est entièrement détruite et compte, à elle seule, 15 000 morts.

- Novembre 1979 : 600 morts dans le Nord-Est.

- Juin 1981 : 1 028 morts dans la province de Kerman (Sud-Est).

- Juillet 1981 : 1 300 morts dans la même région.

- 21 juin 1990 : près de 40 000 morts dans la vallée de Roudhar (Nord).

- 28 février 1997 : 1 100 morts et 2 600 blessés, environ 50 000 personnes sinistrées dans la région d'Ardébil (Nord-Ouest). Quelques jours après le séisme, l'Iran avait lancé un appel officiel à l'aide internationale par le canal des Nations unies.

## Les Etats-Unis prêts à envoyer des secours si Téhéran le demande

hostile à l'Iran. Cette aide, a précisé le ministre de l'Intérieur, pourrait transiter par la ville de Machad.

La France aura été le premier pays à annoncer, dès samedi soir, son intention de répondre à l'appel à l'aide des autorités iraniennes. Un avion affrété par Paris, transportant 39 tonnes d'aide humanitaire d'urgence destinée aux victimes du séisme en Iran, est parti dès dimanche pour Machad, chef-lieu de la province de Khorassan (nord-est). Il transportait des couvertures, des tentes, des vêtements et de l'aide alimentaire, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères. De son côté, le Secours populaire français a ouvert, dimanche, une souscription afin de venir en aide aux victimes du séisme.

La Fédération internationale des Croix et Croisants rouges a lancé un appel à donateurs de 12 millions de francs suisses (environ 43 millions de francs) pour assister les victimes du séisme. Dans un communiqué, la Fédération

précise que cette somme servira à l'achat de secours incluant des vivres, des abris, des vêtements chauds, du matériel de cuisine et des produits hygiéniques. Un haut fonctionnaire de cette organisation était attendu, lundi, à Téhéran pour participer à la coordination de l'effort international de secours. Dès dimanche, la Fédération a transféré 100 000 francs suisses au Croissant-Rouge iranien pour couvrir les besoins immédiats.

### DU PERSONNEL MÉDICAL

La Suède a affirmé qu'elle pouvait « débloquer immédiatement (...) un million de couronnes (environ 650 000 francs) provenant du fonds suédois pour l'aide humanitaire internationale », afin de venir en aide aux sinistrés iraniens. La Suède peut aussi envoyer des médecins, du personnel hospitalier, des sauveteurs ou des couvertures.

Les Etats-Unis, dont l'hostilité politique envers l'Iran n'est plus à démontrer, ont affirmé que si une demande leur était adressée, ils se

tenaient « prêts » à fournir une aide humanitaire à l'Iran par l'intermédiaire d'une organisation non gouvernementale qui pourrait être « la Croix-Rouge ou le Croissant-Rouge ».

Une demande du Croissant-Rouge iranien pour des tentes, des couvertures, des vêtements et de la nourriture est parvenue, dimanche après-midi, à la Croix-Rouge allemande, qui recherchait les moyens les plus rapides d'acheminer son aide. Le gouvernement allemand, de son côté, est disposé à apporter son aide aux victimes et des moyens financiers sont à disposition dans un fonds du ministère des affaires étrangères, a indiqué ce porte-parole.

Cinq pays arabes, dont les relations avec l'Iran sont loin d'être au beau fixe - l'Arabie saoudite, la Koweït, Bahreïn et les Emirats arabes unis et l'Egypte - ont, eux aussi, annoncé l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) avait appelé, dimanche, les pays membres à venir en aide aux iraniens. - (AFP)

سازمان زلزله



55 ذ من الإمل

## L'OLP veut punir de mort la vente de terres à des Israéliens

Un agent immobilier de Jérusalem-Est, soupçonné d'avoir procédé à de telles transactions, a été tué par des inconnus. Cette exécution marque le retour d'une pratique qui avait disparu depuis juillet 1994

JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Malins liées dans le dos, visage déformé, jambe gauche brisée, nuque enfoncée. Le cadavre retrouvé vendredi 9 mai sur le bas-côté d'une route, à l'entrée de la ville palestinienne autonome de Ramallah, portait tous les signes d'une exécution dite « pour l'exemple ». La qualité de la victime – agent immobilier à Jérusalem-Est – et les soupçons qui pesaient depuis longtemps sur son commerce ont emporté la conviction de la police israélienne. Farid El Bashiti, soixante-dix ans, aurait été liquidé par des inconnus qui le soupçonnaient de vendre des maisons et des terrains arabes à des acheteurs israéliens.

Durant les sept années de l'intifada, plusieurs centaines de Palestiniens, soupçonnés de collaborer avec l'occupant, avaient ainsi été tués par différents groupes de lutte armée. La réapparition de cette pratique, qui avait disparu avec le retour de Yasser Arafat à Gaza en juillet 1994, s'inscrit dans la lutte pour le contrôle de la terre et sa radicalisation liée à la reprise, par le gouvernement nationaliste de Benyamin Nétanyahou, d'une politique de colonisation tous azimuts.

Farid El Bashiti était soupçonné en particulier d'avoir facilité la récente acquisition, par un milliardaire juif américain, d'une vaste demeure arabe sise sur le mont des Oliviers, dans la partie arabe occupée de la Ville sainte. Achetée 29 millions de francs par Irving Moskowitz, bienfaiteur de tous les groupes extrémistes d'Israël, la maison et son parc sont occupés depuis la semaine dernière par une yeshiva, un séminaire orthodoxe lié à l'armée et dirigé par Benny Elon, député du parti d'extrême droite Moledet. Le vendeur est Shaleh Ajamian, l'ancien patriarche arménien de Jérusalem, congédié par sa propre Église en 1982 pour sa collaboration avec Israël.

Coincidence, quatre jours avant que la vente soit rendue publique le 9 mai, le ministre palestinien de la justice, Friei Abou Meddene, avait annoncé l'introduction de la peine de mort « pour les traîtres qui vendent la patrie à l'ennemi ». En

attendant que l'Assemblée législative palestinienne vote la loi adéquate, a indiqué le ministre, l'autorité autonome a réinstauré une vieille ordonnance militaire jordanienne ad hoc qui prévoyait la peine capitale pour le même crime.

Problème, Farid El Bashiti résidait dans la partie arabe occupée de Jérusalem qu'Israël a unilatéralement annexée avec ses habitants palestiniens en 1967 : à ce titre, il ne pouvait pas être traduit devant les tribunaux « autonomes ». Les services de M. Arafat, qui n'ont théoriquement pas le droit d'exercer leur mandat à Jérusalem-Est, ont-ils eu recours à une exécution extrajudiciaire ? Officiellement, non. Le gouvernement de l'OLP a affirmé qu'il n'avait rien à voir avec la mort d'El Bashiti. Mais, dimanche, il n'était pas besoin de pousser beaucoup certaines sources de sécurité palestinienne pour s'entendre rétorquer qu'en tout état de cause « le callabo n'a eu que ce qu'il méritait ».

### Une radicalisation liée à la reprise par Israël d'une politique de colonisation tous azimuts

Quelques heures à peine après la découverte du cadavre, Dima El Sabri, le grand mufti de Jérusalem nommé par Yasser Arafat, fêlait midi, à la mosquée d'Al-Aksa, qu'un « traître » avait été « puni » et qu'il était interdit « de tout bon musulman de prier sur sa tombe ». Pour faire bonne mesure, le cadavre de la victime, qui a été transféré à l'hôpital médico-légal israélien, ne devra pas être enseveli selon les rites musulmans. La famille, qui dément toute accusation, est terrorisée.

A ceux qui s'étonnaient la semaine dernière de la réintroduction en Cisjordanie d'une ordonnance jordanienne particulière-

ment sévère, le ministre Abou Meddene avait expliqué que l'autorité n'avait d'autre choix « pour défendre la terre nationale ». Pour prix de la paix avec Israël, l'OLP demande le retrait de l'État juif de tous les territoires occupés depuis 1967. Jérusalem-Est comprise. Or, ajoute Friei Abou Meddene, Israël « considère qu'une vente privée de terre arabe à l'un de ses citoyens vaut abandon de souveraineté politique », ce qui complique singulièrement les choses.

De fait, pour justifier la construction de Har Homa, la nouvelle colonie juive du sud de Jérusalem-Est, M. Nétanyahou ne cesse de rappeler que 70 % des terrains nécessaires ont été achetés par des « Israéliens juifs » à leurs anciens propriétaires palestiniens. Le principal propriétaire actuel du terrain est aujourd'hui le Fonds national juif.

La méthode, éprouvée depuis trente ans d'occupation, est presque toujours la même. Dans un premier temps, la municipalité israélienne de la Ville sainte « réunit » classe les terrains libres appartenant à des Palestiniens de Jérusalem-Est en « zone verte » inconstructible. Une fois rachetée à bas prix par des intérêts israéliens, la zone, comme celle de Har Homa, redevient constructible. Selon Haaretz qui publiait en mars une enquête sur le sujet, « de considérables fortunes » ont ainsi été réalisées par certains investisseurs israéliens.

Organisme semi-étatique, le Fonds national juif, avec le bureau de l'administration des terres qui gère les terres domaniales en Israël comme dans les territoires arabes occupés, possède 91 % du territoire national. Les Palestiniens des territoires n'ont pas le droit d'acheter des terres en Israël ou à Jérusalem-Est. Mais, pour parfaire le dispositif, Ariel Sharon, ministre des Infrastructures, vient de proposer que soit désormais interdite toute vente de terre domaniale – à des « étrangers non éligibles au titre de la loi du retour », texte fondamental réservé aux Juifs.

Patrice Claude

## Le pape appelle les chrétiens du Liban à « faire tomber les murs »

Jean Paul II a été accueilli dans un climat d'unanimité nationale

Le pape a conclu, dimanche 11 mai, une visite de deux jours au Liban, dans un climat d'unanimité nationale. Il a présidé dans le centre de Beyrouth une célébration qui a réuni plus de 300 000 fidèles après avoir rendu public, la veille, le fruit des travaux du synode des évêques libanais organisé à Rome en 1995.

BEYROUTH

de notre envoyé spécial  
Il s'appelle Pierre Najm et a vingt et un ans. Dans la nef de béton de la basilique Notre-Dame du Liban, qui surplombe la baie de Jounieh et ressemble à une coque de bateau renversée, dix mille jeunes Libanais – trente mille dehors – créent leur enthousiasme quand leur porte-parole lance au pape : « Osez dire, à haute voix, ce que nous craignons de dire et ce que nous avons perdu l'habitude d'exprimer (...) ». Dire que « les libertés fondamentales nous sont arrachées une à une, que certaines détentions de jeunes se font pour des raisons politiques, que les droits de l'homme sont bafoués à chaque instant ». Liant le geste à la parole, des jeunes ont collé du Scotch sur leur bouche ou exhibé devant les caméras des poignets noués.

C'est la « génération de la guerre », explique le patriarche des maronites, Nasrallah Sfeir. La visite de Jean Paul II est une consécration pour cet homme qui, depuis des années, dénonce les atteintes à la souveraineté du Liban. Ce soir encore, samedi 10 mai, il prend la défense de ces jeunes chrétiens interdits d'accès aux « responsabilités politiques ». Il plaide pour une « société démocratique, où les droits de l'homme sont respectés, la justice assurée, l'égalité des chances établie dans un climat de liberté ».

Comme un bonheur n'arrive jamais seul, Jean Paul II, ce soir-là, est dans une forme physique telle que ses plus proches collaborateurs ne lui avaient pas connue depuis longtemps. Son élocution est parfaite, sa voix sonore, et le pape a retrouvé cette capacité d'improviser dans la langue française, qui ne

lui est pas la plus familière mais qui lui permet de dialoguer en direct avec les jeunes. Crient-ils « Liberté » ? Il répond « Vive la paix ! », les appelle à « faire tomber les murs », à « construire des ponts entre les communautés », à « faire refluer le Liban », à ne pas se résigner, à s'engager, à prendre leur destin en main. Ajoutant à la fin de son discours : « Vous avez applaudi là où il le fallait. Quant à moi, j'ai bien compris ».

Cette visite de Jean Paul II au Liban répondait à une double attente. Du pape, d'abord : il n'y a pas un autre pays, y compris la Pologne ou la Lituanie, où il n'aurait exprimé aussi fréquemment l'intention de se rendre et regretté aussi amèrement d'en être empêché. Attente démesurée, ensuite, d'une population chrétienne jeune, qui a évité de transformer cette visite en manifestation subversive, mais qui ne s'est pas privée d'exprimer au pape sa défiance dans les institutions et les dirigeants du pays.

MARÉE HUMAINE

Pendant deux jours, une marée humaine aura accompagné tous les déplacements du pape. Toutes communautés confondues. Dès son arrivée, samedi, sur la route du palais présidentiel de Baabda, les drapeaux noirs des hezbollahs, vert et rouge des chiites traversent avec lui Beyrouth-Ouest. La foule grossit à l'arrivée dans les quartiers chrétiens. Devant la papamobile, des groupes de femmes improvisent des ballets et, au passage du Musée, on aperçoit des portraits de la Vierge, du patriarche maronite, mais aussi de Samir Geagea, le leader chrétien enroulé.

Dimanche matin, 300 000 fidèles assistent à la célébration du pape, massés sur l'esplanade qui, face à la mer, tourne le dos aux immeubles évanescents de la célèbre place des Martyrs. De Jounieh au centre de Beyrouth, les trottoirs débordent. Les fidèles sont venus de Tripoli, de Kobeyate, à l'extrême nord, mais aussi de la Bekaa et du sud du Liban, le plus éprouvé : de Jezzine (sous occupation israélienne), de Saïda, de Tyr, villes dont le pape a souligné les « grandes souffrances » et où ses « pensées vont tous les jours ».

Les éditorialistes parlent d'une manifestation de « renaissance nationale », que personne, parmi les leaders politiques et religieux, n'a boudée. Mais le pape a mis en garde contre les faux espoirs. Il a pressé les chrétiens du Liban de sortir de la nostalgie d'un passé enfoui et de participer, à égalité de droits, mais sans arrière-pensée, à la reconstruction politique et morale d'une société désarticulée.

« N'oubliez pas votre identité chrétienne », a-t-il clamé, en ajoutant que le mot « identité » n'est pas synonyme de défense d'« intérêts particuliers », de « privilèges ». C'est d'une identité ouverte que le pape a parlé au Liban, de dialogue avec les autres communautés, avec l'islam modéré, avec cette diversité culturelle et spirituelle qui fait aussi partie de la « mission historique » du Liban. Mais déjà quelques voix critiques demandaient, dimanche soir, si la priorité pour l'avenir du pays est l'unité nationale ou la liberté : « Peut-on changer l'intérieur de la maison, alors que cette maison est une prison ? »

Henri Tincq

## Le rapprochement entre Israël et la Turquie inquiète fortement les pays arabes

LE RAPPROCHEMENT entre Israël et la Turquie, que conforte l'annonce de manœuvres navales communes en Méditerranée, continue de causer des remous au Moyen-Orient. L'an dernier déjà, lorsque Ankara avait signé un premier accord de coopération militaire avec Jérusalem, permettant à l'armée de l'air israélienne de s'entraîner dans le ciel turc, les pays de la région avaient déjà exprimé leur inquiétude.

Depuis, en dépit de l'arrivée au pouvoir du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, plusieurs autres accords sont venus s'y ajouter et les visites ministérielles et militaires se sont multipliées. « Le développement des relations entre la Turquie et Israël ne devrait déranger personne », a déclaré le ministre de la défense turc, Turhan Tayan, espérant mettre fin aux protestations.

Dès le départ, les relations d'Ankara avec Israël ont été fondées sur une coopération militaire, sous l'impulsion à la fois des deux armées et des États-Unis, favorables à l'entente de ces deux États qui leur sont proches. L'apport technologique d'Israël permettra de moderniser l'équipement militaire en Turquie, notamment les avions F-4 jumbos, et de compenser ainsi en partie le quasi-embargo sur les livraisons d'armes imposé sous la pression du Congrès et d'un lobby grec. Les deux pays échangeront également des renseignements sur leurs ennemis respectifs ou communs.

En fait, explique Ismail Soysal, un diplomate retraité qui dirige actuellement la Fondation d'études

sur le Moyen-Orient et les Balkans (OBIV), « la lutte contre le PKK est la principale motivation du rapprochement turco-israélien ». L'armée turque affirme régulièrement être venue à bout des rebelles kurdes mais, s'il est vrai que les militants du PKK semblent avoir perdu du terrain dans certaines régions du Sud-Est anatolien, des combats ont cependant repris au printemps, prouvant que le PKK n'est pas encore réduit à néant.

Les autorités turques accusent régulièrement la Grèce, la Syrie, l'Iran et l'Arménie de fournir une aide logistique aux combattants kurdes. Ankara a beau avoir des contacts fréquents avec Téhéran, les Turcs – et en particulier l'armée – n'en demeurent pas moins très méfiants à l'égard du régime des mollahs. La Syrie, en dispute avec Ankara pour le partage des eaux de l'Euphrate, est également une voisine hostile.

ÉCONOMIES « COMPLÉMENTAIRES »

Les rêves du premier ministre Erbakan, qui envisageait une collaboration fraternelle entre pays musulmans, n'ont pas été pris au sérieux par les militaires qui sont en position de force, compte tenu de la fragilité du gouvernement. Les réalités du pouvoir ont même poussé M. Erbakan, qui avait souvent attaqué verbalement Israël lorsqu'il était dans l'opposition, à rencontrer le ministre des affaires étrangères israélien David Lévy lors de sa visite à Ankara en avril.

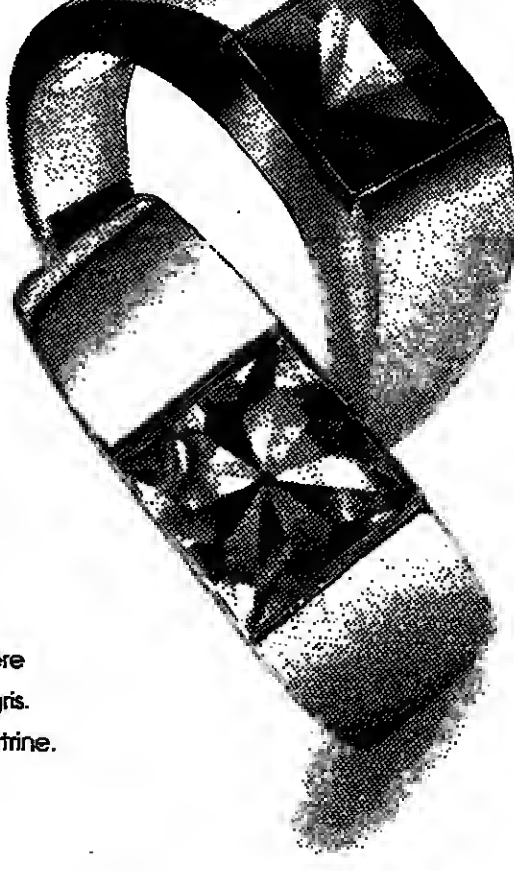
L'évolution fulgurante des relations politiques a de quoi surprendre, mais elle ne fait que suivre

une tendance économique déjà amorcée par le secteur privé dès le début des années 90. Ce volet est moins connu, mais tout aussi important. Les échanges commerciaux ont quintuplé depuis 1992 pour atteindre un volume d'un demi-milliard de dollars et cette somme devrait augmenter rapidement après la ratification d'un accord de libre échange qui permettra à Israël de concurrencer l'Europe – qui bénéficie déjà d'une union douanière avec la Turquie – sur le marché turc. « Nos deux économies sont complémentaires : la Turquie dispose d'une industrie lourde, nous avons en revanche une haute technologie dont elle a besoin », explique un diplomate israélien. Économiquement, les Israéliens perçoivent la Turquie comme un marché d'avenir, d'autant plus que des sociétés mixtes leur permettent d'accéder à l'Asie centrale.

Jusqu'à présent, la Turquie avait soigneusement équilibré sa politique moyen-orientale, maintenant des contacts polis sinon cordiaux avec Israël tout en défendant les Palestiniens. La diplomatie turque affirme que cette situation n'a pas changé. Et selon Sermet Atacanli, un porte-parole du ministère des affaires étrangères, « les manœuvres navales » qui suscitent les critiques « seront plus civiles que militaires, et seront avant tout un exercice de recherche et de sauvetage ». Mais au moment où le processus de paix se heurte à des obstacles considérables, ce développement risque de menacer le dialogue entre la Turquie et les pays arabes.

Nicole Pope

# Cartier



Bagues Tank\*  
Carrés de lumière  
serfs dans l'or gris.  
Améthyste et citrine.

\*Modèles déposités

150 ANS D'HISTOIRE ET BEAUCOUP D'AMOUR

Saint-Germain-des-Prés - 41, rue de Rennes - Paris 6<sup>ème</sup> - 01 45 49 65 80  
51, rue François 1<sup>er</sup> - Paris 8<sup>ème</sup> - 01 53 93 95 20  
23, rue du Faubourg St Honoré - Paris 8<sup>ème</sup> - 01 44 94 87 70



# Robert BADINTER



ROBERT BADINTER

## UN ANTISÉMITISME ORDINAIRE

Vichy et les avocats juifs (1940-1944)

Fayard

260 p.  
110 F

FAYARD

## M. Kabila refuse de négocier la transition du pouvoir au Zaïre avec M<sup>re</sup> Monsengwo

L'archevêque de Kisangani pourrait remplacer le maréchal Mobutu

Le président Mobutu, qui a regagné Kinshasa samedi 10 mai après trois jours passés à Libreville, devrait rencontrer le chef des rebelles,

Laurent-Désiré Kabila, mercredi 14 mai à bord de l'Outeniqua, un bâtiment de la marine de guerre sud-africaine ancré à Pointe-Noire, au Congo.

Une première rencontre avait eu lieu le 4 mai sur ce même navire et s'était conclue sur un constat d'échec.

**KINSHASA**  
de notre envoyé spécial  
Le maréchal Mobutu s'est rendu à Libreville à l'invitation de M. Bongo pour un sommet de chefs d'Etat d'Afrique centrale. Il a demandé à ses pairs une aide militaire pour contre l'insupportable progression de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) et empêcher la prise de Kinshasa. Ceux-ci ont poliment refusé. Ils ont préféré pousser le chef de l'Etat zaïrois vers une sortie honorable et digne au cours d'une transition ordonnée plutôt que de se lancer dans le montage compliqué d'une force d'interposition inter-africaine. Dans la « Déclaration de Libreville », les participants au sommet ont notamment invité les institutions zaïroises à doter le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) d'un président.

Alors que le maréchal Mobutu Sese Seko atterrissait samedi à Kinshasa, les députés du HCR-PT se réunissaient en séance plénière pour se donner un président. Le poste était vacant depuis janvier 1996, date de la démission de M<sup>re</sup> Laurent Monsengwo, archevêque de Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre.

En milieu d'après-midi, les parlementaires restauraient M<sup>re</sup> Monsengwo dans ses fonctions de conseiller de la République. L'Eglise protestante retirait la

candidature de M<sup>re</sup> Marini et les forces politiques du conclave (la mouvance présidentielle) apportaient un soutien massif à M<sup>re</sup> Monsengwo. Celui-ci était élu à la présidence du HCR-PT en fin de journée, en dépit de quelques manifestations de mauvaise humeur de la part de l'opposition radicale d'Etienne Tshisekedi, dont les représentants quittaient la salle.

**DEMANDE DE « GARANTIES »**  
Président du HCR-PT, M<sup>re</sup> Laurent Monsengwo devient de facto le deuxième personnage de l'Etat. C'est lui, selon l'Acte constitutionnel, qui doit assurer l'intégrité du président de la République en cas d'empêchement ou de vacance du pouvoir. A ce poste, il aura la charge de mettre sur pied une structure de transition, de négocier avec les rebelles de Laurent-Désiré Kabila et de conduire le pays aux élections multipartites. C'est du moins ce que souhaitent les promoteurs du sommet de Libreville.

Lundi matin, M<sup>re</sup> Monsengwo n'avait toujours pas officiellement accepté la présidence du HCR-PT. De Bruxelles, avant son retour à Kinshasa ce même lundi, le prélat a expliqué qu'il n'accepterait le poste qu'avec « des garanties nationales et internationales, que désormais tout le monde respectera l'ordre institutionnel de la Conférence nationale souveraine, ainsi

que son projet de société tel que consacré dans les textes qui régissent le pays actuellement ». Il a également estimé nécessaire que cette décision soit examinée par quatre instances religieuses : l'archidiocèse de Kisangani, la Conférence épiscopale du Zaïre, le synode des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar et le Saint-Siège. Le Vatican, qui réserve sa réponse, a cependant remarqué qu'un « archevêque peut être autorisé à jouer un rôle politique dans son pays lorsqu'il existe une situation d'urgence, et pour une durée déterminée ».

Par la voix de son « ministre » des affaires étrangères, Bizima Karaba, l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila a d'ores et déjà prévenu qu'elle ne traiterait pas avec M<sup>re</sup> Monsengwo exigeant que le transfert du pouvoir se fasse directement de M. Mobutu à M. Kabila.

### POSITIONS FIGÉES

M. Karaba a toutefois confirmé que le chef de l'Alliance se rendrait bien mercredi à bord de l'Outeniqua. M. Mobutu sera-t-il encore chef de l'Etat zaïrois au moment de cette rencontre ? Vraisemblablement, car il n'est pas imaginable qu'au quarante-huit heures M<sup>re</sup> Monsengwo ait repris son poste de président du HCR-PT et que le maréchal Mobutu ait démissionné pour raisons

de santé, remettant tous ses pouvoirs à l'ecclésiastique.

Il n'empêche. Si M. Mobutu, comme il l'a explicitement indiqué, se démettait de ses fonctions au profit de M<sup>re</sup> Monsengwo, la donne zaïroise serait bouleversée. M. Kabila se bat depuis le mois d'octobre afin d'obtenir le départ du maréchal. C'est son mot d'ordre, le leitmotiv de ses interventions, le dénominateur commun des forces disparates qui composent l'AFDL.

En quittant le pouvoir, M. Mobutu vide de son sens l'action entreprise par Laurent-Désiré Kabila. Si, après son départ, le chef des rebelles persiste dans son aventure militaire, c'est bien qu'il veut autre chose que la chute du dictateur : la conquête du pouvoir par la force.

Mais tout dépend bien sûr de l'évolution de la situation sur le terrain. Il semble qu'il n'y ait pas eu de combats ce week-end. Les positions sont figées non loin de Kenge, sur la rivière Huambele, à quelque 250 kilomètres à l'est de Kinshasa. Les rebelles soutenus par des soldats angolais sont face aux forces armées zaïroises (FAZ) aidées par les rebelles angolais de l'Unita de Jonas Savimbi.

Les deux camps continuent de se renforcer et la guerre civile qui s'écroulait en Angola a trouvé un nouveau théâtre d'opérations.

Frédéric Fritscher

## Une « légion tutsie » de quinze mille hommes, formée par l'Ouganda, aurait appuyé les forces rebelles, selon les services occidentaux

LES SERVICES de renseignement occidentaux - davantage les Français ou les Belges que les Américains - mettent en cause la présence, sur le territoire zaïrois, de ce que certains de leurs analystes appellent une « légion tutsie », entrée par l'Ouganda pour appuyer les forces de Laurent-Désiré Kabila contre l'armée du maréchal Mobutu. Au point que ces mêmes sources considèrent que la percée militaire des rebelles est « une véritable agression étrangère » venue de Kampala.

Selon ces analystes, l'Ouganda a fourni, au début de la rébellion contre les autorités de Kinshasa, la valeur de deux bataillons, soit quelque 2 000 hommes. Mais, pour la conquête de Kisangani, en mars dernier, cette « légion » aurait mobilisé jusqu'à 15 000 hommes avec, en son sein, des éléments de l'armée régulière ougandaise qui en assurait la logistique.

Entre ces deux périodes, disent les spécialistes du renseignement, il y a eu probablement un changement de tactique à Kampala. Il s'agissait, dans un premier temps, de créer une zone tampon à la frontière entre l'Ouganda et le Zaïre, qui servait de base arrière à des commandos hostiles au régime de Mobutu. Puis, les Ougandais - plus exactement ce que les services concernés appellent « des nostalgiques de l'empire tutsi » - ont décidé d'aller plus loin et de s'implanter dans le Kivu, pour édifier une zone de sécurité dans l'est du Zaïre. C'est alors que, sous la direction de Kampala, a été formée sur le tas une « légion », recrutée en Ouganda, en Erythrée et au Burundi, à partir de « contractuels » encadrés par des bataillons de l'armée ougandaise. Un même concours de circonstances fut observé an

Rwanda, quand les troupes de Paul Kagame l'emportèrent sur les forces armées rwandaises (FAR).

Devant Kisangani et pendant les combats de Waisa, Istro ou Nzoro, la « légion tutsie », dit-on de même source, été sérieusement ébranlée par les mercenaires étrangers engagés par le maréchal Mobutu (lire ci-dessous), et par des éléments des ex-FAR présents dans la région. On estime que 2 000 à 3 000 hommes de la rébellion et de la « légion » ont été mis hors de combat à cette occasion.

Si les véhicules légers servis par des mercenaires, l'armée zaïroise et par les ex-FAR ont été défilants, les hélicoptères Mi-24, dont les équipages étaient serbes

### 30 000 francs

par mois pour

un mercenaire français

A l'issue d'une enquête documentée parue dans son numéro de mai, la revue spécialisée *Raid* a recensé au service du maréchal Mobutu, au plus fort des événements, jusqu'à 33 mercenaires français et autres (italien, chilien, portugais, américain et belge) constitués en deux groupes d'intervention, à côté d'une centaine de Serbes. Ils ont été recrutés pour 30 000 francs par mois et par homme, trois mois payables d'avance, quand les Serbes l'étaient pour 1 000 dollars (environ 5 800 francs) par mois. Ce sont d'anciens des Comores, mais ils ont œuvré, dans le passé, en Birmanie, au Cambodge, au Bénin et en Rhodésie.

Le chef de ces mercenaires non serbes, le « colonel » belge Christian Tavernier, était secondé par des anciens commandos de Bob Denard. Leurs armes provenaient en partie de Serbie, d'Ukraine et d'Egypte. Pour financer l'opération, on a avancé, selon *Raid*, des sources au Koweït (en remerciement du soutien zaïrois en 1990-1991), et les noms de Jean Bemba Sautou et Seti Yale, deux hommes d'affaires zaïrois qui se situent « dans la mouvance présiden-

tielle ».

### FINANCEMENT PRIVÉ

Les services de renseignement se perdent en conjectures sur l'origine du financement de l'aide militaire apportée à M. Kabila. Sans être en mesure de le prouver autrement que par des supputations à partir de rumeurs, certains analystes évoquent l'éventualité d'un « financement privé », à hauteur de 280 millions de dollars (1,6 milliard de francs), auprès de « mafias » diamantaires ou aurifères - colombiennes, libanaises, voire israéliennes - ceignant autour du président ougandais, Yoweri Museveni.

D'autres forces étrangères menacent le Zaïre. En effet, les combats autour de Kenge, à envi-

ron 200 kilomètres à l'est de Kinshasa, feraient apparaître la possibilité d'une intervention de l'Angola.

Ainsi, dans le passé, des détachements de l'Unita, le mouvement d'opposition armé par Jonas Savimbi, ont déjà prêté main-forte aux armées de M. Mobutu et ils continueraient de le faire, en réciprocité du soutien militaire que le Zaïre a consenti depuis des années à cette même organisation. Des forces de l'Unita seraient mobilisées à Kenge, aux côtés de ce qu'il reste de l'armée régulière zaïroise.

D'autre part, il semble, si l'on en croit des informations de source britannique, que le président angolais, José Eduardo dos Santos, masserait actuellement des divisions, équipées de chars et d'hélicoptères, dans la région de Matadi, à la frontière entre le Zaïre et l'Angola, pour aider les troupes de M. Kabila à prendre Kinshasa sans coup férir. Toutefois, des analystes des services français font état de leur sentiment que Luanda pourrait choisir de rester neutre dès lors que M. Savimbi ne recevrait plus de ravitaillement du Zaïre.

Jacques Isnard



**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.28.07 - FAX : 01.46.40.70.66

### PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement du 10 mars 1997, Monsieur TRINQUET, auteur du livre « UNE PRESSE SOUS INFLUENCE » a été condamné à verser à Monsieur MAIGNANT, ancien enseignant au lycée militaire d'AIX EN PROVENCE, des dommages-intérêts, pour l'avoir diffamé en mettant en cause sa compétence professionnelle. »

سكزا من زليزل



**négoier la transition avec M. Monsengwo**

## Les dirigeants conservateurs britanniques s'affrontent pour succéder à John Major

Six candidats à la direction du parti se sont déjà déclarés

La décision de John Major de quitter la direction du Parti conservateur au lendemain de son désastre électoral a laissé le mouvement en état de

choc. Déjà assommés par une défaite qui ne leur a laissé que 164 sièges - dont aucun en Ecosse, au Pays de Galles et pratiquement plus dans les mé-

tropoles provinciales et le nord de l'Angleterre - les Tories sont à la recherche d'un chef capable de remobiliser un parti affaibli par ses divisions.

### LONDRES

Le trop-plein de candidats pour succéder à John Major à la tête du Parti conservateur - six ou sept - montre, pour le moment, que le parti n'a guère surmonté ses divisions, ni dépassé les rivalités personnelles. Aucun des candidats ne paraît bien placé pour réaliser l'espoir de M. Major que son successeur soit quelqu'un « derrière lequel tout le parti puisse s'unir ».

Le premier à se déclarer a été l'ex-chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke. Populaire en raison de sa réussite économique, il est également la hôte noire des eurosceptiques. Quatre anciens collègues proches de cette mouvance se présentent aussi: Stephen Dorrell (santé), William Hague (affaires étrangères), Michael Howard (intérieur) et Peter Lilley (sécurité sociale). S'y ajoute John Redwood, encore plus europhobe, contrainct de quitter le gouvernement après s'être présenté contre M. Major à la tête du parti en 1995, et peut-être aussi l'archi-europhobe Bill Cash qui trouve que les autres sont trop mous.

### NOMBREUX INDICÉS

Les analystes de Westminster mettent en tête M. Hague, suivi de M. Howard, mais les jeux sont loin d'être faits tant sont nombreux les indécis.

Le vote des députés Tories fera la décision. Malgré leurs efforts pour rallier des soutiens de l'autre côté de cette frontière qui coupe le parti entre pro et anti-européens, aucun candidat ne présente le caractère équilibré capable de rassembler à tous d'œuvrer ensemble pour tenter de

reprendre le pouvoir à Tony Blair d'ici cinq à dix ans. Les sondages indiquent que quatre au moins des six ont plus d'adversaires que de partisans. M. Clarke a proposé un compromis qui donnerait aux députés conservateurs la liberté de vote dans tout débat sur l'Europe. Ses rivaux semblent faire comme si le problème ne se posait pas et si tous les élus étaient contre la monnaie unique.

Le nouveau gouvernement et la presse - y compris de droite - observent avec une certaine jubila-

sté de champagne, de le soutenir. M. Hague a présenté sa candidature. Et, dimanche 11 mai, il a été pris à partie par Anne Widdecombe, son ancienne secrétaire d'Etat aux prisons, qui a dénoncé sa personnalité « dangereuse » et « ténébreuse ».

M. Hague, ancien protégé de M. Thatcher, « petit génie » de trente-six ans au crâne déjà dégarni et au verbe tellement contrôlé qu'il semble débiter des phrases sorties tout droit d'un ordinateur, ferait un peu figure de favori. Sans aspérités, euroscep-

qui ne s'est jamais vraiment rallié au Thatcherisme, à croiser avec succès le fer aux Communes avec M. Blair et à convaincre les électeurs que les Tories ont vraiment changé, qu'ils ont perdu leur arrogance, se sont débarrassés des contompes en leur sein et sont désormais prêts du peuple.

### QUERELLES D'APPAREIL

En attendant, ces querelles d'appareil agacent de plus en plus la base. Certains responsables du parti ont demandé que les branches de chaque circonscription puissent également voter, ce qui permettrait aux militants écossais, gallois ou autres qui ne sont plus représentés, de faire entendre leur voix. Et d'éviter que le parti ne soit pris en otage par des extrémistes et ne se retrouve aussi éloigné des électeurs que l'étaient les travaillistes au début des années 80. Un ancien ministre a ainsi comparé M. Redwood aux « militants » gauchistes du Labour, craignant qu'un virage encore plus à droite - alors que les électeurs ont clairement choisi le centre-gauche - ne condamne les Tories à une très longue traversée du désert.

Ne pouvant s'en prendre à leur position sur l'Europe - au risque d'attiser un peu plus les querelles - les candidats cherchent ailleurs les causes de leur déconfiture. Certains remontent à la crise de 1992, qui conduisit la livre à sortir sans gloire du système monétaire européen. D'autres vont plus loin, jusqu'au boom de la seconde moitié des années 80, qu'ils jugent responsable de cette crise, mettant ainsi en cause - sans la nommer - la gestion de M. Thatcher.

Patrice de Beer

### Pas d'euro avant 2002 pour Robin Cook

Le secrétaire au Foreign office, Robin Cook, a confirmé qu'il était « improbable » que la Grande-Bretagne rejoigne l'euro avant l'an 2002. Dans un entretien publié lundi 12 mai par le Times, le nouveau chef de la diplomatie britannique dément que l'indépendance récemment accordée à la Banque d'Angleterre pour la fixation des taux d'intérêt révèle un quelconque changement dans la position de son gouvernement à l'égard de la monnaie unique. Selon lui, la décision d'accorder l'indépendance à la Banque d'Angleterre a été prise seulement par rapport à la question des taux d'intérêt. « Gordon [Brown] et Tony [Blair] ont expliqué très clairement qu'il s'agissait d'une décision relative à la Banque d'Angleterre et à la politique de taux d'intérêt en Grande-Bretagne et qu'elle ne devait pas être perçue comme un pas en direction de l'Union monétaire », affirme M. Cook. L'indépendance de la banque centrale est une condition pour l'adhésion à l'euro. M. Cook définit la nouvelle attitude de son gouvernement à l'égard de l'Union européenne comme celle d'un pays « qui souhaite négocier avec bonne volonté et faire de ces négociations un succès, plutôt que de passer son temps à crier sous la table et tenter de miner les négociations ». - (AFP)

tion la lutte fratricide en se demandant dans quel état se retrouveront les Tories une fois leurs comptes réglés. En attendant, M. Howard, le plus redoutable adversaire mais une des personnalités les moins populaires d'Angleterre, vient de subir deux déconvenues, quelques heures après avoir accepté, autour d'une

tique mais sans violence, considéré comme efficace. Il pourrait permettre aux Tories de damer le pion au Labour en présentant un candidat plus jeune que Tony Blair, et de compenser la moyenne d'âge des militants, supérieure à soixante ans. Encore faudra-t-il qu'il parvienne à obtenir les suffrages de l'aile gauche du parti,

## La coalition de centre gauche au pouvoir en Italie sort fragilisée des élections municipales

### ROME

Les résultats des élections municipales et régionales partielles qui se sont déroulées le 27 avril et le 11 mai en Italie, un an après la victoire de la coalition de l'Olivier aux législatives, sont mitigés pour le gouvernement de centre gauche. L'Olivier, dominé par le Parti démocratique de gauche (PDS, ex-communistes), principale formation de la majorité, est parvenu à conserver facilement la municipalité de Trieste grâce au « roi du café », Riccardo Illy, à l'emporter de justesse à Turin où Valentino Castellani est reconduit dans ses fonctions, mais n'a pu s'imposer à Milan où le candidat de Silvio Berlusconi, l'industriel Gabriele Albertini, gagne facilement devant Aldo Fumagalli.

Ce dernier, largement distancé dès le premier tour - au cours duquel le candidat sortant Marco Formentini (Ligue du Nord) avait été battu - avait refusé de pactiser avec les communistes orthodoxes de Rifondazione comunista (PRC) pour avoir quelques chances de

l'emporter dans la capitale industrielle de l'Italie. Fausto Bertinotti (PRC) avait donc donné comme consigne de vote aux électeurs de « faire ce qu'ils voulaient » tandis qu'Umberto Bossi, dirigeant de la Ligue du Nord, avait invité ses partisans à « se rendre à la montagne ».

Avec Milan, le magnat de la télévision, Silvio Berlusconi, conquiert sa première grande municipalité. Le numéro deux de la mairie sera sans doute un membre de l'Alliance nationale (AN), le sénateur Riccardo De Corato. La surprise de ce second tour - au cours duquel un peu plus de cinq millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes dans 77 communes et 5 provinces - est venue du redressement de la Ligue du Nord qui l'a emporté à Lecco et Pordenone. Ces deux victoires ont remis du baume au cœur d'Umberto Bossi qui avait mal encaissé, il y a quinze jours, la perte de Milan mais également de Mantoue, la « capitale » de la Ligue. Le dirigeant sécessionniste a d'ailleurs considérablement atténué ses positions extré-

mistes et discute de son éventuelle participation à la commission de réforme des institutions (la Bicamerale) dirigée par Massimo D'Alema, secrétaire du PDS. Umberto Bossi serait prêt à accepter une formule de fédéralisme régional sur le mode espagnol afin de contrebalancer le pouvoir central de Rome qui reste le principal ennemi.

### UNE LEÇON CLARE

Pour Fausto Bertinotti, la leçon de ce scrutin est claire: « Nous sommes indispensables. Sans nous, les conditions ne sont pas réunies pour lutter. L'omnipotence de la gauche doit perdre le centre gauche. » Les résultats de Turin - où un accord a été conclu avec Rifondazione comunista - et de Milan - où il n'y a pas eu d'accord - sont aux yeux de l'allié de Romano Prodi au sein de la majorité parfaitement significatifs. La démonstration avait déjà été faite depuis longtemps, mais ce nouvel exemple intervient au moment même où le gouvernement s'apprête, cette semaine, à examiner le

statut de la protection sociale et à s'attaquer au système des retraites qui obère les dépenses sociales et risque de faire déraiser le déficit public.

De plus, d'ici la fin du mois sera établi le document de programmation économique et financière qui tracera les grandes lignes de la politique économique pour les trois années à venir. Dans les deux cas, Fausto Bertinotti sait qu'on aura besoin de lui. Une fois encore, Romano Prodi devra choisir le juste milieu entre les exigences formulées sur sa gauche et celles imposées par Bruxelles. Lundi 12 mai, la commission devait publier une lettre rappelant à l'ordre le gouvernement italien pour le respect des critères de Maastricht. « Un document de routine », a fait valoir le président du conseil. Ce sera néanmoins la deuxième adhésion de la Commission européenne en trois semaines après la publication des prévisions du 23 avril qui excluaient l'Italie et la Grèce de la monnaie unique.

Michel Bole-Richard

## L'étrange mort du pilote américain Craig Button dans les montagnes du Colorado

### WASHINGTON

« Non, nous ne savons pas ce qui s'est passé. L'enquête se poursuit; nous continuons à interroger des témoins. Les équipes de recherche retourneront dans la montagne lorsque le temps sera dégagé, pour essayer de récupérer le reste de l'appareil et, si possible, le débris du capitaine Craig Button. Postif: les restes géométriques ont confirmé que les fragments humains découverts sur le site sont ceux du pilote. A ce stade, nous n'avons pas d'explication. Oui, nous sommes ou courant de ces rumeurs à propos d'une homosexualité présumée du capitaine Button, qui pourrait avoir conduit à sa mort. Négatif: nous n'avons aucun élément pour étayer cette théorie, ou d'autres. » Ainsi s'exprimait, jeudi 8 mai, le capitaine Leo Devine, porte-parole de l'armée de l'air.

Près d'un mois après la mystérieuse disparition du capitaine Button, le 2 avril, avec son bombardier A-10 Thunderbolt armé de missiles, le Pentagone, officiellement, ne s'ex-

plique pas l'attitude de ce pilote bien noté et réputé équilibré. Après trois semaines d'intenses recherches, l'US Air Force a découvert des débris de l'appareil dans les montagnes du Colorado, sur les pentes du Gold Dust Peak, ainsi que des restes humains qu'une recherche ADN a permis d'identifier. Mais l'énigme reste entière.

### SANCTION AUTOMATIQUE

La dernière fois que l'avion du capitaine Button a été aperçu, plusieurs heures après qu'il ait brusquement rompu la formation de trois bombardiers en mission d'entraînement dans la région de Tucson (Arizona), le pilote était manifestement aux commandes. Son avion a fait un passage à basse altitude au-dessus du petit aéroport de Vail, dans le Colorado, avant de disparaître. Cherchait-il alors à atterrir? Nul ne le sait. Enfin presque: car le Tucson Citizen, citant des sources militaires bien informées, avance cette explication: le capitaine Button, qui

était gay, aurait choisi de se suicider avant que son homosexualité ne soit dévoilée par un ancien compagnon.

La théorie du Tucson Citizen a été reprise par différents journaux, mais elle n'a été confirmée ni par la famille ni par les responsables de la base aérienne de Davis-Monthan (Arizona), où était affecté le capitaine Button. Si celui-ci avait été reconnu homosexuel, il aurait été renvoyé de l'armée.

Depuis novembre 1993, le Pentagone adopte une position qui se résume à ce slogan: « On ne demande rien, on ne dit rien, on ne poursuit pas en justice. » En revanche, si l'homosexualité d'un soldat devient publique, la sanction est quasi automatique. Le département de la défense reconnaît que 850 soldats ont été renvoyés de l'armée en 1996 pour cette raison, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux années précédentes.

Laurent Zecchini

## Au moins huit morts dans des attentats en Algérie

ALGER. A moins d'un mois des élections législatives, entre 8 et 13 personnes ont été tuées et 71 blessées dimanche 11 mai, selon le quotidien El Watan, lors de quatre attentats, dont trois commis dans les quartiers résidentiels des hauteurs d'Alger, qui avaient été épargnés jusqu'ici. Près d'un restaurant de Bordj el Kiffan (ex-Fort-de-l'Eau), à une dizaine de kilomètres du centre, 5 personnes ont été tuées et 30 blessées (selon un premier bilan) dans un attentat à la voiture piégée. Auparavant, trois attentats coordonnés avaient fait 1 mort et 41 blessés dans les hauteurs de la capitale: une bombe artisanale, près de la discothèque du parc d'attractions de Ben Aknoun, fermée depuis trois ans pour des raisons de sécurité, et dans une ruelle proche du ministère de la justice. Par ailleurs, l'explosion d'une bombe artisanale à Ksar Boukhari, dans la région de Médéa, a fait deux morts supplémentaires. - (AFP)

## Flambée de violence au Cachemire indien

SRINAGAR. Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort en fin de semaine dans la partie indienne du Cachemire, durant des affrontements entre séparatistes musulmans et l'armée. Six guérilleros et un soldat indien ont été tués dans des combats, tandis que les corps criblés de balles de trois adolescents de religion hindoue enlevés par des militants musulmans ont été découverts, samedi 10 mai, dans la forêt de Doda, au sud du Cachemire. La veille, trois autres hindous victimes d'un enlèvement avaient été tués dans la même région. Cinq rebelles, dont le chef de l'important groupe séparatiste Harkat-ul-Ansar, Dawood Manhas, ont par ailleurs péri, dimanche, lors d'affrontements avec les forces indiennes. Manhas était impliqué dans le massacre en novembre dernier de 22 hindous à Doda. Plus de 20 000 personnes ont péri dans la violence qui ravage cet Etat depuis 1989. - (AFP)

### EUROPE

■ RUSSIE: Boris Eltsine devait rencontrer, lundi 12 mai au Kremlin, le président tchétchène Aslan Maskhadov, selon le service de presse de la présidence. Cette rencontre intervient deux jours après l'enlèvement de trois membres de la chaîne de télévision privée russe NTV par six hommes masqués à l'ouest de la Tchétchénie, a annoncé la direction de la chaîne. - (AFP)

■ ALLEMAGNE: le ministère allemand des finances escompte désormais un déficit dans les recettes fiscales de 1977 de plus de 20 milliards de deutschemarks par rapport aux prévisions, affirme le quotidien Die Welt, dimanche 11 mai, en citant des sources proches du ministère. Les principales raisons sont le chômage record et la faiblesse de la demande intérieure. Le groupe de travail chargé de l'évaluation des rentrées fiscales doit rendre ses estimations jeudi prochain. Pour maintenir le déficit budgétaire en dessous de la limite de 3 % du PIB prévu par les critères de Maastricht, le ministre des finances, Theo Waigel, n'a pas exclu d'ordonner que toute dépense supérieure à un montant préalablement fixé soit soumise à autorisation.

■ Le président du Parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, a refusé, dimanche 11 mai, une rencontre sur la question des retraites avec la coalition chrétienne-libérale du chancelier Helmut Kohl. Il a qualifié de superflues « des discussions devant les caméras de télévision ». Le ministre du travail, Norbert Blum, avait appelé la semaine passée les sociaux-démocrates à l'ouverture de négociations formelles sur la réforme des retraites, grand projet gouvernemental très contesté. - (AFP)

■ BELGIQUE: le Parti socialiste belge francophone élira désormais son président au suffrage universel des militants, pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois. C'est la principale mesure adoptée, samedi 10 mai à Liège, par le congrès du PS consacré à la réforme des statuts du parti. Elle s'appliquera au successeur de l'actuel président, Philippe Busquin, dont le mandat vient à échéance en 1999. Ce dernier a présenté aux militants et aux sympathisants du PS ses « excuses » pour les erreurs commises dans le passé, faisant ainsi allusion au scandale du financement du parti par Dassault et la firme aéronautique italienne Agusta. - (Corresp.)

### AFRIQUE

■ MALI: les électeurs se sont rendus peu nombreux aux urnes pour le premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 11 mai. L'opposition avait lancé un mot d'ordre de boycott. Ce scrutin, qui oppose le président sortant, Alpha Oumar Kourou, au candidat du Parti pour l'unité, la démocratie et le progrès, Mamadou Marbarrou Diaby, s'est déroulé sans incidents. - (AFP)

■ ÉCONOMIE ■ PROCHE-ORIENT: les 22 pays membres de la Ligue arabe, réunis en assemblée annuelle à Abou-Dhabi, ont annoncé la création, dimanche 11 mai, de deux fonds totalisant 900 millions de dollars (51 milliards de francs) destinés à financer les réformes économiques. Le chômage atteindrait actuellement jusqu'à 30 % de la population active dans certains pays de la région, selon un responsable du Fonds monétaire arabe. - (AFP)

## Washington et 14 pays des Caraïbes renforcent leur coopération

BRIDGETOWN. Les États-Unis et quatorze pays de la région des Caraïbes ont conclu un sommet de trois heures à Bridgetown, la capitale de la Barbade, en signant, samedi 10 mai, une déclaration destinée à renforcer leur coopération. Cette « déclaration des principes de Bridgetown » comprend un « plan d'action » portant sur les questions économiques et commerciales d'une part, les problèmes de justice et de sécurité de l'autre, l'accent étant mis sur la lutte contre le trafic de drogue.

A propos de la querelle entre Washington d'une part, l'Union européenne (UE) et les pays des Caraïbes de l'autre, concernant le traitement préférentiel des bananes des Caraïbes sur le marché européen, la déclaration affirme simplement que les signataires « continueront d'œuvrer avec toutes les parties concernées », c'est-à-dire l'UE, « afin d'atteindre des arrangements satisfaisants pour tous ». - (AFP)

**ESPRIT**

Mai 1997

Le bel avenir de la pauvreté

Renseignements: 01 48 04 08 33



**LÉGISLATIVES** A moins de quinze jours des élections législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin, la campagne marque le pas alors que deux sondages d'intentions de vote an-

noncent une large victoire de la majorité sortante (lire page 7). Consistent que le programme socialiste souffre d'un manque de crédibilité aux yeux des électeurs, Lionel

Jospin va s'efforcer de mieux l'expliquer, avec le concours d'autres personnalités socialistes. ● L'AVENIR D'ALAIN JUPPÉ, pourtant conforté par les pronostics très favorables à

la droite, dont il conduit la campagne, fait l'objet de spéculations entretenues au sein du RPR par des ministres comme Jacques Toubon et Eric Raoult. ● LES LIBÉRAUX, tels

Alain Madelin et les balladuriers, reprennent la parole pour défendre des réformes plus audacieuses que celles annoncées dans la plateforme officielle du RPR et de l'UDF.

## Lionel Jospin tente de faire mieux percevoir son programme

Le flou du programme socialiste et l'impopularité d'Alain Juppé nourrissent le désintérêt des électeurs pour la campagne. Le premier secrétaire du PS va s'efforcer de convaincre du sérieux de ses propositions, tandis que le premier ministre veut être plus « concret »

TROIS SEMAINES seulement. Il y a trois semaines, maintenant, que le président de la République a prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale et, déjà, les arguments des uns et des autres paraissent avoir été rebattus. C'est en tout cas le sentiment des électeurs qui, à en croire des sondages de la Sofres et de CSA, ne parviennent pas à s'intéresser à cette campagne (lire page 7). Pourtant, dans moins de quinze jours, ils devront choisir la majorité qui, normalement, pendant cinq ans, gouvernera le pays.

Dans les autres démocraties européennes, un tel vote désignerait *ipso facto* le premier ministre. Rien de semblable en France, où ce choix essentiel est confié au chef de l'Etat sous la seule contrainte de désigner une personnalité qui puisse être acceptée par la majorité de la nouvelle Assemblée. Certes, si la gauche l'emporte, Jacques Chirac ne pourra faire autrement que de désigner Lionel Jospin. Mais si c'est la droite ?

Les derniers sondages ont conforté la majorité sortante, mais M. Juppé sait que rien n'est encore joué. Il a donc accordé, dimanche 11 mai, un entretien à l'AFP. Refusant d'entendre les appels

d'Edouard Balladur à un véritable « tournant libéral », l'actuel premier ministre a détaillé les mesures que pourrait prendre un nouveau gouvernement de droite, et cela rapidement, puisqu'elles sont déjà dans les tiroirs de celui en place. L'essentiel de son propos, comme dans les jours précédents, a consisté à demander des précisions aux socialistes sur leur propre programme.

### RAPPEL A L'ORDRE

Les imprécisions du PS, effectivement, facilitent la tâche de la majorité sortante. Cuscuté de cette situation et de la démobilité qui peut entraîner le recul de la gauche dans les récentes enquêtes d'opinion, M. Jospin sait qu'il lui reste quinze jours pour rendre crédible la capacité de la gauche à retourner aux affaires dès le 2 juin. C'est le message qu'il a lancé, samedi, dans son ancienne circonscription parisienne : « Réfléchissez, mûrissez votre décision, mais il faut, pour le peuple français, s'il veut retrouver le sens de l'avenir, il faut qu'il ose changer ! Osez changer ! »

Pour convaincre, il s'est donc efforcé, dimanche soir, avec quel-



ques-uns de ses proches, de préciser son argumentation. Tous les dirigeants socialistes ou lui facilitent pas la tâche, nombre d'entre eux s'étant enroulés dans les imprécisions du programme pour faire entendre leur différence. Quant à Laurent Fabius, ce s'en

prenant à la « présidentialisation » de la campagne, c'est la forme du combat imposé par le premier secrétaire qu'il a contestée. Les alliés sont, bien entendu, encore plus difficiles à manier. Robert Hue a redit dimanche la volatilité des communistes de se faire entendre,

même si, dans *L'Humanité* de lundi, il se dit prêt à constituer « une majorité nouvelle, avec le gouvernement correspondant ».

La division n'est pas réservée à la gauche. Malgré les récentes promesses d'une victoire facile, la majorité sortante n'en continue pas moins à contester son « chef de guerre ». Les critiques les plus nettes viennent naturellement de ceux qui ont toujours contesté M. Juppé. Ainsi Charles Pasqua, dans un entretien publié par *Le Figaro* lundi, souligne qu'à l'étape nouvelle « doivent correspondre équipe nouvelle mais surtout politique nouvelle ». Le portrait-robot du futur premier ministre dressé par l'ancien ministre de l'Intérieur - « quelqu'un de volontaire, qui ait du charisme et qui soche convaincre » - ne correspond guère à celui de l'actuel titulaire de la fonction.

Même des membres du gouvernement se laissent aller. Eric Raoult, dimanche, en recevant dans sa circonscription le président de l'Assemblée dissoute, a lancé que les députés de la majorité seraient « nombreux à applaudir Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale ou - pourquoi pas ? -

premier ministre ! ». Probablement rappelé à l'ordre, il dut, dans la soirée, publier un communiqué pour saluer « le courage et la force de persuasion du premier ministre ».

Jacques Toubon y est allé, lui aussi, de sa petite phrase. Samedi, faisant campagne dans sa circonscription, il a lancé : « On parle beaucoup, en ce moment, d'un premier ministre qui ne serait pas un politicien. Un chef d'entreprise, par exemple. Ce ne serait pas une mauvaise chose. Une sorte de manager général des réformes. » Etait-ce une allusion à l'offre de services de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux et ancien secrétaire général du RPR, qui dans un entretien à *Paris-Match* daté du 15 mai, expliquait qu'il avait toujours refusé les postes ministériels, mais qu'il y a « des moments (...) où l'indifférence s'apparente à la lâcheté » ? Les liens personnels de M. Monod avec Jacques Chirac interdisent de penser que cette formule n'ait pas été mûrement réfléchie. La bataille programmatique ne parvient pas à chasser complètement les rumeurs sur le nom du premier ministre si la droite l'emporte.

Thierry Bréhier

## Baisse des charges, famille : les annonces du premier ministre

DE L'ART de faire du neuf avec de l'ancien... Alain Juppé, chef de la majorité, est en train d'accommoder pour les législatives des projets qu'Alain Juppé, chef du gouvernement, avait déjà préparés et annoncés dans une indifférence quasi générale. Il est ainsi de la prolongation du versement des allocations familiales jusqu'à dix-neuf ans dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998, déjà annoncée à l'issue de la Conférence nationale de la famille, le 17 mars, et de la poursuite de la baisse des charges sociales sur les bas salaires. Ces mesures - surtout la seconde - se heurtent cependant à un obstacle de taille : leur coût.

Dans un entretien accordé à l'AFP dimanche 11 mai, M. Juppé confirme qu'en cas de victoire la majorité proposera « dès le 1<sup>er</sup> juillet d'adapter le dispositif qui a permis de sauver en un an trente-cinq mille emplois dans le textile à de nouveaux secteurs d'activité : hôtels-café-restaurants, commerce, BTP, industrie du bois et du meuble, réparation automobile, agroalimentaire ». Cette baisse du coût du travail devrait, selon lui, surtout profiter aux PME. Pour simplifier leur vie, a-t-il ajouté, « d'ici à la fin de l'année, il n'y aura plus qu'un seul salaire de référence pour calculer les différentes cotisations sociales ».

Il existe actuellement deux dispositifs : une formule générale de baisse dégressive des charges, de 1100 francs de ristourne sur un SMIC jusqu'à 0 franc sur 1,33 SMIC ; une autre pour le textile, l'habillement et la chaussure, entrée en vigueur en juin 1996, qui prévoit une baisse plus importante (1 900 francs sur un SMIC). La première absorbera 41 milliards de francs en 1997, la seconde 2,2 milliards. Bruxelles avait demandé à Paris, en avril, de renoncer à son « plan textile » au motif qu'il était trop sectoriel. Le gouvernement s'y est refusé, mais Jacques Barrot a mis en chantier une extension de ce plan à d'autres secteurs. Le 29 avril, le ministre du travail a présenté ce nouveau plan au commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, qui l'a jugé « presque satisfaisant ». Une nouvelle réunion est prévue en juin.

Si l'enveloppe des réductions de charges octroyées à ces secteurs à forte main-d'œuvre et à bas salaires ne dépasse pas 4 milliards, comme l'exige le ministère des finances, il faudra revoir à la baisse les aides au textile, reconnait M. Barrot, qu'il s'agisse de son montant (1 900

francs) et des salariés concernés (jusqu'à 1,4 fois le SMIC, contre 1,5 fois dans le plan textile). Pour le président de l'Union des industries textiles, « il ne faut pas que l'extension de l'allocation de l'autre secteur dénigre l'efficacité du système » actuel. Or sa refonte revient, selon Georges Jolles, à « réduire de 40 % à 50 % son ampleur et, donc, son efficacité ».

Dans l'esprit du gouvernement, il s'agit d'un plan ambitieux qui pourrait s'étaler sur plusieurs années, la baisse du coût des emplois peu qualifiés restant, selon M. Juppé, « la colonne vertébrale » de sa politique de lutte contre le chômage. Dans un entretien publié lundi 12 par *La Tribune*, M. Barrot estime que cette accélération, d'ailleurs inscrite dans la plateforme RPR-UDF, devrait être « étalée sur la prochaine législature ».

Jean-Michel Bezat

## Les balladuriers soutiennent M. Juppé mais font entendre leur différence

LES BALLADURIENS ont une manière bien à eux de mener campagne. Pas un seul mot contre Alain Juppé, plus la moindre critique contre sa politique économique : concentrent leurs attaques sur les socialistes, ils s'évertuent à ne pas être pris en défaut de solidarité majoritaire. Avancent des propositions nouvelles, musclant celles de la plateforme RPR-UDF ; ils n'en continuent pas moins de faire entendre leur différence.

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 11 mai, Nicolas Sarkozy a excellé dans l'exercice. Refusant de se laisser entraîner dans l'évocation des critiques qu'il n'y a pas si longtemps il adressait encore au gouvernement, il a décerné un satisfecit à Alain Juppé pour son « courage » et ses « convictions » - « deux qualités, a-t-il dit, qui sont suffisamment rares dans le monde politique pour les mettre en avant aujourd'hui ». Il a même fait grief à Valéry Giscard d'Estaing, qui avait suggéré que l'ancien ministre de l'Intérieur, de ne pas s'en tenir à cette même ligne de conduite : « Je ne pense pas que l'on s'honore, alors qu'on est en pleine campagne électorale, de tirer sur un seul planiste », a-t-il dit.

Par petites touches, mais sans dire les choses aussi brutalement, l'ancien ministre du budget a cependant laissé entendre que le programme

de la majorité mériterait d'être enrichi sur quelques points. Il a plaidé pour « qu'on oille plus loin dans la diminution des dépenses publiques ». Défendant la nécessité d'une « réforme de la carte sanitaire » ou encore d'une « réforme de la carte judiciaire », il a en particulier souhaité que « dix mille ou douze mille agents » de la fonction publique ne soient pas remplacés, alors que M. Juppé a suggéré, pour 1998, une diminution moitié moins importante. Défendant la politique de baisse des impôts, M. Sarkozy estime que « la priorité » doit aller à une baisse des droits de mutation. « Il faut tout de suite [les] diminuer de moitié », a-t-il affirmé.

### « OPPOSÉ » À LA SUPPRESSION DU SMIC

Enfin, M. Sarkozy a apporté sa contribution sur une question que la plateforme évoque pas, celle des salaires. Se disant « résolument opposé » à une suppression du Smic, il a observé qu'il « y a d'autres freins à la flexibilité et à la liberté de l'emploi dans notre pays, par exemple la loi Aubry [sur le contrôle judiciaire des licenciements] ou la réglementation des contrats à durée déterminée ». Il estime, toutefois, qu'à « chaque fois qu'on a donné un "coup de pouce" au Smic dans les années passées, on a surtout donné un coup de pouce aux chômeurs faibles-

ment qualifiés ». Donc, il ne faut « pas de coup de pouce ».

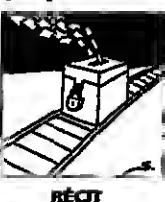
Vendredi 9 mai, sur France 2, Edouard Balladur avait joué une partition semblable. Estimant que le chef du gouvernement « a un rôle difficile » et qu'il « s'en acquitte avec courage », il a refusé de participer à toute « querelle de personnes ». Et, revanche, il s'est de nouveau prononcé pour une inflexion politique en cas de victoire de la majorité. « Après avoir dans un premier temps remis de l'ordre dans les choses, il faut prendre un tournant que j'appelle un tournant libéral. C'est ce qu'on a commencé à faire et je souhaite qu'on oille dans cette direction le plus loin possible », a-t-il dit.

Dans un entretien publié lundi par *Les Echos*, Alain Madelin persiste, de son côté, à mener campagne sur ses propres thématiques. Tout en admettant que dans certains secteurs, « comme dans la justice ou l'enseignement supérieur », il « faut davantage de fonctionnaires », il affirme que « nous n'échapperons pas à une réduction des effectifs de la fonction publique ». Si tôt la dissolution annoncée, Matignon et l'Elysée avaient exclu toute inflexion sensible de la politique économique. Dans les rangs de la majorité, le débat est pourtant loin d'être clos.

Laurent Mauduit

## A droite, la machine tourne ; à gauche, on essaie de la faire redémarrer

« IL ÉTAIT ESSENTIEL de vous donner la parole... » C'est la voix de Guy Durt, qui réveille les auditeurs de France-Inter, jeudi 12 mai, quelques minutes avant 6 heures.



L'État-major RPR a choisi le ministre de la jeunesse et des sports pour inaugurer la série des « spots » de la campagne officielle. Alain Juppé le confie lui-même, selon un vishneur : « Je ne comprend pas bien ce qui se passe dans l'apinlan ». Autant, donc, choisir un ministre populaire, pas trop marqué et pas du tout « technocrate » pour cueillir les Français à une heure où beaucoup s'intéressent davantage à la météo qu'aux programmes électoraux.

Pierre Bédier, lui, est content. Le responsable des fédérations du RPR a déjà « bouclé » les argumentaires du second tour. Les candidats les recevront quatre jours avant le premier tour, le 21 mai. Tous les cas de figure sont prévus : la « triangulaire » majorité-FN-gauche, les « duels » face à un socialiste, un communiste ou un Front national. Côté organisation, comme d'habitude, au RPR, tout est prévu. Et comme d'habitude, l'UDF, mi-impressionnée, mi-aga-

cée, se sent bousculée. Un responsable de l'État-major de la confédération raconte : « Samedi, comme chaque jour, à 8 h 30, le directeur adjoint du cabinet de François Léotard, Patrick Molle, a assisté à la réunion de campagne à Malignon. Comme chaque jour, il nous a ensuite transmis les instructions et nous, comme chaque fois, nous avons obéi ».

Samedi, le sujet de frustration de l'UDF concernait les quatre grands meetings nationaux de la majorité prévus, cette semaine, à Clermont-Ferrand, Strasbourg, Lille et Bordeaux. Consacrée à l'Europe, la réunion de Strasbourg prévoit une intervention de François Bayrou en « vedette américaine » d'Alain Juppé. Le président de la Force démocrate n'est pas content, car il a appris que le RPR veut remplir la salle de jeunes militants. A l'UDF, on croit savoir que des autocars sont déjà prévus pour acheminer dans la capitale alsacienne la jeune garde chiraquienne, impatiente d'ovationner le premier ministre.

### LE FAIR-PLAY DE M. LÉOTARD

Si les dirigeants chiraquiens daubent sur les bouderies de M. Bayrou, en revanche, ils ne tarissent pas d'éloge sur le fair-play de François Léotard dans cette campagne. C'est donc en bon élé-

ment de la classe majoritaire que le président de l'UDF s'est présenté, sans tapage, samedi en fin d'après-midi, dans le bureau du président de la République à l'Elysée, alors que plusieurs voix, à droite, spéculent sur la non-reconduction, après une éventuelle victoire de la majorité, de M. Juppé à Matignon.

A l'Elysée, on ne manque pas de distribuer des notes aux meilleurs ouvriers de la majorité et, surtout, à ceux du gouvernement. Car tout de même, observe-t-on, les temps changent, mais la nature demeure. On se croit parfois revenu aux heures glorieuses de 1995 lorsque, telles des marées bretonnes, les sondages déposaient ou retiraient des combattants de la cause chiraquienne. On regarde d'un oeil sévère les ralliés de la dernière heure, hier, qui sont aussi les fuyards de la première, aujourd'hui, et l'on se jure que pour la prochaine composition du gouvernement, on ne s'y laissera pas reprendre.

Et Jacques Chirac ? Après le calamiteux début de semaine « presse écrite », voici la semaine « images-télé ». On l'a vu, samedi, serrer consciencieusement les mains de chacun des vingt-deux joueurs qui disputaient la finale de la Coupe de France de football, sans oublier les entraîneurs, l'atta-

chée de presse et les patrons des clubs. On l'a vu, dimanche, à Cannes, poser aux côtés d'Isabelle Adjani et de l'actrice chinoise Gong Li. De mémoire de festivalier, c'était la première fois qu'un président de la République s'invitait ainsi officiellement aux cérémonies.

### LES MACHINISTES DE L'ÉLYSÉE

On le verra, mardi, rendre les honneurs de la France à la princesse Sayako, venue inaugurer la Maison de la culture du Japon à Paris. Puis il s'envolera, mercredi, après le conseil des ministres, pour son voyage officiel en Chine, écourté pour cause d'élections anticipées. Il lui faudra alors se remettre bien vite du décalage horaire : à quelques jours du premier tour, les machinistes de l'Elysée ont prévu de mettre à nouveau en scène le verbe présidentiel.

L'équipe de campagne du PS n'a pas fait le pont pour le long week-end de l'Ascension. Samedi, les contacts entre Lionel Jospin et son équipe rapprochée se sont noués principalement par téléphone. Le premier secrétaire était en Haute-Garonne et il n'est rentré qu'en fin d'après-midi à Paris. Contrairement à ce qui était prévu, il n'a pas assisté, dans la tribune présidentielle, à la finale de la Coupe de France de football Nice-Guim-

camp, où une place lui avait été réservée au deuxième rang, derrière le président de la République, Philippe Séguin et le maire de Nice, Jacques Peyrat. Lionel Jospin n'avait pas caché sa préférence pour Guingamp, municipalité de gauche, mais c'est Nice qui a gagné.

Dimanche, après le marché du matin, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une réunion a eu lieu, le soir, au domicile du premier secrétaire. Au menu, le programme économique du PS, pris sous le feu des artilleurs de la majorité. Étaient présents Claude Allègre, Pierre Moscovici, Christian Sauter et Dominique Strauss-Kahn. Lundi matin, à 8 heures, nouvelle réunion de la cellule communication, consacrée à la préparation du meeting du 15 mai, au Zénith, à Paris, avant la réunion, comme chaque semaine de l'équipe de campagne. Les déplacements de M. Jospin pourraient être un peu allégés, tandis que d'autres personnalités pourraient monter davantage « au créneau » dans la campagne nationale, comme Jacques Delors, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn et Catherine Trautmann. La campagne du PS se « déprésidentialiserait-elle ?

Réct du service France

مركز الامن لليب



## Cent trois magistrats lancent un appel en faveur d'une justice indépendante

Plusieurs hauts magistrats de toutes tendances ont signé ce texte

Cent trois magistrats ont lancé, dimanche 11 mai, un appel demandant que soit « reconnue et établie une justice indépendante ».

Sans proposer de mesures précises, les signataires, dont beaucoup sont des hauts magistrats de toutes tendances, réclament l'organi-

sation d'un débat « éthique et moral » sur la justice face à la « dégradation de la vie publique ».

PARCE QU'ILS déplorent que les grands principes fondant l'action judiciaire en France ont souvent été oubliés ces derniers temps, et que la justice est un thème négligé par l'actualité politique, cent trois magistrats ont lancé, dimanche 11 mai, un appel demandant que soit reconnue et établie une justice indépendante. Évoquant implicitement des affaires politico-judiciaires récentes – le refus opposé par l'ancien ministre socialiste du budget, Michel Charasse, au juge d'instruction qui voudrait l'entendre comme témoin dans son enquête sur des bureaux d'études proches du PCF ; le refus d'assistance policière, ordonné par le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll,

lors de la perquisition conduite au domicile du maire de Paris par le juge Eric Halphen chargé de l'instruction sur la gestion des HLM de la région parisienne –, ce texte exprime le « ras-le-bol » de magistrats venus d'horizons variés.

### GRUPPE INFORMEL

Loin de vouloir que les magistrats soient des « rédempteurs de la démocratie », les signataires insistent sur leurs responsabilités. Ils regrettent que l'installation de la commission de réflexion sur la justice en janvier à l'initiative de Jacques Chirac tende à mettre le débat sur la justice sous le boiseau au cours de l'actuelle campagne électorale. Devant rendre ses conclusions au mois de juillet,

la commission présidée par Pierre Truche mène ses travaux à huis-clos et n'associe à sa réflexion qu'une petite frange de magistrats, déplorant en outre les signataires.

La liste des signataires de l'« appel pour le bien commun » présente la particularité de comporter une part notable de membres de la hiérarchie judiciaire : seize d'entre eux sont en poste à la Cour de cassation et trente sont affectés dans des cours d'appel, tandis que les présidents et vice-présidents de chambres sont surreprésentés par rapport à la « base ».

Parmi les figures de la magistrature, on remarque notamment l'ancien procureur de la République de Paris, Pierre Bezard, ainsi que plusieurs anciens responsables du Syndicat de la

magistrature (SM, gauche) et de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire et modérée).

Lancé à l'initiative d'un petit groupe informel de magistrats, qui se réunissent depuis plus d'un an en marge des syndicats, le texte transcende les clivages syndicaux ou politiques habituels. Environ un tiers des signataires sont des adhérents du SM, un autre tiers étant constitué de magistrats considérés comme centristes ou plus à droite.

### « DÉBAT ÉTHIQUE ET MORAL »

La différence de l'appel de Genève, lancé le 1<sup>er</sup> octobre par sept juges européens et ayant recueilli les parades de plus de cinq cents magistrats français, le présent texte ne préconise pas de propositions de réformes. L'appel de Genève, qui avait été initié notamment par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke et le procureur général de Genève Bernard Bertossa, dénonçait l'impunité de la justice face à la délinquance financière et les lacunes de l'Europe judiciaire. Au nom de « l'égalité de tous les citoyens devant la loi », il demandait l'adoption de mesures précises, notamment que les commissions rogatoires internationales ne soient plus transmises par le biais des parquets ou de la voie diplomatique, mais directement de juge à juge.

Pour élargir sa démarche et peser sur la campagne électorale, les signataires du texte du 11 mai appellent magistrats et non-magistrats, associations et syndicats, à participer à une réunion publique qui se tiendra à Paris, le 14 mai à 20 heures, à la Maison de l'Europe. « Nous avons voulu réunir des magistrats autour d'un texte de consensus, qui rassemble des gens de gauche et de droite », commente Michel Marcus, l'un de ses initiateurs. Cela explique que nous ne nous engageons pas dans une longue liste de propositions. Un débat plus vaste, éthique et moral, doit auparavant avoir lieu. Les responsables politiques seront les bienvenus à la réunion du 14 mai ».

Erich Inciyan

## La liste des signataires

Gilles Accomando, Thierry Baranger, Martine Barrois, Francis Bata, Didier Beaumais, Roger Beauvais, Christiane Beaupré, Laurence Bellon, Anne Berlat, Jean-François Béné, Pierre Benard, Joëlle Bignon, Dominique Bignon, Alain Biane, Daniel Boucheron, Alain Brail, Cécile Brunet, Jean Buffet, Christian Cabat, Françoise Cabat-Poquet, Jean-Michel Cailliau, Odile Capocaccia, Bruno Cathala, Marie-Josée Chénier, Dominique Chetret, Michelle Collin, Martine Courtois, Catherine Cornier, Marie-Agnès Cordero, Marie-Paule Descard, Jean-Pierre Deschamps, Jean-Pierre Dierbach, Hubert Dujardin, M. Fayolle-Nelissen, Martine Fagnon, Jean Fournil, Aurélien Fortin, Blandine Fournier, Agnès Fossat-Sabotier, Antoine Garapon, Chantal Gaudin, Simone Gaudin, Luc Gerard, Alain Gierdes, Bernard de Gouttes, Olivier Guerzi, Jacques Hedeker, Hélène Inerghis, Jean-Paul Jean, Dominique Joly, Roland Kessons, Fabienne Klein-Denard, Olivier Lefebvre, Pierre Krummer, Carole Lacroix, Jacques Lacroix, Daniel Lacroix, François Lacroix, Pierre Lacroix, Jacques Lacroix, Michel Lacroix, Marie-Christine Lacroix, M. Lacroix, de Léopold, Elizabeth Linder, Alexandre Linder, Daniel Linder, Pierre Linder, Pierre Linder, Michel Linder, Martine de Madon, Doris Millet, Dominique Monod, Odile Monod, Fabienne Nicolas, Isabelle Nicole, Claude Perrot, Anne Pascal, Jean-Louis Pédet, Sylvie Perdrillon, Bernard Peyrat, Marie-Hélène Poirier, Benoît Poirier, Marie-Louise Poirier, Rolineau, Pascale Roperth, Martine Ros, Denis Salas, Xavier Salas, Pierre Sargos, Dominique Seran, Dominique Schaffner, M. L. Schaffner, A. S. Schaffner, Gilles Strubel, Anne Tard, Philippe Tezier, Christian Thevenot, Evelyne Thomas, Laurence Trebuch, Françoise Veltz, Alain Verlienne, Pierre Villien, Didier Zuerch, Maurice Zaverio.

## « C'est le pacte républicain qui est la première victime »

Voici les principaux extraits de l'appel lancé lundi 12 mai par cent trois magistrats :

« La justice est saisie d'une succession d'affaires qui mettent en cause, au-delà des règles élémentaires de droit, les principes essentiels de la République, et révèlent des actes qui bafouent le sentiment de justice et le respect de l'égalité des citoyens devant la loi : voir de documents confiés à des autorités publiques, écoutes illégales, transferts de fonds dans des paradis fiscaux par des partis politiques, refus d'éclaire et de policiers de se soumettre à des réquisitions judiciaires, faits de corruption auxquels se livrent des entrepreneurs en France ou sur des marchés étrangers, détournement de fonds recueillis auprès du public... Le tableau est sombre. (...) »

« C'est le pacte républicain qui est la première victime de cette dégradation de la vie publique. Les juges ont pour mission d'appliquer

le droit et de garantir les libertés individuelles de tous. Ils n'ont pas à se soumettre à l'invocation de la raison d'État, ni à celle de la mondialisation des intérêts économiques. (...) »

Mais on ne saurait attendre des juges qu'ils soient les rédempteurs de la démocratie. Ils ne sauraient porter seuls les valeurs républicaines. (...) La démocratie n'est pas un espace vide de règles politiques, civiques et morales. Elles ont une pratique, un esprit, qui doivent inspirer aussi bien le fonctionnement des institutions que la conduite de chacun, notamment de ceux qui ont des responsabilités publiques ou privées. Elle est fondée sur la recherche du bien commun. (...) »

« Nous respectons trop la fonction politique pour la laisser s'abîmer dans les méandres des affaires. Nous respectons trop la justice pour la voir chargée de résoudre des questions qui relèvent de la fonction politique. C'est pourquoi, nous, magistrats snuissiens, lançons un appel pour que chacun devienne acteur de ce débat et assume ses responsabilités. »

## La campagne électorale n'intéresse toujours pas les Français

LE FRÉMISSEMENT en faveur de la gauche dont témoignaient plusieurs sondages, au cours de la semaine écoulée, n'aura-t-il été qu'un feu de paille ? Il serait prématuré de l'affirmer. Mais les deux enquêtes les plus récentes sont de nature à redonner confiance à la majorité.

Selon l'Ifop, en effet, l'ensemble de la gauche perd plus de deux points d'intentions de vote au premier tour des législatives, tandis que la majorité, grâce notamment aux divers droite, en regagne trois. L'amplitude des évolutions est moins marquée pour la Sofres, mais la tendance est la même.

### INCERTAINS ET FLOTTANTS

Pour aléatoires qu'elles soient, les projections en sièges amplifient de façon spectaculaire ces changements de l'opinion. Il y a une semaine, la coalition RPR-UDF était talonnée par la gauche et ne disposait plus que d'une quinzaine de sièges d'avance sur la gauche, d'une trentaine selon la Sofres. Elle reprend, aujourd'hui, ses distances et bénéficierait de quelque cent trente à cent cinquante sièges d'avance, soit la majorité la plus confortable depuis l'annonce de la dissolution.

La plupart des responsables d'instituts de sondage admettent, cependant, que ces estimations – en voix comme en sièges – restent sujettes à caution, tant l'attitude des électeurs potentiels paraît incertaine et flottante. Ainsi, près de la moitié des personnes interrogées (47 % selon l'Ifop, 42 % selon la Sofres) soit ne se prononcent pas, soit admettent qu'elles peuvent encore changer d'avis d'ici au 25 mai. Sans que cela autorise à préjuger mécaniquement

La majorité reprend ses distances			
APPÉLÉS		INTENTIONS DE VOTE AU PREMIER TOUR EN %	
LÉGISLATIVES 1993			
EXTRÊME GAUCHE	3	+0,5	2
PG	9	-1	10
PS	26,5	-2	27
DIVERS GAUCHE			2 +0,5
ÉCOLOGISTES	7	=	5
UDF	38	+1	35
RPR	3	+2	4,5
DIVERS DROITE			0,5
FRONT NATIONAL	13,5	-0,5	14

L'Ifop et la Sofres ont été réalisés le 9 mai, auprès d'un échantillon de 914 personnes inscrites sur les listes électorales et publiés par le Journal du dimanche le 11 mai. L'enquête de la Sofres a été réalisée les 7 et 10 mai auprès d'un échantillon de 1 000 électeurs et publiée par Le Figaro (du 12 mai). La marge d'erreur sur un échantillon de 1 000 personnes est de 2,5 points.

ment d'un taux d'abstention très élevé au premier tour de scrutin, ce chiffre n'est pas, en tout cas, le signe d'une forte mobilisation. De la même façon, selon la Sofres, le souhait formulé par les personnes interrogées reste très équilibré : 44 % espèrent un succès de la gauche, 45 % une victoire de la majorité.

Le plus frappant, néanmoins, est de constater à quel point les Français restent indifférents à cette campagne. Selon la Sofres, une majorité (51 %) déclare ne s'y intéresser que peu ou pas du tout. C'est particulièrement vrai chez les jeunes de dix-huit à trente-quatre ans, dont moins de 40 % suivent la campagne avec intérêt, mais également chez les ouvriers, dont moins du tiers (31 %) s'intéressent au débat électoral en cours.

Ce désintérêt est confirmé par l'enquête de CSA, réalisée les 9 et 10 mai auprès d'un échantillon de 1 006 personnes pour France 3, France Inter, France Info et Le Parisien (daté 12 mai). Alors que deux Français sur cinq déclarent suivre la campagne tous les jours ou presque, ils sont quasiment aussi nombreux (37 %) à ne s'en préoccuper qu'une fois par semaine ou pas du tout.

Plus impressionnant encore, selon CSA, 19 % seulement des personnes interrogées jugent que la campagne montre bien les grands enjeux et les différences entre les programmes. Non seulement ce score est très faible, à quinze jours du premier tour, mais il baisse de six points depuis l'annonce de la dissolution. Bien loin d'éclairer ou de passionner les Français, voilà donc une campagne législative qui

les plonge dans le brouillard. C'est moins, semble-t-il, affaire de personnes que de projets.

Certes, Alain Juppé n'apparaît pas, pour une majorité de personnes interrogées, comme un bon animateur de la campagne de la majorité. Et Lionel Jospin n'est pas jugé de façon beaucoup plus favorable comme animateur de la campagne de l'opposition.

### DES CHOIX MASQUÉS

Mais l'essentiel est ailleurs : dans l'incapacité – nu le refus – des deux grandes coalitions qui s'affrontent à dessiner clairement enjeux et solutions. Stéphane Rozès, directeur des études politiques de CSA, note que l'on assiste à « une campagne virtuelle » où chacun évite d'exposer clairement son projet, au risque de nourrir le soupçon que les choix fondamentaux restent masqués.

Dès lors, tout se joue à la marge, dans la capacité reconnue aux uns ou aux autres d'affronter les principales difficultés de demain. A ce jeu-là, c'est la majorité sortante qui semble encore bénéficier d'un léger avantage.

Alors que la lutte contre le chômage est le dossier prioritaire pour 67 % des Français, 33 % considèrent que la majorité sortante est capable d'affronter le problème. Les propositions de la gauche ne convainquent, sur ce terrain, que 28 % des personnes interrogées. De même, la gauche ne parvient pas à convaincre de sa capacité à relancer l'économie, alors qu'il s'agit d'un point central de son programme. Sur ce terrain, la majorité bénéficie d'un mince avantage, par défaut.

Gérard Courtois

## Gérard Longuet « comprend mieux les gens qui ont des ennuis »

L'ancien ministre en campagne dans la Meuse

### BAR-LE-DUC

de notre envoyée spéciale  
La salle décrépite sent la craie et le charbon de bois. Au plafond pendent des guirlandes décolorées. Haddonville n'est pas riche, mais le jus de pomme est « mai- »

### PORTRAIT

« On a perdu deux ans mais il n'est jamais trop tard pour bien faire »

son », et l'accueil est chaleureux. Ce n'est pas tous les jours qu'on reçoit un président de conseil régional en campagne et, justement, il manque des crédits pour refaire le presbytère. Gérard Longuet écoute, conseille, promet. « Je suis d'un naturel plutôt rapide et expéditif, admet-il, mais pas ici. Je comprend mieux les gens qui ont des ennuis. Jusqu'à quarante ans, j'étais relativement protégé. Je voyais plutôt la vie du côté des happy few. »

Un verre, et il repart, seul avec son supplicat, sur les routes sinueuses des côtes de Meuse. A Dompreire, où l'attendent neuf personnes, c'est le nucléaire qui préoccupe : la Meuse doit accueillir un laboratoire de stockage des déchets. « J'ai découvert que les ingénieurs sont très savants, mais qu'ils ne disent pas tout », explique M. Longuet. Ce qu'il faut à la Lorraine, ce sont des hommes politiques de poids pour discuter avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, EDF et les ministères. « A la sortie de la commune, il s'arrête, saute de voiture pour saluer trois personnes devant une ferme. Trois de plus : « Là, on fait de la grasse ».

Entre deux cahots, son supplicat, Bertrand Pancher (UDF-PR), maire de Bar-le-Duc depuis 1995, tient les comptes (son ancien suppléant, André Droit-cœur, député sortant, ne se représente pas) : depuis 14 heures, MM. Longuet et Pancher ont vu cinquante électeurs dans cinq villages, en un seul meeting. Restent trois villages et une réunion cantonale. Le compte est bon. « Au total, ce soir, nous aurons rencontré quatre cent vingt personnes avec qui nous aurons parlé politique, pas seulement serré des mains. »

Au pays de Poincaré, de la mi-rabelle et du colza, inutile d'es-

sayer de rassembler les foules. Les élections se gagnent canton par canton, ferme par ferme, voix par voix. Et M. Longuet a, dit-il, « un formidable appétit de retour ». A cinquante et un ans, l'ancien ministre et ancien président du Parti républicain (meuse son va-tout et l'admet. S'il est battu ? « Au moins, ce sera clair. Je ferai autre chose. Mais je préférerais chaisir. J'ai très envie de gagner. »

Plus de temps à perdre. A trente ans, il était directeur de cabinet ; à trente-deux, député ; à quarante, ministre. Puis les « affaires » l'ont rattrapé. Celle de sa villa de Saint-Tropez, dont il est sorti blanchi après trois ans de procédures, puis celle du financement du PR, dont l'instruction continue. Elles l'ont cassé. Le menton est toujours volontaire, le sourire carnassier, mais le regard a changé. « Je suis passé de l'autre côté du miroir, dit-il. Je comprend mieux les gens qui ont des ennuis. Jusqu'à quarante ans, j'étais relativement protégé. Je voyais plutôt la vie du côté des happy few. »

### JE M'EN VEUX QU'À MOI-MÊME

M. Longuet a mûri, et ce n'est pas plus mal. Lui qui fit ses débuts en politique à l'extrême droite est aujourd'hui un libéral affirmé, qui prêche sans relâche le « moins d'État » et le courage politique. Ses démenties judiciaires pèsent sur la campagne, certes, mais la traversée du désert n'a pas que des inconvénients : le candidat Longuet n'a pas à assumer l'héritage récent, et il s'en garde bien. « On a perdu deux ans, dit-il, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire, avec une majorité plus courte et des ministères qui auront un peu plus le sens des réalités, et prendront le temps d'écouter les Français. »

Il a répété dix fois le gouvernement, après les élections, changera, et « il faudra des hommes courageux et modestes ». Cmaraqueux, il l'a toujours été. Mndeste, il l'est devenu. « Je n'ai jamais prétendu à la sainteté, dit-il. En matière de financement politique, n'ai fait que ce que faisaient les autres avant moi. Il y a eu dix « années-fric », et l'on n'a pas sifflé la fin de la partie. C'est comme un chahut : ceux du premier rang en prennent plein la figure. Je n'en veux qu'à moi-même. » Les électeurs lui en veulent-ils aussi ?

Véronique Maurus

Peut-on imaginer un été sans quelques peuchère, fada, ou tu tires ou tu pointes ?

**Paris Marseille**  
**180F**  
avec Découverte J30

Avec Découverte J30, vous prenez votre billet 30 jours à l'avance pour bénéficier d'une réduction d'au moins 50 %.

A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAJET.



## Les « traders » de la Bourse de Paris sont aussi impavides que les marchés

La campagne suscite moins d'intérêt que Maastricht ou la présidentielle

La dissolution de l'Assemblée nationale a été bien accueillie par les opérateurs de marché parisiens, car elle évite un an de campagne électo-

rale et d'attente pour les investisseurs. Mais elle les laisse malgré tout assez indifférents. Certains jugent sévèrement le programme

socialiste. Tous se gaussent des « mensonges tous azimuts ». Le franc et la Bourse restent sur des positions solides.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ne passionne pas les opérateurs de marché, pourtant si prompts à s'enflammer à la moindre nouvelle. « Ce scrutin suscite beaucoup moins d'intérêt que les précédents », explique Marc, 36 ans, trader à la Société générale, qui se rappelle que « le réfé-



rendum sur le traité de Maastricht ou l'élection présidentielle avaient provoqué des débats passionnés et houleux dans la salle ». Reflet de cette indifférence, les marchés financiers français font preuve de solidité depuis l'annonce de la dissolution : le franc a cédé moins de 1 centime face au deutschemark, et la Bourse de Paris a gagné près de 5 %. « Les marchés sont plus sensibles aux statistiques économiques américaines, observe Philippe, 33 ans, opérateur sur le marché obligataire dans une grande banque française, qu'aux déclarations des hommes politiques et

même, ce qui est très surprenant, qu'aux sondages ». Ici, l'initiative présidentielle a été dans l'ensemble bien accueillie car « elle est plutôt bonne sur le plan économique », estime Philippe. « Elle évite un an de campagne électorale et d'attente de la part des chefs d'entreprise ». Dominique, 31 ans, opérateur sur les changes dans une banque américaine installée à Paris, s'explique mal, toutefois, le manque d'intérêt des investisseurs internationaux pour nos législatives. Il avance une hypothèse : l'attention des marchés a été retenue par le scrutin britannique, mais maintenant « les opérateurs vont découvrir que les élections françaises sont très importantes, car elles constituent un nouveau référendum sur l'Europe ». Si la droite passe, prédit-il, « il n'y aura plus d'obstacle au lancement de l'euro ».

« A New York, Londres ou Tokyo, les gens sont aujourd'hui persuadés que l'actuelle majorité va être reconduite sans la moindre difficulté », ajoute Marc, « malgré les sondages qui présentent un scrutin très serré ». « Le réveil risque d'être

brutal », prévient-il. Philippe observe que le programme économique du PS est jugé « très sévère » par les économistes des banques anglo-saxonnes, mais aussi par ceux des banques françaises. Il ne croit pas « à l'exception française » et au fait que « la France puisse réussir en s'engageant dans une voie opposée à celle des États-Unis et du Royaume-Uni, où l'économie est en plein boom ». Il votera à droite « sans état d'âme », même s'il reproche à celle-ci de « ne pas être assez libérale et moderniste ». Philippe souhaite une baisse des impôts qui permettra de « rapprocher les salaires parisiens de ceux de la City ».

### « MENSONGES TOUTS AZIMUTS »

Dominique, lui, s'abstiendra « probablement », car il ne « pardonne pas les concessions faites par les socialistes aux communistes, aux Verts et à Jean-Pierre Chevènement » sur le dossier de l'Union monétaire européenne. « J'ai toujours voté socialiste, mais je ne le ferai pas cette fois car je suis pro-européen à 200 % ». Marc votera à

gauche « comme la majorité de la salle, je pense », en espérant quand même que, « si les socialistes l'emportent, ils n'appliqueront pas l'intégralité de leur programme économique et redeviendront réalistes ». « Les marchés financiers, précise-t-il, gardent un excellent souvenir de l'ère Bérégovoy ». Il regrette toutefois « le manque de charisme de Jospin, un anti-Blair », et déplore « la pauvreté » du débat électoral et « les mensonges tous azimuts des leaders politiques ».

« On connaît bien, dit-il, l'état des finances publiques françaises. C'est exaspérant d'entendre la gauche et la droite se renvoyer la responsabilité du dérapage des finances publiques et affirmer tous les deux que la rigueur budgétaire est derrière nous. » « Il n'y a qu'en France, s'empare Marc, qu'on parle de la dictature des marchés. Si j'ai choisi ce travail, c'est d'abord parce qu'il est plus vivant, plus amusant et stimulant intellectuellement que le plupart des autres métiers qu'on me proposait avec mon diplôme d'ingénieur. »

Pierre-Antoine Delhommais

## A Nice, Jacques Peyrat est la cible principale du FN

Accusant le maire de la ville de « déshonneur et d'infidélité », M. Le Pen veut lui faire payer son ralliement au RPR

### NICE

de notre correspondant

Le principal adversaire du Front national dans les Alpes-Maritimes s'appelle Jacques Peyrat, maire RPR de Nice et candidat dans la deuxième circonscription. Jean-Pierre Schénardi, candidat du FN dans la troisième circonscription, et Jean-Marie Le Pen ont vigoureusement attaqué, dimanche 11 mai, leur ancien compagnon de parti qu'ils accusent de trahison.

Neuf mois avant les municipales de 1995, M. Peyrat avait donné sa démission du mouvement d'extrême droite, après plus de vingt ans de bons et loyaux mandats. Élu à la mairie de Nice sans étiquette politique, il a rejoint le RPR en juin 1996, donnant ainsi au parti néogaulliste la cinquième ville de France.

« Jacques Peyrat se targue de la devise de la Légion étrangère "Honneur et fidélité" alors qu'il agit de déshonneur et d'infidélité », a donc lancé M. Le Pen, en l'accusant d'avoir « apporté [Nice] en dot à ceux dont il avait dit pendant des années qu'ils étaient des voleurs et des trahisseurs ». Assurant que « Jacques Chirac est le roi de l'arnaque », le président du FN s'est fait compositeur en entonnant : « Dans ce royaume de l'arnaque - Chirac est roi, Peyrat est sa reine - C'était pas la peine - C'était pas la peine assurément - De changer de gouvernement. »

Même s'il avait souhaité affronter M. Le Pen, le maire de Nice ne braque pas sa campagne contre le Front national. « Le Front n'a pas l'appanage de la férocité, dit-il. Les communistes, les socialistes ne me font pas de cadeaux. » Le chef du FN a renoncé à se présenter, mais il tient le maire de Nice dans sa ligne de mire. Dimanche soir, il a donné un exemple de férocité avec la diffusion de l'enregistrement d'une interview de M. Peyrat avant sa démission : il se défendait de vouloir quitter son parti, dont il louait la qualité des hommes et la valeur des solutions proposées contre l'immigration.

Un réquisitoire a aussi été prononcé par M. Schénardi, un proche de M. Le Pen. S'adressant à « Jacques » et le tutoyant, il lui a reproché son « reniement honteux par ambition personnelle ». Il a interpellé le maire : « Tu dis seule ton appartenance au RPR peut être un bienfait pour notre ville. Deveniras-tu socialiste ou communiste si ces derniers arrivaient au pouvoir ? »

Sur le terrain, Christian Desvignes, le candidat du FN face à M. Peyrat, s'insurge contre toute « nouvelle imposture » du maire. « Il ne va quand même pas nous faire le coup deux fois, se faire élire avec les voix du Front en ayant l'étiquette RPR-UDR ».

Jean-Pierre Laborde

## En l'an 2000, un Français sur trois aura eu ou aura un cancer dans sa vie.

### Messieurs Jospin, Juppé, Hue, Lalonde, Léotard, de Villiers, Madame Voynet... Quel est votre programme pour renforcer la lutte contre le cancer ?

Les 700 000 personnes actuellement traitées pour un cancer.

Les 150 000 familles de malades décédés au cours des 12 derniers mois.

Les 650 000 adhérents et 30 000 bénévoles de la Ligue Contre le Cancer qui luttent sur tous les fronts de la maladie constatant avec regret que ne figure pas parmi les priorités de votre programme une véritable politique de lutte contre le cancer.

La Ligue, dont la cause vient d'être déclarée d'intérêt général en 1997, souhaiterait que vous lui précisiez quelles sont les propositions avancées par votre parti qui permettraient au futur gouvernement de mener une lutte efficace contre le cancer et notamment dans les domaines suivants :

Quelle politique préconisez-vous dans le domaine de la recherche afin de mieux connaître les phénomènes de cancérisation et permettre la mise au point de nouvelles thérapies ?

Quelle politique défendez-vous dans le domaine de la prévention pour les cancers dont on sait qu'ils peuvent être évités par une meilleure hygiène de vie, et en particulier :

• le cancer du poumon lié à la consommation de tabac : votre parti accepte-t-il, comme c'est le cas aujourd'hui, que la production du tabac soit financée au niveau européen au détriment de la lutte contre le tabagisme ?

• le cancer des voies aérodigestives supérieures lié à la consommation conjuguée d'alcool et de tabac : votre parti a-t-il l'intention d'assurer la stricte application des lois Veil et Evin ?

• le cancer du col de l'utérus qui peut être évité par une meilleure hygiène sexuelle : votre parti envisage-t-il de mener une politique de sensibilisation des femmes appartenant à des milieux sous informés ou défavorisés ?

Quelle politique proposez-vous en matière de dépistage ?

Les cancers du sein, du col de l'utérus et du colon en particulier peuvent le plus souvent être guéris s'ils sont dépistés de façon précoce. Or, force est de constater que les politiques de dépistage conduites aujourd'hui sont loin d'être à la hauteur des ambitions initiales. Quels seront vos engagements dans ce domaine ?

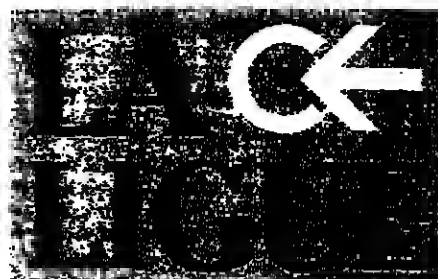
Quelle politique envisagez-vous pour réduire l'inégalité devant les soins, afin que tous les malades accèdent aux traitements les plus efficaces et à une bonne prise en charge au sein d'équipes pluridisciplinaires qualifiées ?

Quelle politique conduirez-vous enfin en matière de formation ?

• formation des jeunes médecins qui ne reçoivent que quelques heures de cours sur le cancer au cours de leur cursus universitaire.

• formation continue des médecins généralistes qui doivent jouer un rôle clé en matière de prévention, de dépistage et de prise en charge des patients.

• formation des personnels soignants : infirmières, psychologues... d'autant plus nécessaire que l'on s'efforce de développer les soins à domicile tant pour améliorer la qualité de vie des malades que pour réduire les dépenses d'hospitalisation.



LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER  
1, avenue Stephen Pichon - 75013 Paris

## La campagne officielle radio-télévisée est ouverte

LA CAMPAGNE OFFICIELLE à la radio et à la télévision pour les élections législatives a débuté, lundi 12 mai, sur France 2, France 3, France Inter, et RFO pour l'outre-mer. Le Journal officiel du 11 mai a publié l'ordre de passage décidé, par tirage au sort du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), jusqu'au vendredi 30 mai, de vingt et une formations politiques. Les émissions se composent, soit de « modules courts » de une à deux minutes, soit de « modules longs » de trois à cinq minutes, pouvant aller jusqu'à sept minutes pour le Parti socialiste dans la campagne du second tour. Les émissions sont diffusées tôt le matin, après les journaux de 13 heures et de 20 heures. Les formations programmées lundi sont le RPR, l'UDF, le PS, le PCF, la LCR (trotskiste) et le Parti humaniste. Celles programmées mardi 13 mai sont l'UDF, le PS, l'Initiative républicaine, les Nouveaux Écologistes rassemblement nature et animaux, Génération Ecologie.

## M. Rocard affirme que le PS ne fera aucune concession majeure au PCF

MICHEL ROCARD a affirmé, dimanche 11 mai, sur Europe 1, qu'en cas de victoire de l'opposition aux législatives les communistes auraient « le choix de rendre la Chambre impossible et de redonner le pouvoir à la droite ou de soutenir quand même ». « Il n'est pas question que ce soient nous qui fassions les concessions, ce sera à eux de voir s'ils sont d'accord sur les orientations que nous proposons », a-t-il indiqué. Pierre Moscovici, secrétaire national aux études du PS, a indiqué qu'il était favorable à « un soutien avec participation » des communistes dans un gouvernement de gauche. Il a précisé que « si une formation a 250 à 270 députés, sans être hégémonique, c'est elle qui donne la cohérence ».

### DÉPÊCHES

■ RÉCENTRAGE : François Léotard, président de l'UDF, a souhaité, lundi 12 mai, sur RMC, que le président de la République « puisse s'exprimer à nouveau d'ici le premier tour ». M. Léotard avait déploré, dimanche, sur France 3, la « présidentialisation » excessive de la campagne des élections législatives.

■ VISITE : Charles Pasqua a annulé sa visite, prévue mardi 13 mai, à la permanence de Gabriel Kasperet, candidat RPR dissident qui se représente dans la 4<sup>e</sup> circonscription de Paris contre le candidat officiel de la majorité Pierre Lehoucq (RPR). M. Lehoucq a précisé, dimanche, qu'il était, avec M. Pasqua, « à la recherche d'une dote » pour la venue du président du conseil général des Hauts-de-Seine.

■ COMMÉMORATION : lors d'une cérémonie à Châteauneuf-Chinon, samedi 10 mai, marquant l'anniversaire de l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, Roger Hanin a critiqué le dépôt d'une gerbe par Lionel Jospin. « Il est prouvé que l'hypocrisie n'a pas de limites, on ne peut pas être plus clair », a assuré le beau-frère de l'ancien président, tout en indiquant qu'il voterait pour le PS. Danielle Mitterrand a « encouragé » les socialistes à « poursuivre leur campagne ardemment ». « Lionel Jospin est le premier secrétaire du parti, je suis socialiste et je le reste », a-t-elle déclaré.

■ FN : le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, qui était, lundi 12 mai, l'invité de l'émission « Les quatre vérités » sur France 2, a déclaré que « s'il y avait une investigation générale (...) sur la passion des marchés publics, 90 % des hommes politiques seraient en prison et un certain nombre (...) mériteraient d'être pendus comme ils l'étaient sous la monarchie ».

■ MINES : Handicap International demande aux partis politiques de se prononcer pour l'interdiction totale des mines antipersonnel, qui tuent ou mutilent deux mille personnes par mois dans le monde. Le conseil des ministres a adopté, le 23 avril, un texte interdisant de fabriquer et d'exporter de tels engins, tout en en laissant l'usage aux armées françaises.

سكز لمن لا يملك



## La droite espère conquérir de nouveaux sièges dans les départements et territoires d'outre-mer

Le RPR a déjà marqué des points lors d'élections locales à Mayotte et à Wallis-et-Futuna

La droite, déjà majoritaire en sièges dans les vingt-deux circonscriptions d'outre-mer, espère augmenter son avance dans la pro-

chaine Assemblée nationale. Au mois de mars, lors du renouvellement du conseil général de Mayotte et lors des élections territo-

riales à Wallis-et-Futuna, le RPR, parti majoritaire de la majorité sortante, avait déjà enregistré une progression sensible.

COMME CHAQUE FOIS qu'un scrutin s'annonce plus serré que prévu, un vieux fantasme ressurgit : et si la majorité en sièges, à l'Assemblée nationale, dépendait finalement de cette partie de la France qui se trouve outre-mer ? On ne sait pas très bien pourquoi les voix des Martiniquais seraient jugées plus illégitimes pour faire pencher la balance dans un sens ou l'autre que celles des Réunionnais ou celles des « dominiens » inscrits en Seine-Saint-Denis, mais la crainte d'une manipulation reste toujours présente, aussi bien à gauche qu'à droite.

Pour épargner aux Français de métropole un insupportable suspense, la date des élections législatives dans la partie la plus à l'ouest du territoire national, la Polynésie française, a été avancée au samedi 17 mai pour le premier tour et au samedi 31 mai pour le deuxième tour. Bien que les dates du vote aient été moins décalées, cela avait déjà été le cas en 1993. Il n'y a, du reste, guère de surprise à attendre des élections dans les deux circonscriptions de Polynésie. Les deux députés sortants, Jean Juvenit (République et liberté) et Gaston Flosse (RPR), président du gouvernement territorial, ne se représentent pas. Ce dernier a préféré s'effacer devant le maire de Papeete, Michel Billaud, dont il n'est que le suppléant, pour mieux se réserver pour les sénatoriales de l'an prochain et éviter, par la même occasion, un affrontement direct avec le chef de file des indépendantistes, Oscar Temaru. Celui-ci, maire de Faaa, commune la plus

peuplée de Tahiti, avait obtenu 44,29 % des suffrages au deuxième tour des élections de 1993. Dans la deuxième circonscription, malgré la concurrence de Boris Léontieff, maire autonomiste d'Arue, ou s'attend plutôt au retour de l'ancien député Emile Vernaudon, candidat permanent de la majorité présidentielle, qu'elle soit mitterrandienne en 1993 ou chiraquienne en 1997.

Au total, 146 candidats se présentent dans les 22 circonscriptions d'outre-mer, soit une moyenne de moins de 7 candidats par section électorale, très inférieure à celle que l'on enregistre en métropole, qui témoigne d'une assez grande indifférence vis-à-vis des enjeux de ce scrutin anticipé. C'est à peine si la grave crise économique, sociale et identitaire de la Guyane a contraint les indépendantistes de ce département français d'Amérique à aller devoir se compter face aux deux députés sortants (lire ci-dessous).

### DIVISIONS À GAUCHE

A moins d'un an du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) laisse plus encore le champ libre, pour ce scrutin jugé « purement hexagonal », aux représentants du camp dit « loyaliste ». Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPRC), Jacques Lafleur, et son second, Pierre Flogier, président du congrès du territoire, se trouvent ainsi exclusivement concurrencés par des candidats de droite ou d'extrême droite, parmi lesquels

deux importants hommes d'affaires du « Caillou », Didier Leroux et Philippe Penterost, qui contestent la toute-puissance du RPRC.

Hormis la Guyane, la situation est plus mouvante dans les départements d'outre-mer. Le RPR a d'ailleurs pris le soin de dépêcher aux Antilles, les 17 et 18 mai, le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, pour tenter de rassurer les milieux économiques locaux sur le sort qui sera finalement réservé par la conférence intergouvernementale (CIG) aux « régions ultra-périphériques », notamment dans la « guerre de la banane » livrée par les multinationales nord-américaines. En dépit d'un vote très largement favorable (de 55 % à 59 %) à Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle de 1995, les stratégies de la droite comptent préserver les positions acquises en 1993 à la Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion. Dans le premier de ces départements, un seul des trois députés RPR sortants, André Le Sueur, leur paraît menacé. Encore celui-ci a-t-il été réélu, dès le premier tour, en janvier dernier, lors d'élections municipales partielles, dans sa commune de Rivière-Salée.

En Guadeloupe, les mêmes experts électoraux du RPR se réjouissent des divisions de la gauche locale, souvent liées à des querelles d'héritage politique, et espèrent en retirer un gain net de deux sièges. De même, à la Réunion, compte tenu du déplacement, de la deuxième circonscrip-

tion vers la cinquième, du député communiste sortant, Claude Houran, qui avait battu, en septembre 1996, lors d'une partielle, la présidente du conseil régional, Margie Sudre, le maire (RPR) de Saint-Paul, Joseph Sinimalé, pourrait l'emporter.

Enfin, bien que cela soit passé inaperçu en métropole, le RPR a fortement progressé lors d'élections locales, au mois de mars dernier, à Mayotte et à Wallis-et-Futuna. Bieo que contraint de démissionner du RPR, pour cause d'union de la majorité, Mansour Kamardine peut être un concurrent sérieux pour le député (UDF) sortant, Henry Jean-Baptiste, qui a, au tour, aux yeux d'une partie des jeunes Mahorais, d'être d'origine martiniquaise. Eofo, dans le petit archipel de Wallis-et-Futuna, peuplé de 14 000 habitants seulement mais qui n'en est pas moins représenté par un siège à l'Assemblée nationale, les dernières élections territoriales se sont traduites par un véritable raz de marée en faveur de la droite. Le député sortant (PRS, app. PS), Kamilo Gata, avait été battu. Aujourd'hui, le nouveau président de l'Assemblée territoriale, Victor Brial, oiseau de l'ancien député Benjamin Brial, roule pour le RPR.

Au total, la majorité, qui avait déjà enlevé quatre sièges outre-mer aux élections de 1993 au détriment de la gauche, pourrait de nouveau en gagner quatre. Il n'y a pas de petits profits.

Jean-Louis Saux  
avec nos correspondants

## Alain Griotteray contesté par plus jeune que lui dans le Val-de-Marne

La majorité a investi son suppléant, 46 ans

« GRIOTTERAY est trop vieux pour se présenter et Herbillon trop vieux pour attendre. » Voilà, résumé par un expert électoral, le drame qui secoue l'UDF dans la huitième circonscription du Val-de-Marne. Le député sortant, Alain Griotteray, soixante-quatre ans, maire de Charenton, figure contestée du Parti républicain et de l'UDF, est privé de l'investiture officielle de la majorité au profit de son suppléant, Michel Herbillon, lui aussi UDF-PR, quarante-six ans, maire de Maisons-Alfort.

Incontrôlable, anti-maastrichtien de choc, comblant vis-à-vis du Front national, le chroniqueur ultra du Figaro Magazine a tout pour agacer les dirigeants de son parti. A l'UDF, on préfère avancer l'argument commode du « renouvellement ». Pourquoi M. Griotteray, qui soufflera soixante-quinze bougies en octobre, n'imité-t-il pas ses collègues du troisième âge qui ont accepté, bon gré mal gré, de laisser le champ libre à la nouvelle génération ? Vnvez Jean Seltfenger, soixante-trois ans ; Roland Nungesser, soixante-quinze ans en octobre, ou Jean-François Deniau, à peine soixante-neuf ans.

Teint hâlé, veste lavande et cravate fleurie, M. Herbillon piaffe, ce matin-là, sur le marché ensolillé de Charenton-le-Pont, dans sa ville de Maisons-Alfort. Une méoagère s'adresse à lui : « Monsieur Griotteray, j'ai vu votre nom dans le journal. Euh, Monsieur le Maire... Je suis surprise car j'ai reçu deux lettres de candidature. » ; la sienne et celle de M. Griotteray. Le maire de Maisons-Alfort explique suavement que « soixante-quinze ans, tout de

même... Ne serait-il pas temps de laisser la place aux jeunes ? Même si, moi-même, à quarante-six ans, je ne suis plus un gamin. Si je suis élu, je serais plus âgé que Tony Blair ! » Refusant de se contenter, cette fois, du poste de suppléant du maire de Charenton, le yearling a décidé de se lancer après avoir entendu M. Griotteray lui dire, les yeux dans les yeux : « Je mourrai maire de Charenton et député du Val-de-Marne. »

### « MON TOUR EST VENU ! »

Du coup, Jean-Claude Gaudin, président de la commission d'investiture de l'UDF, a vu, il y a quelques semaines, M. Herbillon entrer dans son bureau et lui déclarer tout net : « Mon tour est venu ! » François Léotard a saisi cette occasion de régler quelques vieux comptes avec un homme qui s'est mis plusieurs fois en travers de sa route. En 1995, l'éditorialiste du Figaro Magazine n'avait-il pas fait activement campagne pour la candidature d'Alain Madelin à la présidence de l'UDF ?

Cette affaire de mise à la retraite forcée prend naturellement un tour très politique. MM. Bayrou, Sarkozy ou Raffarin optent pour le camp Herbillon, mais il a suffi que M. Léotard lui apporte son « soutien personnel » pour que les anti-Léotard de l'UDF se bousculent pour soutenir M. Griotteray. Valéry Giscard d'Estaing lui a téléphoné. Charles Millon lui apporte son « soutien ». Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, « souhaite ardemment » la victoire de cet anti-européen. Au cours d'une première visite au maire de Charenton, le 29 avril, Alain Madelin a moqué du digne « ceux qui sont derrière ces petites manœuvres visant à écarter de l'Assemblée nationale l'homme qui a déterré l'affaire du Crédit lyonnais et qui lutte contre les gaspillages dans l'audiovisuel public ». Arpentant les marchés en compagnie du candidat dissident, deux heures durant, samedi 10 mai, l'ancien résistant Charles Pasqua préfère saluer l'ancien résistant Griotteray, « compagnon des heures difficiles du gaullisme ».

« Je suis le seul résistant du PR », assure le maire de Charenton, qui s'est toujours abrité derrière ce statut pour faire passer ses gestes de sympathie pour Jean-Marie Le Pen et le Front national. Résistance ou pas, les responsables RPR du Val-de-Marne accusent M. Griotteray d'avoir soutenu Catherine Mégard (FN) entre les deux tours de l'élection municipale de Vitrolles (Le Monde du 20 février). C'est en tout cas le motif numéro un avancé par Alain Bernard, adjoint RPR de M. Griotteray à la mairie de Charenton, pour expliquer son passage, en compagnie de nombreux élus locaux, dans le camp de M. Herbillon, dont il est devenu le suppléant. A travers M. Bernard, le RPR entend bien mettre son champion local en piste, avec l'objectif de prendre à l'UDF la mairie de Charenton en 2001.

Les électeurs de la 8<sup>e</sup> circonscription décideront de la longévité politique de M. Griotteray. Or la primauté à droite ouvre le jeu. M. Gaudin recommande la prudence, car « rien ne dit que M. Griotteray ne sera pas élu ». Et c'est sans doute pour ne pas injurier l'avenir – et éviter d'en faire une victime médiatique – que les instances de l'UDF ont pris soin de ne pas provoquer l'exclusion du dissident Griotteray.

Fabien Roland-Lévy

## Chimène préfère aller à l'église plutôt qu'aux réunions électorales

### CAYENNE

de notre envoyé spécial

A priori, les jeux sont faits. Léon Bertrand, député RPR sortant de la seconde circonscription, conseiller général et maire de Saint-Laurent-du-Maroni, devrait passer, « comme une autoroute », l'épreuve des élections législatives. Une victoire « par défaut », reconnaît d'avance l'un de ses détracteurs, aucun candidat d'opposition ne lui étant opposé. Quant à l'énigmatique Christiane Taubira-Delannoy, députée sortant de Cayenne-Macouria (République et liberté), député européen (élue sur la liste Energie radicale de Bernard Tapie, membre du groupe Alliance radicale européenne) et fondatrice du parti Walwari, elle devrait, elle aussi, aisément l'emporter. « Elle joue sur du velours », prédisent la plupart des observateurs de la scène politique locale. Selon eux, M<sup>me</sup> Tau-

bira-Delannoy devrait profiter de l'affaiblissement du Parti socialiste guyanais (PSG), autant que des luttes intestines qui déchirent la famille néogailliste.

Bousculant la routine politicienne, l'affaire des « déportés » de Guyane (une dizaine de personnes, dont quatre militants indépendantistes, incarcérés en Martinique et en Guadeloupe) a mis un peu de piment dans une compétition électorale au départ assez morne. En l'absence d'un candidat commun aux partis rassemblés dans un « Front contre la répression » (Le Monde daté 4-5 mai), chacun des prétendants à la députation sera conduit, lors de sa campagne, à mettre peu ou prou l'accent sur la question du statut du département.

Bien que la revendication indépendantiste reste archi-minoritaire, l'avenir de la Guyane est devenu un sujet d'inquiétude

pour bien des habitants, en particulier pour la communauté créole, dont la suprématie politique et les acquis sociaux – l'accès à l'emploi, notamment – semblent de plus en plus menacés par la crise économique et par les mots d'ordre d'austérité venus de métropole.

### INQUIÉTUDE LATENTE

Les troubles lycéens de novembre 1996 ont illustré, de manière violente, cette inquiétude latente de la population. Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le (seul et unique) candidat du PSG dans la première circonscription soit Victor Joseph, figure connue du mouvement de novembre, puisqu'il avait participé aux négociations avec le ministre de l'Éducation, François Bayrou. Rien d'étonnant, non plus, à ce que les indépendantistes du Mouvement de décolonisation et d'émancipation so-

ciale (MDES) aient fait l'effort de présenter un candidat dans chacune des deux circonscriptions. Les résultats de Maurice Pindard et de Benoît Bechet seront significatifs du sentiment de révolte qui prévaut, ici et là, vis-à-vis de la métropole.

« Bien sûr, je vais voter. Il ne faut pas être ingrat : même s'il y en a beaucoup qui violent l'argent, certains élus font quand même leur travail », explique une habitante de Cayenne, d'origine antillaise. Chimène n'en cache pas pour autant sa profonde défiance à l'endroit du monde politique. Comme de très nombreux habitants de Guyane, elle avoue préférer, à la fréquentation des meetings, celle de l'église du Plein Evangile, solidement implantée dans le département, à l'instar d'autres sectes d'inspiration américaine ou canadienne.

Catherine Simon

## La campagne des ministres qui ne se présentent pas

SEPT HOMMES et femmes sont très demandés par les candidats de la majorité parce que membres du gouvernement et parce que supposés disponibles puisqu'ils ne se présentent pas : Jean Arthuis (économie et finances), Roger Romani

(relations avec le Parlement), Jean-Claude Gaudin (aménagement du territoire), Jean-Pierre Raffarin (commerce et artisanat) et Michel Barnier (affaires européennes) préfèrent le Sénat à l'Assemblée nationale ; Xavier Emmanuelli (action humanitaire) et Margie Sudre (francophonie) ne souhaitent pas affronter le scrutin universel.

### « ÇA SE GÈRE À L'AFFECTIF »

Par exemple, M. Raffarin (UDF-PPDF), président du conseil régional de Poitou-Charentes, a reçu cinquante-huit demandes d'aide et se réjouit de « mesurer que certains qui s'obstinent [ses] actions en faveur des boulangers et des bouchers jugent aujourd'hui qu'on a bien fait de travailler ces populations ». Sa sollicitude va d'abord aux dix-sept candidats régionaux auxquels il sert de chef d'état-major. Viennent ensuite ses « chefs » : le premier ministre qu'il a d'autant plus envie d'épauler, lors du meeting prévu à Clermont-Ferrand, qu'il est plus attaqué et Valéry Giscard d'Estaing qu'il accompagnera sur le marché de La Bourboule.

Pour les camarades les plus proches, « ça se gère à l'affectif, sans mesurer la probabilité de succès ou d'échec », poursuit-il. Les amis du PPDF comme René Garrec, président de la région Basse-Normandie, ou Dominique Busse-reau, voisin de Charente-Maritime, auront droit à un « vingt-heures

trente », c'est-à-dire une réunion en soirée qui oblige à se coucher tard. Il témoignera sa gratitude à ceux qui ont œuvré en faveur des PME comme Hervé Novelli (UDF-PR, Indre-et-Loire). Il ne laissera pas tomber les RPR Jean-Jacques Peretti (Dordogne) ou Patrick Stefanini (Paris).

M. Raffarin parlera évidemment des petites entreprises. « Ceux qui y touchent ont droit à un missile tout prêt ! », prévient-il. On ne s'étonnera pas que la cible privilégiée soit le Parti socialiste, qu'il qualifie de « parti des séqueles ». Et, puisqu'il faut faire manichien, il déclinera des équations, apprécies dans les meetings, comme « cohabitation = déficits » ou « économies = baisse d'impôts ».

M. Gaudin (UDF-PR), président de la région Provence-Alpes-Côte

d'Azur, est lui aussi très impliqué dans la campagne. Ce vétéran, élu quatre fois député, s'est réservé le rôle de chef d'orchestre. Marseille, dont il est le maire, ne le soucie guère : « Les députés de la majorité y profitent de notre victoire aux municipales, analyse-t-il. Dans la rue, on me parle de jardins publics et personne ne me demande si j'appuie la main ! »

Hors les murs, « ce sera plus dur ». Il ne ménagera pas sa peine pour les candidats de la majorité dans les Bouches-du-Rhône, par exemple Thérèse Allaud (RPR), maire de Tarascon, qui devrait « valoir quelques nuits d'insomnie » à son adversaire socialiste sortant, le maire d'Arles, Michel Vanzelle. Au plan national, il va aider « en premier » ses amis de l'UDF-PR, notamment Sylvia Bassot dans l'Orne et Nicole Ameline dans le Calvados, mais aussi le RPR François Baroin dans l'Aube.

### CANDIDATURES INCONTRÔLÉES

L'augmentation des cas d'indiscipline le soucie. « Nous sommes parvenus au niveau national à réduire à dix le nombre des primaires avec le RPR, dit-il. En revanche, nous affrontons une vingtaine de candidatures sauvages qui risquent de nous conduire à l'échec. » Il vole donc au secours d'Anne-Marie Idrac, sa collègue (UDF-FD) des transports, à laquelle le RPR des Yvelines « fait du mal » en lui op-

posant le maire du Chesnay. « Je rappelle qu'à Toulon, Orange et Marignane le FN a gagné parce que la droite libérale était en morceaux, dit-il. En vingt-cinq ans, nous avons fait basculer la région PACA à droite. Tous les prétentieux qui ont déposé dans le Var des candidatures incontrôlées risquent de nous faire faire le chemin inverse. »

M. Barnier (RPR), président du conseil général de Savoie, ne s'inquiète pas pour ses poulains. Il les voit tous trois élus, ce qui ne l'empêchera pas d'accompagner Hervé Gaymard, son ancien suppléant, dans les huit communes de son canton. Il appuiera Nicolas Dupont-Aignan (RPR, Essonne), Michel Hammoun (RPR, Isère), Anne-Marie Cluderc (RPR, Paris) ou Renaud Museller (Marseille).

Son cœur bat surtout pour l'Europe. Il a organisé plus de mille cinq cents réunions dans le cadre du « Dialogue pour l'Europe », que la campagne électorale l'a obligé à interrompre. Il prépare le sommet d'Amsterdam, dont il attend la transformation de « l'Europe des marchés en une Europe politique ». Oui, il va aborder « franchement » ce thème dans les réunions électorales, mais en prenant soin « de ne pas faire que de la polémique » car, dans la mêlée électorale, il ne faudrait pas abîmer une Union si fragile.

Alain Faujas

Formation bac +4/5 ans  
bilingue français-anglais  
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'État au niveau II
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation  
intégrée aux grands  
MBA mondiaux

**U.I.M.B.A.**  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP

38, rue des Blancs Manteaux  
75001 Paris - Tél. 01 42 78 95 15

Pour vous aider à réussir  
Sessions Intenses Paques-Eté

- SCIENTES PO Paris/Province
- DRONT / SCIENCES ÉCO. / GESTION
- M.S.T.C.F. - D.E.C.F.

**ISTH**  
5016 PARIS  
DEPLS 01 42 24 10 72  
EXAMEN VENIS SÉRIÉS PRÉP

Concours d'AVOCAT  
**CRFPA**  
Expertise comptable  
**DEC**  
Préparations intensives août-sept.

**IPESUP**  
18, rue du Collège Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 83 30 3615 IPESUP  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE 625 FIAN



# Comment Jean-Louis Debré a utilisé la lutte des sans-papiers pour faire aboutir son projet de loi sur l'immigration

Le ministre de l'intérieur se réjouit d'avoir transformé un simple « ajustement technique » en sujet d'affrontement idéologique

Nous publions le premier article d'une série destinée à éclairer les réussites et les échecs du pouvoir depuis l'élection de M. Chirac à

la présidence de la République en 1995. Le récit consacré à l'immigration décrit les hésitations du gouvernement à renforcer les

lois Pasqua. Gilles de Robien, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, préside dans un entretien au Monde qu'il faut

réaffirmer « la laïcité scolaire et les règles de l'intégration républicaine ». Bruno Le Roux, maire (PS) d'Épinay-sur-Seine (Seine-

Saint-Denis), explique, lui, les raisons qui poussent son parti à proposer l'abrogation des lois Pasqua et Debré.

JEAN-LOUIS DEBRÉ est le plus heureux des ministres. Dans son fauteuil de la place Beauvau, il arbore la mine réjouie du capitaliste qui a su conjurer les vents contraires. La loi à laquelle il a tant voulu associer son nom, ce texte improbable que personne ne voulait trop soutenir voici un an, a été

## LES SEPT SUJETS CAPITAUX

Le récit de la volte-face du pouvoir

Demain : l'éducation

publiée, le 25 avril, au journal officiel. Mieux encore, le ministre de l'intérieur fait figure de gagnant dans un gouvernement au bilan modeste.

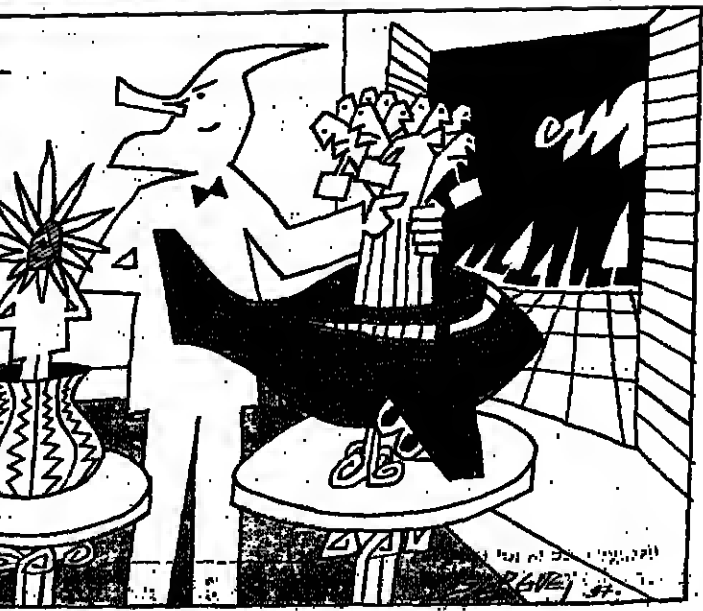
Dans la majorité, ceux-là mêmes qui avaient toujours regardé le fils de Michel Debré avec une pointe de condescendance se disputent aujourd'hui le privilège d'accueillir dans leur circonscription ce paragon de fermeté, symbole de la ténacité gouvernementale dans un domaine supposé électoralement rentable, l'immigration. A ceux qui l'accusent de faire le jeu de l'extrême droite, il rétorque : « Je n'ai jamais eu la moindre complaisance à l'égard du Front national. Ce qui me préoccupe, c'est l'avenir de mon pays. » Et lorsqu'on évoque les protestations de la rue, il fustige « les intellectuels qui dissertent sur l'immigration assis à la terrasse du Café de Flore, à Saint-Germain-des-Près ». Il tranche net : « Ce que j'ai fait, je le sais, a reçu l'assentiment de la très grande majorité des Français. »

Pourtant, ce 15 juillet 1996, en traversant le faubourg Saint-Honoré, le ministre de l'intérieur pense avoir définitivement perdu la partie. Une discrète réunion autour du président de la République a, semble-t-il, scellé le sort des mesures législatives qu'il réclamait depuis plusieurs mois. Jacques Chirac, devant Alain Juppé, Jean-Louis Debré, Jacques Barrot et le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, a été on ne peut plus clair : un nouveau projet de loi sur l'immigration cumule trop de risques politiques. Obsédé par le souvenir de la mort de Malik Oussekine, tué par deux policiers pendant les manifestations estudiantines de décembre 1986, le président de la République redoute les réactions de la jeunesse. On parle donc sur une embellie électorale qui apaiserait les tensions xénophobes.

En quelques minutes, huit mois d'efforts du ministre de l'intérieur viennent d'être réduits à néant. Huit mois d'une stratégie prudente, qu'il pensait avoir gérée de



SE RENCONTRENT



main de maître. D'abord l'attentisme : lorsqu'à la demande du groupe RPR à l'Assemblée nationale une commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine, regroupant la frange la plus radicale de la majorité, commence, en octobre 1995, ses travaux, il laisse faire. Quelques semaines plus tard, il opte pour un soutien discret lorsque les premiers échos des auditions menées à huis clos par les députés ont filtré.

Afin de ne pas se faire surprendre par les conclusions de la commission - « une bombe à retardement », pronostique-t-il -, il demande discrètement à ses services de préparer des propositions pour renforcer les lois Pasqua. Fichier national des personnes hébergeant des étrangers, fichier d'empreintes digitales des irréguliers, allongement du délai de rétention ou encore remise en cause du renouvellement de plein droit de la carte de résident : un premier avant-projet musclé est ainsi concocté. Enfin, le 21 mars, lors d'une première réu-

non interministérielle à Matignon, le ministre de l'intérieur passe à l'offensive.

Ce jour-là, Jean-Louis Debré ne veut pas trop en faire. Les ministères de la Justice, des Affaires sociales et de l'intégration font part

Il laisse parfois entendre en petit comité qu'il a tardé à faire évacuer l'église Saint-Bernard pour démontrer l'absurdité de la législation

de leurs réserves sur certaines mesures « qui risqueraient de placer l'ensemble de la population étrangère dans une situation de précarité renforcée ». Matignon souligne sa volonté de voir évoluer en priorité les possibilités d'intervention par voie réglementaire, avant de lancer un chantier législatif. Lui se contente de faire passer un message : l'impérieuse nécessité

d'adopter « des dispositions techniques pour rendre plus applicables les lois Pasqua ».

Le 4 avril, lorsque les conclusions du rapport de la commission d'enquête parlementaire sont rendues publiques, Jean-Louis Debré, une

qu'il pense des travaux accomplis, associant étroitement le parlementaire à l'élaboration du projet de loi. Même si Alain Juppé déclare, le 23 avril, devant les groupes UDF et RPR, qu'« il n'est pas question de légiférer dans l'immédiat, à chaud, sur l'immigration », Jean-Louis Debré y décèle une volonté d'interrompre le débat, mais sûrement pas le travail.

Le ministre de l'intérieur poursuit donc sa tâche. Lors d'une nouvelle réunion interministérielle, fin mai, il enfonce le clou, envoyant son directeur de cabinet présenter à Matignon l'état d'avancement des textes. Certes, il ne reçoit pas encore l'assurance que « sa » loi verra le jour. A Matignon, on penche pour un texte mêlant lutte contre le travail clandestin et maîtrise des flux migratoires, sous la double houlette du ministre de l'intérieur et de son collègue des affaires sociales, Jacques Barrot. On parle aussi d'y adjoindre une circulaire de régularisation, histoire de régler les cas les plus épi-

neux d'irréguliers non expulables, notamment les parents d'enfants français. Mais l'affaire lui semble encore sur la bonne voie.

Le premier avertissement vient le 13 juin. Au cours d'une réunion présidée par le chef du gouvernement, Jean-Louis Debré avale ses premières coulures. Certaines de ses mesures, comme la fin du renouvellement automatique de la carte de résident, sont écartées. Plus grave, si Alain Juppé accepte son idée de dissocier les textes sur le travail clandestin et sur l'immigration, il indique vouloir confier la conduite de ce second volet au garde des sceaux, Jacques Toubon, celui-là même qui, quelques minutes auparavant, indiquait n'attendre « aucun bénéfice politique d'un nouveau projet de loi sur l'immigration ». Jean-Louis Debré accuse le coup. Mais il ne perd pas espoir.

C'est dire si ce fameux 15 juillet, il fait grise mine en quittant l'Elysée. Jacques Chirac a confirmé la redistribution des cartes ●●●

Bruno Le Roux, maire (PS) d'Épinay-sur-Seine

## « Dotons-nous d'une loi qui ne soit pas un texte de peur »

« Pour la première fois, le Parti socialiste inscrit dans son programme non seulement l'abrogation de la loi Debré, mais aussi la suppression de la loi Pasqua, dont vous envisagez jusque-là un simple « peignage ». Pourquoi un tel virage ?

— Nous pensons qu'il faut poser la question de l'immigration de façon serienne, tant en ce qui concerne la maîtrise des flux migratoires que vis-à-vis de nos capacités d'intégration. Or, même si dans les lois Pasqua, il existe des dispositions techniques que nous pourrions reprendre dans un texte socialiste, ces deux lois portent en elles de nombreuses dispositions provocatrices et liberticides. Aussi, plutôt que de faire du raptage, mieux vaut être clair et abroger ces lois qui, symboliquement, font des étrangers les boucs émissaires de tous les maux de notre pays. Lorsque j'entends le ministre de l'intérieur dénoncer dans un meeting les étrangers qui viennent piquer dans nos frigidaire, je pense

qu'il faut bien marquer la rupture avec les mesures qui, aujourd'hui, plongent certaines personnes dans des situations scandaleuses, mais aussi avec tous les sens cachés contenus dans ces deux textes.

— Le Parti socialiste veut-il relancer l'immigration ?

— Absolument pas. Nous souhaitons maîtriser les flux. Nous allons également lutter véritablement contre le travail clandestin, contre les donneurs d'ordres et contre les marchands de sommeil. Nous entendons enfin négocier avec les pays d'origine pour qu'ils favorisent davantage le retour de leurs ressortissants. Nous ne voulons plus annoncer de grands objectifs définis, comme MM. Pasqua et Debré, et constater que l'immigration se poursuit dans le pays. Soyons honnêtes : il y a une immigration irrégulière, qu'il faut combattre, et celle qui est régulièrement acceptée par le pays, qu'il faut cesser de fragiliser.

— Par quel entendez-vous remplacer les textes abrogés ?

— D'abord, il y a ce qu'il ne faut plus faire, c'est-à-dire un projet de loi faisant une croix sur l'intégration. On ne peut pas avoir un ministre de l'intérieur qui propose une loi répressive et un « ministre allié » de l'intégration qui annonce des mesures sans aucun contenu.

Ensuite, il n'est pas question d'ouvrir les vannes. Les textes adoptés sous les gouvernements socialistes, entre 1989 et 1993, montrent bien qu'en la matière nous ne menons pas une politique laxiste. Les lois contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine, les textes renforçant la coopération dans le cadre des accords de Schengen et pénalisant les transporteurs d'étrangers en situation irrégulière, c'est nous qui les avons votés. Mais cessons de faire des lois pour se faire plaisir, ou pour des motifs exclusivement politiques, comme ce fut le cas avec les lois Pasqua et Debré. Observons la situation. Examinons les besoins du pays puisque même la droite reconnaît que l'immigration zéro est impossible. Cer-

taines personnes nous disent même que, dans les années à venir, nous pourrions avoir besoin de l'immigration... Enfin, dotons-nous d'une loi qui ne soit pas un texte de peur, mais qui contienne les outils permettant de maîtriser les flux tout en respectant les hommes.

— En matière d'intégration, quelles seraient les trois mesures prioritaires qu'il conviendrait de prendre après une victoire aux élections législatives ?

— Trois mesures précises ? Je n'abonde pas la question de cette manière. Ce dont je suis certain, c'est que les véritables problèmes que connaissent nos quartiers sont sur trois terrains : l'éducation, l'emploi, la sécurité. Si l'on s'attachait enfin à ces questions, et que l'on cessait de focaliser le débat autour de l'immigration, on aurait déjà fait un grand pas en avant. Alors une politique de l'immigration aurait toutes les chances d'être efficace. »

Propos recueillis par N. H.

## SACD

Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques

Le président Marcel Bluwal rappelle aux membres de la SACD qu'une assemblée générale extraordinaire et une assemblée générale ordinaire se tiendront le **MERCREDI 28 MAI 1997, à 14 heures, dans l'Amphithéâtre des agriculteurs de France 8, rue d'Athènes, Paris-9<sup>e</sup>**

Les textes faisant l'objet de la délibération ainsi que la liste des candidats aux élections sont à la disposition de chacun des membres au siège de la société :

11 bis, rue Ballu, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-23-45-05

مركز من لاجل



# te des sans-papiers l'immigration



●●● à Jacques Barrot reviennent les dispositions de lutte contre le travail clandestin ; à Jacques Toubon la préparation des mesures concernant l'entrée et le séjour des étrangers, discrètement dispersées dans « diverses mesures d'ordre judiciaire » à présenter au Parlement.

Et pour lui ? Une simple circulaire de régularisation des étrangers victimes des impasses de la loi Pasqua. L'heure est à la main tendue. La veille, après le défilé sur les Champs-Élysées, le président s'est déclaré « aussi sensible que quiconque » au sort des sans-papiers, tout en rappelant la nécessité de « refuser l'immigration clandestine avec efficacité ». Le 1<sup>er</sup> août, Jacques Chirac glissera dans l'oreille du président de SOS-Racisme que la situation des Africains qui occupent l'église Saint-Bernard depuis le 28 juin va être réexaminée.

Les proches de Charles Pasqua, convaincus qu'il faut commencer par appliquer la vaste réforme de 1993 de leur « patron » avant de la remettre sur le métier, remportent donc la première manche. Ainsi, Jean-Marc Sauvé, père juridique de la loi Pasqua et aujourd'hui secrétaire général du gouvernement, ne cesse de pointer les risques d'inconstitutionnalité et l'inefficacité de certaines dispositions envisagées, plaidant pour de simples adaptations ré-

**Le premier ministre explique lors d'une réunion interministérielle, le 11 septembre, que « le contexte politique a changé »**

glementaires. Ainsi, Jean-Claude Barreau, conseiller technique pour l'immigration, demeure place Beauvau à l'arrivée de Jean-Louis Debré, est-il convaincu que la bonne politique passe par un simple « lissage » de la loi Pasqua dans le sens des régularisations, allié à la multiplication des char-

tières pour démontrer l'absurdité de la loi et la nécessité de la réformer.

Les coups de hache policiers qui brisent le portail de Saint-Bernard chignent nombre de Français. Mais l'incapacité du gouvernement à faire exécuter la plupart des décisions de reconduite à la frontière, censurées par les juges pour irrégularités de procédure, laisse l'opinion paniquer. L'incompréhension et la confusion sont à leur comble. « Ce que je dis depuis le départ éclate alors au grand jour, commente M. Debré. La loi de 1993 est insuffisante puisque des étrangers en situation irrégulière peuvent, et ils l'ont fait pendant deux mois, empêcher une application normale. »

Les sans-papiers de Saint-Bernard lui ont fourni la preuve qu'il attendait : la loi ne permet pas de reconduites efficaces. Le grand cafouillage s'est transformé en démonstration *pro domo*. Dopé par l'embellie éphémère des sondages et par la pression des élus de la majorité, alors à son paroxysme, le ministre de l'Intérieur remonte à l'assaut en réclamant l'autorisation de déposer un projet de loi spécifique sur l'immigration, un projet bien à lui, « pour plus de lisibilité ».

Le feu vert est encore vacillant. L'université d'été de l'UDF, du 5<sup>er</sup> au 8 septembre, mais surtout les journées parlementaires de la confédération libérale, les 23 et 24 septembre, vont libérer la route. Pendant ces deux derniers jours, en effet, les députés UDF tempèrent. Lors d'un dîner à huis clos, le premier soir, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, est accueilli dans un silence de mort lorsqu'il tente de défendre la prudence du gouvernement. Le président du groupe UDF à l'Assemblée, Gilles de Robien, est ouvertement critique pour la position conciliante tenue pendant la crise des sans-papiers.

C'est dire si l'annonce par Alain Juppé du dépôt de deux projets de loi, l'un sur le travail irrégulier, l'autre sur l'immigration, est bien accueillie. Il ne reste plus qu'à en désigner les responsables, tran-

cher entre la poignée de Jean-Louis Debré et les précautions de Jacques Toubon. Un débat que le premier ministre a pratiquement déjà clos lors d'une réunion interministérielle, le 11 septembre, en expliquant que « le contexte politique a changé ». Une rencontre avec le président de la République arrête les derniers détails. Enfin, le 2 octobre, à la tribune de l'Assemblée nationale, le premier ministre désigne M. Debré comme l'architecte du texte qui retranchera, pour la vingt-quatrième fois, l'ordonnance de 1945 sur les étrangers.

Le reste de l'histoire est mieux connu. En voulant obliger les personnes hébergeant un étranger à signaler son départ, le gouvernement déclenche un déluge de pétitions et des fûts de marcheurs civils, qui l'obligent à revoir sa copie sur ce point. En prétendant limiter le droit de renouvellement de la carte de dix ans pour les étrangers installés, le ministre de l'Intérieur s'attire les foudres du Conseil constitutionnel. Un revers personnel pour M. Debré, puisque, contrairement à la version officielle, c'est lui qui a demandé aux députés de la majorité de présenter cet amendement totalement étranger à la lutte contre l'immigration irrégulière, en contrepartie de son soutien à leurs propositions prévoyant des relevés d'empreintes digitales pour tous les demandeurs de visa.

Mais, finalement, peu lui importe. Peu lui importe si, la pression de la rue aidant, le nouveau projet de loi a conduit les socialistes à radicaliser leur position et à promettre la « suppression » de la loi Pasqua de 1993, texte que Lionel Jospin voulait jusqu'alors seulement « peigner ». Peu lui importe si les proches de Charles Pasqua regrettent la « fin du consensus ». Lui s'en réjouit presque. En cette période électorale, transformer un simple « ajustement technique » en sujet d'affrontement idéologique, le tout avec la bénédiction des sondages, n'est-ce pas là un succès politique ?

Philippe Bernard  
et Nathaniel Herzberg

## Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale « Les socialistes n'ont aucune politique de rechange »

« L'immigration est-elle un terrain sur lequel la gauche et la droite peuvent marquer leur différence et creuser l'écart dans une campagne électorale serrée ?

— Franchement, la majorité qui sort peut légitimement présenter un bilan positif avec la loi Debré, alors que l'opposition a annoncé clairement qu'elle voulait supprimer les textes existants. Les électeurs se trouvent devant un vrai choix, entre ceux qui veulent préserver l'équilibre si difficilement obtenu avec la loi Debré — qui contient à la fois des mesures douces de régularisation, des moyens nouveaux de lutte contre les employeurs de travailleurs clandestins et de nouvelles règles sur le séjour des étrangers — et le laxisme des socialistes, qui promettent d'abroger toutes ces lois alors qu'ils n'ont pas le début du début d'une réponse pour les remplacer. C'est une divergence d'autant plus profonde qu'en pratiquant la politique de la chaise vide

ao début du débat parlementaire les socialistes ont manifesté leur malaise sur l'immigration. En réalité, ils n'ont aucune politique de rechange.

— La campagne présidentielle de 1995 avait abouti à un certain consensus dans ce domaine. N'est-ce pas l'ancien gouvernement qui, en relançant le débat, a produit cette crispation ?

— Nous avons amélioré la loi afin de mieux lutter contre le travail clandestin, de systématiser les déclarations d'entrée et de sortie des étrangers et d'éviter le retour à des situations comme celle des sans-papiers de Saint-Bernard, et les socialistes n'ont guère trouvé à y redire sur le moment. La crispation actuelle vient du fait qu'après ces silences ils prétendent aujourd'hui supprimer tout le dispositif. Il faudrait savoir s'ils sont nu- nnn-favorables à un laxisme complet en matière d'immigration clandestine sur le sol français, et quelles sont leurs propositions en matière d'intégration et de coopé-

### La loi en six dates

● 3 avril 1996 : une commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine adopte un rapport proposant de durcir la loi Pasqua. Elle propose notamment un allongement de dix à quarante-cinq jours du délai de rétention administrative, le relevé des empreintes de tous les demandeurs de visa et, surtout, la réduction de l'accès aux soins pour les étrangers en situation irrégulière.

● 23 avril : Alain Juppé annonce qu'« il n'est pas question de légiférer dans l'immédiat, à chaud, sur l'immigration ».

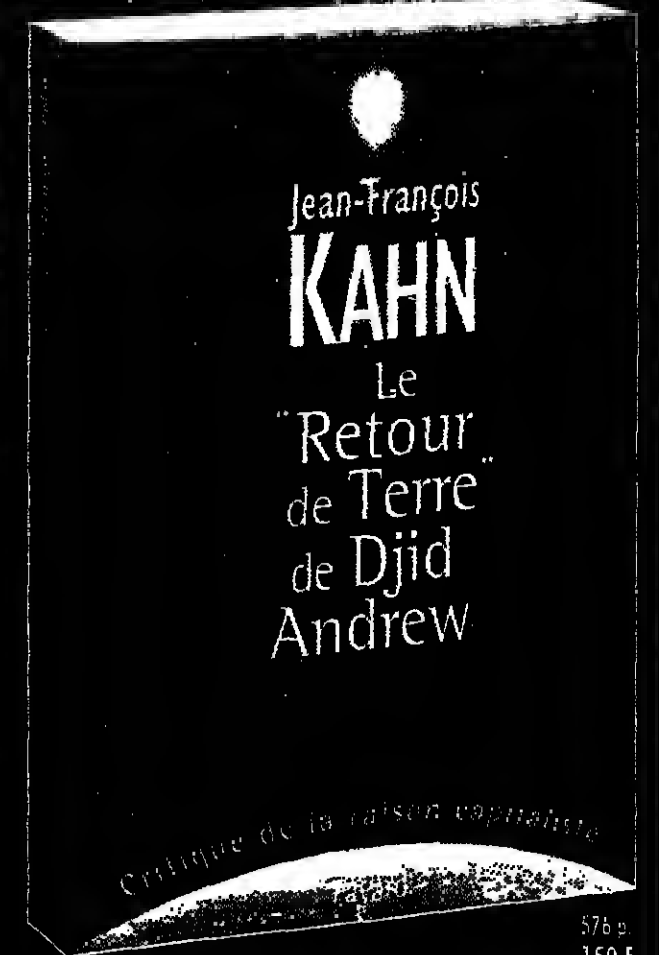
● 23 août : la police évacue l'église Saint-Bernard, à Paris, occupée depuis le 28 juin par trois cents Africains sans papiers, dont dix grévistes de la faim. Dans les deux semaines suivantes, l'administration ne parvient à expulser que huit d'entre eux.

● 6 novembre : Jean-Louis Debré annonce, en conseil des ministres, le dépôt d'un projet de loi « équilibré » réformant l'ordonnance de 1945 sur les étrangers. D'un côté, il propose de régulariser certaines catégories d'étrangers non expulsables. De l'autre, il durcit les conditions d'entrée, et les moyens de contrôle des étrangers : les pouvoirs des policiers sont accrues (fouille des voitures, entrée dans les entreprises), ceux des juges, notamment en matière de libération des étrangers, se trouvent réduits.

● 22 février 1997 : 100 000 personnes manifestent à Paris contre le projet de loi. Le mouvement a été lancé par un « appel à désobéir » lancé par cinquante-neuf cinéastes.

● 25 avril : adoptée par le Parlement, la loi est publiée au Journal officiel. Cible principale de la protestation, la disposition obligeant toute personne accueillant un étranger à signaler son départ a été modifiée par les députés. Le Conseil constitutionnel, de son côté, a écarté l'article soumettant le renouvellement de la carte de résident de dix ans à l'absence de « menace à l'ordre public ».

## Jean-François KAHN



Avec sa fougue habituelle,  
« J.-F. K. » règle son compte au  
pancapitalisme planétaire,  
tout en plaidant pour  
l'idée libérale.

Le Figaro

FAYARD

Propos recueillis par Ph. B.

## VOLS

Départ de Paris	
LA CORSE	870F
ROME	890F
PORTO	980F
PALMA	990F
PALERME	990F
ATHENES	1090F
ISTANBUL	1100F
TUNIS	1190F
DAKAR	2090F
*LES ANTILLES	2460F
NOMBASA	2700F
LES COMORES	4400F
NOUMEA	5500F

### ALLER RETOUR

A CERTAINES DATES  
HORS TAXES AERIENNES  
\* DÉPART DE LYON, MARSEILLE, TOULOUSE,  
BORDEAUX, NANTES : 2 860F  
180 AGENCES EN FRANCE  
0 803 33 33 33 (1,49F LA MINUTE)  
3615 KP (1,29F LA MINUTE)  
<http://www.nouvelles-frontieres.com>

NOUVELLES  
FRONTIERES

distributeur  
d'énergie



**ÉDUCATION** Les syndicats étudiants multiplient les mises en garde au gouvernement, la campagne électorale des élections législatives ayant interrompu les négociations

sur la réforme de l'enseignement supérieur. ● L'UNEF-ID, qui a réélu, le 11 mai, Pouria Amirshahi à sa présidence, appelle à une grève à la rentrée prochaine. « Au lendemain des

élections, le futur ministre de l'éducation ne connaîtra pas de paix universitaire », a prévenu Pouria Amirshahi. ● L'UNEF avait, la semaine précédente, lors de son congrès,

également multiplié les critiques, tandis que s'affirmait la volonté des étudiants de s'impliquer plus fortement dans la vie des établissements. ● A STRASBOURG, depuis plusieurs

années, les étudiants ont un poste de vice-président d'université. Le bureau de la vie étudiante est doté de plus d'un million de francs de budget.

## Les syndicats étudiants durcissent le ton contre le gouvernement

Réélu facilement à la présidence de l'UNEF-ID, le 11 mai, Pouria Amirshahi appelle à une grève à la rentrée. La semaine précédente, l'UNEF avait manifesté la même impatience. Les deux organisations demandent que les engagements pris par M. Bayrou soient respectés

LA RÉFORME inachevée de l'université résistera-t-elle aux élections législatives ? La dissolution de l'Assemblée nationale a interrompu les négociations engagées depuis dix-huit mois entre François Bayrou et les syndicats. Et cela provoque une évidente frustration chez les étudiants. Car, malgré le consensus obtenu le 9 avril au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), la réforme pédagogique est loin d'être bouclée. Le statut de l'étudiant est reporté, tandis que toute une série de mesures sont suspendues. Enfin, les engagements financiers suscitent de fortes inquiétudes.

Ces incertitudes conduisent les syndicats étudiants à radicaliser leur propos. L'UNEF puis l'UNEF-ID, les deux organisations de gauche, qui ont tenu leur congrès à une semaine d'intervalle, agitent désormais la menace d'une rentrée agitée. « Vigilante et exigeante », la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), plutôt modérée, n'exclut pas de « taper du poing sur la table » si cette phase de négociations venait à être remise en cause.

« Les étudiants seront toujours là le 2 juin », résume Pouria Amirshahi, réélu avec 79 % des man-

ats à la présidence de l'UNEF-ID, dimanche 11 mai à Montpellier, à l'issue du 75<sup>e</sup> congrès du premier syndicat d'étudiants. D'ores et déjà, l'UNEF-ID a lancé un appel à une grève nationale d'avertissement, à la rentrée, pour contraindre le gouvernement à « respecter ses engagements ». « Au lendemain des élections, le futur ministre de l'éducation ne connaîtra pas de paix universitaire », a prévenu Pouria Amirshahi.

Ce durcissement n'est pas surprenant. La crise universitaire de l'automne 1995 a laissé des traces. Pour la première fois, les étudiants s'étaient mobilisés non pour s'opposer à une réforme, mais pour demander l'amélioration de leurs conditions d'études. A l'exception d'un plan de rattrapage adopté dans l'urgence, aucun changement perceptible n'est intervenu depuis. Depuis dix-huit mois, les syndicats ont également poussé la logique de négociation avec le ministère jusqu'à un point de non-retour. Cette stratégie de « participation » n'a pas été remise en cause par les 700 militants du congrès de l'UNEF-ID, à l'exception d'une frange ultramilitante de la gauche révolutionnaire. Pouria Amirshahi a ainsi pu défendre une « réforme imposée par les étudiants », en se félicitant du refus de la sélection, de la reconnaissance du caractère national des diplômes, et de certaines dispositions de la réforme des études conformes « aux anciens revendications de l'UNEF ».

### MISES EN GARDE

Mais cette position reste fragile. Les deux courants minoritaires au sein du syndicat ont multiplié les mises en garde. « L'UNEF-ID court le risque de servir de caution auprès du ministère. Les conditions du mouvement de 1995 sont de nouveau réunies », a remarqué Alexis Corbière, porte-parole de la tendance animée par des militants de la Ligue communiste révolutionnaire (11 % des mandats). « L'UNEF-ID a cherché l'institutionnalisation et la reconnaissance. Il lui reste à obtenir le respect des engagements », a, pour sa part, observé Laurent Bérail, un ancien recordman.

Ces mises en garde ont contraint le président de l'UNEF-ID à hausser le ton. A l'égard des « mandarins » qui refuseraient d'appliquer la réforme pédagogique, et contre un gouvernement qui ne tiendrait pas ses engagements sur l'allocation d'études et sur une éventuelle loi de program-



matin budgétaire. Pour l'heure, la stratégie de « recentrage syndical » adoptée par la nouvelle direction élue au congrès de 1994 a été confirmée. Redevenue la première organisation étudiante, l'UNEF-ID a élargi sa base avec des militants plus jeunes, prêts à s'investir dans une activité de proximité plutôt qu'à s'entretenir dans d'historiques querelles de courants internes au Parti so-

cialiste. Si l'UNEF-ID peut présenter l'image d'une organisation pacifique, ce n'est pas le cas de l'UNEF (ex-SE), dont les hésitations ont éclaté au grand jour lors du congrès de Toulouse (Le Monde du 6 mai). Prisonnière de ses contradictions, engagée de façon ambiguë dans les négociations sur la réforme universitaire, l'UNEF s'est révélée incapable de « surfer » sur

la vague de la contestation étudiante de novembre-décembre 1995.

Officiellement, la direction de l'UNEF affiche son opposition « au projet Bayrou ». Cependant, expliquent ses représentants lors du vote du Cneser, le 9 avril, au lieu de voter contre le projet ? Son bureau national a eu quelques difficultés à expliquer ce choix face à une opposition interne radicalisée, refusant d'accepter cette concession accordée à François Bayrou. Pour Marie-Pierre Vien, la présidente sortante, l'UNEF s'est retirée des conférences disciplinaires où se négociait la réforme, car « poursuivre équivalait à cautionner une réforme que nous désapprouvions sur l'essentiel ». Mais elle admet aussi que le représentant de l'UNEF est parti au Cneser sans mandat clair : « Falloit-il voter contre ou s'abstenir ? Ce n'est pas un secret de dire que nous avons hésité », se justifie-t-elle.

### EN POSITION D'ÉQUILIBRISTE

Le congrès de l'UNEF n'a pas levé ces ambiguïtés. Bien que ce syndicat ait tenu « à réaffirmer [son] opposition aux projets du ministère », Karine Delpas, la présidente nouvellement élue, a tenu au congrès de l'UNEF-ID, où elle

était invitée, un discours sensiblement différent. « La réforme a été gagnée par les étudiants qui l'ont imposée », a-t-elle déclaré. Et d'ajouter : « Bayrou est obligé de tenir compte du rapport de forces ». Cette position d'équilibriste rend encore plus difficile le débat sur la nature du syndicalisme étudiant qui traverse l'UNEF. Les termes n'ont guère varié depuis un an et demi : la position de la majorité, qui tend à vouloir donner plus de forces aux initiatives d'associations, se heurte de plus en plus durement à une fraction qui refuse un syndicalisme qui « se social-démocratise ».

Alors que l'UNEF célèbre le quatre-vingt-dixième anniversaire de sa création, la proposition de réunification des deux organisations lancée par les dirigeants de l'UNEF-ID a fait long feu. Les deux directions s'en tiennent à la « richesse de leurs différences » mais envisagent des « actions unitaires ». Le futur ministre de l'éducation, qui devra achever la réforme de l'enseignement supérieur, pourrait leur donner l'occasion d'accroître ce rapprochement.

Michel Delberghe et Béatrice Gurrey

## A Strasbourg, une véritable participation à la gestion de l'université

STRASBOURG de notre envoyée spéciale Strasbourg-I. Louis-Pasteur est l'une des rares universités en France à verser une indemnité de 2 500 francs par mois à son vice-pré-

### REPORTAGE

Le vice-président étudiant, bénéficiaire d'une indemnité, dispose d'un budget annuel d'1,1 million de francs

sident étudiant. Cette aide financière est révélatrice de l'engagement de cet établissement en faveur de la participation étudiante. Élu pour un mandat de deux ans par l'Assemblée des trois conseils universitaires, le vice-président étudiant de Strasbourg-I siège chaque semaine au sein du bureau exécutif de l'université et est chargé de la politique du bureau de la vie étudiante (BVE).

« C'est une véritable expérience professionnelle », témoigne Valérie Mellet, qui a occupé ce poste de janvier 1995 à novembre 1996. « Nous sommes mis sur un pied d'égalité avec les autres vice-présidents et assurons l'interface entre l'administration et les étudiants », explique cette élue de la liste soutenue par l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (Afiges, affiliée à la FAGE).

Aujourd'hui, Valérie Mellet ne regrette pas d'avoir mis deux ans à obtenir sa maîtrise de biochimie structurale car elle peut, avec fierté, dresser son « bilan » de vice-présidente : « Nous avons mis en place des modules d'enseignements complémentaires – tels que l'aide à la création d'entreprise –, des ateliers artistiques gratuits, un service d'accueil pour les étudiants

étrangers et des semaines d'animation inter-culturelles ».

Mais Valérie Mellet garde un souvenir cuisant du conflit social de l'hiver 1995. Alors que les personnels administratifs et techniques (Iat) de l'université adhéraient au mouvement de protestation, les étudiants n'ont pas suivi, la vice-présidente non plus. Elle qui a toujours cru que « la négociation était possible » n'a pas mesuré la dimension politique de son non-engagement. « Je sais maintenant ce qu'il faut faire pour me faire détester dans une entreprise », analyse-t-elle avec le recul.

Néanmoins, cet épisode n'a pas empêché le bureau de la vie étudiante de poursuivre son chemin. Le nouveau vice-président étudiant, Florian Jacquemard, a deux projets qui lui tiennent à cœur : « Offrir aux étudiants l'accès à Internet et développer la solidarité, car de plus en plus d'étudiants sont confrontés à des difficultés financières ».

### ANIMATION ET SERVICES

Élève en maîtrise d'informatique, Florian Jacquemard dit avoir découvert le monde associatif à Strasbourg-I. Dans cette université de dix-neuf mille étudiants où la puissante Afiges rassemble la quasi-totalité des sièges dans les différents conseils, reléguant l'UNEF-ID au rang de spectatrice, les amicales de médecine, sciences, pharmacie, sciences économiques, physique, etc., ont pris en main, depuis des décennies, l'animation et les services (polycopies de cours, annales d'examens...) aux étudiants. « Je ne sais pas si le système du BVE pourrait fonctionner dans n'importe quelle université. Ici, l'importance du tissu associatif a été déterminante », considère Florian Jacquemard.

Si le poste de vice-président étudiant a été mis en place en 1984, c'est en 1991, alors que

l'université inscrit dans son contrat sa volonté de « rendre l'étudiant acteur responsable du fonctionnement de son établissement », que Strasbourg-I crée son BVE, après avoir glané des idées du côté des campus québécois. L'originalité de ce bureau réside dans son organisation tricephale : un enseignant, René-Michel Rodloff, chargé de mission à la vie étudiante, une administrative, Shirin Khalil, et un vice-président étudiant veillant à sa destinée.

Le BVE dispose d'un budget annuel d'1,1 million de francs. Il gère l'accueil des étudiants, le fonds de solidarité pour les jeunes en difficulté, des offres de jobs, des activités culturelles (expositions, conférences dans les cafétérias) et sportives, la formation des étudiants élus et des responsables associatifs, et apporte des aides financières ou logistiques aux projets des associations. Ainsi, l'Amicale des sciences a obtenu une subvention du BVE pour organiser, les 15 et 16 mai, un forum « formation-emploi-entreprise » ; tout comme l'Amicale de mathématiques pour pérenniser son ciné-club.

Reste que la tâche la plus difficile du BVE demeure « la promotion de la citoyenneté ». Malgré la distribution, lors des inscriptions, d'une carte d'électeur symbolique et l'organisation d'une campagne d'affichage pour inciter les étudiants à élire leurs représentants, la participation aux dernières élections n'a pas dépassé les 15 %. « Cette question dépasse l'université. C'est un problème de société », considère Florian Jacquemard. Lui qui a connu d'autres campus avant d'arriver à Strasbourg-I estime que, dans cette université, « il y a moins d'étudiants simples consommateurs de cours qu'ailleurs. Une forte minorité d'étudiants s'impliquent ou participent à la vie de l'établissement ».

Sandrine Blanchard

## LE MONDE diplomatique

Mai 1997

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : Où va la France ? par Ignacio Ramonet. – Dans l'état de l'euro, par Bernard Cassen. – Post-scriptum à un ami moderne, par Régis Debray. – Les sept péchés capitaux du modèle libéral. – Petit glossaire de campagne.

ZAÏRE : Retour au Congo, par Philippe Lemaire. – Aux sources de la crise, par Elisia M'Bokolo.

ALGÉRIE : Eclaircie économique pour le pouvoir, par Akram Ellyas.

SLOVAQUIE : Le mauvais élève de l'Occident, par Karel Bartak.

HONGKONG : Vers un modèle singapourien ? par Guilhem Fabre.

IMMIGRATION : L'honneur de désobéir, par Philippe Videllier.

SCIENCES : La biotechnologie sème à tout vent, par Jacques Testart.

FESTIVAL DE CANNES : La caverne et le cinématographe, par Daniel Paris. – Grande détresse pour le film européen, par Carlos Pardo.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

## Loi de programmation, allocation d'études et contenu pédagogique

DANS L'ATTENTE du résultat des élections et de la nomination du futur ministre de l'éducation, les syndicats d'étudiants ont profité de la période pour dresser un bilan de la réforme et formuler leurs « revendications » pour la rentrée.

Bien que l'essentiel de la réforme pédagogique ait été adopté par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), l'UNEF-ID et la Fédération générale des associations d'étudiants (FAGE) attendent avec impatience la publication des textes officiels annonçant la création d'une commission de suivi, la charte nationale des examens, des stages et des thèses ainsi que l'élaboration d'une carte nationale des passerelles.

L'UNEF-ID paraît surtout décidée à veiller sur la mise en place de

la réforme dans les établissements, en exprimant des craintes sur les réticences des « mandarins » et de certains enseignants.

Le statut de l'étudiant et la création d'une nouvelle allocation sociale d'études, avec la transformation du système actuel, fournissent un second thème de revendications, qui sera développé à la rentrée. Si le principe en a été retenu par François Bayrou, sa mise en œuvre est apparue plus complexe que prévue. Pour le gouvernement, la refonte du système actuel doit être envisagée à court constant. Une exigence à laquelle les syndicats refusent de se rallier.

Pour autant, ces derniers ne lui donnent pas le même contenu. Selon l'UNEF-ID, cette allocation d'études, « partie prenante d'un statut social de la jeunesse », doit fournir les garanties de l'autono-

mie des étudiants, sur la base d'un montant de 4 000 francs par mois. Le bureau national de l'UNEF s'est prononcé, lui, en faveur d'une augmentation des bourses, qui répondrait à « une exigence de justice sociale ».

### DES ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES

C'est évidemment sur les engagements financiers de la réforme que les syndicats sont prêts à constituer un front commun, d'autant que le ministre de l'éducation a formulé des promesses sur l'amélioration des conditions d'encadrement, notamment en premier cycle. Si l'UNEF a chiffré à 50 milliards de francs sur cinq ans le montant d'une future loi de programmation budgétaire, l'UNEF-ID s'en tient uniquement au principe, sans se hasarder à la moindre estimation.

« Rien ne sera acquis tant que nous n'aurons pas obtenu gain de cause sur la poursuite de la rénovation pédagogique et des méthodes d'enseignement », l'allocution d'études et la loi de programmation budgétaire », a prévenu Pouria Amirshahi à la tribune du congrès de Montpellier, en guise d'avertissement au futur ministre de l'éducation.

Enfin, la nouvelle unité d'expérience professionnelle, l'ex-stage diplômante, proposée dans la réforme, avec l'accord du CNPF, continue de concentrer les craintes des deux organisations étudiantes. Si l'UNEF, pour sa part, maintient l'exigence de sa suppression, l'UNEF-ID, plus prudente, se borne à en demander de strictes garanties d'application.

M.D. et B.G.

مركز من لاجل



## Soixante plaintes ont été déposées contre l'ancien instituteur pédophile de la Nièvre

Jacky Kaisersmertz a partiellement reconnu des faits de violences sexuelles

Mis en examen et incarcéré le 6 mai, Jacky Kaisersmertz, instituteur retraité de Cosne-sur-Loire, a partiellement reconnu s'être livré à des violences sexuelles sur mineurs. L'enquête, initiée par une plainte déposée en décembre, n'a véritablement démarré qu'un mois plus tard, au lendemain du suicide de Thierry Debain, auteur de cette plainte. Pour le procureur de la République de Nevers, l'affaire a été « partiellement gérée ».

à l'environnement » de Jacky Kaisersmertz, en partant des noms de ses anciens élèves à l'école primaire de Cosne-sur-Loire. Pour la plupart, les victimes présumées de l'ancien instituteur auraient été des jeunes garçons âgés de huit à douze ans.

### CERTAINS FAITS PRÉSCRITS

Environ 250 noms sont listés, à partir desquels les gendarmes ont tenté un patient travail d'audition. Une centaine de personnes ont été entendues : parmi elles, des enfants devenus adultes, désormais pères de famille, dont certains « ne veulent rien entendre du passé ». Les gendarmes découvrent alors que de nombreux faits sont, désormais prescrits. La loi prévoit en effet que les faits sur mineurs sont prescrits dix ans après la majorité des victimes.

Depuis le dépôt de la plainte en décembre, en effet, aucun acte de procédure n'avait été effectué. Si pour instruire le dossier, le juge François Guyon avait considéré la plainte de Thierry Debain par trop laconique, et attendait les compléments d'informations que devait lui fournir son avocat. Cette lettre lui serait parvenue le 27 janvier, soit le lendemain du suicide du jeune homme. Précipitée par ce geste désespéré, l'enquête démarre alors, dans le cadre, cette fois, d'une enquête préliminaire, diligentée par le procureur de la République de Nevers, Michel Valet, et confiée à la compagnie de gendarmerie de Cosne-sur-Loire.

Ce choix procédural n'est pas anodin : soumise au contrôle du parquet, l'enquête préliminaire peut être menée en toute discrétion, le procureur pouvant décider de l'opportunité des suites à lui donner. En l'occurrence, les gendarmes commencent par auditionner les proches de Thierry Debain, qui leur fournissent les premiers éléments. Ils s'intéressent ensuite

du juge sera la mise en examen de l'ancien instituteur. Selon une source proche de l'enquête, Jacky Kaisersmertz aurait reconnu de lui-même, lors de sa garde à vue, s'être livré à des attouchements sur un mineur dans les semaines précédant son arrestation. Des actes jusqu'alors inconnus des enquêteurs.

La justice a-t-elle tardé à ordonner l'interpellation du suspect ? Aurait-on ainsi pu éviter de nouvelles victimes ? Tirant le bilan de cette première partie d'enquête, le procureur de la République, Michel Valet, estime au contraire que l'affaire a été « partiellement gérée » par la justice et la gendarmerie. « Si on avait décidé d'agir autrement, de l'arrêter immédiatement, on aurait eu le cas-pipe, affirme-t-il aujourd'hui. Par manque de preuves, on risquait la remise en liberté à l'issue d'une garde à vue préventive. Il était du contraire important de collecter le maximum de données avant de procéder à son arrestation. » L'enquête est d'ailleurs loin d'être bouclée : le juge devrait auditionner de nouveaux témoins et en réentendre d'autres.

Cécile Prieur

## Une majorité de lycéens sont favorables au vote local des immigrés

Une étude souligne la tolérance des élèves

LES ÉLÈVES des classes de terminale ont une perception assez confuse de l'immigration en France. En revanche, ils se montrent très tolérants quant aux droits qu'il convient d'accorder aux immigrés. Telles sont les conclusions d'une étude de l'Institut national d'études démographiques (INED) sur les connaissances et représentations de la population chez les lycéens de terminale, réalisée auprès de 2 286 élèves et rendue publique mercredi 7 mai.

Les élèves de terminale ont une vision assez floue de l'immigration en France. Près d'un lycéen sur trois en surestime l'importance. Ainsi, 30 % d'entre eux considèrent que la population immigrée représente entre 17 % et 25 % de la population totale, au lieu des 8 % des statistiques officielles. Interrogés sur le rôle et la place des immigrés en France, les lycéens manifestent une attitude ouverte et tolérante.

CONCURRENCE POUR L'EMPLOI. Concernant les droits qu'il convient d'accorder aux immigrés, plus des deux tiers d'entre eux considèrent qu'ils doivent bénéficier des mêmes droits que les Français. Ainsi, le droit de vote aux

élections locales après dix ans d'installation en France requiert-il un large consensus. La question de la place des immigrés sur le marché du travail demeure la plus sensible : 50 % des élèves considèrent que la présence des immigrés contribue à l'accroissement du chômage chez les Français. Cette opinion est moins fréquente chez les jeunes d'origine étrangère que chez ceux nés en France de parents français. Des clivages apparaissent aussi en fonction des filières. Les élèves de l'enseignement général sont, globalement, plus tolérants que ceux des filières technologiques. « Les élèves des filières technologiques paraissent très sensibles à la notion de concurrence sur le marché de l'emploi », explique Michel Lévy, de l'INED.

Plus réservés quant à l'intégration de nouveaux immigrés, ils sont aussi particulièrement inquiets d'une concurrence entre jeunes et vieux dans le monde du travail. Plus de 80 % d'entre eux considèrent en effet que les personnes âgées devraient laisser la place aux jeunes sur le marché de l'emploi.

Michèle Aulagnon

### Trois autres affaires

Un professeur de gymnastique de cinquante-quatre ans a été mis en examen pour attentats à la pudeur et incarcéré, vendredi 9 mai, à Nice. L'enseignant est soupçonné de s'être livré de 1990 à 1994 à des attouchements sur deux fillettes âgées alors de huit et dix ans. A Carcassonne (Aude), un homme de trente-sept ans a été mis en examen, vendredi 9 mai, pour « attouchements sur mineur » et écroué. Trois jours auparavant, il avait pratiqué des attouchements sur une fillette de onze ans qui lui avait été confiée par son père. Enfin, à Paris, l'un des responsables de la chorale des Petits Chanteurs de Saint-Germain, accusé par plusieurs adolescents de leur avoir fait subir des attouchements sexuels, a été mis en examen pour « agressions sexuelles » et écroué à la prison de la Santé. La brigade des mineurs, saisie après les révélations d'un membre de la chorale, a découvert à son domicile des films amateurs, des cassettes vidéo et des diapositives mettant en scène de jeunes garçons.

## Les enquêteurs s'interrogent sur le mobile du meurtre du caïd marseillais Jean Toci

### MARSEILLE

L'enquête sur l'assassinat du caïd Jean Toci, abattu mercredi 7 mai à la mi-journée sur le parking d'un supermarché d'Istres (Bouches-du-Rhône), oscille entre l'hypothèse d'un règlement de comptes entre exploitants de machines à sous et celle d'un nouvel épisode de la guerre des gangs marseillais. De mi-frère de Gaëtan Zampa, qui fut l'une des figures du milieu jusqu'au début des années 80, Jean Toci, soixante-trois ans, et sa compagne Berthe Crémier, cinquante-deux ans, ont été tués par deux hommes en cagoule circulant à bord d'un monospace Volkswagen fausement immatriculé à Pérignan. Muni d'un fusil à pompe et de deux armes de poing, les assassins ont tiré trois projectiles sur le caïd et trois également sur son amie au moment où celle-ci tentait de fuir.

Depuis sa sortie de la prison de Lameneran, il y a dix-huit mois environ, Jean Toci faisait tout pour se faire oublier des policiers et de ses ennemis. Il affectionnait la clandestinité et l'anonymat, en observant des règles de prudence draconiennes. Surnommé « Jeannot », il devait sa célébrité à sa parenté avec Gaëtan Zampa, « parrain » notoire du milieu marseillais, interpellé en novembre 1983 pour des délits financiers liés à la gestion de ses établissements de nuit. Lors de son procès, Gaëtan Zampa s'était pendu le 23 juillet 1984 dans sa cellule de la maison d'arrêt des Baumettes.

Les deux hommes étaient les enfants de Mathieu Zampa, qui n'a jamais reconnu Jean Toci. Janine Toci, unijambiste, élève son fils dans une cave marseillaise. D'une différence d'âge de quatre mois, Jean Toci et Gaëtan Zampa ne firent connaissance qu'à l'âge de

vingt ans. Contrairement à son célèbre frère, Jean Toci a toujours préféré l'ombre et ne fréquentait ni les bars ni les restaurants. Peu soucieux de connaître un titre de « parrain », il s'est borné aux activités classiques du milieu. Son casier judiciaire en témoigne : cinq condamnations entre mai 1967 et octobre 1984 pour proxénétisme et infractions à la législation sur les armes.

### UN « ANNIVERSAIRE »

Enquêtant sur l'assassinat de Paul Mnoddoni, « M. Paul », un tout-puissant du milieu, victime le 29 juillet 1985, d'une sanglante guerre des gangs, les policiers retrouvent la trace de Jean Toci en 1990. Avec Berthe Crémier, il vit dans un mobil-home à Roquebrune-sur-Argens (Alpes-Maritimes) ou occupe un cabanon à Roquevaire (Bouches-du-Rhône). Les écoutes téléphoniques révèlent une intense activité liée à l'exploitation des machines à sous. Jean Toci et son gendre, Jean-Paul di Nola, se partagent un large territoire. Sans couvert de sociétés « écran », le premier règne sur les Bouches-du-Rhône et le Var, le second sur le marché très fructueux des machines à sous, les rivalités entre clans sont farouches. En 1989 et 1990, cinq proches de Toci, dont son lieutenant André Milesi, sont tués. Les surveillances téléphoniques apprennent que le clan Toci prépare un « anniversaire », autrement dit un règlement de comptes. On n'a jamais su à quel usage étaient destinés les quatre bâtons de dynamite et les deux détonateurs que Berthe Crémier a récupérés le 26 février 1990, croyant aller chercher de la charcuterie corse.

L'arrestation de Jean Toci, le 11 juin 1990, s'accompagne de la découverte d'un arsenal impressionnant et d'une somme de 3 223 900 F camouflée dans cinq boîtes Tipperware sous le dalle de la véranda de son mobil-home. Lors de son procès à Marseille, en décembre 1992, pour association de malfaiteurs, infractions à la législation sur les armes et à la législation sur les jeux, Jean Toci présentera cet argent comme l'héritage de son demi-frère : 100 000 dollars qu'il a fait fructifier dans des opérations immobilières « au noir ». Il sera condamné le 17 décembre 1992 à huit années de prison.

La chute du clan Toci révèle en 1990 de vieux fantômes et ranime la guerre des gangs. Un lieutenant de Jean Toci est ainsi interpellé en possession de photos de Jacques Imbert et Roland Cassone. Ces deux hommes ont une revanche à prendre sur le clan Zampa. Apparemment « retiré des affaires », Jacques Imbert, alias « Jacky le Mat », vit sa retraite sur les îles du Frioul. Sur le vieux port, la rumeur prête à Gaëtan Zampa la tentative d'assassinat dont « Jacky le Mat » a été victime le 2 février 1977 à Cassis. Le laissant pour mort, criblé de balles, Zampa aurait été sa cagoule. Quant à Roland Cassone, il entend venger la mort de son frère Serge, abattu en 1978 par les hommes de Zampa.

Les rancœurs apparaissent tenaces et, le 9 novembre 1990, un tireur armé d'un fusil à lunette à infrarouge, posté à 400 mètres de la prison de Lagnes (Bouches-du-Rhône), tente de tuer Jean Toci qui dîne dans sa cellule. Le prisonnier est légèrement blessé par des éclats de verre de la fenêtre. Comme beaucoup d'autres, cette tentative d'assassinat n'a jamais été élucidée.

Luc Leroux

**La vie en face**  
chaque mardi 20.45

**Les dockers de Liverpool**

**Socialist Worker**

**VICTORY TO THE DOCKERS**

**WHOSE SIDE ARE YOU ON TONY BLAIR?**

**Mardi 13 mai à 20.45**  
Documentaire de Ken Loach.

En septembre 1995, 500 dockers ont été licenciés à Liverpool pour avoir refusé le passage d'un travail permanent à plein temps à un travail précaire, sans garantie sociale... Cette résistance exemplaire et pleine d'espoir a trouvé un écho dans le monde entier.

**La vie en face**  
Chaque mardi à 20.45, un documentaire sur nos sociétés européennes, filmé du côté des gens, au plus près du réel.

**arte**



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU RHÔNE PRÉFECTURE DE LA LOIRE ENQUÊTE PUBLIQUE AUTOROUTE BALBIGNY-LYON (A89)

Il est porté à la connaissance du public qu'en application d'un arrêté conjoint de Messieurs les préfets du Rhône et de la Loire, aura lieu pendant 34 jours consécutifs du LUNDI 9 JUIN AU SAMEDI 12 JUILLET 1997 INCLUS, une enquête publique préalable :

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la section de l'autoroute A89 entre Balbigny (A89) et Lyon (A46) sur le territoire des communes de Balbigny, Saint-Marcel-de-Félines, Saint-Just-le-Palé, Néronde, Pradelles, Saint-Colombin-sur-Gand et Violey dans le département de la Loire, et des communes de Joux, Saint-Marcel-Féclard, Tarnay, Saint-Fort, Pancher-sur-Turdine, Les Olmes, Saint-Romain-de-Popay, Sarcay, Bally, Saint-Germain-sur-Arbrasse, Châtillon-d'Azergues, Belmont, Charnay, Saint-Jean-des-Vignes, Morancé, Chazy-d'Azergues, Les Châtres, Quincieux et Chazelay dans le département du Rhône.

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des autotours de raccordement de cette section d'autoroute à la route nationale 7 :

• autotour autoroute dite "de La-Tour-de-Salvagny" sur le territoire des communes de Châtillon-d'Azergues, Fleuriac-sur-Arbrasse, Loxme, Lantilly et La-Tour-de-Salvagny dans le département du Rhône,

• autotour autoroute dite "de l'Arbrasse" sur le territoire de la commune de Fleuriac-sur-Arbrasse dans le département du Rhône,

- à la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) des communes de Balbigny et Violey dans le département de la Loire, et des communes de Joux, Saint-Marcel-Féclard, Tarnay, Saint-Fort, Pancher-sur-Turdine, Les Olmes, Saint-Romain-de-Popay, Bally, Saint-Germain-sur-Arbrasse, Châtillon-d'Azergues, Fleuriac-sur-Arbrasse, Belmont, Lantilly, Charnay, Saint-Jean-des-Vignes, Loxme, Morancé, Chazy-d'Azergues, Les Châtres, Quincieux et Chazelay, du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la Communauté Urbaine de Lyon (La-Tour-de-Salvagny) dans le département du Rhône.

Cette enquête est organisée en application des dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993 pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la décentralisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

La commission d'enquête sera composée des personnes suivantes, désignées par le président du Tribunal Administratif de Lyon :

- M. Jean-Marie LAHITTE, retraité, directeur général honoraire de sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, qui assurera la présidence,  
- M. James LEVOTRE, retraité, ingénieur divisionnaire des T.P.E.,  
- M. René FAIVRE, retraité, colonel honoraire de gendarmerie.

et à titre de suppléants :

- M. Pierre Frédéric RAPIN, architecte-urbaniste,  
- M. Georges BÉRET, architecte-urbaniste,  
- M. Gérard BESSET, retraité, directeur d'école honoraire.

Le public pourra consulter le dossier de l'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la Direction Départementale de l'Équipement du Rhône, 605 administrative d'État de la Part-Dieu (Bâtiment A), 165 rue Garibaldi 69003 LYON, siège de l'enquête, de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant la même période, le public pourra consulter un dossier identique et présenter parallèlement ses observations dans les lieux et aux jours (jours ouvrables uniquement) et heures suivants :

- département de la Loire :

• Préfecture de la Loire (direction des relations avec les collectivités locales/bureau de l'aménagement du territoire) : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

• Sous-Préfecture de Roanne : les lundi, mercredi et vendredi de 9h30 à 15h30, et les mardi et jeudi de 9h30 à 13h00.

• mairie de Balbigny : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00.

• mairie de Saint-Marcel-de-Félines : du lundi au samedi de 9h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Just-le-Palé : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, et le samedi de 10h00 à 12h00.

• mairie de Néronde : les mardi, jeudi, vendredi et samedi de 9h15 à 12h00.

• mairie de Pradelles : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00, et les samedi et dimanche de 13h00 à 16h00.

• mairie de Saint-Colombin-sur-Gand : les mardi et vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30, et le samedi de 9h30 à 12h00.

• mairie de Violey : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30, et le samedi de 9h00 à 11h30.

- département du Rhône :

• Préfecture du Rhône (direction des actions interadministratives/bureau : aménagement du territoire et de la planification) : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

• sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône : du lundi au vendredi de 9h15 à 11h30 et de 12h30 à 15h30.

• Hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon : du lundi au vendredi de 9h30 à 16h30.

• mairie de Joux : les lundi et mardi de 16h00 à 19h00, et le mercredi de 10h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Marcel-Féclard : le mardi de 16h00 à 19h00, et le mercredi de 10h00 à 12h00.

• mairie de Tarnay : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, et le samedi de 9h00 à 12h00.

• mairie de Pancher-sur-Turdine : le mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00, le jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

• mairie de Les Olmes : du lundi au samedi de 9h00 à 12h00, et les mardi, mercredi et vendredi de 14h00 à 18h00.

• mairie de Saint-Romain-de-Popay : les mardi et mercredi de 9h30 à 12h30, le vendredi de 9h00 à 12h00.

• mairie de Sarcay : les mardi, mercredi et vendredi de 14h00 à 17h00.

• mairie de Bally : du lundi au mardi de 9h00 à 12h00, et le mercredi de 9h00 à 12h00, et de 13h00 à 16h00.

• mairie de Saint-Germain-sur-Arbrasse : les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi de 9h30 à 12h00.

• mairie de Châtillon-d'Azergues : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15h00 à 18h00, et le samedi de 9h00 à 11h00.

• mairie de Fleuriac-sur-Arbrasse : tous les jours de 9h00 à 11h30 et de 15h00 à 18h00 sauf le mercredi et samedi après-midi.

• mairie de Belmont : les lundi et mardi de 16h30 à 18h00, les mercredi et vendredi de 10h00 à 12h00, et le samedi de 11h00 à 12h00.

• mairie de Lantilly : le lundi de 15h00 à 19h00, les mardi, mercredi et jeudi de 9h00 à 11h30 et de 15h00 à 17h00, les vendredi et samedi de 9h30 à 11h30.

• mairie de Charnay : les mardi, jeudi et vendredi de 16h00 à 18h00, le mercredi de 18h00 à 19h30, le samedi de 10h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Jean-des-Vignes : le lundi de 10h00 à 12h00, le mercredi de 16h00 à 17h00, le vendredi de 16h30 à 19h00.

• mairie de Loxme : les mardi, mercredi, jeudi et samedi de 9h00 à 12h00, les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00.

• mairie de La-Tour-de-Salvagny : les lundi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 17h00, les mardi et jeudi de 15h00 à 17h00, le mercredi de 15h00 à 19h00, le samedi de 9h00 à 11h30.

• mairie de Morancé : le lundi de 13h30 à 18h30, le mercredi de 8h00 à 13h00, le vendredi de 13h30 à 17h30.

• mairie de Chazy-d'Azergues : du lundi au samedi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00, le samedi de 10h00 à 12h00 (sauf vacances scolaires).

• mairie des Châtres : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 11h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h00, le mercredi de 15h00 à 18h00, le samedi de 10h00 à 12h00.

• mairie de Quincieux : du lundi au samedi de 9h00 à 12h00, les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15h30 à 17h30.

• mairie de Chazelay : du lundi au samedi de 9h00 à 12h00.

Ces observations pourront également être adressées par écrit pendant la durée de l'enquête à M. Jean-Marie LAHITTE, président de la commission d'enquête, à la Direction Départementale de l'Équipement du Rhône (Service Grande Projets), 33 rue Ménessy 69421 LYON Cedex 03.

Par ailleurs, un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public, pour recueillir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- département de la Loire :

• mairie de Balbigny : les 8 juillet de 15h00 à 18h00, le 23 juin de 9h00 à 12h00, et les 8 juillet 1997 de 15h00 à 18h00.

• mairie de Saint-Marcel-de-Félines : les 14 et 20 juin, et le 3 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Just-le-Palé : les 16 et 20 juin, et le 3 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de Néronde : les 17 et 24 juin, et le 3 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Pradelles : les 9 et 25 juin, et le 3 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Colombin-sur-Gand : le 10 juin de 9h00 à 12h00, le 27 juin de 13h30 à 16h30, et le 10 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Violey : les 11 et 28 juin, et le 11 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

- département du Rhône :

• mairie de Joux : les 12 et 26 juin, et le 7 juillet 1997 de 16h00 à 19h00.

• mairie de Saint-Marcel-Féclard : le 13 juin de 9h00 à 12h00, le 24 juin de 16h00 à 19h00, et le 4 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Tarnay : les 12 et 26 juin de 9h00 à 12h00, et le 10 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de Pancher-sur-Turdine : les 18 et 24 juin, et le 8 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de Les Olmes : les 18 et 24 juin, et le 8 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Romain-de-Popay : les 12 et 26 juin, et le 10 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Sarcay : les 16 et 20 juin, et le 4 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de Bally : les 16 et 20 juin, et le 7 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Saint-Germain-sur-Arbrasse : les 17 et 27 juin, et le 11 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Châtillon-d'Azergues : les 13 et 25 juin, et le 8 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Belmont : les 20 et 27 juin, et le 1er juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Lantilly : les 12 et 17 juin de 15h00 à 18h00, et le 8 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de Charnay : les 10 et 20 juin, et le 11 juillet 1997 de 15h00 à 18h00.

• mairie de Saint-Jean-des-Vignes : les 9, 23 et 30 juin 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Loxme : les 9, 23 et 30 juin 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie de La-Tour-de-Salvagny : les 13 et 25 juin, et le 1er juillet 1997 de 15h00 à 18h00.

• mairie de Morancé : les 11 et 25 juin, et le 9 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Chazy-d'Azergues : le 11 juin de 14h00 à 17h00, le 20 juin de 9h00 à 12h00, et le 9 juillet 1997 de 14h00 à 17h00.

• mairie des Châtres : le 18 juin, et les 2 et 7 juillet 1997 de 15h00 à 18h00.

• mairie de Quincieux : les 11 et 16 juin, et le 4 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

• mairie de Chazelay : le 10 juin, et les 2 et 7 juillet 1997 de 9h00 à 12h00.

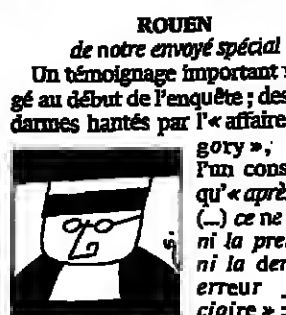
A la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la commission d'enquête et de ses conclusions motivées sera déposée pendant une durée d'un an à la Préfecture du Rhône (direction des actions interadministratives/bureau : à la Préfecture de la Loire (direction des relations avec les collectivités locales/bureau de l'aménagement du territoire), à la Sous-Préfecture de Roanne, à la Direction Départementale de l'Équipement du Rhône (Service Grande Projets), ainsi que dans les mairies des communes mentionnées ci-dessus, où le public pourra en prendre connaissance.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication de ce rapport et de ses conclusions en s'adressant au Préfet du Rhône (Direction des Actions Interadministratives/Bureau), dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs.

## L'affaire de la Josacine empoisonnée au fil des témoignages contradictoires

Le « faisceau de présomptions graves » est devenu faisceau de doutes

Les rebondissements qui ont émaillé le procès de la Josacine empoisonnée n'ont guère permis, pour l'instant, de prouver la culpabilité de l'accusé, Jean-Marc Deperrois. Samedi 10 mai, la cour d'assises de Seine-Martinique a plongé pendant quelques heures au cœur des brouilles familiales chez les Tanay.



PROCES

Un témoignage important négligé au début de l'enquête : des gendarmes hantés par l'affaire Grégory, dont l'un considère qu'« après tout (...) ce ne serait ni la première ni la dernière erreur judiciaire » : des scellés dont on apprend à l'audience qu'ils ont pu s'égaler ou se briser ; un juge d'instruction qui reconnaît, sur procès-verbal et tel que l'a lu, samedi 10 mai, le président de la cour d'assises de Seine-Martinique, avoir dit une fois qu'il en avait « marre de la défense » parce que celle-ci réagissait, selon lui, de manière intempestive lors d'un interrogatoire ; des témoignages considérés comme accusateurs qui se révèlent d'une extrême fragilité.

Depuis l'ouverture du procès, vendredi 2 mai, l'affaire de la Josacine empoisonnée réserve, chaque jour, son lot de rebondissements (Le Monde du 8 et daté 11-12 mai).

Détenu depuis près de trois ans, Jean-Marc Deperrois, quarante-six ans, chef d'entreprise et deuxième adjoint au maire de Gruchet-Valasse (Seine-Maritime), nie farouchement avoir empoisonné le fœtus de Josacine qui causa la mort, le samedi 11 juin 1994, de la petite Emilie Tanay, neuf ans. Selon l'accusation, Emilie serait la victime d'une terrible méprise : Jean-Marc Deperrois aurait voulu supprimer Jean-Michel Toqueville, le mari de Sylvie, la secrétaire de mairie avec qui l'élu local entretenait une liaison amoureuse. S'étant introduit en cachette dans le domicile des Toqueville, l'accusé aurait, entre 14h45 et 17 heures, le 11 juin, jeté quelques grammes de cyanure dans le médicament qui se trouvait sur la table de la salle à manger. Il n'aurait pas su qu'il était destiné à Emilie, une jeune écolière amie des enfants des Toqueville venue passer le week-end à Gruchet.

À l'épreuve de l'audience, que le président Jean Reynaud s'attache à rendre la plus minutieuse et exhaustive possible, le « faisceau de présomptions graves, précises et concordantes » avancé par l'accusation, en l'absence de preuves formelles, est vite devenu faisceau de doutes, trouble, incertain, conduisant parfois à l'incompréhension. L'audience n'a guère per-

mis, pour l'instant, de saisir les raisons qui auraient poussé l'accusé, bien qu'instable sentimentalement, à commettre un empoisonnement avec préméditation. Deux mois avant les faits, celui-ci semblait avoir mis de l'ordre dans sa vie conjugale, comme en a témoigné son épouse, venue dire, « au-delà de sa blessure personnelle », sa conviction de l'innocence de son mari.

La cour d'assises a ensuite longuement examiné les conditions d'achat par Jean-Marc Deperrois du cyanure de sodium. Devant les enquêteurs, il a d'abord nié en avoir détenu puis il l'a, s'est-il dit, jeté, par « peur panique », lorsqu'il a eu connaissance du drame survenu à quelques mètres de son entreprise, au domicile de sa maîtresse. Qualifiée de « romanesques » par l'accusation, ces conditions d'achat ont paru nettement moins sibyllines à l'audience (Le Monde du 9 mai).

### Face au fragile échafaudage de l'accusation, la défense a jeté un trouble

Jean-Marc Deperrois a expliqué comment il avait voulu entreprendre, dans le cadre de son entreprise, spécialisée dans la thermographie industrielle, des expérimentations de traitement de surface des métaux avec des cyanures, par ailleurs communément utilisées en galvanoplastie et en photographie, et par d'autres entreprises de la région. Il a décrit la technique de la société auprès de laquelle il s'est fourni à dire « bien comprendre » sa démarche. Censé corroborer la préméditation, le témoignage des époux Madeleine, ces voisins des Toqueville qui affirment, dans des dépositions souvent contradictoires, voire matériellement impossibles, avoir vu Jean-Marc Deperrois le 29 mai, soit deux semaines avant les faits, sortir du domicile des Toqueville avec des gants en latex, n'a guère résisté à l'avalanche de témoignages : vendredi 9 et samedi 10 mai, des parents d'élèves ou des enseignants ont attesté la présence, ce jour-là, de Jean-Marc De-

perrois à une kermesse organisée à quelques kilomètres de Gruchet, où il vendait des billets à l'entrée.

En revanche, face au fragile échafaudage de l'accusation, la défense a jeté un trouble, dès le début de l'audience, qui hante désormais les débats et sur lequel le président Reynaud ne devrait pas manquer d'insister.

Extrait du volumineux dossier de l'affaire un procès-verbal d'audition manifestement négligé par les enquêteurs, M. Charles Liban a rapporté les propos du médecin de la famille Tanay, le docteur Sylvain Voe, qui affirme - et confirme hors audience, dans les médias - que Corinne Tanay, la mère de la petite Emilie, décrivant les gestes de la préparation du médicament, avait émis devant lui, le 13 juin 1994, des doutes sur la qualité du produit.

Ainsi rapportés par le docteur Voe, les faits revêtent une importance capitale, car ils signifieraient que la Josacine a pu être empoisonnée bien avant d'arriver chez les Toqueville, à Gruchet-Valasse, autrement dit totalement hors de portée de l'accusé, étranger à la famille Tanay. Cependant, la mère d'Emilie a nié avoir tenu ces propos devant le médecin. Sylvie Toqueville, présente ce 13 juin, lors de la réunion avec le docteur Voe, sera appelée à la barre des témoins mercredi 14 mai. D'autres personnes à qui le médecin a déclaré s'être confié à l'époque pourraient également être entendues, si le président le souhaite.

Samedi, la cour d'assises a plongé pendant quelques heures dans l'univers de la famille Tanay, puis dans au cœur des brouilles familiales opposant, notamment, Yvette Crochemore épouse Tanay, qui a déposé, témoin à la barre, et ses beaux-parents, qui ont ainsi apparu que Maurice, le grand-père « dédoublé depuis » et Yvette s'étaient endettés pour prêter 30 000 francs aux parents d'Emilie et que les remboursements donnaient lieu à des « diatribes », essentiellement avec Corinne. M. Liban a fait remarquer que les gendarmes ne semblent pas s'être émus d'une conversation téléphonique surprise, le 30 juin, entre Maurice Tanay et son frère Claude, dans laquelle le premier indiquait : « L'assassin sera connu dans cinq jours, et il devrait s'agir d'un Crochemore ».

Jean-Michel Dumay

## La mémoire en fragments de Jean Munsch l'« Ukrainien »

NANCY.

« Je reste ici. Je ne veux plus repartir en Ukraine. » Sa famille ? « Elle viendra ici. Là-bas, il fait froid, très froid. Il n'y a pas de soins. Les gens meurent de faim. Il faut beaucoup d'argent pour vivre. » Encore étourdi par les 3 000 kilomètres du voyage qui vient de le ramener d'Ukraine, où il vit depuis cinquante-deux ans, Jean Munsch tire une bouffée de la Gauloise blonde qu'on vient de lui donner. Il a soixante-seize ans, un visage marqué par une vie difficile, une santé précaire. Il n'a plus revu la France depuis 1943.

Alors âgé de vingt et un ans, Jean Munsch avait été embarqué par les Allemands pour le service du travail obligatoire (STO) avant d'être envoyé dans le camp de Trignitz, à la limite de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Ce sont les troupes soviétiques qui l'ont libéré. Comme plusieurs milliers de prisonniers, il sera ensuite « escamoté » en Union soviétique, où Denis Sellem, président de l'Association Édouard Kalifat, le retrouvera en 1993. « Je suis bien accueilli par les médias là-bas », explique Denis Sellem. 18 sont plus sensibilisés qu'en France au problème des disparus. J'ai la possibilité de lancer des appels à d'anciens pour retrouver ces Français oubliés. Fin 1994, on m'a parlé de ce Lorrain qui vivait à Oulianovka, à 250 kilomètres au sud de Kiev. Après une première prise de contact avec Jean Munsch, qui vit dans des conditions de grande pauvreté avec son épouse et sa fille, Denis Sellem confie le soin d'organiser le rapatriement du Lorrain à la Croix-Rouge de Meurthe-et-Moselle et à une association humanitaire, Poliss. Dimanche soir, Jean Munsch a posé pour la première fois le pied sur le sol lorrain.

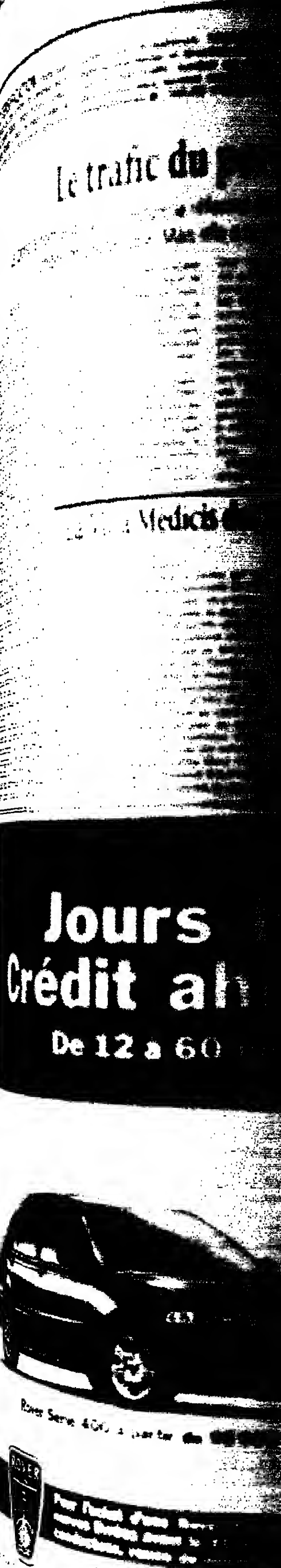
Les émotions s'entrechoquent. Il est épuisé. La nuit précédente, il n'a pas fermé l'œil, voulant tout voir du paysage qui défilait dans la nuit. Quand il est parti, en 1943, « il y avait encore des voitures à cheval sur la place Stanislas ». C'était la guerre. En arrivant à Nancy, il s'attendait à trouver une ville

détruite. Un peu effrayé, il serre le bras de Jean-François Wich, directeur départemental de la Croix-Rouge. « J'ai peur des Allemands... », souffle Jean Munsch. « Mais non, lui répond M. Wich, maintenant, les Allemands sont nos amis. Il n'y a plus de danger. C'est l'Europe, Jean, tu vois... » Dans l'itinéraire de Jean Munsch, il y a une histoire d'amour. Au camp de Trignitz, il est tombé amoureux d'une jeune Russe de seize ans, Tania. A la libération du camp par l'Armée rouge, elle n'a pas voulu le suivre en France. En 1945, ils se sont installés en Ukraine. Bien vite, il a déchanté. Les autorités lui ont confisqué ses papiers. Il n'était plus français mais pas tout à fait russe.

UNE PARENTHÈSE  
Tour à tour ouvrier, agriculteur, cantonnier dans le cimetière communal, Jean Munsch a même passé une année dans le goulag de Vorkouta pour une histoire de vol de sucre. Pourtant, il n'a jamais oublié sa langue maternelle, qu'il parle parfaitement, avec un fort accent russe. « Comment pourrait-on oublier le français », dit-il, émerveillé, en buvant un Coca-Cola trop froid au buffet de la gare de Nancy.

Ce voyage, dans l'esprit de ses organisateurs, n'est qu'une parenthèse. Dans quinze jours, Jean Munsch devra repartir en Ukraine, où Tania, très malade, l'attend. Ce ne sera pas facile. « Quand nous avons pris la route, il a dit adieu à sa femme. Elle pleurait. Pour elle, c'était comme un enlèvement, explique le docteur Stéphane Keller, un psychiatre qui fait partie de la mission. Il a en tête un idéal merveilleux de la France. Le plus difficile va être d'adapter son attitude à la réalité. » La réalité sera d'abord un pèlerinage sur la tombe de sa mère à Jezainville, un petit village près de Pont-à-Mousson. Puis, Jean Munsch ira dans sa maison natale. Avant de choisir définitivement entre la France et l'Ukraine.

Monique Raux



سكز من لايكل



## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 13 MAI 1997

**DIVERSIFICATION** Détenant depuis dix ans le titre de premier port européen dans l'exportation céréalière, Rouen a reçu de plein fouet la réforme de la politique agricole

commune. Armateurs, négociants, agents maritimes et direction du port ont vu son trafic tomber en chute libre et ses silos devenir soudain surdimensionnés. L'HEURE n'est pas au

défaillance pour autant: en 1997, les exportations de blé et d'orge marquent une progression significative qui laisse espérer un « rebond ». DE PLUS, les opérateurs se sont

lancés dans des investissements nouveaux, permettant à la fois au port de renforcer sa vocation agroalimentaire et de diversifier ses activités. LE FEU VERT donné par le gouvernement

pour un programme d'approfondissement du chenal est, lui aussi, porteur d'espoir pour la capitale normande, qui pourra ainsi améliorer le coût de revient de ses exportations.

### Le trafic du port de Rouen fluctue au gré du blé

La capitale normande a vu, depuis la réforme de la politique agricole commune, son activité portuaire, essentiellement céréalière, tomber en chute libre. Mais elle a su s'ouvrir à de nouveaux projets industriels générateurs de trafic maritime

#### ROUEN

L'avenir du port de Rouen se décide-t-il, en fait, à Bruxelles, dans les bureaux de la toute-puissante direction générale de l'agriculture ? Beaucoup sont tentés de le croire, car selon que les experts de la Commission décident la fixation d'un taux de jachère de 5 %, 10 % ou 15 %, l'insatiation de terres pénalisant l'exportation du blé, ou au contraire la délivrance de « certificats de restitution » - c'est-à-dire de subventions -, on jubile ou on peste sur les rives du fleuve dans la capitale normande.

Rouen détient en effet depuis dix ans un record : c'est le premier port en Europe pour l'exportation des céréales, bien loin devant Bordeaux ou La Rochelle et Gand, en Belgique. Hélas, cette cote maîtresse est de plus en plus écornée, depuis qu'en mai 1992 a été reformulée la politique agricole commune (PAC). Armateurs, négociants, agents maritimes, directeur et président du port se font un sang d'encre au vu des trafics en chute libre.

Le nouveau cours de la politique agricole européenne n'entraîne, en effet, que des conséquences funestes sur le plan local. Parce qu'en voulant privilégier la « reconquête » du marché intérieur européen de l'alimentation du bétail et en acceptant (sous la pression de Washington) de diminuer progressivement les contingents de céréales subventionnées vendues aux pays tiers, Bruxelles a automatiquement

quémonté les grands courants transocéaniques d'exportation de blé, orge et foin. Première puissance céréalière des quinze, la France en a subi, la première, les conséquences. Et, avec des silos, privés ou coopératifs, aujourd'hui surdimensionnés, Rouen est directement pénalisé.

De 8,5 millions de tonnes exportées pendant la campagne 1988-1989, le trafic est tombé à 4,6 en 1995-1996. Dans la même période, les capacités de stockage des huit silos ont doublé, ce qui fragilise la rentabilité de ces investissements.

« Après des années euphoriques, nous avons subi deux chocs céré-

liers » succédés en quatre ans qui ont provoqué un véritable traumatisme », a déclaré le 29 avril Ghislain de Boissieu, président du Port autonome devant la fine fleur du lobby céréalière réunie à Rouen, en présence de Robert Kienenschneider, directeur de la division céréales au ministère de l'Agriculture des États-Unis. Les finances du port ont aussi durement souffert, puisque, pour un endettement de quelque 370 millions, soit plus que le chiffre d'affaires, la marge nette d'autofinancement est proche de zéro.

Cependant, 1997 n'a pas commencé sous le signe du défaitisme.

La récolte de l'été 1996 a en effet été exceptionnelle et la demande, qu'elle vienne des pays tiers ou de l'Union, l'Italie en tête, reste ferme, avec des cours mondiaux qui flambent à nouveau. Les exportations d'orge connaissent, comme celles de blé, une progression très significative qui autorise René Genevois, directeur général, à parler de « rebond ».

Hélas, le jour même où les dirigeants faisaient état de ce tournant positif, la Commission de Bruxelles annonçait une décision qu'un intervenant a qualifiée de « coup de massue » : pour approvisionner prioritairement le marché euro-

péen et éviter une tension encore plus forte sur les prix, les experts décidaient le principe d'une taxe à l'export. Conséquence immédiate : les cours du blé à la Bourse de commerce de Rouen ont perdu 3 francs en une semaine.

Bien placé, au débouché des plaines plantureuses de la Beauce, de la Brie et de Picardie, carrefour de voies fluviales, ferrées et routières, le port de Rouen est un de ceux qui ont le mieux réussi la réforme du statut des docks de 1992. Plutôt que d'attendre le retour d'un hypothétique âge d'or, les opérateurs, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, se sont

lancés dans des investissements nouveaux. L'usine de trituration de graines oléagineuses Vamo Mills, mise en service en 1993, va doubler sa capacité. Celle d'estérification de colza Dico tourne rondement. Quant au tout récent terminal spécialisé pour l'exportation de sucre en sacs dénommé Robust, il peut charger les navires au rythme de 1 000 tonnes à l'heure.

#### VOCATION AGROALIMENTAIRE

En outre, deux nouveaux projets vont voir le jour : le groupe Soufflet va investir 200 millions dans une fabrique de malt tandis qu'on annonce l'installation au Grand-Quevilly d'une usine de transformation de cacao. Rouen renforce ainsi sa vocation agroalimentaire et se focalise sur les projets industriels générateurs de trafic maritime.

Pour permettre la venue de navires de fort tonnage et leur descente de la Seine sans encombre, le gouvernement a donné son feu vert à un lourd programme financier pour approfondir le chenal : 156 millions de francs en trois ans. Chaque cargo pourra de la sorte transporter quelques milliers de tonnes de plus dans ses cales. Reste à savoir à qui cela profitera le plus : aux agriculteurs, aux négociants, aux armateurs ou aux acheteurs de blé et de farine des pays pauvres qui ont vu, comme l'explique Gérard Achcar, importateur installé au Mali, les prix du blé augmenter de 15 % en trois semaines ?

### La Villa Médicis des Flandres accueillera des écrivains européens

#### LILLE

« Quand on chemine dans la plaine qui va d'Arras à Tournai, puis s'allonge, ignorante de nos frontières, vers Gand et vers Bruges, on a le sentiment d'avancer sur un fond d'or. Le ciel est retiré la veille, et où il se peut qu'elle revienne demain... Des monts qu'on appelle les collines des collines, le mont Cassel, relayé au nord par la quadruple vague des monts de Flandre, le mont des Cats, le mont Kemmel, le mont Rouge et le mont Noir, dont j'ai une connaissance plus intime puisque c'est sur lui que j'ai vécu enfant, bosseux ces terres basses. » C'est au cœur des monts de Flandre, au sein du parc du mont Noir, là même où Marguerite Yourcenar disait avoir vécu d'heureuses années de son enfance, que s'ouvrira cet automne la Villa Mont-Noir, centre départemental de résidence d'écrivains européens. À l'initiative de ce projet, le conseil

général du Nord, propriétaire de l'ancien domaine familial de l'écrivain.

« Il ne s'agit pas d'ouvrir une résidence d'écrivains de plus ni de créer un prix littéraire supplémentaire », explique Guy Fontaine, directeur de la Villa Mont-Noir. L'objectif est d'accueillir, pendant un à trois mois, trois écrivains de nationalités différentes ayant déjà publié au moins un ouvrage afin qu'ils puissent achever, dans les meilleures conditions, un manuscrit en cours. « En un mot, résume-t-on au conseil général, il s'agit d'offrir un havre de paix aux écrivains et de faire l'essentiel pour que les lauréats se sentent bien chez nous, dans le Nord, parce qu'ils seront chez eux. »

Outre le cadre particulièrement attrayant, trois studios, une bibliothèque et une salle commune seront ainsi mis à la disposition de ces auteurs qui percevront également une bourse mensuelle.

Autre mission de la Villa Mont-Noir, faire découvrir l'œuvre de ces écrivains résidents au public. Les auteurs s'engagent ainsi à rencontrer le grand public à l'occasion, par exemple, de lectures de textes extraits de leurs ouvrages. Des rencontres mensuelles (qui pourront se dérouler dans l'Enro-région Nord-Pas-de-Calais, Belgique, Royaume-Uni) avec les milieux scolaires et universitaires sont également au programme.

Le 22 avril, un jury européen s'est réuni à Paris pour choisir, parmi une vingtaine de dossiers, les premiers lauréats. Suspense oblige, ni le nom ni la nationalité des auteurs sélectionnés n'ont été dévoilés. Il faudra attendre le 25 septembre pour savoir qui sont les premiers invités de la « villa Médicis du Nord ».

Nadia Lemaire

François Grosrichard

## Jours Roverissimes Crédit ahurissant : 4,90 %

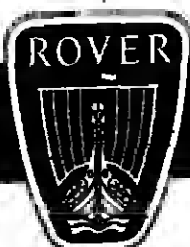
De 12 à 60 mois sans apport minimum. (2)



Rover Série 400 à partir de 93 000 F. (1)



Rover Série 600 à partir de 109 000 F. (2)



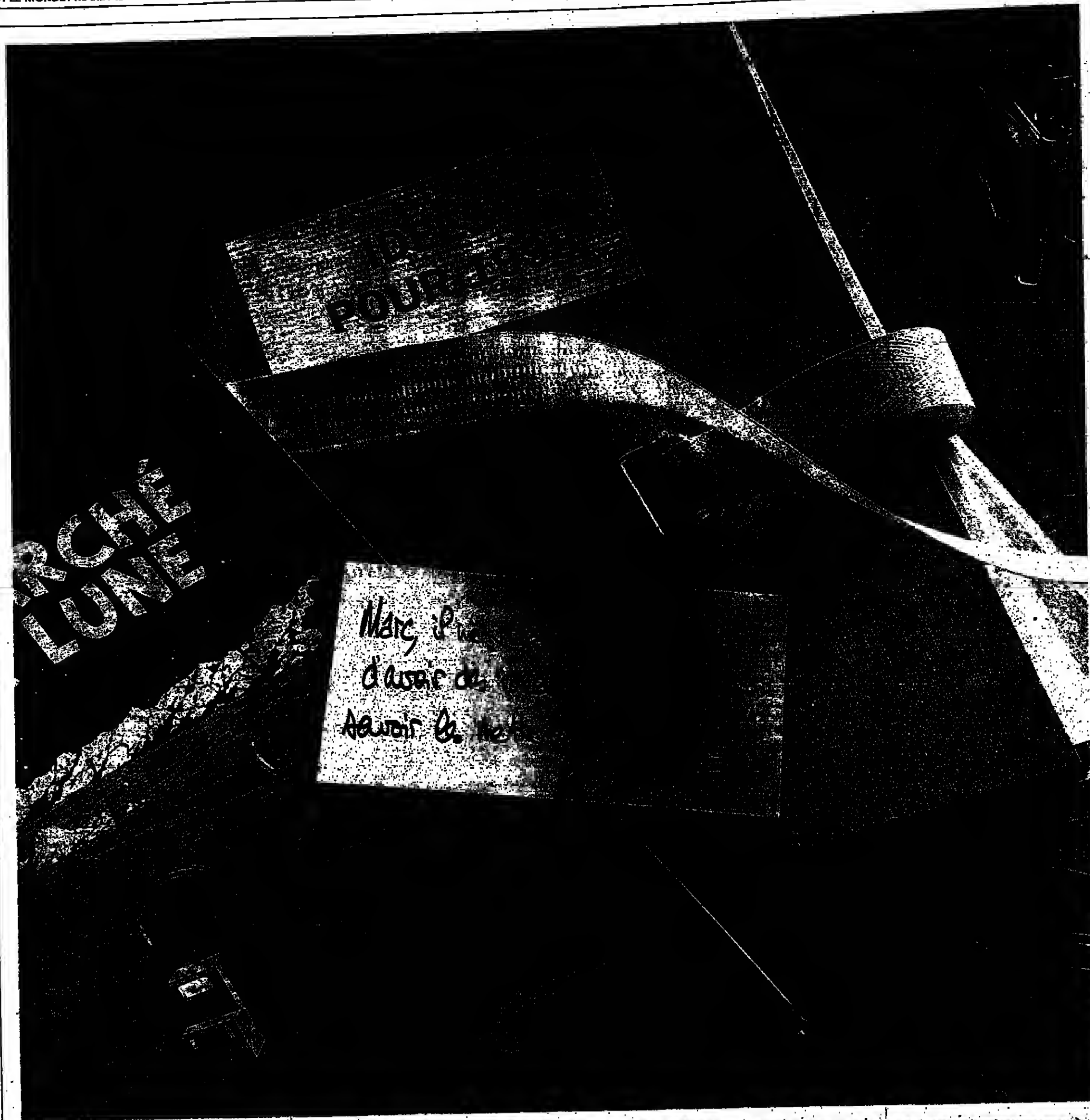
Pour l'achat d'une Rover Série 400 essence ou Turbo-Diesel Injection ou d'une Rover Série 600 essence neuves livrées avant le 31 mai 1997. Equipements de série : Direction assistée, coussin gonflable de sécurité conducteur, ronce de noyer, lave-vitres électrique AV, condamnation centrale à distance, alarme antivol.

(1) Prix promotionnel de la Rover 414i Classic Line 5 portes. (2) Prix promotionnel de la Rover 616i Classic Line. Valables jusqu'au 31/05/97. AM 97. (3) Montant minimum emprunté : 60 000 F. Exemple pour 100 000 F empruntés sur 60 mois, 60 mensualités de 1 295 F (hors assurances facultatives). TEG de 4,90 %. Coût du crédit : 12 995 F. Offre de crédit sur 60 mois sans apport minimum valable jusqu'au 31/05/97. Sous réserve d'acceptation par Rover Finance, département de BMW Finance, SNC au capital de 60 000 000 F. RCS Paris B 343 608 448. Modèles présentés Rover 416 Si Lux et Rover 620 Si Lux. AM 97. 3615 Rover 1,29F/mn.

AUTOMOBILES BRITANNIQUES







Avoir des idées est capital. C'est même la clé de toute activité. Mais l'important est de réussir à les mettre en œuvre. Pour cela, il faut non seulement des stratèges, mais surtout des hommes d'action. C'est notre mission. Nous aidons les entreprises à se développer, à se transformer et à obtenir rapidement des résultats concrets et mesurables en mettant en œuvre l'expertise

la plus pointue dans le domaine du management et des technologies de l'information. Transformer des organisations, développer des solutions innovantes, gérer des systèmes d'information... à chaque fois nous prenons des engagements précis et nous les tenons. Notre culture d'entreprise encourage nos équipes à travailler en symbiose avec les vôtres, afin que notre collaboration devienne

un partenariat et notre partenariat un succès. Innovation, créativité, mais aussi pragmatisme... nous nous devons d'être extraordinaires, en votre nom.

**Stratégie, changement, technologies... tout doit être guidé par l'obsession de tirer le meilleur parti de l'atout majeur de chaque entreprise : son génie humain.**

It's time for the



**CAP GEMINI**

way.

Il est temps d'agir à la manière de Cap Gemini.

Pour plus d'informations - <http://www.capgemini.com/way>

مركز من زلزل

À la mode  
de chez Who

A



## HORIZONS

ENQUÊTE

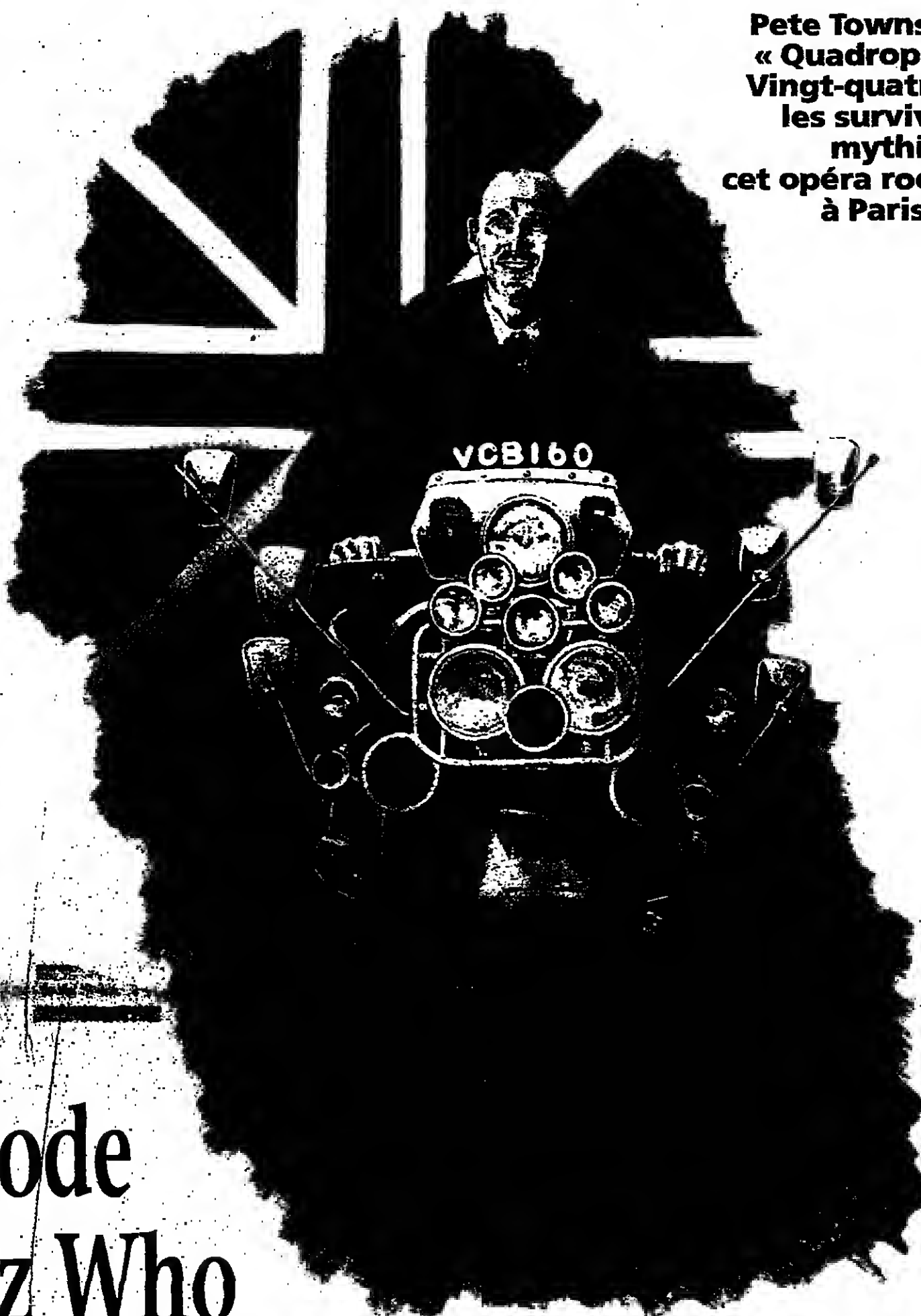
**Pete Townshend avait créé « Quadrophenia » en 1973. Vingt-quatre ans plus tard, les survivants du groupe mythique remontent cet opéra rock qui fait étape à Paris les 13 et 14 mai**

**M**OINS fins mélodistes que les Beatles, moins sexy que les Rolling Stones, moins littéraires que le Velvet Underground, moins radicaux que les Stooges, les Who ont pourtant été l'un des groupes essentiels de l'histoire du rock. Né en 1964 dans les clubs de l'ouest de Londres, le quartet formé par Roger Daltrey (chant), Pete Townshend (guitare), John Entwistle (basse) et Keith Moon (batterie) s'est d'abord identifié à l'hédonisme désespéré des baby-boomers britanniques. Bourrés d'amphétamines, obsédés par les fringues, le pop art et les disques de rhythm'n'blues, ces musiciens ont vite trouvé le son et le jeu scénique qui magnifiaient leurs frustrations et écrit des textes qui sonnaient juste : *I Can't Explain*, *Anyways Anyhow Anywhere*, *The Kids Are Alright*, *My Generation*.

Leur alchimie était explosive. Roger, petit blond teigneux et ancien métallo, chantait alors d'une voix tendue, bouge avec raideur, jouait des personnages crédibles jusqu'à la maladresse de sa fougue. Romantique, oaf ou bafoillant de rage sous l'effet du Dynamil. Des chœurs ironiques et fragiles, poussés par l'attachante voix oasillarde du guitariste, lui répondait. Derrière, Entwistle s'appliquait à ordonner le chaos, distribuant les lignes de basse comme on disperse une manne à coups de matraques. A peine calmés, les trublions Moon et Townshend s'emballaient à nouveau dans une mée de larsens et de secousses jusqu'à la destruction organique de leur instrument.

Porte-parole d'une génération, Pete Townshend se révéla aussi un des plus fins auteurs-compositeurs du rock anglais. Soucieux de préserver les mélodies sous le déluge sonique, il les pare de trouvailles instrumentales et de textes à double sens. Cet ancien élève d'une *art school* revendiquait aussi son *art school* : son langage était classique, son *art school* classique.

Lam... zona. En 1969, le guitariste signe *Tommy*, son premier opéra rock. Ce succès et des apparitions trion-



inspirée de John Lee Hooker, une forme influencée par un tal-kin-blues que Dylan avait déjà piqué à Woody Guthrie, les accords venaient de Jimmy Reed, les changements de clefs des Kinks et le titre du dramaturge Ray Mercer...

Autre thème central de cette chronique des années mods : les rites de passage de l'enfance à l'âge adulte. Les codes tribaux d'hier comme ceux d'aujourd'hui (du rap ou de la techno) expriment pour Townshend un désir spirituel. « Le rock, confie-t-il, a toujours parlé de ce qui nous arrive à l'adolescence. En fait, c'est une transition qui n'arrive jamais. Quand on est encore enfant, on cache ses peurs et d'un coup on est devenu adulte et on porte toujours les bagages de son enfance. » Par bien des côtés, Jimmy le mod partage la même fragilité et les mêmes angoisses qu'Holden Caulfield, le héros du roman de J.D. Salinger, *L'Attrape-Cœur*.

**L**ORSQUE *Quadrophenia* sort, le public a eu du mal à s'identifier à ce personnage, plus préoccupé par l'aveoir du mouvement hippie que par la nostalgie mod. Beaucoup plus populaire, son adaptation cinématographique, réalisée en 1979 par Franc Roddam, allait provoquer en Angleterre un véritable mod revival qu'avait déjà en partie initié le mouvement punk. Les Sex Pistols reprenaient *Substitute*, les Buzzcocks, et surtout Jam, recycloient le pop art et les scooters. Parmi le jeune public qui fit un triomphe au film, on trouvait aussi des geos qui, plus tard, allaient fonder Blur et Oasis. La briqpop reconnaît aujourd'hui Pete Townshend comme un de ses parrains. « *L'Autre Jour*, raconte-t-il, Meg, la fiancée de Noel Gallagher [le leader d'Oasis] m'a avoué que lors de leur premier voyage en amoureux, Noel lui avait offert un livre sur moi. Je me suis excusé, mais elle semblait ravie. »

Cette reconnaissance nouvelle a sans doute permis à l'opéra rock des Who de remonter sur les planches. Le 29 avril, la troupe passait à Berlin. Dans l'immense Deutschlandhalle, on trouvait plus de gros harbus que de jeunes mods. Sur scène, le trio, accompagné d'une dizaine de musiciens, alterne moments pathétiques et grandioses.

Triste, la façon dont Daltrey s'obstine à faire tourner son micro, comme à Woodstock, sans toujours le rattraper ou Townshend confiant à son frère Simon l'essentiel des guitares. A moitié réussie, la scénographie qui mêle l'intervention de quelques acteurs (dont PJ. Proby, vieux crooner oublié, dans le rôle du Godfather) et une illustration vidéo qui intègre images du film, documents d'époque et nouvelles images tournées par Daltrey. Les aspects les plus grandiloquents des chansons ont mal vieilli, mais *Quadrophenia* reste le dernier chef-d'œuvre des Who. Au chant, Roger et Pete ont de beaux restes, même si, comme l'avoue ce dernier, « il est parfois embarrassant à notre âge de jouer ou lycéen. » A la batterie, un jeune homme insuffit une belle ardeur juvénile. Zak Starkey, à qui Keith Moon avait offert sa première paire de baguettes, c'est autre que le fils de Ringo Star, le batteur des Beatles.

Certain que les Who ne sont plus capables de produire de nouveaux disques, le vieux sage du rock retournera bientôt à ses œuvres solas, à sa passion pour le théâtre et à la rédaction de sa biographie. Un peu apaisé avec l'âge et donc « moins créatif », mais pas trop vieux pour jouer de la guitare électrique. « Le processus décrit dans *Quadrophenia* n'a pas vraiment de fin. On doit toujours vivre avec son enfance. C'est pour cela qu'il n'est jamais trop tard pour jouer du rock'n'roll. »

Stéphane Davet  
Dessin : Arnould Mortin

# A la mode de chez Who

phales lors des grands festivals de l'époque (Woodstock, Isle de Wight) ouvrirent toute grande aux Who la porte des années 70. Le groupe participera à la surenchère d'une décennie où le rock devient jeu de cirque, perdant son innocence au profit du spectaculaire et de la prétention. Eponyme d'un performer, les Who enregistreront encore des albums majeurs - dont l'extraordinaire *Who's Next* - avant de perdre pied, usés par leur mode de vie (Townshend souffrait de graves problèmes de surdité), jusqu'à la mort pathétique de Keith Moon (d'une surdose de pilules pour combattre son alcoolisme) en 1978. Leur impardonnable refus d'arrêter alors les conduira à enregistrer des disques indignes et à répéter les tournées d'adieu jusqu'en 1989, tout en tentant de développer des carrières solas.

« Plus qu'un groupe, j'ai voulu que les Who soient un dispositif capable de générer autre chose que des chansons. Dans l'esprit des gens, les Who, c'était aussi le pop art, les mods, les guitares fracassées, des disques conceptuels, des films. Sans aucune honte, j'ai toujours eu la prétention de transformer le rock en art. » Malgré des épaules voûtées, de petits cornes, des cheveux plus rares et grisonnants, Pete Townshend ressemble à l'icône rock immortalisée par des milliers d'images depuis trente ans. Si son allure dégingandée, ses yeux bleus délavés, son gros nez et une bouche de bébé boudeur n'ont jamais fait de lui un sex-symbol, il a

imposé ses particularismes avec malice et énergie. La longueur de ses bras, l'épaisseur de ses poignets impressionnent. Pas étonnant qu'il ait pu façonner avec sa guitare ce style unique fait de moulinets frénétiques et d'accords fracassants.

A vingt ans, en 1965, il avait écrit dans *My Generation*, une des phrases fondatrices de la mythologie rock'n'roll : « *Hope I die before I get old* » (« J'espère mourir avant de devenir vieux »). A cinquante-trois ans, Pete vient de réformer les Who pour une nouvelle tournée. Plutôt que l'exploitation de ses hits, le groupe a choisi de représenter l'intégrale de *Quadrophenia*, le deuxième opéra rock écrit par Townshend, en 1973. Après avoir rempli quatre fois le Madison Square Garden à New York, le spectacle est en Europe et s'arrête au Zénith de Paris, les 13 et 14 mai.

**A** l'époque de sa création, *Quadrophenia*, malgré le succès commercial du disque, n'avait pu être donné en concert qu'un petit nombre de fois. La complexité de la narration et la sophistication des arrangements reproduits sur bande posaient trop de problèmes techniques. Les circonstances ont donné aux Who l'occasion de retenir l'expérience. « Il y a quelques années, explique le guitariste, nous nous sommes reformés pour une série de concerts de charité. Plus tard, l'adaptation théâtrale de

Tommy a fait un triomphe à Broadway. C'était l'occasion de redonner sa chance à *Quadrophenia*. A l'été 1996, nous l'avons rejoué une première fois à Hyde Park devant 150 000 personnes. Nous avons décidé de prolonger l'expérience avec d'autres moyens. Et qui sait ? *Quadrophenia* finira peut-être sur Broadway... »

Au début des années 70, Tommy était un grand frère encombrant. Double album à ambition lyrique, *Quadrophenia* se définissait en partie en réaction à son prédécesseur. « Tommy était trop mystique, trop abstrait, il ne s'enracinait pas dans le monde réel. Les Américains, plus que les Anglais, avaient adoré. Sans doute parce qu'ils ont une vision romantique de l'enfance. J'ai voulu ancrer *Quadrophenia* dans une époque - 1963 - et des lieux - Londres et Brighton - très concrets. J'ai imaginé des personnages réalistes. A partir de ce décor réaliste, je voulais concevoir une histoire intensément romantique pour prouver aux Anglais que leur enfance pouvait aussi déboucher sur un monde spirituel. »

En 1973, les Who arrivaient au bout d'un cycle. En moins de dix ans, le groupe est devenu un dinosaure du rock. Pete sent-il qu'il a atteint des sommets d'où il ne peut plus que redescendre ? Il choisit de retrouver ses racines et de mettre en scène avec nostalgie le public de ses origines. « Je me suis posé la question : pour qui est-ce que j'écris ? En quittant la *art school*, je m'étais dit que le groupe

ne serait qu'une expérience éphémère. A l'époque, les mods ont été les premiers à m'encourager. Dans *Quadrophenia*, je voulais rendre hommage à ce premier public et imaginer ce qui le mènerait... »

Les mods - contraction de *modernists* - ont marqué le milieu des années 60 par leur façon de détourner une forme de chic français et le conformisme des employés de bureau britanniques, en accentuant la rigidité, en le pervertissant d'attributs pop art. Leurs bagarres sur les plages de Brighton contre leurs ennemis, les rockers à blouson noir et moto, symboles de

garre contre les rockers, consommation d'amphétamines, obsessions musicales et vestimentaires, chevauchée en scooter... est décliné par des désirs contradictoires d'hédonisme, d'exigence morale, de révolte et d'amour éperdu.

A leurs débuts, les Who se sont fondus dans le courant mod jusqu'à en devenir les leaders. Le rock assumait alors une fonction de miroir cher au guitariste. « Ce n'est pas la presse, ni les artistes qui font que cette musique devient un art. C'est le public qui la désigne comme tel. Il voit d'abord son image se refléter sur scène, puis il traverse ce

« J'espère mourir avant de devenir vieux », disait « My Generation ».

Son auteur a maintenant cinquante-trois ans

passéisme, faisaient la « tne » des journaux. « Les mods possédaient un sens du style digne d'une société secrète. Leur façon de mélanger le conformisme de la City et la subversion artistique était complètement adaptée à la société anglaise de l'époque. On nous disait ce que nous devions penser : être reconnaissant d'être en vie et rester tranquille. Le mouvement mod est né de cette frustration. »

L'intrigue de *Quadrophenia* met en scène les problèmes existentiels d'un adolescent londonien, Jimmy, qui, quand il ne se réfugie pas dans les rites d'une bande de mods (ba-

miroir pour s'adresser au musicien : « Toi, Pete Townshend ou Roger Daltrey, tu m'as compris, tu as libéré cette énergie spirituelle. » En 1964, nous réfléchions notre public jusqu'à ce que l'influence devienne réciproque. Du haut de la scène, j'observais ceux qui étaient les meneurs. Je leur piquais leurs idées vestimentaires ou leur nouvelle danse avant que le reste de la foule ne s'en aperçoive. Jusqu'à ce qu'eux-mêmes finissent par me copier. » Le plagiat, par la réappropriation, devient création. Townshend avoue : « *My Generation*, par exemple, est une synthèse d'emprunts : une attitude



# L'OTAN peut attendre

par Alain Joxe

L'ALLIANCE atlantique s'est fixée comme échéance la conférence de Madrid, en juillet, pour régler les nouveaux principes de fonctionnement de l'OTAN et prendre des décisions sur les nouveaux commandements. La question de la réintégration de la France dans l'OTAN (c'est-à-dire dans le commandement intégré) serait à l'ordre du jour : la France n'a plus de raison de ne pas rentrer dans cette structure qui vise à l'intégration molle de plusieurs bêtes attendues, venus de l'Est. Notre présence toujours un peu frondeuse pourrait même rassurer les Russes.

Notre argument c'est qu'elle n'a pas de raison non plus d'y rentrer. L'OTAN n'a plus d'ennemi et n'est plus structurée par la stratégie américaine, dont la France aurait à écarter les tentations et les risques ; son extension vers l'Est et son association avec la Russie vont priver l'Organisation d'une bonne part de signification stratégique et la diluer dans la socio-économie des cocktails et des efforts d'« acclimatation » par ventes de matériels, plutôt américains. Le commandant en chef des troupes de l'Alliance ne sera plus que le major de garnison d'une province importante mais pacifiée, à l'inté-

rieur et à l'extérieur. Pourquoi ne pas y rentrer pour avoir accès aux profits marginaux que procure la présence plutôt que l'absence ? Pour maîtriser peut-être un peu les conditions dans lesquelles l'articulation de l'OTAN sur l'Union européenne occidentale (UEO) déstabilise l'Europe ?

Mais pourquoi pas, aussi bien, pour les mêmes raisons, ne pas y rentrer ?

La réalité de l'Alliance se situera entièrement dans les opérations ad hoc et les modules opérationnels de type Groupe de forces interarmes multinationales (GFIM) qui, d'ailleurs, pourront intégrer (comme déjà en ex-Yougoslavie) des non-membres de l'OTAN. Un accord militaire technique sur ce type de force est prêt au niveau militaire. La France a l'une des quelques armées capables de mettre en œuvre des expéditions outre-mer pour des missions humanitaires ou autres. Elle ne pourra jouer ce rôle que grâce à quelques-uns des systèmes déployés par les Américains au service des commandements de l'OTAN. Pourquoi donc ne pas rejoindre la structure de commandement intégrée, accéder ainsi sans débat à l'égalité on à la préséance à tous les échelons de la société de services « OTAN » et négocier en souplesse les marges d'autonomie auxquelles nous donneront droit notre poids et nos qualités militaires ?

Mais pour quoi faire ?

Les Etats-Unis sont conscients que leur réticence à mettre en danger leurs G.I. est incompatible avec leur prétention au leadership militaire de l'Europe : ils ont besoin d'une alliance renforcée avec quelques pays d'un niveau de qualification opérationnelle moderne. Ils souhaitent vivement pouvoir « louer » le savoir-faire des unités françaises pour des actions qu'ils ne prendront pas en charge eux-mêmes. Ils sont prêts à payer un prix pour cette location-vente. On dit même qu'ils seraient prêts à créer — pour la France — un grand commandement OTAN spécialisé dans la projection de force.

Bien entendu, cette tentation peut aussi être repoussée avec netteté pour des raisons d'autonomie stratégique et surtout politique. Devenir les alliés structurels des Etats-Unis dans un sens opérationnel technique sans accord politique, et cela sur un type de tâche où chaque fois la mission militaire est extrêmement liée à sa définition politique, c'est accepter le rôle de légion étrangère du système américain. On comprend très bien que ce soit l'intérêt des Etats-Unis, mais ce n'est sûrement pas celui de la France. Les tâches de maintien de l'ordre hors zone risquent de ne pas manquer dans l'avenir et, du fait du passage à l'année de métier, il conviendrait d'éviter, au sein même de la conscience professionnelle de nos unités, la formation d'un groupe de pression qui serait favo-

nable, en permanence, aux expéditions outre-mer, pilotées par les Etats-Unis.

La principale raison actuelle des partisans de la réintégration rapide dans l'OTAN est purement diplomatique et parfaitement rayonnante : éviter à notre diplomatie un échec apparent. Le président de la République s'est mis dans un mauvais cas, pense-t-on, en réclamant pour un militaire français le commandement sud de l'OTAN, comme une condition. Ce commandement lui a été sèchement refusé. S'obstiner, c'est mettre en évidence cet échec.

Cependant, c'est bien pour soulever un problème politique réel que la France a fait cette démarche. Sinon pourquoi ? Il n'était pas question évidemment de mettre sous commandement français la VI<sup>e</sup> flotte américaine, qui d'ailleurs n'est pas dans l'OTAN, mais dans le commandement purement américain Uscom. La demande était logique et on peut la maintenir pendant quelques années jusqu'à ce que les Etats-Unis l'acceptent, sans s'obliger à progresser dans l'intégration pour s'excuser d'avoir osé la formuler.

Les Américains se conduisent comme s'ils étaient encore les protecteurs de l'Europe contre un ennemi stratégique considérable. Ils se veulent les leaders « nouvelle vague », par la technologie de l'information. Mais les « Rambo » légionnaires et les diplomates minime-

ment par des acteurs locaux qui risquent à l'ancienne. Les échecs politico-diplomatiques des Etats-Unis sont la pour le prouver : à Dayton comme dans la négociation palestinienne, ils ont souhaité être seuls aux commandes et aboutissent à des impasses totales dans l'exécution des accords dont ils sont garants. Si les Français, quel que soit le résultat des élections, veulent avoir leur mot à dire et quelque chose à faire dans la politique de sécurité européenne, et en particulier méditerranéenne, ils n'ont pas intérêt, actuellement, à mettre leur capacité de projection sous commandement OTAN.

L'important n'est pas réellement de rentrer dans l'OTAN mais de savoir comment fonctionne la nouvelle alliance franco-américaine et euro-américaine, celle de l'après-guerre froide. Elle ne fonctionne en fait qu'au coup par coup et dans les circonstances actuelles, dans la nouvelle configuration du monde, cela est suffisant.

La France n'a pas plus intérêt qu'hier à se lier les mains dans une alliance permanente, contraignante pour elle et non contraignante pour les Etats-Unis, qui prendrait la forme d'une incorporation.

Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

## Une Organisation... politique

par James Baker

EN juillet, à Madrid, les seize Etats membres de l'OTAN adresseront officiellement à la Pologne, à la République tchèque et à la Hongrie une invitation à rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. L'accession des anciens pays du pacte de Varsovie à l'alliance occidentale conduite par les Américains marquera un tournant dans l'histoire contemporaine.

Les Etats-Unis et leurs alliés préparent actuellement un nouveau cadre pour la sécurité en Europe. Il se composera d'un ensemble d'institutions internationales s'interpénétrant et se renforçant mutuellement, avec comme objectif de promouvoir la paix, la prospérité et la démocratie pour le siècle à venir.

Alors que s'estompent les menaces, suscitées par la guerre froide, d'un Blitzkrieg ou d'un conflit nucléaire, il nous faut nous tourner toujours davantage vers la coopération politique pour que soit assurée la sécurité entre les nations. L'hypothèque d'une confrontation des grandes puissances en Europe ne sera véritablement levée qu'une fois mise en place une structure permettant la collaboration entre les adversaires d'hier.

L'expansion de l'OTAN est à considérer dans cette perspective. Elle fait partie d'une volonté globale de remplacer la confrontation par la coopération. Tel fut le message du président Bill Clinton au sommet américano-russe d'Helsinki. En dépit de l'opposition de ses interlocuteurs à l'expansion de l'OTAN, il y a eu des résultats positifs à Helsinki.

Il est nécessaire d'élargir l'OTAN dans l'intérêt à long terme des Etats-Unis

Malheureusement, Bill Clinton n'a pas su expliquer autant qu'il aurait dû au peuple américain la nécessité d'élargir l'OTAN et l'intérêt à long terme de cette opération pour le pays. A l'approche du sommet de Madrid, une telle erreur doit être corrigée.

L'OTAN a été créée pour prévenir une attaque soviétique en Europe occidentale. L'effondrement de l'URSS en a naturellement éliminé la menace. D'où la nécessité de modifier la conception que l'Amérique se fait de l'Organisation et de ses structures militaires. D'abord et surtout, il faut rappeler que l'OTAN a été une alliance avant tout politique que militaire entre des Etats libres.

Les structures et les stratégies de la nouvelle OTAN doivent naître des nouvelles menaces et y répondre. Au nombre de ces menaces : la prolifération nucléaire, la criminalité et le terrorisme international, le risque de migrations incontrôlées dues à l'instabilité politique ainsi qu'aux conflits ethniques et religieux.

La puissance militaire de l'OTAN ne peut affronter directement tous ces dangers. La défense la plus efficace est dans une coopération internationale entre gouvernements démocratiques stables, respectueux des lois, des droits de la personne et de la liberté économique.

Les investissements financiers et l'assistance technique de l'Occident peuvent considérablement accroître l'efficacité des réformateurs dans les Etats de l'ex-empire soviétique.

La perspective d'entrer dans l'OTAN constituera aussi un facteur de réforme et de stabilité. Il en est ainsi du récent traité signé entre la Hongrie et la Roumanie qui garantit les droits de leurs minorités ethniques respectives et reconnaît les frontières mutuellement établies. Les deux gouvernements y ont été poussés par leur désir d'être acceptés au sein de l'OTAN.

La nouvelle OTAN continuera, bien sûr, de fonctionner comme une alliance pour la défense d'Etats libres. Il est, cependant, largement entendu aujourd'hui qu'elle aura aussi besoin d'une force militaire pour régler des situations non conventionnelles. Il pourra s'agir de missions de maintien de la paix hors des territoires des Etats membres, que ce soit en Europe, comme c'est actuellement le cas en Bosnie, ou bien encore ailleurs. De nouvelles structures militaires, comme la brigade franco-allemande qui a fait l'objet d'une proposition, devront être envisagées. L'environnement stratégique tel qu'il se présente à l'heure actuelle en Europe peut encore réserver des surprises, et réclame notre vigilance.

C'est bien parce que l'avenir est imprévisible qu'il nous faut agir aujourd'hui pour créer des structures efficaces de consultation et de coopération. L'assurance la plus solide contre une crise soudaine réside dans des échanges loyaux entre les Etats membres de l'OTAN et leurs voisins les plus proches. Voilà pourquoi il est si important de créer une structure consultative officielle entre l'OTAN et la Russie.

Le processus politique de démocratisation et de réforme est à l'œuvre en Russie comme il l'est dans ses anciens Etats satellites. Ce n'est qu'en élargissant l'OTAN, tout en tenant compte des intérêts légitimes de Moscou concernant sa sécurité, que nous renforcerons la crédibilité des réformateurs en Russie. Sans pour autant laisser ce pays mettre son veto à l'expansion de l'Organisation, il nous faudra faire comprendre au peuple russe et à ses militaires que notre but n'est pas de créer une alliance qui leur est hostile, mais de promouvoir la paix et la stabilité en Europe centrale, qui a un long passé de précarité. Le renforcement de cette stabilité sera tout aussi bénéfique pour la Russie.

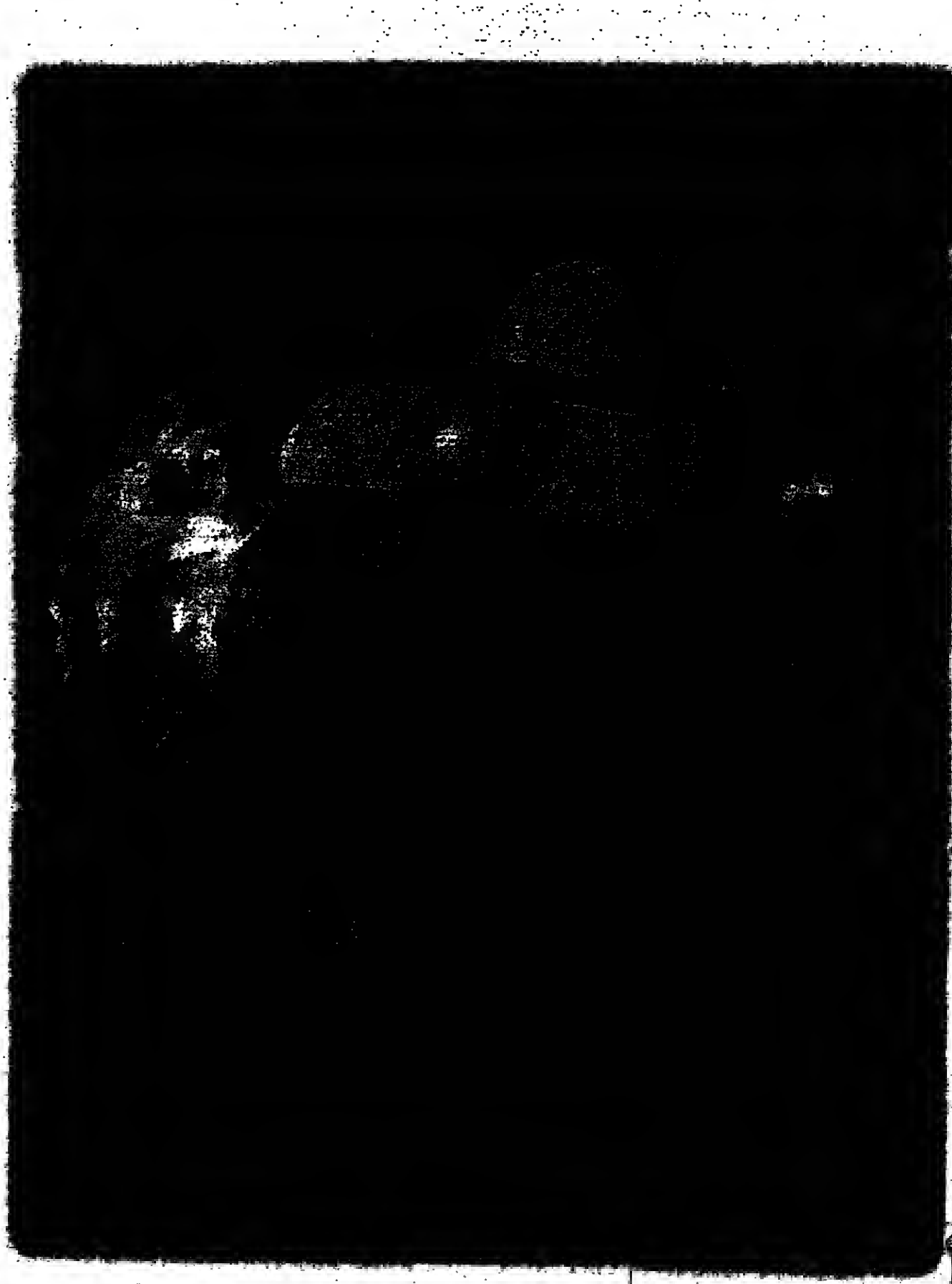
Une chose est certaine : la mission de l'OTAN et sa structure militaire doivent changer afin de mieux répondre aux nouvelles données stratégiques et politiques, sans quoi la plus réussie des alliances pour la sécurité s'étiolera progressivement par manque d'objectif. Ce serait une tragédie.

Aujourd'hui se présente une occasion historique de consolider les acquis de l'OTAN en intégrant l'Europe tout entière dans une structure unique de collaboration.

L'OTAN à venir, actuellement en gestation, contribuera comme auparavant à la sécurité en Europe, et par là même en Amérique, tout en élargissant les frontières de la démocratie et de la liberté.

Il lui faudra pour cela mettre l'accent, davantage encore, sur le caractère non pas strictement militaire, mais politique de cette association entre Etats libres.

James Baker, est ancien secrétaire d'Etat américain.  
(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)  
© Los Angeles Times Syndicate



ET SI ON PO  
REBOUL  
LE TROU  
LA COUCHE D'

elf

مركز من زلزل



## Pourquoi faire simple ? par Alain Etchegoyen

**E**TONNANT ! Hors un slogan sommaire sans doute issu de l'esprit torturé d'un conseiller en communication - « un nouvel élan » -, la campagne de la droite et du gouvernement confond les discours du jour sur la complexité et la complication même des discours. Le bon sens semble loin de chez nous, comme la chose du monde la moins partagée. Et l'on se prend à soupçonner la conception même de ce qui s'énonce si confusément car, en politique comme en philosophie, ce qui est obscur n'est pas forcément profond. Tels sont ces paradoxes qu'une indulgence provisoire ne qualifie pas encore de contradiction :

1. Paradoxe de la toute-puissance. La majorité actuelle dispose de tous les pouvoirs (Assemblée, Sénat, conseils régionaux et généraux). Il lui est donc très difficile d'agir dans de telles conditions. C'est le principe du nouvel élan.

2. Paradoxe de l'ingratitude. L'Assemblée a, dit-on, très bien fait son travail. Le gouvernement y dispose d'une majorité inconditionnelle qui a voté toutes les lois proposées par lui. Il lui est donc très difficile de légiférer. Seule reste comme solution la dissolution et l'élimination, dans le meilleur des cas, de cent cinquante députés qui ont bien travaillé.

3. Paradoxe de la Pentecôte. Quarante jours après la résurrection - qui se nomme ici « nouvel élan » -, tout sera donc fait qui n'a pu être fait en deux ans. Seuls les incroyables contestent l'esprit sain qui donne de telles garanties.

4. Paradoxe du régime mineur. La majorité sortira donc renforcée d'avoir été diminuée. Dans plus de cent cinquante circonscriptions, des députés sortants vantent amèrement une dissolution qui les fera sortir pour de bon. Mais ils se réjouissent aussi publiquement du « nouvel élan » qu'amènerait leur reconduction pure et simple.

5. Paradoxe du déficit public. Le déficit public de 1996 ne permet pas de rentrer dans le cadre des critères de convergence de Maastricht. On peut donc en déduire que, si la majorité changeait, ce serait encore plus vrai, dans un même élan.

6. Paradoxe des prélèvements obligatoires. La hausse des impôts et prélèvements obligatoires n'ayant jamais été aussi forte que depuis deux ans, on peut donc en conclure que le gouvernement continuera dans la voie de la baisse des impôts, emporté par son élan.

7. Paradoxe de la fracture sociale. La loi sur la réduction de la fracture sociale ayant été volontairement abandonnée du fait de la dissolution présidentielle, on doit donc soutenir que la « fracture sociale » sera une priorité de la prochaine législature.

8. Paradoxe de la victoire à la Pyrrhus. C'est le plus étonnant : la réussite même de la politique de M<sup>me</sup> Thatcher se lit dans l'échec d'un parti qui a connu son parti et sa déroute provoquée par les travailleurs anglais.

**La réduction est un mot de bon cuisinier mais la cuisine est un mot de mauvaise politique**

Tous ces paradoxes sont bien difficiles à comprendre. Il est faux de dire que la droite française est la plus bête du monde, mais elle devient assurément la plus compliquée. Au point que ses plus ardents zélateurs, quand ils veulent s'expliquer, ne parviennent pas en quelques minutes à dépasser le concept profond du « nouvel élan ». A côté de celle-ci, les précédentes dissolutions et campagnes semblaient d'une simplicité angélique. Des questions claires étaient posées : voulez-vous que la majorité parlementaire corresponde à l'élection présidentielle (1981, 1988) ? Ou encore, voulez-vous vous exprimer au sortir d'une crise majeure qui

vient d'affecter notre pays (1962, 1968) ?

De telles complications conduisent nécessairement à douter des argumentations : la bonne foi peut-elle être aussi éloignée du bon sens ? Qu'est-ce que cela nous cache ? L'embrouille n'induit-il pas la question de la dissolution, et chaque jour nouveau les rend un peu plus soupçonneux. Ils ne sont sans doute pas au bout de leurs surprises : quand l'énarque veut supprimer l'ENA, quand un des plus gros cumulards veut interdire le cumul des mandats, ne peuvent-ils aussi penser que, finalement, le premier ministre quitte Matignon, remercié, dans l'ambiguïté que la langue française donne à ce verbe ?

C'est peut-être cela un « nouvel élan », un élan pas comme les autres, un élan qui, loin de nous promettre des sauts vertigineux, puise son énergie dans l'idée de toujours redoubler (les impôts, l'immigration, la fracture sociale ou les déficits publics). La réduction est un mot de bon cuisinier mais la cuisine est un mot de mauvaise politique.

Dans cet imbroglio, d'un type nouveau, on peut se demander si la défaite ne sera pas, en fait, un échec victorieux.

**Alain Etchegoyen** est professeur de philosophie et directeur de société.

## La gauche et la logique du refus

par Michel Wieviorka

**I**NDÉCISION d'un impressionnant pourcentage d'électeurs ; argumentation politique envieuse, souvent navrante, lointaine ou irréelle ; silence des intellectuels, à l'exception notable d'Emmanuel Todd et Jean Baudrillard : à quoi tient l'incapacité de notre pays à construire les débats que la conjoncture devrait susciter ?

La campagne est décevante pour des raisons d'abord beaucoup niées au pouvoir en place et à sa majorité et d'autres au système politique dans son ensemble. Mais certaines aussi procèdent des faiblesses de la partie « moderne » de la gauche, dont la voix ne nous parvient que confusément, fragile, et comme emportée par les torrents que sait mettre en forme la pensée protestataire de manière défensive et confinante souvent à la démagogie.

C'est vrai sur tous les fronts, économique, social, institutionnel et culturel : rejet de la monnaie unique, promesse de créations massives d'emplois et de plus de pouvoir d'achat ; refus de tout ce qui semble mettre en cause le concept même de service public à la française, à commencer par les privatisations ; mise en avant de valeurs républicaines et nationales qui revient en fait à paralyser le traitement politique des revendications identitaires que nos sociétés non seulement accueillent, mais surtout produisent.

Les orientations protestataires sont puissantes au sein du Parti socialiste, et structurées politiquement et idéologiquement en dehors, ce qui n'est pas le cas pour d'autres orientations, ouvertes au principe de la réforme, européennes, soucieuses de négociation plus que prédisposées aux grands affrontements de crise. La logique protestataire, en dehors du PS, procède d'organisations importantes : Parti communiste, Mouvement des citoyens, mouvements révolutionnaires qui ont su maintenir une capacité d'action militante depuis le début des années 70. Elle a ses intellectuels plus ou moins organiques qui ont trouvé l'occasion de se manifester avec force et visibilité dans le soutien au mouvement de grèves de novembre-décembre 1995 et, plus récemment, dans la participation, pour quelques-uns, dans la critique du mouvement de pétitions contre la loi Debré.

Qu'il s'agisse du PS ou des autres forces constituées, ces courants du refus et de ses prolongements démagogiques savent pouvoir compter sur un électoralat de couches moyennes et populaires dépendant directement ou indirectement de l'Etat et de la redistribution sociale, ou du moins attachées aux mécanismes d'un fonctionnement qui a fait ses preuves tout au long des « trente glorieuses ».

Le PS n'est pas indifférent aux idées qui pourraient en faire une gauche résolument ancrée dans la perspective d'une Europe économique, sociale et politique : capable de débattre démocratiquement des particularismes culturels sans avoir à craindre de renier les principes de la République ou de mettre en cause l'idée de nation, sans davantage être obsédée par la hantise des communautés et du choc des identités ; soucieuse de reconstruire des mécanismes de justice ou de redistribution sociale sans s'enfermer dans la critique d'un ultralibéralisme qui n'existe pas, ou d'un marché qui n'est pas nécessairement la jungle.

On y entend plaider pour des formes, de la santé, de l'éducation, et souhaiter que les changements procèdent le plus possible de négociations entre partenaires sociaux. Il y est parfois reconnu que le discours « républicain » recouvre les intérêts d'une partie seulement de la population, et que la République a de plus en plus de peine à honorer ses promesses d'égalité et de fraternité. Des propos courageux peuvent être tenus par des socialistes, en faveur d'un renforcement de la justice qui ne soit pas synonyme de propositions démagogiques prouvant de l'émancipation complètement du politique, ou pour que la lumière soit faite bien plus largement sur les

« affaires » et la corruption. Mais tout cela pèse apparemment bien peu.

Il n'est pas difficile, en effet, de constater que ces orientations sont faiblement défendues au sein du PS, ni François Mitterrand s'est attaché pendant de nombreuses années à affaiblir celui qui les incarnait le plus, Michel Rocard. Sur-tout, elles n'ont guère de soutien à attendre de l'extérieur. Divisés, sans emprise sur le corps électoral, les écologistes sont de surcroît parfois perméables au discours du pôle protestataire. Pour l'instant, aucune force politique susceptible d'exercer de l'extérieur une pression modernisatrice sur le Parti socialiste n'existe comme contre-poids organisé significatif face à la logique protestataire.

**Il reste trop peu de temps pour que puisse être envisagée une forte inflexion stratégique du PS. Mais assez pour lui indiquer qu'une partie substantielle de son électoralat potentiel n'accepte pas de le voir subordonné à des orientations protestataires**

Les intellectuels qui se sont exprimés au moment des grèves de novembre-décembre 1995, notamment dans une pétition lancée à l'initiative de la revue *Espoir* pour soutenir Nicole Notat et la CFDT, ont été partie prenante dans des mobilisations (contre la loi Debré puis contre le Front national à Strasbourg) qui ont certainement pesé sur les positions du PS relatives à l'immigration ou au combat contre le FN. Mais ils hésitent aujourd'hui à s'exprimer, comme si dire qu'il est grand temps que la gauche se modernise et contester une orientation et une stratégie d'alliance dominées par la logique du refus et des promesses non tenables était actuellement de l'ordre de la trahison ou du reniement.

Il reste trop peu de temps avant les élections pour que puisse être envisagée une forte inflexion stratégique du PS. Mais il en reste suffisamment pour lui indiquer qu'une partie substantielle de son électoralat potentiel n'accepte pas de le voir subordonné à des orientations protestataires, et n'apprécie pas de le voir avancer à reculons et adopter des attitudes qui rappellent l'époque du programme commun.

L'Europe se fait, l'économie est ouverte et les formules institutionnelles mises en place au sortir de la deuxième guerre mondiale puis avec la V<sup>e</sup> République sont à bien des égards obsolètes. Une formidable mutation est en cours, qui ne se réduit en aucune façon à la crise sociale et économique, ou à la mise en question de la nation, tout en les incluant. Le recomposer veut dire pour la gauche non pas y perdre son âme, mais au contraire être bien mieux à même de promouvoir des projets clairs et décidés de justice sociale, de développement économique et de modernisation culturelle.

Au lieu de s'opposer au changement, la gauche ferait mieux de chercher à l'orienter. Elle contribuerait ainsi à la reconstruction d'un ensemble de débats et de conflits conformes aux exigences du moment et aux attentes d'une large partie de son électoralat.

**Michel Wieviorka** est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

# ET SI ON POUVAIT REBOULCHER LE TROU DANS LA COUCHE D'OZONE ?

En étant les premiers fabricants

de substituts aux CFC, les hommes d'Elf Aquitaine contribuent

à préserver la couche d'ozone.

**elf**

L'énergie humaine



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Tél.: 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90  
Internet: <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Une campagne en août

JACQUES CHIRAC a lancé un défi au Parti socialiste, et ce défi, Lionel Jospin ne l'a pas encore relevé. Après un an et demi de rénovation sous la conduite de l'ex-ministre de l'éducation nationale et ancien candidat à l'élection présidentielle, redevenant premier secrétaire de leur parti, les socialistes sont-ils en mesure de proposer une politique de gauche viable pour atteindre les objectifs sur lesquels s'accordent la plupart des Français: faire reculer le chômage, réussir l'entrée dans la monnaie unique européenne, assurer la place de la France dans la compétition économique mondiale? On bien la gauche est-elle encore, sinon le « champ de ruines » décrit par Michel Rocard en décembre 1994, du moins un « chantier », dont il serait illusoire d'attendre l'achèvement en quinze jours?

A la date d'aujourd'hui, la réponse des électeurs, mesurée par les sondages, ne fait pas de doute: le PS, à leurs yeux, n'est pas prêt. « Je serai court de six mois », avait analysé François Mitterrand, alors président de la République, avant de perdre les élections législatives de 1986. Lionel Jospin serait-il « court », à son tour, non pas de six mois, mais de onze? La ligne de conduite qu'il a adoptée consistant à tabler sur l'impopularité du premier ministre et chef de la majorité, lui a certes permis d'être fortement présent dans cette campagne « campagne au mois d'août », où tout élan est aussitôt brisé par un long week-end; mais elle a laissé dans

l'ombre les propositions socialistes, lesquelles sont à la fois trop abondantes et trop éphémères. La conséquence est double: la campagne est jugée inintéressante par la majorité des Français, et le souhait de victoire se renforce en faveur de la droite.

Jacques Chirac et Alain Juppé tirent donc avantage, pour le moment, de leur habileté. Faute d'alternative, les électeurs se résignent à confirmer le pouvoir en place, comme le chef de l'Etat et le chef du gouvernement le leur ont demandé. Ces élections serviraient ainsi à dissiper tout espoir de changement et à solder les critiques qu'appelle l'état des lieux au terme des deux années qui ont suivi l'élection présidentielle de 1995. C'est bien dans ce but qu'elles ont été menées.

La réalité des embarras ou des échecs, des problèmes sans solution, des situations inchangées ou aggravées, qu'il s'agisse de la justice et des « affaires », de la fracture sociale, de l'immigration ou du déficit de la Sécurité sociale - pour ne citer que ces exemples -, a été congédiée d'un geste par le président de la République lorsqu'il a ditons l'Assemblée nationale. Le débat que les Français pouvaient légitimement attendre, sur ces sujets capitaux, à l'approche des élections législatives de mars 1998, n'a pas lieu. Il n'est pas trop tard pour tenter de l'engager malgré tout, sans à accepter que s'aggrave le déficit démocratique dont souffre la vie politique française et dont profitent les ennemis de la démocratie.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeurs: Jean-Marie Colombani (Directeur général), Daniel Voynet (Directeur général adjoint)

Directeur de la rédaction: Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé  
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Bessez, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Izardowicz, Michel Kéna, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique: Dominique Reynaud  
Rédacteur en chef technique: Erik Aron  
Secrétaire général de la rédaction: Alain Foucault

Mémoires: Thomas Fournier

Directeur éditorial: Eric Pélissier, directeur délégué: Anne Chassebois  
Conseiller de la rédaction: Alain Rolland, directeur des relations internationales: Daniel Voynet

Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Gérard Cornu, vice-président

Autres directeurs: Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1952), André Laurent (1952-1953), André Fougère (1953-1954), Jacques Lecaillon (1954-1959)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société: tout acte à compter du 10 décembre 1994

Capital social: 935 000 F. Actionnaires: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Robert Bourguin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Association des abonnés, Le Monde Interne

Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Dépassements d'honoraires

LES MÉDECINS étaient jusqu'ici divisés non pas sur le principe de leur collaboration à la Sécurité sociale, mais sur l'opportunité de signer des conventions avec des organismes de Sécurité sociale, sous la forme qui, jusqu'ici, leur était proposée, et qui, à leurs yeux, compromettait le caractère libéral de leur profession, condition essentielle d'une médecine donnant aux malades toutes les garanties désirables.

En vue de forcer la main des syndicats médicaux réfractaires, comme celui de la Seine, et dans l'espoir de les obliger à signer ces conventions, M. André Philip, ministre de l'économie nationale, prétend désormais assouplir les soins médicaux aux démunis soumis à la législation des prix.

Adoptant la thèse de son collègue, le ministre du travail dans une circulaire adressée aux direc-

teurs régionaux de la Sécurité sociale écrit: « Il vous appartient de signaler aux services de contrôle des prix, en vue de la mise en œuvre des sanctions prévues par la législation sur les prix, tous les cas de dépassements dont vous aurez été saisi et qui ne vous paraissent pas justifiés. »

Ainsi, se partageant la besogne, le ministère de l'économie nationale fixera les honoraires des médecins et le ministère du travail les traduira en correctionnelle en cas d'infraction. Il n'était pas de meilleur moyen pour les pouvoirs publics de réaliser l'unité du corps médical. La chambre syndicale des médecins de la Seine, qui tenait hier son assemblée générale, a vu s'effacer toutes les divergences d'opinion de ses membres dans le vote unanime d'un ordre du jour de protestation.

(13 mai 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC

ou 06-36-23-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve: GO LEMONDE

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 06-36-68-03-78

## Les premiers pas d'une diplomatie sud-africaine

À L'ORIGINE de bien des bouleversements sur la scène africaine, la guerre au Zaïre aura notamment provoqué un changement majeur: celui de l'émergence de l'Afrique du Sud post-apartheid comme une puissance régionale enfin décidée à jouer un rôle de premier plan dans les affaires du continent. À l'occasion de la crise zairoise, ce pays a choisi d'assumer, sur le plan politique, la place prépondérante que lui confèrent son poids économique en Afrique et la stature internationale de son leader, Nelson Mandela.

Si les espoirs d'une solution négociée au conflit paraissent bien minces, l'Afrique du Sud, devenue ces derniers mois la plaque tournante des initiatives de paix, continue de les entretenir. Grâce à l'autorité et au prestige dont il bénéficie, mais aussi au sens du compromis qui a fait de lui l'artisan du « miracle » sud-africain, M. Mandela a su imposer son pays comme le seul médiateur accepté par les frères ennemis zairois. Qu'ils aboutissent ou non, les efforts de Pretoria ont renforcé sa place sur le continent et restauré son image, ternie par sa prudence passée.

Jusqu'à présent, l'Afrique du Sud de Nelson Mandela avait plutôt déçu par sa réticence à s'engager dans la résolution des problèmes africains. Beaucoup pensaient que la « nouvelle » Afrique du Sud, dirigée par la majorité noire, se découvrirait « une conscience africaine » et se ferait le champion du développement et de la démocratie sur le continent. Au contraire, elle avait préféré, au départ, de se tenir en retrait, donnant la priorité à ses problèmes internes.

C'est ce qui explique le refus initial de l'Afrique du Sud de s'engager dans la résolution

de la crise zairoise. Ajoutée à une malencontreuse vente d'armes au Rwanda et à la participation supposée de mercenaires sud-africains au conflit, cette attitude, jugée égoïste, a valu à l'Afrique du Sud de nombreuses critiques. Si Pretoria a opéré un tournant spectaculaire en se décidant finalement à jouer un rôle de médiateur, c'est donc en partie pour restaurer son prestige. Mais, surtout, les dirigeants sud-africains se sont rendu compte que leur participation au règlement du conflit zairois servait les intérêts de leur pays. Les effets néfastes de la crise zairoise en Afrique australe ont fait comprendre aux dirigeants sud-africains que leur propre prospérité dépendait étroitement de la stabilité du continent. « La paix en Afrique est une condition de notre propre succès », a déclaré le président Mandela. Occupé à faire des pays voisins le premier cercle de son expansion économique en Afrique, Pretoria voit d'un mauvais œil la guerre au Zaïre fragiliser la situation politique en Angola ou en Zambie et créer dans ces États un flux de réfugiés susceptible de toucher par ricochet l'Afrique du Sud. Ce pays doit déjà porter le poids d'un fardeau d'environ trois millions d'immigrés clandestins.

L'économie sud-africaine, aujourd'hui largement tournée vers l'extérieur, a en outre besoin de stabilité pour assurer sa croissance. La place du marché africain est encore relativement faible dans ses exportations mais elle augmente à un rythme de 30 % par an. L'Afrique du Sud, qui produit déjà un tiers des richesses du continent, tisse progressivement la toile de ses exportations et de ses investissements à travers

toute la région. Son isolationnisme politique était profondément incompatible avec la logique d'expansion économique suivie par ailleurs. L'implication dans la crise zairoise a mis fin à cette situation schizophrénique.

Mais le changement d'attitude de l'Afrique du Sud est plus profond. Ce pays s'affirme désormais non seulement comme le moteur économique du continent mais aussi comme son porte-voix politique. Il s'affiche comme une puissance africaine désireuse d'affranchir la région de la tutelle des nations occidentales. Le vice-président Mbeki, lors d'une récente visite à Washington, a ainsi tenu à replacer le nouveau rôle de l'Afrique du Sud dans une volonté de « renaissance » du continent tout entier.

### CRAINTE D'HÉGÉMONIE ET SUSCEPTIBILITÉ

M. Mandela, particulièrement susceptible sur la question de l'indépendance de son pays, avait auparavant séchement rejeté l'idée d'une force d'interposition africaine avancée par les États-Unis, estimant que l'initiative revenait aux pays africains eux-mêmes ou aux Nations unies. Washington a d'ailleurs longtemps été tenu soigneusement à l'écart des initiatives de paix sud-africaines. Les Américains n'ont fait que récemment leur réapparition par l'intermédiaire de Bill Richardson, leur représentant à l'ONU, qui s'est présenté comme le sauveur de la médiation, à la grande fureur des Sud-Africains.

Le discours « pro-africain », qui s'apparente souvent à un habillage des ambitions de Pretoria, touche tous les domaines. La candidature de la ville du Cap à l'organisation des Jeux olympiques de 2004 est ainsi présentée comme l'événement symbolique qui pourrait marquer le début de cette nouvelle ère pour l'Afrique. Dans le domaine économique, la récente adhésion de l'Afrique du Sud à la convention de Lomé, qui lui ouvre l'Union européenne aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), s'est accompagnée d'une promesse sud-africaine de défendre les intérêts de ces pays auprès de Bruxelles.

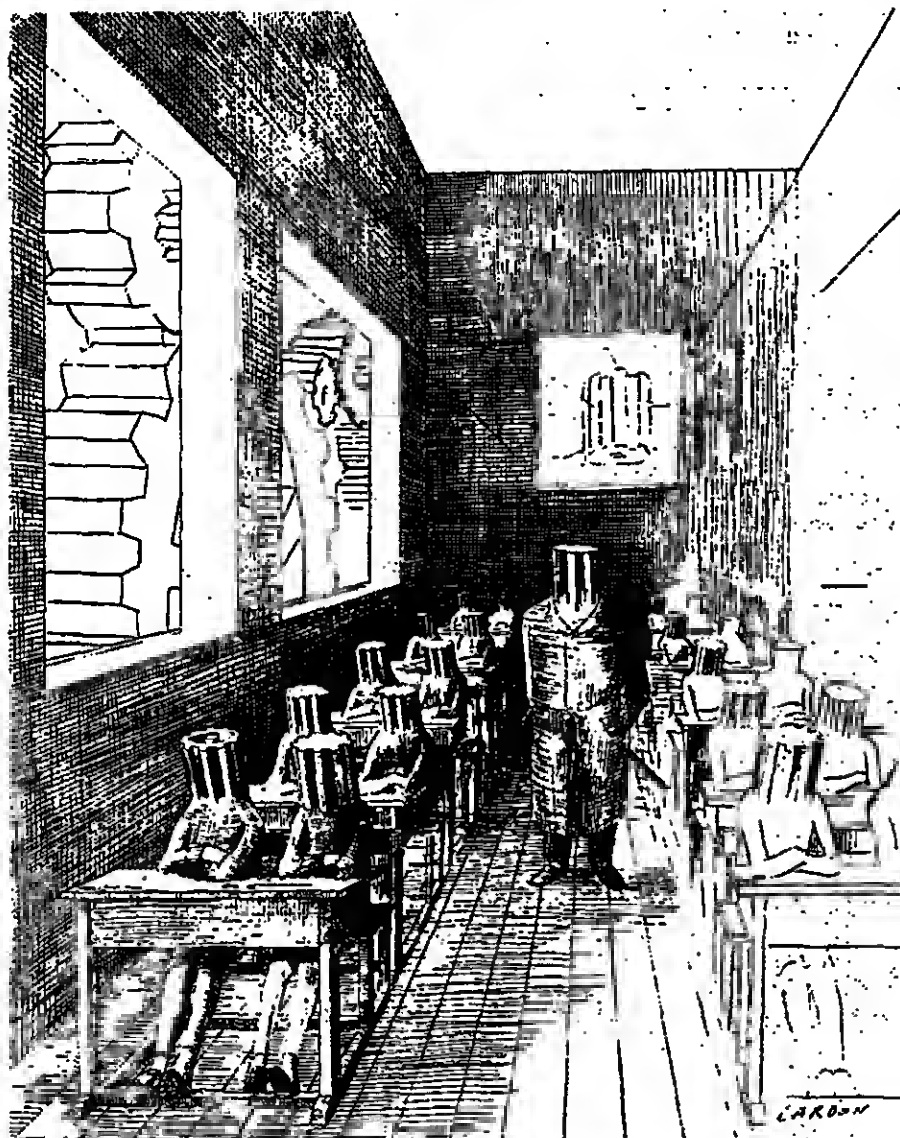
Le président Mandela a été encore plus loin en émettant ce discours protecteur à l'ensemble des pays en développement. À l'occasion de sa visite en Inde, fin mars, le chef de l'Etat sud-africain a affirmé sa volonté de revitaliser le mouvement des non-alignés que l'Afrique du Sud présidera l'année prochaine. M. Mandela a insisté sur la nécessité d'une réforme de l'ONU et, sans la réclamer ouvertement pour son pays, il a évoqué la création d'un siège permanent au Conseil de sécurité pour le « monde en développement ».

Quelque peu grisée par son nouveau rôle de super-puissance régionale, l'Afrique du Sud déborde ainsi d'ambitions. Elle devra néanmoins tenir compte des craintes d'hégémonie qu'elle suscite et des susceptibilités qui se sont déjà manifestées par le passé. Sur le plan économique, des pays comme le Zimbabwe et le Kenya ne cachent plus leur irritation devant la domination sud-africaine. Politiquement aussi, Pretoria s'est heurté à des gestes d'humour de certains pays agacés par son attitude de « grand frère » et s'est déjà fait rabrouer sans ambages par les autorités angolaises et zambiennes pour leur avoir proposé ses bons offices afin de régler leurs problèmes politiques internes. C'est pour cela que si l'Afrique du Sud a tiré la couverture à elle dans la crise zairoise, elle l'a toujours fait en plaçant officiellement ses efforts de médiation sous la tutelle de l'ONU et de l'OUA.

L'autre facteur qui risque de limiter les ambitions diplomatiques sud-africaines est le départ de la scène politique du président Mandela en 1999. À cet égard, le chef d'Etat a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat. Il a pris soin de désigner la majorité de ses pouvoirs à son successeur désigné, le vice-président Mbeki, qui affirme intentionnellement sa stature d'homme d'Etat. Mais en politique intérieure comme en politique étrangère, l'autorité et le prestige de M. Mandela sont des atouts irremplaçables.

Frédéric Chambon

## Perspective par Cardon



## Pédophilie, silences privés et silences publics

Suite de la première page

Ce sont encore, ces jours derniers, les mises en examen et incarcérations d'un animateur de chorale à Paris, d'un éducateur en hôpital psychiatrique dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un professeur de gymnastique à Nice et d'un instituteur retraité de la Nièvre, soupçonnés de violences sexuelles sur mineurs.

Cette apparente multiplication ne doit cependant pas laisser croire que les cas d'abus sexuels sur les enfants sont de plus en plus fréquents. Elle prouve d'abord que la parole se délie. Au fil des ans, la mise en place des campagnes nationales de sensibilisation et d'un numéro d'appel gratuit (119), conjuguée au dynamisme du milieu associatif, ont aidé à révéler, à parler et à poursuivre. La télévision, en explorant la sphère privée, en abordant le tabou de l'inceste puis celui des affaires de pédophilie, a pu donner à penser, par un effet d'optique, que ces actes monstrueux se banalisaient.

L'observatoire national de l'action

décentralisée a recensé 65 000 enfants en danger de maltraitance en 1995, dont 5 500 susceptibles d'être abusés sexuellement. Chiffres en augmentation, une fois encore, parce que les déclarations se font plus systématiques. Un autre indicateur est la hausse continue du nombre de condamnations pour viols, attentats et outrages à la pudeur. En dix ans, les peines prononcées par les tribunaux pour infractions aux mœurs se sont accrues de 40 %. Les condamnations pour viol ont augmenté de 80 % entre 1984 et 1993, cette progression étant essentiellement liée aux incestes et aux viols commis sur des mineurs de moins de quinze ans, qui ont été multipliés par six en moins d'une décennie. La répression des attentats à la pudeur sur mineurs a crû de 65 % sur la même période (2 345 peines en 1993, contre 1 421 en 1984). Les cours d'assises se montrent par ailleurs de plus en plus sévères à l'égard des délinquants et des enfants. Selon les magistrats, ces hausses spectaculaires reflètent cependant davantage l'augmentation des signalements que celles des crimes et des délits.

Au silence « privé », qui commence à se briser, répond encore trop souvent le silence « public », celui d'institutions ayant la charge d'enfants. L'éducation nationale paraît en ce domaine accumu-

ler les retards. En matière de prévention d'abord: des expériences d'information, sous forme de vidéo, ont bien été tentées dans quelques écoles. Mais la difficulté à aborder ces sujets, à diffuser des messages de prévention pour des publics d'élèves d'âges très différents a limité les tentatives, engagées sur la base du volontariat enseignant. Au sein des établissements, chacun est renvoyé à sa conscience individuelle quand il s'agit de signaler des faits suspects. Avec cette terrible difficulté: quand et comment prendre la responsabilité de « dénoncer » un parent, un collègue, un éducateur?

Tétablée, l'institution scolaire - publique et privée - est encline à se refermer, à refouler comme par le passé des 000-dits qui, pourtant, bouleversent la psychologie des enfants. La règle, pourtant, est claire et a été réaffirmée récemment par le ministre François Bayrou: tout personnel de l'éducation nationale impliqué dans ce type d'affaires doit être suspendu. Certains enseignants ont seulement été mutés, « éloignés des enfants », est-il assuré, quand ils n'étaient parfois qu'emboîtés dans une autre école. Bon nombre d'affaires de pédophilie ont pourtant révélé les carences d'une institution dont la mission est aussi de repérer les enfants en danger.

L'éducation nationale n'est pas seule concernée. L'ensemble des collectivités accueillant des enfants

- hôpitaux, colonies, centres aérés, associations et clubs - éprouvent la même difficulté à prévenir, à dire, à signaler. Le manque de coordination entre les différents intervenants - médecine scolaire et hospitalière, services sociaux, justice, police - est souvent responsable de la lenteur des diagnostics et des procédures.

Le désir de préserver l'image de l'institution explique-t-il ce peu d'empressement des tutelles à parler du problème? L'information revêt pourtant une vertu préventive. Accélérer les procédures lorsqu'un adulte est suspecté, organiser des discussions au sein de l'établissement concerné, et, plus généralement, expliquer en classe le corps et son intégrité devraient constituer des priorités.

L'enquête concernant l'instituteur retraité de Cosne-sur-Loire (Nièvre) aura, à cet égard, valeur d'exemple. Personnalité respectée de la ville, très impliqué dans la vie associative, ce père de famille avait abusé de dizaines de jeunes garçons, sur une période de trente ans. Selon le procureur de la République de Nevers, « rien ne permet de penser que les gens savaient », même s'il avoue que « c'est difficile à croire ». L'enquête ne fait que commencer. Elle pourrait permettre de démontrer la mécanique des responsabilités, au sein même des collectivités concernées.

Laurence Folléa

سكز من لايهل



**AGROALIMENTAIRE** Les groupes britanniques Guinness et Grand Metropolitan (GrandMet) ont annoncé, lundi 12 mai, leur fusion sous le nom de GMG Brands

(120 milliards de francs de chiffre d'affaires). **LES ACTIONNAIRES** de GrandMet détiendront 52,7 % des actions de GMG Brands, le reste revenant à ceux de Guinness. **CE**

**RAPPROCHEMENT** vise d'abord à constituer un géant des alcools, en réunissant les whiskies J & B et Johnny Walker, les gins Gilbey's et Gordon, la vodka Smirnoff, l'apéritif

Ginzano... **GMG BRANDS** sera aussi un grand de la bière (Guinness), de la restauration rapide (Burger King) et des glaces (Häagen Dazs). **BERNARD ARNAULT**, patron de

LVMH et premier actionnaire de Guinness, s'est opposé en vain à cette fusion, dans laquelle ne sera pas impliqué Moët Hennessy, détenu à 34 % par Guinness.

## Les britanniques Guinness et GrandMet ont annoncé leur fusion

Bernard Arnault, patron de LVMH, premier actionnaire de Guinness, a voté contre cette opération de 190 milliards de francs. Celle-ci va créer le numéro un mondial des vins et spiritueux diversifiés dans l'agroalimentaire et la restauration rapide

LES DEUX GROUPES britanniques Grand Metropolitan (GrandMet) et Guinness ont annoncé, lundi 12 mai, dans la matinée leur intention de fusionner. Le nouvel ensemble sera baptisé GMG Brands. Les actionnaires de GrandMet détiendront 52,7 % du nouvel ensemble. Avant la fusion, Guinness valait à la Bourse de Londres 9,8 milliards de livres (90 milliards de francs environ), tandis que GrandMet valait 10,8 milliards de livres (100 milliards de francs). Le nouvel ensemble pèsera donc environ 190 milliards de francs à la bourse de Londres, ce qui en fera la

septième compagnie cotée à Londres. En réalisant cette fusion, qui avait déjà fait l'objet de rumeurs en 1996, les deux groupes espèrent réaliser dès l'an 2000 une économie annuelle de 175 millions de livres. La direction du nouvel ensemble sera partagée entre le patron de GrandMet, George Bull, et celui de Guinness, Tony Greener, tous deux présidents de GMG Brands. Après le départ en retraite de M. Bull, prévu en juillet 1998, M. Greener restera seul président.

Les deux groupes sont diversifiés, mais la logique industrielle de ce rapprochement est d'abord la

constitution du numéro un mondial des vins et spiritueux. Objectif : lutter contre l'érosion des marges dans ce métier très rentable et contre la baisse lente mais constante de la consommation d'alcool dans les pays occidentaux. Il faut sans cesse investir en marketing et publicité pour soutenir ses marques et maintenir des prix de vente élevés.

Guinness apportera dans la corbeille sa division United Distillers, qui comprend notamment le whisky Johnny Walker et le gin Gordon. Guinness détiendra 34 % de Moët Hennessy, filiale de LVMH, présidée par Bernard Arnault, propriétaire des marques de champagne Moët et Chandon et Dom Pérignon ainsi que du cognac Hennessy. Les deux groupes ont des accords mondiaux de distribution.

Pour sa part, GrandMet possède via sa filiale International Distillers and Vintners (IDV) la marque de whisky J & B, la vodka Smirnoff, la crème de café Baileys. Les deux entités seront fusionnées pour créer United Distillers and Vintners (UDV). Les autres activités des deux groupes constitueront les trois autres branches de GMG Brands. La bière brune de Guinness, la célèbre Stout, sera vendue par Guinness Brewing Worldwide, tandis que GrandMet apportera sa chaîne

de restauration américaine Burger King, numéro deux mondial de la restauration rapide derrière McDonald's et sa division agroalimentaire, Pillsbury, en pleine restructuration depuis des années, qui détiennent notamment les marques Géant Vert et les glaces Häagen-Dazs.

GMG Brands s'est engagé à ne pas concurrencer le groupe français LVMH dans les champagnes et les cognacs. Cette fusion prend l'allure d'une défaite pour M. Arnault, premier actionnaire de Guinness avec 14 % du capital. Le patron de LVMH a voté contre la fusion des deux

groupes lors du conseil d'administration de Guinness qui s'est tenu le 9 mai, exprimant des réserves sur la rationalité de cette fusion. Selon un communiqué conjoint publié lundi 12 mai par Guinness et GrandMet, M. Arnault a écrit aux présidents des deux groupes, pour leur suggérer de regrouper les vins et spiritueux de Guinness, GrandMet et LVMH dans une seule entreprise, cotée en Bourse.

Les conseils d'administration ne l'ont pas entendu de cette oreille, jugeant, à l'exception de M. Arnault, qu'il était dans l'intérêt des actionnaires d'avoir un groupe qui

soit aussi investi dans l'agroalimentaire et la bière. LVMH, qui rencontre des difficultés dans sa branche cognac, comme l'ensemble de la profession, est donc écarté de cette restructuration. Cette fusion, qui va donner naissance à un géant diversifié dans les boissons, l'agroalimentaire et la restauration rapide, ne correspond pas aux « canons » financiers de la City et de Wall Street, qui veut que les entreprises se recentrent sur un seul métier. Le groupe va toutefois rendre à ses actionnaires 2,4 milliards de livres, soit 22 milliards de francs, en versant à la suite de la fusion un dividende exceptionnel de 60 cents par action.

Un demi-heure après l'ouverture à la Bourse de Londres l'action GrandMet progressait de 11,5 % à 574 pences, tandis que celle de Guinness gagnait 12,8 % à 582 pences. Pour sa part, LVMH affichait à Paris une hausse de 2,6 %. C'est un rattrapage. Avant l'annonce de l'opération, sur cinq ans, les actionnaires de Guinness n'ont gagné que 2,2 % dividende compris, ceux de GrandMet 24 %, alors que la Bourse de Londres progressait de 64 %.

Pascal Galimier et Arnaud Leparmentier

### Des alcools, des glaces et des fast foods

Grand Metropolitan possède la chaîne de fast foods Burger King, le fabricant et distributeur de glaces Häagen-Dazs, les produits alimentaires Pillsbury et Géant Vert. Sa filiale International Distillers possède la vodka Smirnoff, le whisky J & B, le gin Gilbey's et une participation dans Laurent Perrier. Avec 66 000 salariés, le groupe a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 8,9 milliards de livres (82 milliards de francs) et un bénéfice de 649 millions de livres.

Guinness est connu pour ses nombreuses bières comme Guinness et Kilkenny. Sa filiale United Distillers détiend les gins Gordon's et Tanqueray, le whisky Johnny Walker et une participation dans Moët Hennessy. Il publie également le Livre Guinness des records. Employant 20 500 salariés, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 4,73 milliards de livres (43,5 milliards de francs) pour 685 millions de livres de bénéfices.

### LVMH, premier actionnaire du brasseur irlandais

Le groupe français de luxe LVMH est le premier actionnaire de Guinness, avec 14 % du capital. Une participation valorisée 12,5 milliards de francs au cours actuel. En janvier 1997, LVMH avait cédé 7 % d'actions pour 5 milliards de francs. Pour sa part, Guinness détiend 34 % de Moët Hennessy, la filiale de cognac et champagne du groupe français. Les deux groupes ont des filiales communes de distribution de leurs produits en Asie et en Amérique. Ces liens remontent à 1988, lorsque le brasseur britannique avait aidé Bernard Arnault, actuel patron de LVMH, à prendre le contrôle de ce groupe.

La participation de LVMH va être diluée au sein du nouvel ensemble GrandMet Guinness (GMG) Brands, issu de la fusion des deux groupes, à laquelle M. Arnault, membre du conseil d'administration de Guinness, s'est opposé. LVMH pourrait donc chercher à se désengager complètement de son investissement britannique en profitant de la remontée de l'action Guinness provoquée par la fusion.

## La crise des semi-conducteurs oblige les fabricants japonais à réviser leurs stratégies

**TOKYO** de nos envoyés spéciaux. C'est un petit signe positif, mais pas encore l'embellie. En mars 1997, les ventes mondiales de semi-conducteurs ont augmenté de 4,9 % par rapport à février. Leur niveau reste toutefois inférieur de 9,9 % à celui affiché en mars 1996. Ces chiffres, publiés le 5 mai par l'association des fabricants américains de semi-conducteurs, confirment l'ampleur de la crise que traverse depuis un an et demi l'industrie des « puces » et qui, en 1996, s'est soldée par un recul de près de 9 %, à 132 milliards de dollars (759 milliards de francs), du chiffre d'affaires mondial, après des croissances de plus de 40 % en 1995 et de plus de 30 % en 1994.

Dans ce contexte, certains industriels sont malmenés. Les Japonais notamment. « La seconde moitié de l'année écoulée a été très difficile », avoue Hajime Sasaki, patron des semi-conducteurs chez NEC, le premier fabricant nippon de puces. Au cours de l'année fiscale écoulée (close fin mars), NEC, mais aussi Hitachi, Toshiba, Fujitsu et Mitsubishi ont vu leurs ventes reculer. Et, selon les analystes, leurs bénéfices avant impôts cumulé ont baissé de 22 %. Le recul des ventes est imputable à un segment de marché : celui des mémoires DRAM (dynamic random

access memories). En un an, ces puces, largement utilisées dans les ordinateurs et représentant habituellement un quart des achats de semi-conducteurs, ont vu leurs prix divisés par dix et leurs ventes en dollars reculer de plus de 38 %. La faute aux surcapacités de production : le cabinet d'études Dataquest

dans leurs activités semi-conducteurs est élevé : plus de 40 % chez Mitsubishi, Hitachi ou Fujitsu. M. Sasaki assure que NEC a préservé l'équilibre de ses comptes dans les semi-conducteurs, mais Mitsubishi reconnaît être légèrement déficitaire. Si le choc a été fort, c'est aussi

### Intel reconnaît le défaut de son Pentium II

La leçon de 1995 a été retenue et c'est sans tarder qu'Intel, le premier fabricant mondial de semi-conducteurs, a réagi à la découverte d'un défaut dans son dernier-né, le microprocesseur Pentium II, présenté mardi 6 mai. Intel a reconnu, vendredi, que ce composant souffrait d'une imperfection qui affecte, dans certaines conditions, sa capacité à traiter les très grands nombres. La société affirme que cette insuffisance peut être corrigée par une modification de logiciel, sans recourir à l'usine des puces déficientes, et donne les détails des modifications à opérer sur son site Internet.

De nouvelles versions, modifiées, du Pentium II sortiront néanmoins dans six mois. Le défaut avait été révélé, lundi 5 mai, par un ingénieur américain de la Silicon Valley. Il y a deux ans, un problème similaire sur la première série des Pentium avait coûté 475 millions de dollars à Intel, qui avait dû remplacer les puces défectueuses de tout utilisateur qui le réclamait.

estime que l'offre reste supérieure de 7 % à la demande. Les groupes japonais ont été d'autant plus affectés qu'ils comptent pour 40 % dans la production mondiale de mémoires et que le poids de ces composants

que les industriels nippons, qui ont investi 45 milliards de francs en 1995 pour accroître leurs capacités de production, ont été lents à réagir face à la baisse des prix des DRAM amorcée début 1996. Il a fallu attendre mai 1996 pour qu'Hitachi, le

premier, annonce une modification de ses plans.

Les cinq majors nippons ont finalement diminué, au cours de l'année écoulée, leurs investissements cumulés sur les mémoires de 8 %. « Nous avons réduit nos investissements totaux de 10 % », note M. Sasaki. Pour l'année fiscale qui vient de commencer, les dépenses devaient à nouveau baisser : les cinq premiers producteurs nippons investiraient 35 milliards de francs, soit 2 milliards de moins que l'an dernier. Seul NEC déclare vouloir « maintenir » son effort au niveau de 1996-1997.

Aujourd'hui, les Japonais cherchent des portes de sortie. La première consiste à accélérer la mise en production de la nouvelle génération de DRAM : des puces stockant soixante-quatre millions d'informations binaires (méga-bits), qui devraient se vendre plus cher, avec des marges plus fortes. Ce mouvement intervient alors que la transition, commencée fin 1995, entre les générations 4 mégabits et 16 mégabits n'est pas encore achevée.

« Fin mars, nous produisions treize millions de DRAM 16 mégabits par mois et un million de DRAM 64 mégabits par mois. Fin 1997, nous serons entre neuf et dix millions de puces 16 mégabits et à trois millions de composants 64 mégabits par mois », explique M. Sasaki. Mitsubishi assure vouloir, d'ici à fin 1997, « ramener de dix à six millions de pièces » sa production mensuelle de DRAM 16 mégabits et porter celle des puces 64 mégabits « de trois cent mille à deux millions ».

### AUGMENTER LA VALEUR AJOUTÉE

La prudence reste malgré tout de rigueur. Toshiba et l'américain Motorola ont, par exemple, décidé de retarder d'un an au moins la construction d'une ligne de fabrication commune de DRAM 64 mégabits en raison du risque d'effondrement des prix sur cette génération.

Une autre option consiste à chercher à réduire le poids des DRAM dans l'activité et à accroître la part de produits à plus forte valeur ajoutée : Fujitsu investit fortement sur les mémoires « flash » (composants conservant les données même sans alimentation électrique) ; Toshiba va commercialiser des puces mémoires incorporant des fonctions de traitement de l'information ; tout comme Mitsubishi, qui s'est aussi associé au sud-coréen Samsung et à l'américain Digital Equipment pour développer des micro-

processeurs. « Nous cherchons un moyen de survivre et stabiliser nos fondations », indique Shoji Hirabayashi, directeur général des semi-conducteurs chez Mitsubishi, où, comme chez Hitachi, l'objectif est de ramener à 30 % le poids des mémoires dans les ventes de semi-conducteurs. Ces diversifications ne sont pas aisées. Elles supposent la mise en place de lignes de fabrication adéquates, qui ne sauraient être une simple adaptation de celles des DRAM, composants produits en gros volumes et relativement simples à dessiner et à graver dans le silicium. Il faut ensuite disposer d'un portefeuille de technologies plus large.

Il faut « surtout établir de solides relations avec les clients pour développer les bons produits et, dans ce

domaine, l'expérience ne s'achète pas », relève Alain Duthé, vice-président du fabricant franco-italien SGS-Thomson, qui s'est fait une spécialité des composants spécifiques à une application, ou à un client.

« Cela nous prendra du temps, car il faudra convaincre les clients. Mais une fois que cela sera fait, ces produits procureront un marché plus stable que celui des DRAM », explique-t-on chez Mitsubishi, où l'on concède que « cela n'aura rien d'évident. D'ici à dix ou trois ans, on ne fera pas de profit avec ces produits ». L'année fiscale 1997-1998 pourrait encore être difficile au plan financier.

Philippe Le Cœur et Brice Pedroletti

### Le « Pearl Harbour » des composants n'a pas eu lieu

IL EST LOIN le temps où Le Nouvel Economiste titrait en couverture : « Le Pearl Harbour des composants ». C'était en septembre 1989. L'industrie japonaise des semi-conducteurs était en pleine euphorie. Portés par leurs investissements colossaux sur les mémoires, n'ayant pas hésité à utiliser l'arme du dumping et appuyés sur une puissante industrie électronique nationale hermétique aux importations, les groupes nippons dominaient l'impression de devoir tout balayer sur leur passage.

En 1985, NEC avait ravi le premier rang mondial des producteurs de puces à l'américain Texas Instruments, le pionnier de cette industrie née au milieu des années 50. Une première ! Puis, en 1986, NEC, Hitachi et Toshiba s'étaient installés aux trois premières places mondiales. Et, à la fin 1988, le Japon contrôlait 50 % des ventes mondiales de semi-conducteurs.

Aujourd'hui, les discours alarmistes sur un possible monopole nippon dans les composants, étiement-clé pour la compétitivité de nombreux secteurs industriels, ne sont plus d'actualité. Non que les Japonais se soient écroulés. NEC reste le numéro deux mondial, Hitachi numéro quatre et Toshiba numéro cinq. Mais les industriels nippons ne contrôlent plus « que » 36,7 % du marché mondial. Ils ont cédé du terrain dans les mémoires face

aux Sud-Coréens. Si, à la fin des années 1980, NEC, Hitachi, Toshiba, Fujitsu et Mitsubishi monopolisaient plus de 90 % des ventes mondiales de DRAM (la catégorie la plus importante des mémoires), leur part est tombée à 40 %. Le sud-coréen Samsung est devenu le premier fabricant mondial de ce type de composants.

### ASSOCIATIONS DANS LA RECHERCHE

riposte s'est aussi organisée aux Etats-Unis et en Europe. Les industriels de ces deux continents se sont associés dans la recherche. Ils ont investi des marchés, certes à moins forts volumes que celui des DRAM, mais moins cycliques, qui se sont avérés payants. L'américain Intel, par exemple, avec ses microprocesseurs, est devenu le premier producteur mondial de semi-conducteurs en 1992.

Enfin, le marché japonais s'est ouvert. Sous la pression du gouvernement américain, et à la suite de deux accords bilatéraux (1986, 1991), l'électronique japonaise a accepté d'acheter plus de puces étrangères. La part de ces dernières - essentiellement américaines - a dépassé 30 %. Un chiffre non négligeable lorsque l'on sait que l'industrie japonaise consomme plus du quart des semi-conducteurs vendus dans le monde.

Ph. L. C.



### BCEN-EUROBANK

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BCEN-EUROBANK convoquée par le Directeur s'est tenue le 28 mars 1997 sous la présidence de M. Bernard DUPUY, président du Conseil de Surveillance, et en présence de M. ALEXACHENKO, Premier Vice-Gouverneur, représentant permanent de la Banque Centrale de Russie. L'Assemblée générale a approuvé le rapport de gestion du Directeur ainsi que les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1996.

Ces comptes traduisent la poursuite du développement de la banque dans ses domaines d'activité privilégiés. Les activités de financement du commerce international et des investissements continuent de croître, en particulier sur le pays de l'Est dans lesquels la banque possède un savoir-faire original. Les activités de marché ont connu une progression rapide, basée sur la présence croissante de l'Etat Russe parmi les grands émetteurs de titres nationaux et internationaux, et offrant des opportunités de rentabilité élevée.

La filiale bancaire de la BCEN-EUROBANK à Moscou, EVROFINANCE, a poursuivi sa croissance, fondée sur sa connaissance des nouvelles structures économiques russes. Cette implantation donne au groupe un avantage unique et lui a permis de placer plus de 3,4 milliards de USD de GKO (emprunts d'Etat) auprès d'investisseurs étrangers en 96, soit 40 % du total des investissements étrangers sur ce produit.

En ce qui concerne les comptes sociaux, la forte progression du produit net bancaire de 349 millions de FRF en 1995 à 838 millions de FRF en 1996, soit + 52,6 %, est pour partie liée aux opérations sur les titres d'Etat russes, qui ont toutes été décaissées dans l'exercice. La stabilité des frais généraux et un accroissement significatif des dotations aux provisions qui passent de 140 millions de FRF en 1995 à 422 millions de FRF en 1996, établissent le résultat ordinaire à 171 millions de FRF, niveau comparable à celui de 1995. Ce résultat est affecté au renforcement des fonds propres par la reconstitution du prêt participatif consenti en 1992 par l'actionnaire principal.

En raison du dénouement fin 1996 des opérations sur titres, le total du bilan social s'élève au 31-12-96 à 11,118 milliards de FRF contre 12,528 milliards de FRF fin 95. Le bilan consolidé s'établit à 11,717 milliards de FRF et le résultat net consolidé à 90 millions de FRF, dont 72 millions de FRF part du groupe, du fait des bons résultats de la filiale EVROFINANCE. Le ratio européen de solvabilité s'établit désormais à 56 %.

L'Assemblée Générale a d'autre part procédé à la nomination au Conseil de Surveillance de M. TOULINE, président de la Vneshtorgbank, Moscou.

La BCEN-EUROBANK poursuivra en 1997 le développement de son activité de banque de commerce internationale. La concrétisation des accords du Club de Londres facilitera l'accès des grandes sociétés et municipalités russes au marché financier international, permettant à la BCEN-EUROBANK d'accroître son activité d'intermédiation.

BCEN-EUROBANK  
79-81, boulevard Haussmann  
75008 Paris Cedex 08



## Pharmacia-Upjohn nomme à sa tête un spécialiste des fusions

LE GROUPE pharmaceutique Pharmacia-Upjohn, né de la fusion de ces deux laboratoires suédois et américain en 1995, compte sur son nouveau président, Fred Hassan, nommé dimanche 11 mai, pour redresser la barre. Il devra rassurer les actionnaires de ce groupe, dont la constitution a engendré une série de problèmes depuis dix-huit mois. Le neuvième laboratoire mondial, dont le siège est à Londres, est spécialisé dans le traitement des tumeurs cancéreuses et des maladies du métabolisme. Il a enregistré des résultats en baisse en 1996, ainsi qu'au premier trimestre de 1997. Fred Hassan, cinquante et un ans, vice-président d'American Home Products, travaille depuis vingt-six ans dans l'industrie pharmaceutique. Il prend la succession de Jan Ekberg, qui avait assuré l'intérim après la démission surprise de John Zabriske en janvier. Ressortissant américain d'origine pakistanaise, M. Hassan a été l'un des artisans de la fusion réussie d'American Home Products avec American Cyanamid en 1994.

### DÉPÊCHES

■ **BP** : Peter Sutherland, cinquante et un ans, a succédé, jeudi 8 mai, comme président de la compagnie pétrolière britannique à David Simon, devenu secrétaire d'Etat au commerce et à la compétitivité pour l'Europe dans le gouvernement de Tony Blair. M. Sutherland est entré en juillet 1995 chez BP comme président adjoint.

■ **GAZ DE FRANCE** : l'entreprise publique française a remporté le contrat pour la construction et la gestion de réseaux de distribution de gaz dans cinq provinces argentines. Le consortium, qui compte deux entreprises locales, investira 150 millions de dollars (850 millions de francs).

■ **RENAULT** : l'usine de Vilvorde (Belgique), qui doit fermer, à la suite d'une décision de la direction du constructeur automobile français, sera en grève mardi 13 mai, et une délégation du personnel de l'usine, qui emploie 3 100 personnes, se rendra à Paris le même jour.

■ **AIR FRANCE** : malgré la grève des pilotes, la direction du groupe prévoyait d'assurer 90 % de son programme de vols intérieurs (ex-Air Inter) lundi 12 mai. Le mouvement pourrait se prolonger jusqu'à la décision du tribunal d'Evry, qui doit statuer sur la possibilité d'appliquer aux salariés de l'ex-Air Inter la convention collective d'Air France pendant la période de location-gérance qui précède la fusion.

■ **BÂTIMENT** : pour la première fois depuis 1950, en Allemagne, le secteur du bâtiment s'apprête à faire la grève, les sections régionales du syndicat IG Bau ayant rejeté un projet de compromis sur les salaires. L'accord, censé couvrir la période d'avril 1997 à la fin de 1998, prévoit une hausse des salaires de 1,3 % mais entraîne une baisse des indemnités maladie.

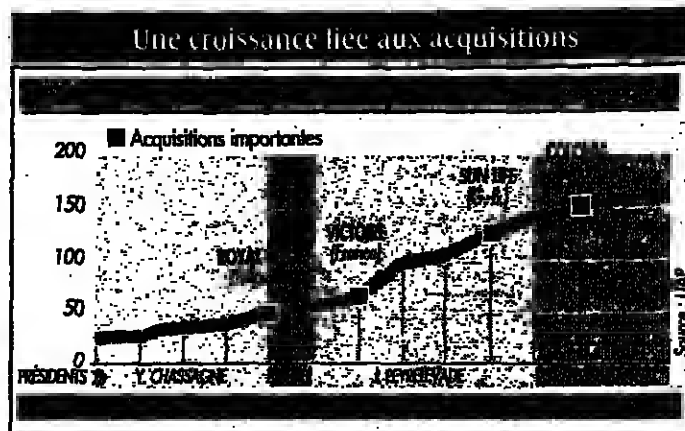
## Après vingt-huit ans d'existence, l'UAP est rayée de la carte de l'assurance

Une succession d'erreurs a précédé la fusion de l'ex-numéro un français du secteur avec AXA

Lundi 12 mai après-midi, l'assemblée générale d'AXA devait entériner la fusion avec l'UAP forte de ses 163 milliards de francs de chiffre d'affaires,

mais minée par 6,4 milliards de francs de pertes en 1996. Cette opération « entre égaux » comme l'avait décrite son dernier président, Jacques

Friedmann, qui devient président du conseil de surveillance du nouveau groupe, va dissoudre l'ex-fléuron dans un ensemble dirigé par AXA.



C'EST EN 1968 qu'est créée l'UAP. Depuis la nationalisation d'une partie du secteur de l'assurance après la deuxième guerre mondiale, rien n'avait vraiment changé ni presque. Depuis 1947, l'Etat actionnaire n'a procédé à aucune augmentation de capital et les compagnies sont loin d'avoir les capacités de leurs concurrents européens. Grand réformateur, Michel Debré, alors ministre des finances, et son conseiller technique, Jean-Yves Haberer, vont restructurer à tour de bras. Pour les banques, ce sera la fusion entre la BNCI et le Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP), qui donneront la BNP. Pour les assurances, décision est prise, le 17 janvier 1968, de faire émerger trois grands groupes par fusion : les AGF, le GAN et l'UAP.

L'UAP naîtra du rapprochement de l'Union, de l'Urbaine, et de la Séquanaise. Dominique Leca, inspecteur des finances, patron de l'Union, devient le président du premier groupe d'assurances français. Il quitte son siège en juillet 1974, à soixante-huit ans. Jusqu'en

1996, l'UAP connaît six présidents. Dauphin désigné par Dominique Leca et adoubé officieusement par Georges Pompidou, Pierre Esteve, inspecteur des finances, manque son tour, Valéry Giscard d'Estaing lui préférant René de Lestrade. La présidence de l'UAP est, à cette époque, ce que l'on appelle chez les fonctionnaires un « poste de débouché ». M. de Lestrade restera jusqu'en 1980 à la

tête de l'UAP. Aucun de ses successeurs ne jouira d'une telle durée.

Après Pierre Esteve (1980-1983), la maison va vivre au rythme des alternances politiques : Yvette Chassagne (1983-1986), socialiste affichée, proche de François Mitterrand ; Jean Dromer propulsé pendant quinze mois à la tête de l'assureur par la cohabitation ; Jean Peyrelevade (1986-1993), ancien directeur adjoint de cabinet de Pierre Mauroy, débauché de la banque Stern par le retour des socialistes ; enfin Jacques Friedmann, (1994-1996), « Poussin » pour les intimes, ami de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur. Tous ces présidents portent une part de responsabilité dans la désintégration de l'UAP.

Lorsqu'Yvette Chassagne, dite « SuperTata », arrive place Vendôme, la maison ne va pas très bien. L'assurance dommages bat de l'aile, les activités de capitalisation sont sous le feu roulant d'attaques de consommateurs. Energique et combative, l'ancienne préfète seconde la maison et la réveille. Elle redonne le moral aux agroupés en multipliant les produits

son passeport pour l'établissement en refusant de participer au raid mené par Georges Pébereau contre la Société générale.

La stratégie de développement européen de l'UAP est unanimement acceptée dans la maison. M. Peyrelevade poursuit donc l'acquisition de Sun Life et se lance à l'assaut de Victoire, filiale du groupe Suez. Le problème est que Victoire est très chère, trop chère : 14 milliards pour la minorité de blocage. Mais le prix n'est pas négociable. D'autres candidats sont en lice qui sont prêts à payer ce prix : les AGF et l'américain AIG. Jean Peyrelevade achète. Et restera « collé » avec cette participation jusqu'à ce qu'en 1993, il la troque contre le contrôle de l'assureur allemand Colonia.

Lorsqu'il part en 1993 de la place Vendôme, non seulement les pertes de la banque Worms ne sont pas encore circonscrites mais l'UAP est lésée par ses investissements trop lourds à l'international : 20 milliards de valeurs (la différence entre le prix payé pour ces acquisitions et leur valeur comptable) plombent les comptes. Le retour sur investissements des quelque 50 milliards de francs investis à l'étranger rapportent moins de 2 %.

L'épilogue fatal pour l'UAP était-il dès lors irréversible ? Peut-être pas. Mais le choix de Jacques Friedmann n'était sûrement pas le plus judicieux. Novice plus que tout autre en matière d'assurance, l'ancien conseiller de Jacques Chirac est encore moins à sa place à l'UAP qu'il ne le fut à la CGM ou à Air France. Symbole du capitalisme à la française, l'UAP, en 1993, est toujours un instrument de pouvoir. Mais derrière la façade cossue, les murs se lézardent. M. Friedmann est doté d'une très belle machine

Symbole du capitalisme à la française, l'UAP, en 1993, est toujours un instrument de pouvoir. Mais derrière la façade cossue, les murs se lézardent

d'assurance-vie attractifs ; ceux-ci offrent contractuellement des taux de rentabilité particulièrement élevés. Revers de la médaille, le rendement obtenu sur les marchés financiers ne sont pas à la hauteur. Pour y faire face, la compagnie puise dans son réservoir de plus-values. C'est également M<sup>me</sup> Chassagne qui acquiert en 1984 la banque Worms que les pouvoirs publics cherchent, comme l'ensemble des petites banques nationalisées, à faire reprendre par des grands établissements. L'achat, pour deux francs, de la banque Worms est considéré, par la direction de l'UAP, comme un moindre mal.

Ni Yvette Chassagne, ni ses successeurs ne contrôleront les errements de la banque dans l'immobilier. Pourtant, Jean Peyrelevade est administrateur pendant ses deux premières années de présidence de l'UAP. Didier Pfeiffer, numéro deux du groupe, siège à la banque Worms de façon permanente. Ce n'est qu'après la privatisation, en 1994, que l'ampleur de la catastrophe sera mise à jour : 15 milliards de francs.

Yvette Chassagne quitte l'UAP au printemps 1987, à soixante-cinq ans. Jean Dromer, gailliste pur sucre la remplace. Un court passage qui lui permet de prendre 50 % du capital de l'assureur belge, la Royale Belge, à l'issue d'un renversement d'alliances spectaculaires du groupe Bruxelles Lambert d'Albert Frère alors associé à AXA dans cette offensive. Il a juste le temps d'initier le rachat de Sun Life en Grande-Bretagne avant d'être remercié par le pouvoir, désireux d'installer Jean Peyrelevade.

Pas plus que ses prédécesseurs, celui-ci n'a déjà mis les pieds dans une compagnie d'assurance. Ex-PDG de Suez, il vient de la banque Stern. Parachuté place Vendôme par la gauche et considéré avec suspicion par la droite, il obtient

intellectuelle mais ce n'est pas un homme d'action. Ignorant les cadavres qui remplissent les placards, il commet sa première bêtise : fixer un objectif de croissance de 30 % en trois ans. Les quelque 2 millions d'actionnaires qui ont investi dans la privatisation en 1994 en seront pour leurs frais. Le cours ne retrouvera jamais les 152 francs de sa privatisation. AXA profitera de cette faiblesse. Au moment de la fusion, le titre UAP cotait 116,90 francs.

La constitution d'un grand groupe financier UAP/BNP/Suez imaginé début 1995 aurait pu être, avant l'heure, une alternative à AXA. Michel Pébereau, le président de la BNP, qui détenait 15 % de l'UAP, la souhaitait fortement. Jacques Friedmann y était favorable. Gérard Worms, alors PDG de Suez, la rejetait. A l'état-major de l'UAP, certains pensent qu'il aurait fallu passer en force. Ce n'était pas le genre de Jacques Friedmann. Le même Pébereau lui avait proposé de bâtir une ligne défensive aux appâts de Claude Bébear. « Poussin » a refusé.

Le week-end du 11 novembre 1996, tout est consommé. Sans combattre, Jacques Friedmann s'est rendu aux arguments de Claude Bébear et lui remet les clés de l'UAP. Dans la préface qu'il a consacré en 1990 à l'ouvrage « l'UAP et l'histoire de l'assurance », Jean Peyrelevade « souhaite que l'UAP soit une entreprise exemplaire et, jugée à l'aune du marché et de la concurrence, devienne l'assureur de référence ». Le marché et la concurrence en ont décidé autrement. Dans quelques mois, la marque UAP aura disparu. Son slogan « Numéro un oblige », comme celui du Crédit lyonnais « le pouvoir de dire oui » illustreront longtemps la faillite d'un système marqué par l'impéritie de l'Etat-actionnaire et les nominations politiques.

Babette Stern



GESTION D'ACTIFS  
TOUT LE MONDE VOUS PARLE  
DE TRANSPARENCE.

UNE PETITE MISE AU POINT  
S'IMPOSE.

Soyons clairs. Quand on se consacre exclusivement à la gestion de portefeuilles (124 Mds de FRF) pour investisseurs institutionnels, fonds de retraite et réseaux de distribution, la transparence doit être une seconde nature. Il n'y a pas d'un côté un client qui délègue et de l'autre un gérant qui agit seul. Aujourd'hui, CCF Gestion devient CCF CAPITAL MANAGEMENT et ce nom lui-même est clair : CCF rappelle notre actionnaire à 100 %, un gage reconnu de sécurité ; CAPITAL désigne notre métier et son indépendance vis-à-vis des autres activités du groupe ; MANAGEMENT traduit nos méthodes de gestion et nos processus de décision clairs, explicables, garantis de la continuité de nos performances. Informés en permanence, nos clients peuvent suivre pas à pas la progression de leurs actifs et comprendre chaque décision. Normal, ce sont leurs actifs que nous gérons. Cette transparence, appréciez-la en appelant notre Service Clients au 01 41 02 66 33.

CCF CAPITAL MANAGEMENT

CCF CAPITAL MANAGEMENT - 75419 PARIS cedex 08 - <http://www.ccfom.com>

المنزل







**ÉCHECS** En tombant dans un piège d'ouverture classique, le champion du monde Garry Kasparov a perdu, dimanche 11 mai à New York, la dernière partie et le match

qui l'opposait au superordinateur d'IBM Deep Blue. Celui-ci s'imposait finalement par 3,5 points à 2,5. ● GARRY KASPAROV, qui avait emporté la première rencontre dispu-

tée en 1996 face à la génération précédente de l'ordinateur, a commis plusieurs erreurs stratégiques, en laissant notamment de côté son style naturel d'attaquant pour lui

préférer un jeu hors normes censé dérouter la machine. ● L'ÉQUIPE D'IBM s'était très sérieusement préparée pour ce match-revanche et disposait d'un matériel deux fois

plus puissant qu'en 1996. Basée sur 256 microprocesseurs fonctionnant en parallèle, Deep Blue est capable de calculer 200 millions de positions par seconde.

## La victoire de Deep Blue sur Kasparov confirme que l'erreur est humaine

Le superordinateur d'IBM gagne le match en six parties par le plus petit des écarts, 3,5 points à 2,5. Pour la première fois dans l'histoire des échecs, une machine triomphe d'un champion du monde en titre lors d'une rencontre jouée sur un rythme normal

**TOUT À SA DÉCEPTION** d'avoir été vaincu par le superordinateur d'IBM Deep Blue, le champion du monde d'échecs Garry Kasparov déclarait néanmoins, dimanche 11 mai à New York, aussitôt après sa défaite dans la sixième partie, que la machine « n'avait encore rien prouvé ». Toujours aussi orgueilleux ? Non, mais lucide. En numéro 1 mondial qu'il est depuis douze ans maintenant, le joueur russe connaît suffisamment son métier pour affirmer que le résultat de ce match-revanche ne prouve pas encore la supériorité de la machine sur l'homme en matière d'échecs.

Comme la plupart des commentateurs présents à New York l'ont constaté, c'est d'avantage Kasparov qui a perdu que l'ordinateur qui a gagné. Les erreurs et imprécisions de l'homme ont scellé la victoire du « tas de ferraille », comme le démontre un rapide historique des six rencontres. Après sa victoire nette et sans bavure dans la première partie, le champion du monde a abandonné lors de la deuxième alors qu'une possibilité de nulle par échec perpétuel s'offrait à lui. Mais voilà, le Russe, qui avait souffert pendant plusieurs heures devant l'échiquier, s'était convaincu que les microprocesseurs de Deep Blue n'avaient pas pu lui laisser une si belle chance de s'en sortir et de conserver son point d'avance... Une victoire psychologique de la machine en quelque sorte.

An cours des trois parties suivantes, Garry Kasparov est à chaque fois parvenu à prendre un léger avantage qu'il n'a jamais pu

concrétiser. Dans la dernière, « cuit » selon son propre aveu, il est tombé dans un piège d'ouverture classique qu'un champion de son calibre aurait évité en temps normal. Au cours de la conférence de presse qui a suivi cette courte rencontre - 19 coups et une heure et demie de jeu -, le joueur russe a commencé par présenter ses excuses avant d'ajouter un peu plus tard : « Si nous avions joué une vraie partie de compétition, je vous assure que j'aurais mis Deep Blue en pièces. »

A condition toutefois de ne pas répéter les nombreuses erreurs qu'il a commises tout au long de ce match-revanche. Plus que la monstrueuse puissance de calcul de Deep Blue lui permettant de passer en revue 200 millions de positions par seconde, c'est

d'abord et surtout la stratégie de Kasparov qui l'a empêché de triompher d'un adversaire à sa portée. En s'inventant un style anti-ordinateur, en refusant le débat théorique sur les ouvertures, le champion du monde a joué contre nature. Lui qui brille d'ordinaire par sa férocité, son imagination, ses connaissances immenses et son sens de l'attaque, a joué petit bras, la peur au ventre. Pour essayer de sortir la machine de ses bibliothèques d'ouverture préenregistrées, il a lutté en jouant des coups bizarres, inférieurs, qui laissaient l'espace et l'initiative à un Deep Blue qui n'en demandait pas tant.

A aucun moment au cours des cinq dernières parties, le numéro 1 mondial n'a réussi à reproduire ce qui avait fait son succès lors de sa première rencontre

avec le bébé d'IBM en 1996 : un jeu positionnel épuré et sans concession, misant sur l'effet d'horizon. La machine calculant, analysant et notant toutes les possibilités pour les sept coups à venir, il « suffit », pour l'aveugler, de parier sur le long terme, de créer dans son camp une faiblesse qui s'avérera payante plus tard. Au lieu de cela, Garry Kasparov s'est enfoncé dans des situations tristes qu'il connaissait mal. En clair, il s'est surtout battu lui-même.

### CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

La décharge du n°1 mondial, on peut évoquer quelques circonstances atténuantes. Tout d'abord, les mauvaises surprises. On a appris fort tard que, non content d'avoir embauché un ex-champion des États-Unis, Joel

Benjamin, pour apprendre, une année durant, toutes les ficelles du noble jeu à Deep Blue, IBM avait eu recours, en grand secret, à un *sparring-partner* de luxe en la personne du grand maître et numéro 1 espagnol Manuel Illescas, qui était présent aussi à New York. A aucun moment, Garry Kasparov n'a pu se faire communiquer les parties que les deux « joueurs » avaient disputées ni même celles que l'ordinateur avait jouées contre son prédécesseur Deep Blue. A l'inverse, les informaticiens d'IBM ont rentré toutes les parties connues du champion du monde dans le ventre de la bête.

Deuxième mauvaise surprise qui a instillé un doute mortel et un début de paranoïa dans l'esprit du champion du monde, les paradoxes de Deep Blue au cours de la deuxième partie. A un coup brillant, subtil, presque « humain », a succédé une bourde. Quelqu'un ne manipulait-il pas l'ordinateur à distance ? Après tout, les deux armées matérialisant physiquement Deep Blue ne se trouvaient-elles pas dans une autre pièce que celle où se tenait Kasparov face à un informaticien ? Il y a fort à parier qu'IBM n'a pas triché, mais le doute était bien là. En fait, Garry Kasparov n'a pas senti qu'il était tombé dans un guet-apens. En mobilisant une équipe de six personnes dotées d'un matériel informatique puissant et à la pointe du progrès, IBM a sorti l'artillerie lourde, le *hardware*, pour « déconstruire » l'artiste. Et ses faiblesses humaines.

New York, 1997.

### Cinquième partie

Blancs : Garry Kasparov.

Noirs : Deep Blue.

1. C5	c5	36. Dd4	Td4
2. g3	f4	37. Td1	Cd5
3. f3	c4	38. Dc2	Dd6
4. b3	f5	39. e4	Dg6
5. f4	c5	40. Dd5	f5g6
6. f5	e6	41. f3	Cd7
7. e4	c5	42. Td5	Rd7
8. f2	d4	43. Td6	Td7
9. f3	c5	44. Cc4	Cd8
10. f2	f4	45. f5	Cd6
11. Cc2	b5	46. Td5	Cd5
12. Dd2	Dd7	47. Cc5	Td5
13. C3	f7	48. Td5	Td7
14. d4	Cd6	49. Cc5	Cd4
15. d4	e5	50. Cc7	Td4
16. Cb3	d4	51. Rf2	Td4
17. Cc4	d4	52. Rd1	Td4
18. f5	Cd4	53. Cc5	Cd2
19. f4	Td4	54. Cc4	Cd5
20. Dd2	Rd6	55. Td1	Td2
21. Rf1	f5	56. Td5	Cd1
22. Dd5	Cd5	57. Td5	Rd6
23. Td1	C5	58. g6	Rd5
24. Cb3	Td5	59. g7	Rd5
25. Td1	Cd1		

New York, 1997.

### Sixième partie

Blancs : Deep Blue.

Noirs : Garry Kasparov.

1. e4	c5	11. f3	R5
2. d4	e5	12. d4	f5
3. C3	d6	13. Td1	C5
4. Cc4	Cd7	14. f3	Rd5
5. Cg5	Cd5	15. e5	Cd5
6. f3	Cd5	16. Dd5	R5
7. Cb3	Cd5	17. f5	Cd5
8. Cc4	Cd5	18. Td1	Cd5
9. d4	f5	19. Cc1	Almad
10. f5	Rd5		

### DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : Paris SG et Villeurbanne se sont qualifiés pour la finale du championnat de France, face aux deux premiers de la saison régulière, déjà qualifiés pour le championnat d'Europe des clubs. Samedi 10 mai, en match d'appui des demi-finales des play-off, Villeurbanne a été à Limoges éliminer le Cercle Saint-Pierre (73-79 après prolongations) ; le PSG s'est imposé à Pau (75-68). Les deux finalistes devaient se rencontrer à partir du mardi 13 mai pour le titre national et une troisième place en Europe.

■ **CYCLISME** : Johan Museeuw a gagné la 43<sup>e</sup> édition des Quatre Jours de Dunkerque (Nord), dimanche 11 mai, en devançant son compatriote et coéquipier de la formation Mapei, le Belge Frank Vandendriessche, et l'Italien Daniele Contini.

■ **HOCKEY SUR GLACE** : la Suède a pris une option sur le titre de champion du monde en remportant, dimanche 11 mai à Helsinki (Finlande), le premier match de la finale du Mondial A (3-2) face au Canada. - (AFP)

■ **TENNIS** : Mary Pierce a gagné l'Open d'Italie, dimanche 11 mai (6-4, 6-0), privant l'Espagnole Conchita Martínez d'une cinquième victoire consécutive à Rome. A deux semaines de Roland-Garros, la Française, numéro 15 mondiale, avait éliminé la tête de série numéro un, Monica Seles, au troisième tour.

■ **VOLLEY-BALL** : la France est assurée d'être qualifiée pour la phase finale du Championnat d'Europe messieurs qui aura lieu aux Pays-Bas du 6 au 14 septembre après la victoire de l'Allemagne sur la Turquie en éliminatoires du groupe C, dimanche 11 mai, à Dessau (Allemagne). - (AFP)

## Michael Schumacher et Ferrari font triompher le bon sens sous la pluie de Monaco

Opportuniste vainqueur d'un Grand Prix écourté, le pilote de Ferrari s'installe en tête du championnat du monde de F1

MONACO

de notre envoyé spécial. Michael Schumacher n'est plus champion du monde des pilotes, mais il demeure le plus rapide... à la détente.

Au Grand Prix de Monaco, sa capacité de réaction et son immense lucidité l'ont largement aidé à triompher de ses adversaires, tous empêtrés dans de mauvaises choix tactiques. Le champion allemand s'est aisément joué de ses poursuivants, au prix d'une simple observation frappée au coin du bon sens : sur une piste humide, un « mulet » préparé pour la pluie a plus d'adhérence et donc de vi-



AUTOMOBILE

tesse dans les multiples virages d'un « tourniquet » monégasque, transformé en attraction aquatique d'intervilles, qu'une formule 1 réglée comme une mécanique de précision pour une piste sèche.

Il est 13 h 56, dimanche 11 mai, lorsque le speaker du Grand Prix de Monaco annonce les premières gouttes de pluie sur le circuit. Une brève ondée ? une averse passagère ? ou bien une de ces interminables précipitations propres à briser le moral des amateurs de formule 1 ? Ceux, en tout cas, qui n'ont pas la chance, princière, de bénéficier d'une ligne couverte pour suivre la course automobile la plus célèbre du monde. A une demi-heure du départ, les paris sont nuverts. Les vagues claquent soudain sous le Rocher, les yachts tangent dans le port. Dans la tribune « VIP », les invités du Paddock Club enfilent sans tarder le vêtement de pluie qui leur avait judicieusement été offert. Bref, le temps tourne mal.

Sur la grille de départ, le drapeau s'installe. Pilotes, chefs d'équipe et ingénieurs bésitent entre pneus « slick » (pour le sec), pneus « intermédiaires » ou pneus vraiment sculptés pour déjouer les pièges tendus par une piste détrempée. Chez Prost, on se prend à espérer : une météo agitée ne peut que servir les intérêts d'Olivier Panis au lendemain d'une séance d'essais décevante. Non loin, Jackie et Paul Stewart, père et fils, propriétaire et directeur technique de l'écurie éponyme, se perdent dans les mêmes conjectures, car eux aussi sont équipés de ces pneumatiques Bridgestone que la rumeur donne pour très performants sur un sol mouillé. Jackie Stewart enfle ses chaussures de pluie et glisse encore une

blague à l'oreille de son fils : par grand soleil ou sous un infernal crachin, la convivialité reste le maître mot de l'écurie écossaise.

### « LAISSEZ-PASSER ! »

Mais Michael Schumacher, peu porté sur l'abstraction, préfère valider ce qu'il pressent en effectuant une expérience grandeur nature. Il s'élance pour un ultime test, puis consulte son patron, Jean Todt, avant de trancher, seul, à la toute dernière minute : il sante dans la voiture de réserve équipée de pneus intermédiaires et réglée

durée : leurs voitures s'élanceront avec des pneus pluie, tout en conservant les réglages prévus pour le sec. Toutes ? Sans une Williams dispose de prévisions météorologiques plus optimistes : « Nous avons eu des informations indiquant que la piste allait sécher une trentaine de minutes après le départ », ont expliqué de concert Heinz-Harald Frentzen et Jacques Villeneuve. Mauvaise pioche. L'ondée persiste et les rues monégasques sont rapidement détrempées. Les deux Williams-Renault ratent donc leur départ et la suite.

### Shinji Nakano en sursis dans l'écurie Prost

Shinji Nakano rêvait d'être « le premier pilote japonais à gagner une course de formule 1 ». Pour accomplir son rêve, le japonais, installé à Marseille, disposait de solides appuis et d'une voiture compétitive, la Prost-Mugen. Mais faute de résultats tout simplement acceptables, son employeur, Alain Prost, a perdu patience. « Nakano est non seulement loin des temps, mais en plus, il n'a aucun feeling et n'apporte pas d'informations pour la mise au point de sa voiture, a-t-il déclaré à Libération. Je considère que, pour l'écurie, c'est une voiture morte. » Samedi 10 mai, au lendemain d'une rencontre avec les dirigeants de Honda, le représentant de l'écurie Ligier affichait toujours sa détermination : « Maintenant, c'est leur décision. » Au Grand Prix de Monaco, Shinji Nakano n'a réussi que l'avant-dernier temps de la séance de qualification. Il n'a pas terminé la course.

avec davantage d'appuis aérodynamiques. Lorsqu'il rejoint enfin le haut de la grille de départ, juste à côté de la Williams-Renault de son compatriote Heinz-Harald Frentzen, détenteur de la première pôle position de sa carrière, Michael Schumacher comprend qu'il est le seul à disposer d'une voiture entièrement adaptée au pilotage sur piste humide.

Vers 14 h 30, le vent d'est, vent mauvais de ce côté de la Méditerranée, apporte toujours plus d'eau, mais les écuries parient sur une averse de courte

Jacques Villeneuve devra même subir l'affront suprême : la Ferrari de Michael Schumacher ne met pas une demi-heure à le rattraper ; un commissaire de course lui brandit le drapeau bleu : « Laissez passer ! » Le Canadien est alors en queue de peloton, en compagnie de son coéquipier Heinz-Harald Frentzen. Victimes de « truchettes » contre les rails de sécurité, les deux pilotes devront abandonner peu après. Sale temps et sale week-end pour les Williams-Renault, qui perdent dans l'affaire la tête des champion-

Eric Collier

هكذا من الجاهل



## La désunion fait la force du judo belge

Partagée entre Wallons et Flamands, l'équipe de Belgique a pourtant engrangé six des seize titres mis en jeu lors des championnats d'Europe d'Ostende, samedi 10 et dimanche 11 mai

Les judokas belges ont nettement dominé les championnats d'Europe. Samedi 10 et dimanche 11 mai, chez eux, à Ostende, ils ont gagné six médailles d'or et trois de bronze pour s'imposer au sommet de la hiérarchie continentale. Jean-

Marie Dedeker, entraîneur de l'équipe nationale et directeur technique flamand, a été ovationné par le public pour ce palmarès. Le bilan français est moins brillant : un seul titre, celui de Sylvie Meloux (moins de 48 kilos), trois mé-

dailles d'argent - dont celle du champion olympique Djamel Bouras, justement battu par un compétiteur belge, Johan Laats - et six de bronze. Mais l'objectif tricolore reste le Mondial organisé en octobre à Paris.

**OSTENDE**  
de notre envoyé spécial  
Les championnats d'Europe de judo touchaient à leur fin quand le public du Media Center d'Ostende, à deux pas du front de mer, s'est mis à scander un prénom : « Jean-Marie ! Jean-Marie ! ». Depuis les excellents résultats du judo belge aux Jeux olympiques d'Atlanta (quatre médailles pour un total de six tous sports confondus), Jean-Marie Dedeker, entraîneur de l'équipe olympique, est un héros national. La performance exceptionnelle réussie samedi 10 et dimanche 11 mai par ses combattants ajoute une nouvelle page à sa légende : la Belgique a remporté six titres sur seize et s'est installée pour la première fois au sommet de la hiérarchie continentale.

« Nous sommes sur un nuage, c'est quelque chose d'assez inhabituel », reconnaît Bernard Tambour, le directeur technique francophone, les yeux perdus dans le vague. Le judo belge a presque réussi à réunifier le pays autour de ses résultats, même si l'équipe nationale est en majorité issue de la communauté flamande. Ulla Werbrouck, première championne olympique de l'histoire du sport belge, devenue samedi, pour la quatrième fois consécutive, championne d'Europe des moins de 72 kilos, et Jean-Marie Dedeker root désormais partie du patrimoine du pays. « Les Jeux d'Atlanta ont déclenché une espèce d'orgasme national », affirme

l'entraîneur olympique belge. Quadragénaire aux épaules carrées et aux tempes argeotées, Jean-Marie Dedeker a un double mérite. D'abord, d'avoir pris en main le judo belge en 1981, à une époque où le champion olympique Robert Van de Walle était le seul judoka belge de valeur internationale, et d'avoir bâti en quinze années une véritable équipe de haut niveau. « Je me souviens d'une époque où il fallait supplier les organisateurs français pour pouvoir engager un ou deux autres judokas que Robert au Tournoi de Paris », glisse-t-il. Ensuite, de parvenir à maintenir en équilibre un édifice miné par les conflits linguistiques.

**DEVANT LA JUSTICE**  
« Nous vivons des situations à la serbo-croate, lance-t-il. Le pays entier ne compte pas plus de judokas que le Nord-Pas-de-Calais en France et, en plus, nous sommes divisés. Notre grand succès est d'avoir réussi à faire travailler ensemble Wallons et Flamands. » Cela n'a évidemment pas été sans mal. Depuis 1979, le judo belge est partagé entre deux lignes, l'une néerlandophone, l'autre francophone. La fédération n'est qu'une boîte à lettres. Chaque ligne a son propre directeur technique : Jean-Marie Dedeker pour les Flamands (il cumule cette fonction avec celle d'entraîneur de l'équipe nationale) et Bernard Tambour pour les Wallons. Ce dernier admet que son homologue flamand est « un

mythe » mais reste persuadé qu'il y aura toujours un certain favoritisme au détriment des francophones.

L'affaire Flagothier reflète bien cette situation. Pour avoir contesté la sélection olympique d'Atlanta, Nicole Flagothier, une judoka wallonne, a été écartée de l'équipe nationale et a dû aller en justice pour être réintégrée. Rebondissement avant les championnats d'Europe : Jean-Marie Dedeker ayant sélectionné la jeune Ostendaise loge Clémence (devenue championne d'Europe des moins de 52 kilos) dans la catégorie de Nicole Flagothier, il a fallu convoquer la Commission d'arbitrage du sport, un organisme indépendant qui ne s'était encore jamais réuni. L'affaire a laissé des traces. « On sent qu'il y a maintenant deux clans », reconnaît la championne olympique Ulla Werbrouck.

Une autre judoka wallonne, Christelle Deleage, a quant à elle, porté son cas devant la Cour européenne de justice. Assistée par le même avocat que le footballeur Jean-Marc Bosman, elle estime qu'étant professionnelle, elle ne peut être privée de l'exercice de son métier sur décision fédérale. Le judo belge, à l'image du pays tout entier, vit donc dans une « douce » schizophrénie. Il y a puise sans doute une partie de sa force. « Ici, il ne faut compter que sur soi-même, dit la Wallonne Marisabelle Lomba, nouvelle championne d'Europe des moins de

56 kilos. Mais quand on s'en sort, on est prêt à affronter la concurrence internationale. »

La confrontation comme moteur du succès : Jean-Marie Dedeker applique depuis des années cette méthode. L'équipe belge passe ainsi cinq à six mois par an à l'étranger, au contact des meilleurs judokas du monde, japonais, Coréens, Cubains ou Français. Les filles ont été les premières à recueillir les fruits de cette politique. Mais à Ostende, l'équipe masculine s'est hissée au même niveau, comme l'a éprouvé douloureusement le champion olympique français Djamel Bouras, victime d'une magnifique « planchette japonaise » exécutée par le Belge Johan Laats en finale des moins de 78 kilos.

Fort de ses résultats, Jean-Marie Dedeker est désormais indubitablement. Il discute avec les dirigeants, il va démarcher les sponsors qui lui permettent de faire fonctionner l'équipe nationale comme une petite entreprise dont les judokas seraient les salariés. « Il est le patron, celui qui nous a permis d'être reconnus », affirme Marisabelle Lomba. Bileo sûr, l'homme n'a pas que des qualités : on le dit autoritaire et supportant mal la contradiction. « Si on n'est pas d'accord avec lui, il veut mieux se taire, confie un combattant. Sinon, il ne vous sélectionne plus. » Les plus belles médailles ont aussi des revers.

Gilles Van Kote



Johan Laats met Djamel Bouras à genoux

Vainqueur de la finale olympique à Atlanta, Djamel Bouras était tombé à genoux. Il remerciait le ciel de cette victoire qu'il dédiait à tous les beurs de France. Huit mois après cette médaille d'or, le Belge Johan Laats l'a expédié sur le dos d'un superbe *suzumi* (tomoe nage) en finale des championnats d'Europe à Ostende, samedi 10 mai. Le judoka, âgé de vingt-cinq ans et originaire de Givors (Rhône) mais licencié au PSG, mesure ainsi le chemin qui lui reste à parcourir pour retomber sur ses pieds aux championnats du monde, qui auront lieu à Paris en octobre. « C'est navrant de perdre en finale et très éternel de perdre en prenant un tel "pion", a déclaré Djamel Bouras. Je savais que Loois était très fort mais je l'avais déjà battu. Je l'ai vu venir trop tard. C'est ma faute, j'aurais dû "mettre la sauce" avant. Tout cela va me servir de leçon. » En tout cas, le directeur technique national, Fabien Canu, pense qu'à cinq mois des Mondiaux « [sa] défaite en finale, c'est le scénario idéal pour Djamel, qui était encore à cours de condition physique ».

### Dix médailles pour la France

● **MESSEURS**  
Moins de 60 kg : 1. R. Mamedov (Bul.) ; 2. Y. Douma (Fra.) ; 3. B. Caravana (Poi.)  
Moins de 66 kg : 1. H. Ozkan (Tur.) ; 2. G. Revazichvili (Géo.) ; 3. L. Benboudaoud (Fra.) et J. Davis (G-B)  
Moins de 71 kg : 1. G. Vazagachvili (Géo.) ; 2. A. Ladjoukov (Rus.) ; 3. D. Kingston (G-B) et C. Gagliano (Fra.)  
Moins de 78 kg : 1. J. Laats (Bel.) ; 2. D. Bouras (Fra.) ; 3. B. Reiter (Aut.) et D. Radzart (All.)  
Moins de 86 kg : 1. M. Huizinga (P-B) ; 2. S. Kischine (Aut.) ; 3. D. de Cooman (Bel.) et

A. Merkevicius (Lit.)  
Moins de 95 kg : 1. B. Sonnenmans (P-B) ; 2. G. Lemaire (Fra.) ; 3. D. Pantic (You.) et I. Radu (Rou.)  
Plus de 95 kg : 1. S. tataroglu (Tur.) ; 2. D. Van der Geest (P-B) ; 3. R. Kubacki (Pol.) et H. Van Banneveld (Bel.)  
Toutes catégories : 1. H. Vain Barneveld (Bel.) ; 2. V. Meyer (All.) ; 3. S. tataroglu (Tur.) et I. Pertelson (Est.)

● **DAMES**  
Moins de 48 kg : 1. S. Meloux (Fra.) ; 2. A. Maria Gradante (All.) ; 3. S. Komarova (Rus.) et T. Moskvina (Bul.)  
Moins de 52 kg : 1. I. Clement (Bel.) ; 2. E. Kariskala (Bul.) ; 3. M.-C. Restoux (Fra.) et L. Kharanova (Rus.)

Moins de 56 kg : 1. M. Lomba (Bel.) ; 2. I. Fernandez (Esp.) ; 3. M. Baton (Fra.) et B. Kucharszewska (Pol.)  
Moins de 61 kg : 1. G. Vandecasteele (Bel.) ; 2. M. Vernierova (Tch.) ; 3. I. Tokarz (Pol.) et S. Vandembroeck (Fra.)  
Moins de 66 kg : 1. Y. Wansart (All.) ; 2. U. Martin (Esp.) ; 3. C. Zwiers (P-B) et K. Howey (G-B)  
Moins de 72 kg : 1. U. Werbrouck (Bel.) ; 2. C. Cowen (G-B) ; 3. R. Klenhuis (P-B) et U. Kulmen (All.)  
Plus de 72 kg : 1. H. Hagn (All.) ; 2. M. Rogers (G-B) ; 3. C. Lebrun (Fra.) et B. Maksymow (Pol.)  
Toutes catégories : 1. B. Makynov (Pol.) ; 2. F. Harteveld (P-B) ; 3. B. Olivier (Bel.) et R. Barrientos (Esp.)

### Les revanches en or de Sylvie Meloux

**OSTENDE**  
de notre envoyé spécial  
Sans doute les larmes ont-elles brouillé la vue de Sylvie Meloux après sa victoire contre l'Allemande Anna Maria Gradante en finale des championnats d'Europe, catégorie des moins de 48 kilos, samedi 10 mai, à Ostende. La jeune femme, qui a apporté à la France son seul titre d'un week-end mitigé (dix médailles, mais six de bronze), a mis de longues secondes avant de trouver Frank Decroix, son compagnon et entraîneur personnel, et de se jeter dans ses bras. « Cette médaille lui revient également car il me suit et m'entraîne depuis des années, explique la championne d'Europe. Il sait ce dont j'ai besoin aux niveaux technique et psychologique. Parfois, il peut ne s'agir que d'un mot. On se connaît par cœur et je sais que, lorsque j'ai besoin qu'il me dise quelque chose, je vais l'entendre à coup sûr, même s'il est au milieu du public. »

Le courant d'est pas toujours passé entre Sylvie Meloux et les entraîneurs nationaux, notamment en 1995, quand elle avait été écartée de la sélection pour les championnats du monde alors qu'elle était vice-championne d'Europe. A cette époque, quelques propos aigres-doux avaient été échangés entre Frank Decroix et Yves Delvingt, entraîneur des filles en équipe de France. Depuis, les deux hommes se contentent d'apporter, chacun de son côté, ce qu'ils peuvent à la petite (1,51 m) Bertrichonne.

« Elle a beaucoup gagné en maturité depuis qu'elle a été blessée l'an dernier, affirme Yves Delvingt. Auparavant, elle abordait les compétitions en se posant beaucoup trop de questions. Lors de ces championnats d'Europe, je l'ai vue une seule fois se mettre de la pression, avant la finale. Elle s'est libérée en pratiquant un judo d'attaque. » Ecartée de la sélection en 1995, privée des Jeux olympiques par une rupture des ligaments du genou un an plus tard, Sylvie Meloux semble repartie pour vivre une belle saison 1997.

G. v. K.

### Leicester gagne la Coupe d'Angleterre en tuant le jeu

**LONDRES**  
de notre envoyé spécial  
Twickenham a battu un record du monde. Samedi 10 mai, à l'occasion de la finale de la Coupe d'Angleterre de rugby, le célèbre stade de la banlieue londonienne a accueilli 75 000 spectateurs payants. Du jamais vu pour un match entre clubs. Mais c'était bien le seul motif de satisfaction. La rencontre fut si affligeante que l'on peut se demander s'il ne faudrait pas payer les supporters pour les faire revenir en 1998. On retiendra que Leicester a battu Sale (9-3) grâce à trois pénalités de Joel Stranksy contre une de Simon Mannix.

La victoire de Leicester, obtenue après 80 minutes d'un jeu étié, est un démenti du rugby moderne. Aucun essai, aucune imagination, pas de rythme, c'est un retour au rugby anglais de toujours : un pack puissant et un ouvreur qui botte. A noter que l'ouvreur en question, Joel Stranksy, bourreau des All Blacks en finale du Mondial 1995, fut le seul à éclaircir cette finale. Sa percée - infructueuse - à la 36<sup>e</sup> minute a réussi à secouer la foule somnolante.

La différence avec le rugby tel

qu'on le pratique dans l'hémisphère Sud, voire en France, est flagrante. Pas étonnant alors que les deux entraîneurs « sudistes » - l'Australien Bob Dwyer pour Leicester et le Néo-Zélandais John Mitchell pour Sale - s'alarment. « Cela fait sept mois que je suis dans ce pays et je n'ai toujours pas trouvé le livre des règles du rugby anglais », lance l'ancien entraîneur du XV australien. John Mitchell, également joueur, est encore plus virulent : « Il est pratiquement impossible de créer du mouvement parce qu'on nous empêche de libérer la balle rapidement. Je trouve honteux qu'un match d'une telle importance puisse être gâché comme cela. »

L'arbitre de la rencontre, Brian Campsall, l'a reconnu : « Le problème, c'est que les joueurs veulent profiter de la mêlée ouverte pour ralentir le jeu. Dans l'hémisphère Sud, on voit tout de suite que le plus important pour les joueurs est d'accélérer le jeu. » L'équipe de Leicester, comme elle l'a montré toute la saison, est passée maître dans l'art de tuer le jeu. « Le manque de spectacle ne me gêne pas, lance d'ailleurs Bob Dwyer. Après tout, l'idée c'est de gagner. Et une bonne équipe doit être capable de gagner de plusieurs façons différentes. » Quant au public, il a aussi le droit de s'ennuyer ferme.

Ian Borthwick

### Le poids léger de Pau pèse de plus en plus lourd sur le championnat

Le club béarnais, qui a éliminé Castres, rencontrera Bourgois en quarts de finale

**TOULOUSE**  
de notre envoyé spécial  
Les avant de Pau ne paient pas de mine. On cherche vainement parmi eux un colosse patibulaire, un retour à la triste figure et aux muscles si énormes qu'on ne peut y croire. On les regarde. On les examine. Ils sont presque des hommes comme les autres, pas le genre à faire frissonner les échine ennemies, à effrayer l'adversaire d'un clignement de biceps. A eux huit, ils forment l'un des paquets d'avants les plus légers de l'élite nationale. Défi au culte des kilos et des poids lourds, défi aux bonnes mœurs locales : en Béarn, il fut un temps où l'on aimait les « gros », les gaillards, les bourriques, qui savaient ce que mêlée veut dire. Il y a des années qu'ils pourraient regarder ceux d'aujourd'hui d'un œil incrédule, s'étonner qu'un pays de l'ovale, on se satisfasse de tels « gringalets » dont, morphologie oblige, la force ne saurait être la vertu première.

Les arrières de Pau n'ont rien d'impressionnant. On s'épuiserait bêtement à éplucher dans leurs lignes un génie de l'attaque, l'un de ces magiciens du quadrage-déborderment qui donne le tournis aux défenses les plus rudes, s'embarque au moindre contre-pied dans une symphonie offensive. La liste des étoiles est courte. Philippe Bernard-Salles, l'ailier, effarouché parfois par la vitesse de ses sprints. David Dantiaq, le centre, laisse éclater sa forme au

début de spectaculaires percées. Il y a surtout David Aucagne, le demi d'ouverture glorieux par l'équipe de France et la belle aventure du Tournoi des cinq nations. Il s'est révélé en bleu. Sous le maillot vert et blanc, il redevient modeste. Ancien du PUC, il ne joue jamais à la vedette parisienne que les hasards d'une tournée auraient menée en province. Il joue pour les autres.

« JE N'AI JAMAIS VU ÇA »

Un pour tous, tous pour un : c'est la nouvelle manière de la Section. Il y a quinze jours, elle a renversé Bourgois, le club ouméro du championnat, pour remporter une Coupe de France et obtenir une qualification en Coupe d'Europe. Samedi 10 mai, elle a éliminé le Castres olympique que la richesse de son effectif avait promu terror des phases finales - Castres et ses avants puis-

sants, Castres et ses arrières eopleine renaissance. « Au club, résume le Palois David Dantiaq, nous sommes tous dans le même bateau, du moindre remplaçant au moindre dirigeant. » Louis Lumeau et Francis Leta, les entraîneurs, se félicitent d'une telle ambiance. L'essentiel de leur carrière d'entraîneur, ils l'ont vécu à Bayonne : « Là-bas, avoue Leta, je n'ai jamais vu ça. »

Les joueurs aiment s'entraîner, rigoler ensemble. Professionnels, ils ne se prennent jamais au sérieux. Ce n'est rien à leur honneur de la défaite, à la hauteur de leur ambition. L'hiver dernier, une précoce élimination en Coupe d'Europe a provoqué la crise. Les entraîneurs ont démissionné, avant de repartir. Le succès de la Section paloise n'est pas qu'affaire de grandes tapes amicales dispensées à la ronde. L'équipe montre une étonnante capacité à créer des

occasions, à rebondir sur la plus petite faute d'inattention. Rien n'efface les Palois, ni les risques ni les mauvais coups du score. Exemple : contre Castres, à la treizième minute, une de leur offensive tourne dangereusement : l'interception d'une passe de David Aucagne, un contre d'une soixantaine de mètres, aboutissent à un essai tannais. Là où d'autres auraient maudit le sort, ils ont réagi. Sur leur réengagement, ils ont à leur tour inscrit un essai.

« Cette équipe a un fond de jeu qui lui permet de faire face. Et d'être là dans toutes les situations. Ils sont joueurs et ne font pas d'importance qui », commente Pierre Villepreux, l'entraîneur de l'équipe de France venu assister à la rencontre. Pau rejoint, avec ses avants un peu plus rapides que l'ordinaire et ses arrières un peu plus habiles que la moyenne, la cohorte des prétendants au titre de champion de France. Naguère, une telle prétention aurait provoqué un sourire condescendant. Aujourd'hui, le Béarn rêve d'un tel avenir, et les dirigeants du club préparent la saison 1997-98. Jean-Michel Gonzalez, l'ancien taulonneur du XV de France, pourrait quitter Bayonne et rejoindre Pau. Les joueurs, eux, se passionnent pour le présent. En quart de finale, ils retrouveront Bourgois pour une revanche de la finale de la Coupe. Ce n'est déjà plus assez pour les inquiéter.

Pascal Ceaux



# Nice sauve sa saison en remportant la Coupe de France

Guingamp s'est incliné face aux Aiglons après un match qui a traîné, surtout pendant la demi-heure de prolongation, au cours de laquelle les vainqueurs et les vaincus ont paru tétanisés par l'enjeu

La victoire de l'Olympique gymnaste club de Nice (OGCN), samedi 10 mai, en finale de la Coupe de France de football, face à l'En Avant Guingamp, à l'issue de la séance des tirs au but, qualifie le club pour la Coupe

d'Europe des vainqueurs de coupe. Bonne nouvelle pour une équipe qui jouera la saison 1997-1998 en deuxième division. Bonne nouvelle aussi pour les représentants du vétéran à la Coupe de France, qui pourraient investir plus

que prévu afin d'essayer de bien figurer en Europe. Bonne nouvelle, enfin, pour un public qui attendait cette coupe depuis quarante-trois ans. Samedi soir, les Nice ont défilé nombreux dans les rues de la ville, mais

les manifestations de joie ont été gâchées par des actes de vandalisme. Trois jeunes gens, dont deux mineurs, ont été placés en garde à vue et devaient être présentés au parquet lundi. Un policier a été blessé.

**AU PARC DES PRINCES**, cinquante pas séparent le bonheur du malheur. Cinquante pas et deux portes de vestiaire. Poussiez l'une et vous y trouvez la joie, les rires, les chants. Poussiez l'autre et vous entrez dans le monde du silence, un univers d'hommes anéantis par la fatigue physique et la souffrance morale. La magie de la Coupe de France est là, qui permet de vivre les sentiments les plus extrêmes, même au bout d'une semaine finale.

Cinquante pas : c'est également, peu ou prou, ce qu'il faut franchir pour se rendre du rond central au point de penalty. Il était déjà 23 h 30, samedi 10 mai, et la victoire n'avait toujours pas choisi son camp. Avant les douze coups de minuit, dix coups de pied devaient jeter le sort de cette finale. On imagine ce qui peut trotter dans la tête d'un homme s'avançant lors d'une séance de tirs au but. Les Guingampais Stéphane Carnot et Claude Michel ont mal supporté ce voyage au bout de la nuit. Les Niceois Louis Gomis également, mais une étreinte avec la coupe guérit de tout.

L'exercice est une loterie. « Nous avons tiré le mauvais numéro », cochant Francis Smerecki, l'entraîneur breton. On a parlé de l'angoisse du gardien de but au moment du penalty. Foutaises. An

moins a-t-il le droit à l'erreur. Tous les gardiens vous diront la jubilation qu'ils éprouvent dans ces faces-à-face où ils postulent à devenir les héros du match. Bruno Valencony comme les autres. Lui excelle en pareille circonstance. Aussi loin qu'il remonte dans ses souvenirs, le gardien, niçois après avoir été longtemps bastion, ne se rappelle pas avoir jamais échoué dans cette épreuve de vérité.

L'OGCN Nice a remporté la quatrième Coupe de France. On est ravi pour cette équipe, déjà pour l'En Avant de Guingamp et, pourquoi le cacher, un rien chagrin pour le football français. La soixante-dix-neuvième finale de l'histoire (celle de 1992 n'eut pas lieu en raison du drame de Furia), la dernière qui se déroulait au Parc des Princes (la prochaine sera organisée au Stade de France), ne passera pas pour imprévisible. Le 4 mai 1952, Nice remportait (5-3), face à Bordeaux, à Colombes, une finale qui a longtemps été considérée comme la plus belle de tous les temps. Comme elle était également la première intégralement retransmise à la télévision en direct, elle passa jusqu'à la fin des années 70 dans un cinéma niçois où des nostalgiques venaient se rappeler les grandes heures du club.

Gageons que le film de la finale 1997 ne tiendrait pas longtemps l'affiche dans les Alpes-Maritimes. Il ne supporterait pas la comparaison avec ce qui défille actuellement sur les écrans du voisin cannois. Plus de deux heures et demie d'un scénario plan-plan ont abouti à

cette fin en queue de poisson. Aux deux buts inscrits dans le temps réglementaire (Youssef Salimi, 21', pour Nice; Nicolas Laspalles, 78', pour Guingamp), il n'est guère d'autres frissons à ajouter.

## MODESTE PARTAGÉE

Guingamp domina vaguement et osa même un troisième atout dans la deuxième mi-temps avec Christophe Horiaville. L'entrée de Stéphane Carnot apporta par ailleurs un soupçon de réflexion à son jeu. Mais cette inclination à l'offensive était moins dictée par une ferme résolution que par la contrainte de ce but encaissé prématurément. Les Niceois s'arc-boutèrent, eux, sur ce prime avantage, comme l'aurait

sans doute fait leur adversaire dans les mêmes circonstances. Côte d'Armor contre Côte d'Azur, la rencontre ne fit pas dans la plaisance.

Les deux clubs, que leurs budgets voulaient plutôt à un rôle de comparse en début de saison, partageaient une même modestie. Cette finale était une divine surprise, de celles qui nourrissent année après année le mythe de la Coupe de France. La première se devait de racheter un championnat raté qui l'a conduit à la relégation en division 2 (Le Monde du 10 mai). La seconde restera, avec Sochaux, une des plus petites villes (8700 habitants) à avoir atteint ce stade de la compétition.

## COMMENTAIRE

### ENCORE DES TIRS AU BUT

Une nouvelle fois, une finale s'achève aux tirs au but. Après la Coupe de la Ligue, en 1996 et en 1997, la Coupe de France 1997 se décide à son tour sur ce jugement dernier. Par deux fois durant l'Euro 96, l'équipe de France avait déjà poussé jusqu'à cette extrémité sans que le principe de la mort subite (le premier à marquer durant les prolongations est désigné vainqueur) change quoi que ce soit. En à peine plus d'un an, les téléspectateurs fran-

çais en sont donc à leur cinquième séance et, par quatre fois, deux heures de jeu n'ont abouti qu'à un 0-0. Les optimistes rétorqueront que les formidables France-RFA, en 1982, et France-Bresil, en 1986, deux des plus beaux moments du football national, s'achevèrent également par cet ultime suspense. Il semble cependant que, statistiquement, une procédure d'exception tende à devenir la règle. L'avenir ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices : en lever de rideau, samedi 10 mai, la finale de la Coupe Gambardella, qui opposait les juniors de Lyon à ceux de Montpellier, s'est décidée aux tirs au but.

Benoît Hopquin

## RÉSULTATS

### BASKET-BALL

Championnat de France Pro-A	
Demi-finale	
Limoges-Versailles	73-70 a.p.
Villeneuve d'Ascq	
Peu-Orléans - PSG-Racing	86-75
PSG-Racing qualifié	
NBA	
Finale (play-off)	
Atlanta-Chicago	80-100
Chicago vainc 2 victoires à 1	
Los Angeles Lakers-Utah	95-110
Utah vainc 3 victoires à 1	
New York-Miami	77-73
New York vainc 2 victoires à 1	

### ESCRIME

Challenge de Paris de fleuret	
Classement : 1. W. Wierand (All.) ; 2. C. Bel (Fra.) ; 3. D. Chervachko (Rus.) et F. Boldi (Fra.)	
« Damas »	
Classement : 1. R. Scahill (Pou.) ; 2. A. Mohamed (Alg.) ; 3. V. Huzar (Rus.) et G. Tiliu (Rus.)	

### FOOTBALL

Championnat d'Allemagne	
Trente et dernière journée	
Duisbourg-Rostock	0-1
Brême-Cologne	3-2
Karlsruhe-Dortmund	1-1
St-Pauli-Münchener-Bayern	1-3
Borussia Dortmund	2-1
Bayern Munich-Fribourg	0-0
Stuttgart-Münchener-Bayern	2-1
Schalke 04-Duisbourg	0-1
Leverkusen-Hambourg	5-0
Classement : 1. FC Bayern Munich, 64 pts ; 2. Bayer Leverkusen, 59 ; 3. VfB Stuttgart, 58 ; 4. Borussia Dortmund, 57 ; 5. VfL Bochum, 50 ; 6. HSV 1890, 48 ; 7. Karlsruhe SC, 42 ; 8. SC Werder Brême, 42 ; 9. Schalke 04, 40 ; 10. Borussia Mönchengladbach, 36 ; 11. Cologne, 35 ; 12. Hertha BSC, 34 ; 13. VfL Wolfsburg, 33 ; 14. Hamburger SV, 32 ; 15. MSV Duisbourg, 30 ; 16. Fortuna Düsseldorf, 27 ; 17. FC St-Pauli, 27 ; 18. SC Fribourg, 22.	

Championnat d'Angleterre	
Trente et dernière journée	
Aston Villa-Sunderland	1-0
Blackburn-Liverpool	2-1
Durham-Arsenal	1-2
Everton-Chelsea	1-1
Liverpool-Manchester	1-1
Manchester United-West Ham	2-0
Newcastle-Nottigham	5-0
Sheff-Wolverhampton	1-1
Tottenham-Durham	1-0
Classement final : 1. Manchester United, 75 pts ; 2. Newcastle, 68 (-33) ; 3. Arsenal, 68 (-30) ; 4. Liverpool, 68 (-25) ; 5. Aston Villa, 61 ; 6. Chelsea, 59 ; 7. Sheffield Wednesday, 57 ; 8. Wimbledon, 55 ; 9. Leicester, 47 ; 10. Tottenham, 47 ; 11. Luton, 46 ; 12. Derby, 45 ; 13. Blackburn, 42 ; 14. West Ham, 42 ; 15. Everton, 42 ; 16. Southampton, 41 ; 17. Coventry, 41 ; 18. Sunderland, 40 ; 19. Middlesbrough, 39 ; 20. Nottingham Forest, 34.	

Championnat d'Espagne	
Trente et dernière journée	
FC Barcelone-Real Madrid	1-0
Valencia-Espanyol	4-0
Logroñés-Bilbao	2-1
Sociedad-Barcelone	2-0
Tenorio-Oviedo	2-2
Sevilla-Alcantara	5-0
Compostela-Rayo Vallecano	2-1
Rayo Vallecano-Espanyol	1-0
Sevilla-Vigo	2-1
Atletico Madrid-Bilbao	2-1
Valencia-Deportivo La Coruña (fin)	
Classement : 1. Real Madrid, 63 pts ; 2. FC Barcelone, 59 ; 3. Deportivo La Coruña, 52 ; 4. Real Sociedad, 51 ; 5. Athletic Bilbao, 50 ; 6. Tenerife, 49 ; 7. Valencia, 48 ; 8. Racing Santander, 47 ; 9. Compostela, 46 ; 10. Getafe, 45 ; 11. Logroñés, 44 ; 12. Espanyol, 43 ; 13. Burgos, 42 ; 14. Osasuna, 41 ; 15. Eibar, 40 ; 16. Sporting Gijón, 39 ; 17. Rayo Vallecano, 38 ; 18. Hercules Alcantara, 37 ; 19. FC Séville, 35 ; 20. Lugo, 31.	

Championnat d'Italie	
Trente et dernière journée	
Bologna-Cagliari	3-0
Fiorina-Udine	2-3
Lazio-Roma-Pesaro	4-1
Atalanta-Bari	3-1
Napoli-Roma	1-0
Parma-Venezia	3-1
Pesaro-Bari	3-1
Atalanta-Roma	1-2
Venezia-Juventus	0-2
Classement : 1. Juventus Turin, 59 pts ; 2. Parma, 55 ; 3. Inter Milan, 51 ; 4. Lazio Roma et Bologna, 47 ; 5. Fiorentina et Udine, 45 ; 6. Venezia, 42 ; 7. Bari, 41 ; 8. Fiorentina, 40 ; 9. Atalanta, 39 ; 10. AS Roma et Naples, 37 ; 11. Palermo, 35 ; 12. Cagliari, 30 ; 13. Pescara, 28 ; 14. Verona, 26 ; 15. Reggina, 19.	

Montpellier 98	
Zone CONCACAF	
Classement : 1. Montepio, 9 pts ; 2. Costa Rica, 7 ; 3. El Salvador, 5 ; 4. Honduras, 4 ; 5. Canada, 2 ; 6. Jamaïque, 2.	

Handball	
Tournoi de Paris-Bercy	
Trente et dernière journée	
Egypte-République tchèque	20-22
France-Croatie	26-27
Classement final : 1. Croatie, 4 pts ; 2. France et Egypte, 3 ; 4. République tchèque, 2.	

Tennis	
Tournoi masculin de Hambourg	
Demi-finale et finale	
Russ. (n° 2) 6-3, 5-1 ; F. Mervilla (Esp. n° 10) b. T. Hias (All.) 6-3, 6-4.	
Finale : A. Medvedev (Rus.) b. F. Mervilla (Esp. n° 10) 6-4, 6-2.	
Tournoi masculin de Coral Springs	
Demi-finale : J. Bjorkman (Sud. n° 1) b. S. Campbell (EU) 6-4, 4-6, 4-6 ; J. Stoenberg (Aus. n° 4) b. J. Van Herck (Bel.) 6-3, 6-3.	

LOTTO. Les tirages n° 38, effectués samedi 10 mai, ont donné les résultats suivants :	
Premier tirage : 2, 12, 20, 21, 31, 38, numéro complémentaire 40.	
Les rapports sont, pour 5 bons numéros et le complémentaire 94 355 F, pour 4 bons numéros, 184 F, pour 3 bons numéros, 17 F.	
Second tirage : 7, 16, 20, 27, 39, 44, numéro complémentaire 6.	
Les rapports sont, pour 6 bons numéros, 16 109 145 F, pour 5 bons numéros et le complémentaire, 75 535 F, pour 4 bons numéros, 5 870 F, pour 3 bons numéros, 144 F, pour 2 bons numéros, 15 F.	

## L'équipe de France de handball perd en finale du Tournoi de Paris contre la Croatie

EN AOÛT 1992, Semir Zuzo avait quinze ans. Il venait tout juste de toucher pour la première fois à un ballon de handball. Le garçon était karatéka. Mais, cet été-là, Semir assistait au parcours olympique de

A la fin des Jeux, l'équipe a explosé. La plupart des vétérans partis, le tour de Semir est venu : il a été sélectionné dans l'équipe de France. A vingt ans, il a joué son premier Tournoi de Paris, qui s'est achevé au Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), samedi 10 mai, par une courte défaite (27-26) face à l'équipe de Croatie, championne olympique en titre. Et il va intégrer la formation qui doit défendre son titre aux championnats du monde, au Japon, du 17 mai au 1er juin.

Deux mètres de haut, un bon quintal de muscle, un visage d'enfant un tantinet boudeur : Semir est pivot. Il devrait succéder à Guéric Kervadeur : « Il est sa doublure, précise Daniel Costantini, entraîneur national de l'équipe de France. Pour l'instant, il vaut 5 % de Guéric, alors sa marge de progression est énorme. » Avec Guillaume Gille, Semir fait partie des jeunes espoirs qui sont venus reconstruire une équipe désuète, abandonnée et malheureuse, après la défaite olympique.

Avant de débiter dans le handball, Semir Zuzo fait du karaté, depuis l'âge de six ans. « Une fille de ma classe avait un père qui dirigeait un club de handball, raconte-t-il. Il insistait pour me faire venir. Moi, je faisais du karaté. Le sport collectif que j'aimais, c'était le basket. J'étais fan de Magic Johnson et de Michael Jordan. Lui, il m'a dit : "Tu dois bien être le seul Bosniaque qui ne joue pas au handball." »

### UNE TRAJECTOIRE RAPIDE

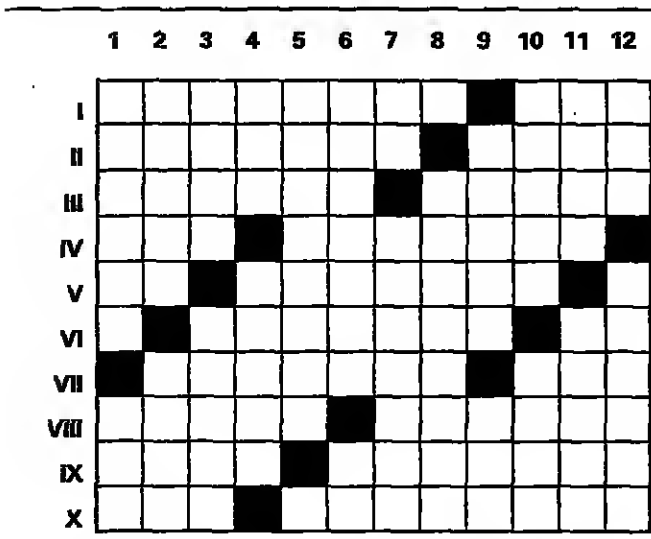
Les deux parents de Semir sont arrivés en France en 1973. Lui, aujourd'hui, préserve fièrement ses racines. Il est bilingue et s'en est retourné au pays à toutes les vacances - avant que la guerre n'éclate, bien sûr. Oui, ses origines bosniaques l'ont aidé à progresser : « Dès mes débuts, j'ai rencontré des Croates qui m'ont pris sous leur aile. » A son premier stage, il fait un bel effet. Une semaine plus tard, il est sélectionné en ligne régionale : « Je n'avais pas encore pris

ma licence », rit-il. Sa trajectoire est rapide : stages de détention, équipe de France juniors, équipe de France espoirs et première sélection en équipe de France les 1er et 2 mai contre la Russie, à Mulhouse et à Vitte. Une sélection vécue en « gamin qui accomplit son rêve ». « C'était merveilleux de me retrouver aux côtés de Jackson Richardson et de Stéphane Stoecklin », glisse-t-il.

« Mais être là, tenter de poursuivre le palmarès de l'équipe, c'est montrer que le handball français n'est pas l'histoire d'une génération et qu'il ne faut pas s'arrêter aux "bagjots". » Semir est sûr de lui. Il est lucide, aussi : « Nous n'avons pas le même passé, pas les mêmes frissons. Les "bagjots" ont fait l'histoire. Nous, notre histoire, nous devons l'écrire avec notre palmarès. » Pour l'instant, il joue à Massy, dans l'Essonne. L'année prochaine, il ne sait pas. A part l'équipe de France, Semir Zuzo ne connaît rien de son avenir.

Bénédicte Mathieu

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97095



### HORIZONTALEMENT

I. Souteneurs. Il n'y a pas de chômage à sa sortie. - II. Encore trop jeune pour intégrer la précédente. Sur la Croisette. - III. Coupent la parole dans le texte. Restera donc. - IV. Bel pour Manpassant. Européen du Sud. - V. Dans la gamme. Couverts de poudre de diamants. - VI. Fimes un œuvre originale. Note. - VII. Voisin de la morue. Son enthousiasme tourne parfois au délire. - VIII. Pour ceux qui veulent prendre les eaux. Deux-roues populaire. - IX. N'a pas vécu

en bonne entente avec son grand frère. Dépasse l'unité. - X. Se met à table. Protégent les factionnaires.

### VERTICALEMENT

1. Une coupe pour le saule. Peut atteindre la conscience. - 2. Coupe peut-être le saule. Un dé ou un glaçon. - 3. Petit perroquet. Risque de punir en potage. - 4. Coule dans les flûtes. Retourné, c'est une maladie. - 5. Plus que ouancées. - 6. Suit un cycle. Du plutonium. - 7. Dans le Nord. Qui cherche à plaire. - 8. Hamlet y vécut tous ses tourments.

## PROBLÈME N° 97095

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

9. Montrent les dents quand elles travaillent. Le dernier est à la mode. - 10. Tous les vivants. Ne peut être nié. - 11. En dessous de la moyenne. Sur le déclin. - 12. Il peut être militaire ou culinaire. Représentants des consommateurs.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97094

HORIZONTALEMENT

1. Perlimpinpin. - II. Amoureuse. GL. - III. Soute. Bobina. - IV. Tube. Recul. - V. Idl. Sorel. Os. - VI. Crét. Dégagée. - VII. He. Uae. ESO. - VIII. Bésel. FL. - IX. Uvaux. Bottée. - X. Rétroiseurs.

VERTICALEMENT

1. Pasticheur. - 2. Emoudre. Vê. - 3. Roubie. Bât. - 4. Lufé. Teur. - 5. Ire. Asko (saxo). - 6. Me. Rodée. - 7. Pubère. FBI. - 8. Isocèle. Os. - 9. Nébuloité. - 10. Il. Go. Tu. - 11. Ignare. Fer. - 12. Nialseries.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur.

Imprimé au Monde 12, rue M. Gassior 94852 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75225 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

## AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME N° 17

### Le score impossible

DANS UNE NOUVELLE forme de sport, on ne peut marquer que deux scores : - 5 points pour un but à pied ; - 9 points pour un but à la main. Certains tuteurs sont ainsi impossibles à atteindre par noe équipe, comme 3, 8 ou 12 points.

Montrez qu'à partir d'un certain nombre tous les totaux sont possibles.

Quel est le plus grand score impossible à atteindre ?

Elizabeth Busser et Gilles Cohen © POLE, 1997

Solution du problème n° 16 paru dans Le Monde du mardi 6 mai 1997.

La sélection de 20 joueurs dans les conditions fixées par le sélectionneur est toujours possible. Groupons eo effet les joueurs

par chaînes : A frappe B qui frappe C... et ainsi de suite jusqu'à X, qui frappe oo joueur figurant déjà dans la chaîne. On donne à A un maillot bleu, à B un blanc, à C un bleu, et ainsi de suite, alternativement, et enfin à X un rouge.

S'il reste des joueurs, oo construit de nouvelles chaînes de maillots alternés bleus et blancs jusqu'à un joueur frappant un joueur figurant déjà dans l'une des chaînes, à qui on affecte un maillot rouge. On est alors en mesure de former trois équipes de joueurs dont aucun n'a frappé l'autre : les bleus, les blancs et les rouges. Le total étant 60, l'une des équipes (au moins) a 20 joueurs ou plus.

Pour 21, le problème peut ne pas avoir de solution. C'est le cas si par exemple on peut faire 20 chaînes de 3 joueurs A, B, C où A frappe B, B frappe C et C frappe A.

Jeux de mots 3615 LEMONDE 2,23 F la minute

سكز لمن لا يملك



## Ondées éparses au Sud

UNE DÉPRESSION centrée au nord des Britanniques dirige sur la France un flux de sud pour mardi. Les masses d'air venant du nord de l'Algérie s'humidifient sur la Méditerranée, et donnent sur le sud de la France quelques ondées.

Bretagne, pays de Loire, basse Normandie. - Les nuages et les éclaircies alternent une bonne partie de la journée, laissant une impression agréable. Le vent de sud-ouest restera modéré près des côtes. Le thermomètre manquera 15 à 18 l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, haute Normandie, Ardennes. - Sur le Centre, le temps sera assez ensoleillé. Les nuages élevés deviendront plus denses l'après-midi, avec risque d'ondée. Ailleurs, le soleil dominera le ciel, malgré le développement de cumulus inoffensifs l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 17 à 19.

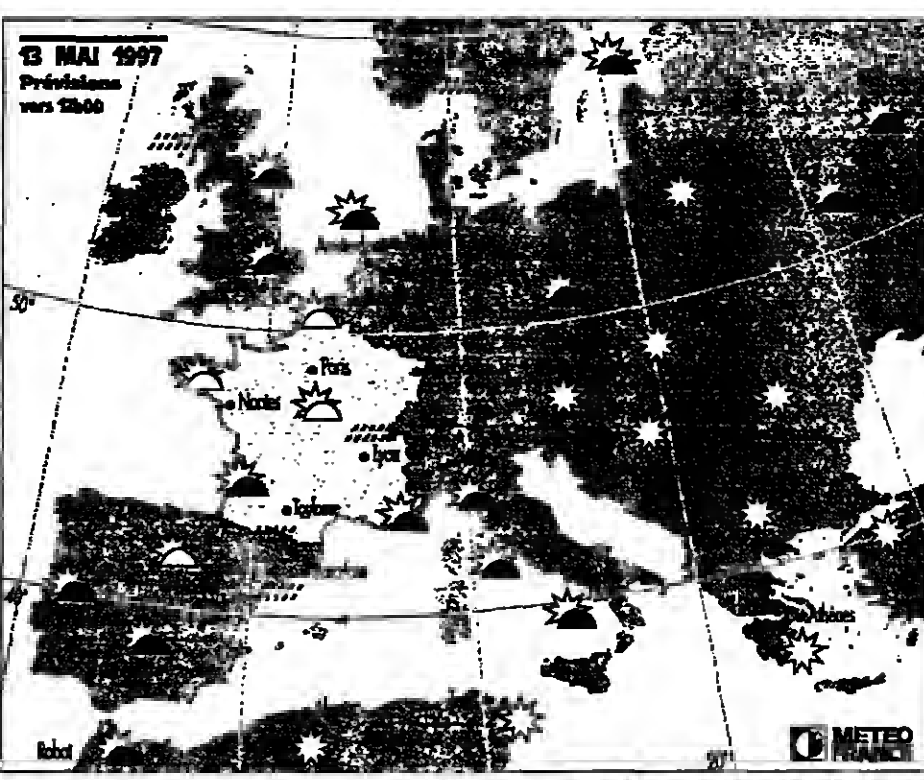
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Champagne et la Lorraine, les passages nuageux laisseront au so-

leil des apparitions. Ailleurs les nuages seront plus nombreux, amenant quelques ondées. Les températures ne dépasseront pas 17 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages domineront la journée, apportant des ondées parfois orageuses. Le soleil fera de plus belles apparitions au pied des Pyrénées. Le vent d'autan restera modéré. Il fera 20 à 22 degrés au plus.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages resteront nombreux toute la journée, avec quelques ondées. Les températures seront un peu fraîches pour la saison, avec 17 à 20 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps restera couvert sur le Languedoc-Roussillon. Sur la Corse, les passages nuageux d'empêcheront pas le soleil de briller. Ailleurs, le ciel sera encombré de nuages, avec des ondées éparses. Il fera frais pour la saison, avec 19 à 22 degrés l'après-midi.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ÉGYPTE. Le premier musée de la momification a été ouvert à Louxor, où ont été terminés les travaux de restauration du temple d'Amon et où a été ouvert un pont facilitant l'accès aux sites archéologiques de la rive ouest du Nil. (AFP)

■ TURQUIE. La compagnie aérienne Turkish Airlines va ouvrir au départ d'Istanbul de nouvelles liaisons avec Chicago (Etats-Unis) en mai, puis avec Budapest (Hongrie), Jakarta (Indonésie) et Manchester (Angleterre) en juin. (AFP)

■ PHILIPPINES. Eva Air, première compagnie aérienne internationale privée de Taiwan, va augmenter ses liaisons entre Taipei et les Philippines, ajoutant, courant mai, deux vols supplémentaires vers Manille, la capitale, et Cebu, ville historique et centre portuaire au cœur de l'archipel.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

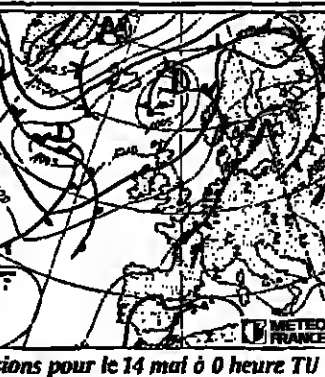
FRANCE métropolitaine	NANCY	8/20 N
AIACCIO	NANTES	8/18 S
ARRAS	NICE	13/20 P
BORDO	PARIS	8/19 S
BREIZH	PAU	8/19 P
BREST	PERPIGNAN	13/21 P
CAEN	RENNES	8/18 S
CHERBOURG	ST-ETIENNE	7/20 N
CLERMONT-F.	STRASBOURG	9/22 P
DIJON	TOULOUSE	10/20 P
GRENOBLE	TOURS	7/19 N
LILLE	LYONS	7/18 S
LYON	MARSEILLE	10/21 P
MARSEILLE	NOUMEA	13/22 P

PAPEETE	25/29 S
POINTE-A-PIT.	24/27 S
ST-DENIS-RE.	22/27 C
AMSTERDAM	8/17 S
ATHENES	17/23 S
BARCELONE	15/20 P
BELFAST	8/12 P
BELGRADE	14/26 S
BERLIN	13/21 P
BERNE	9/22 P
BRUXELLES	7/19 S
BUCAREST	12/25 S
CLERMONT-F.	9/22 P
COPENHAGUE	10/16 S
DUBLIN	8/12 P
FRANCFORT	10/21 N
GENEVE	24/27 P
HELSINKI	24/30 S
ISTANBUL	20/24 S

KIRY	13/26 S
LISBONNE	11/19 S
LIVERPOOL	9/14 S
LONDRES	8/18 S
LUXEMBOURG	9/16 N
MADRID	14/26 S
MILAN	16/27 S
MOSCOW	8/21 S
MUNICH	11/21 S
MEXICO	14/26 S
NEW YORK	6/13 P
NEW YORK	13/22 C
OSLO	11/21 S
PARIS	13/24 S
PRAGUE	13/28 S
PRAGUE	12/23 S
REIMS	9/16 S
SEVILLE	12/23 S
SOFA	13/23 S
ST-PETERSBURG	12/23 S
STOCKHOLM	12/19 S
TENERIFE	12/27 S
VARSOVIE	14/19 S

VENISE	16/23 P
VIEILLE	14/27 S
VIENNE	14/25 S
WARSZAWA	15/24 S
WARSZAWA	25/31 S
WARSZAWA	4/14 S
WARSZAWA	16/25 S
WARSZAWA	18/24 S
WARSZAWA	11/25 S
WARSZAWA	9/20 S
WARSZAWA	13/17 P
WARSZAWA	13/21 S
WARSZAWA	9/20 S
WARSZAWA	6/12 S
WARSZAWA	13/17 P
WARSZAWA	14/24 S
WARSZAWA	24/28 S
WARSZAWA	23/27 P

LE CAIRE	16/31 S
MARRAKECH	13/22 S
NADROBI	16/21 P
PRETORIA	3/20 S
RABAT	13/22 S
TUNIS	13/26 S
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	28/34 P
BOMBAY	25/34 S
CHANGA	26/30 C
CHANGA	26/33 S
HANOI	25/32 P
HONGKONG	23/26 P
JERUSALEM	18/28 S
NEW DELHI	23/40 S
PEKIN	16/26 S
SEOUL	14/20 P
SINGAPOUR	26/34 S
SYDNEY	12/17 S
TOKYO	17/22 C



## AUTOMOBILE

# Les garagistes dans la tourmente

Une étude du Credoc met en évidence la nécessaire mais difficile adaptation du réseau de distribution automobile, pris en étau entre des constructeurs qui rognent ses marges et des clients de plus en plus exigeants

DUR MÉTIER que celui de garagiste. Gêné par la guerre des prix, menacé par de nouveaux concurrents, concessionnaires et agents sont soumis à la pression conjuguée des consommateurs et des constructeurs qui tirent les prix vers le bas et réclament de nouveaux services. En octobre, une manifestation de distributeurs automobiles avait troublé l'ouverture du Mondial de l'automobile, à Paris. Depuis, la déprimante persistance du marché n'a pas ramené la sérénité.

« Les concessionnaires semblent pris dans un cercle vicieux : ils doivent améliorer leur compétitivité sur les prix et, parallèlement, introduire des services qui génèrent des surcoûts », constate une étude du Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) publiée fin avril. Souvent trop petits (la France compte 24 000 points de vente, soit autant que les Etats-Unis), les garages subissent la concurrence des mandataires (entre 5 % et 10 % du marché) qui

proposent pour moins cher des voitures importées, des centres-automos (comme Feu vert) et des spécialistes de la réparation rapide (comme Midas ou Speedy). Quant aux constructeurs, ils s'attaquent à leurs coûts de distribution, qui représentent jusqu'à 35 % du prix d'un véhicule, après avoir restructuré leurs usines.

« Il faut passer de la culture de la voiture à celle du client, du garagiste ou chef d'entreprise », se disent les experts. Il est vrai que, même si les choses ont changé, le réparateur automobile français n'est pas encore réputé pour la chaleur de son accueil et la transparence de ses factures. Conséquence : le meilleur côté de la pièce, les constructeurs rémunèrent déjà leur réseau selon des standards de qualité (chaque jour, Renault même une enquête de satisfaction auprès de 1 250 clients très au sort) mais cela ne suffit pas. Le client n'attend plus seulement que l'on répare sa voiture.

Le réseau du groupe Fiat, où la grogne a été la plus visible ces derniers mois, a profondément réorganisé sa toile. Tous les contrats ont été renégociés et une trentaine ont été rompus. Désormais, de grands concessionnaires centraux coordonnent leur activité avec des « satellites » afin de réduire les frais fixes, les investissements coûteux et les stocks de pièces.

« Je ne compte que sur les occasions pour m'en sortir »

Comme chez d'autres marques, priorités sont données à de nouvelles prestations : interventions rapides sans rendez-vous, mise à disposition d'une voiture de remplacement (gratuitement ou non, selon le cas), service de dépannage immédiat, proposition d'assurance pour jeune conducteur, possibilité de confier gratuite-

ment au concessionnaire sa voiture afin qu'il la présente lui-même au contrôle technique. Selon le groupe, la rentabilité du réseau n'est pas négligeable : 1,9 % du chiffre d'affaires avant impôts en 1996.

Reste que, pour nombre de garagistes, la priorité est d'abord de gérer tant bien que mal le quotidien. « Les « balladettes » et les « juppettes » ont fait plonger nos marges, insiste un agent Peugeot du Loiret. La 406 que je viens de vendre ne m'a rapporté que 1 500 francs et le client qui a acheté une 806 a tellement tiré le prix que cela ne me rapportera pratiquement rien. » Sans compter, poursuit-il, que les papiers qui ont changé leur ancienne voiture qu'il fallait régulièrement réparer viennent moins souvent : les nouvelles 106 ne demandent plus qu'une vidange tous les 15 000 kilomètres et un changement de bougies tous les 60 000. Je ne compte que sur les véhicules d'occasion pour m'en sortir.

Inévitablement, ce durcissement de la compétition accélère la coconcentration. Chez Renault, par exemple, le nombre de concessionnaires (401 aujourd'hui) a baissé de 51 entre 1990 et 1995, alors que l'effectif des agents (6 390) a baissé de 1 255. Pourtant, l'efficacité d'un établissement n'est pas forcément liée à sa taille. Les 77 grandes succursales directement gérées par Renault ont perdu 550 millions de francs depuis 1992 et sont loin d'afficher le meilleur indice de qualité. Conséquence : Renault négocie leur filialisation.

Selon le Credoc, le mouvement de concentration « devrait faire le jeu des groupes financiers multinationaux plutôt que celui des investisseurs individuels » et accélérer la distinction entre vente et réparation. Pourrait ainsi apparaître à la périphérie des villes des « villages automobiles », sorte de bails d'exposition mettant en scène les modèles de différents constructeurs. Toutefois, l'étude d'exclut pas « des changements radicaux » à moyen terme. En 2002, la réglementation européenne n'autorisera plus - en principe - la distribution sélective qui permet aux firmes de confier la vente de leurs voitures à des revendeurs agréés, disposant d'une exclusivité sur un territoire déterminé. La porte serait alors ouverte à « une offensive des grands groupes de la distribution alimentaire qui pourrait se traduire par une reconfiguration rapide du paysage de la distribution automobile ». Demain, on achètera peut-être sa voiture comme on remplit son Caddy. Les garagistes n'ont peut-être plus beaucoup de temps pour s'assurer la fidélité des automobilistes.

## TRANSPORTS

# Un peu plus de Batobus sur la Seine à Paris

LES PARISIENS et les touristes qui aiment voir la capitale de la Seine bénéficient depuis le 1<sup>er</sup> mai et jusqu'au 30 septembre d'un service renforcé des Batobus qui naviguent sur le fleuve, entre Notre-Dame et la tour Eiffel. La Compagnie des Batobus propose une rotation toutes les 25 minutes, au lieu de 40 les années précédentes, entre Notre-Dame, l'Hôtel de Ville, le Louvre, Saint-Germain-des-Près, le Musée d'Orsay et la tour Eiffel à bord de trois bateaux de 150 places, pour un trajet total d'une quarantaine de minutes.

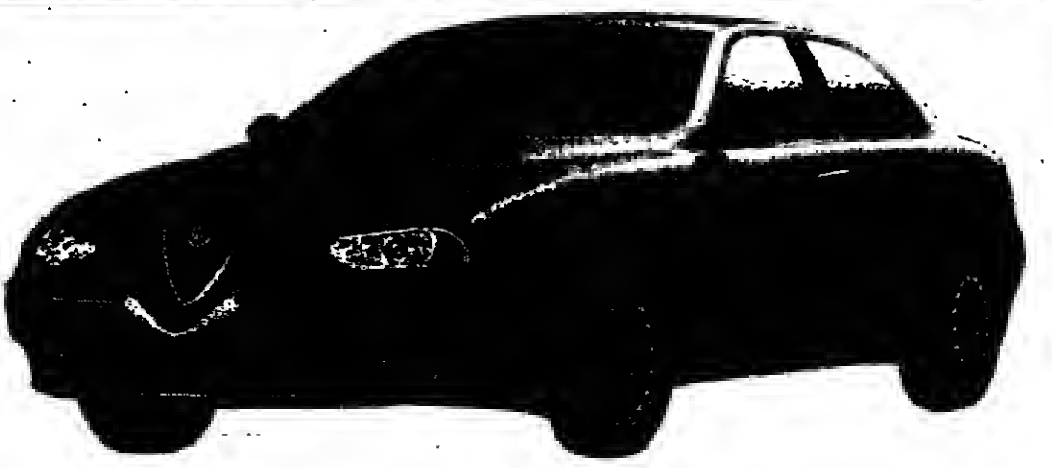
Les tarifs demeurent élevés - 20 francs pour la première escale, 10 francs pour les suivantes -, mais pour la première fois, Batobus va offrir un système de forfaits : 60 francs pour une journée, 90 francs pour deux jours. La RATP propose, de son côté, des titres combinés « Paris visite » incluant la possibilité d'emprunter le service Batobus. Des réductions sont prévues pour les enfants, les étudiants et les personnes âgées.

La compagnie offre un « forfait saison » de 250 francs, permettant un passage permanent sur Batobus durant la saison d'exploitation. La compagnie, qui a transporté 121 000 passagers durant l'été 1996, en prévoit 195 000 cette année grâce à l'accroissement de ses fréquences, a indiqué son président Jean-Pierre Cuny.

## La nouvelle Alfa-Roméo sera commercialisée en octobre

LES ALFISTES auraient préféré qu'elle s'appelle Giulietta, comme ses glorieuses aînées. Finalement, ce sera l'Alfa-Roméo 156. Heureusement, cette voiture, qui sera commercialisée en octobre, est autrement plus séduisante que l'actuelle 155.

L'Alfa-Roméo 156 sera disponible en quatre motorisations essence (de 1,6 litre à 2,5 litres) et deux motorisations turbodiesel à injection directe.



## Un pare-brise anti-effet de serre équipera toutes les Renault

Toujours plus confortables, les voitures ne peuvent pourtant rien contre l'effet de serre, qui, en été, transforme en fournaise une voiture abandonnée trop longtemps en plein soleil.

Les études réalisées par les constructeurs indiquent que la température de l'habitacle peut alors dépasser les 80 degrés centigrades, même en présence de vitres teintées. L'unique solution consiste à déployer un pare-soleil en carton au-dessus de la planche de bord. Une parade guère

pratique et pas toujours efficace. Avant l'été, Renault proposera sur toute sa gamme un équipement destiné à atténuer ces désagréments : le pare-brise à couches réfléchissantes. Selon les modèles, cette nouveauté sera disponible en série ou en option au prix de 800 francs. De plus, toutes les Renault sans exception seront dorénavant livrées (sans supplément de prix, alors qu'il en coûtait jusqu'à 1 200 francs) avec des vitres teintées d'une nouvelle génération, dotées d'un « haut pouvoir filtrant ».

Plus efficaces que le pare-brise teinté classique, qui ne réfléchit que 5 % du flux solaire incident, les couches réfléchissantes en repoussent environ

30 %. Pour les nouvelles vitres teintées, le gain serait de 15 %.

Intercalées entre les deux lames de verre qui composent le nouveau pare-brise, une vingtaine de strates de particules métalliques (argent et titane) « ne filtent que les infrarouges responsables de l'échauffement, sans dégrader la luminosité et la vision vers l'extérieur ». Grâce à ce barrage invisible dont l'épaisseur n'excède pas 50 microns, un objet situé dans une voiture pourra difficilement dépasser une température de 60 degrés, assure Renault.

Petit avantage supplémentaire : le conditionnement d'air, très gourmand en carburant, est moins sollicité. Le pare-brise à couches multiples

sera reconnaissable à la teinte bleue brisée que le département design de Renault a soigneusement mise au point. Reste tout de même à convaincre le consommateur de l'utilité de cette innovation déjà vue sur l'Audi A 8, par exemple, mais jamais encore étendue à l'ensemble des véhicules d'une marque.

Pour rendre plus palpable l'efficacité de son nouveau pare-brise, Renault compte sur des bolsters de démonstration, composés d'une lampe devant laquelle l'on peut faire coulisser, au choix, un verre neutre, un verre teinté classique ou un verre à couches multiples.

Jean-Michel Normand

J.-M. N.



**CANNES 97** Que reste-t-il quand il n'y a rien on pas grand-chose ? Godard. De ce week-end morne comme la pluie, on retiendra donc les chapitres 3 et 4 de son « Histoire(s) du cinéma ». On se dit que c'est réjouissant d'avoir manqué à réfléchir. Cela console d'une fin de semaine cinématographiquement tristoune et de la victoire de Deepar Blue sur Garry Kasparov. Jacques Chirac est passé en coup de vent. Il a déjeuné avec les membres du jury et plusieurs Palmes d'Or. On l'avait placé entre Isabelle Adjani et Gong Li. Godard n'était pas là : il n'est ni juré ni Palme d'Or. On a fêté le cinquantenaire toute la journée. La fanfare de la Garde républicaine a donné un concert avant de défilier à cheval. La société Pernod-Ricard a offert l'apéritif à la population. Et la société Cartier a créé la Palme des Palmes d'Or décernée à Ingmar Bergman.

#### LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

**16 h 40. Hôtel Majestic** J'avais dix-sept ans, je venais de me faire renvoyer définitivement du lycée à côté d'Oxford. Je n'étais pas l'invité de mes parents. En sortant de la gare de Paddington à Londres, j'entraî dans un petit cinéma pour gagner du temps et trouver un mensonge. En sortant, j'avais décidé de devenir photographe. Le film s'appelle « Blow up » et son metteur en scène, Michelangelo Antonioni.



## Jean-Luc Godard, maître du tonnerre sur la Croisette

Histoire(s) du cinéma. Événement au Festival avec la projection de deux épisodes du grand œuvre auquel le cinéaste travaille depuis dix ans

#### UN CERTAIN REGARD

3a : La Monnaie de l'absolu. 4a : Le Contrôle de l'univers. Films français de Jean-Luc Godard. (0 h 52.)

Donc, dans l'après-midi du dimanche 11 mai, on a projeté deux trucs de Godard. Comme ça s'appelle Histoire(s) du cinéma et que c'était la journée de célébration du cinquantenaire, l'initiative semblait adéquate. Et puis Godard, même si plus grand monde ne va voir ses films, c'est tout de même une référence, une valeur. Bien sûr, on n'y comprend pas grand-chose à ces Histoire(s) dont on entend parler depuis des années, dont on a éventuellement vu des bouts à la télé, mais était-ce le 10 ou le 20 ? Sorti d'une poignée d'afficionados, nul ne paraît trop s'y reconnaître dans ces numéros codés. Et pourtant. Et pourtant, il suffisait d'ouvrir les yeux et les oreilles pour comprendre qu'il s'agissait d'un moment d'exception.

Depuis bientôt dix ans mainte-

nant, Jean-Luc Godard élabore un ensemble intitulé Histoire(s) du cinéma. C'est quoi ? Une tentative de penser l'un par l'autre, le siècle et ce qu'on a appelé « l'art du siècle », le cinéma. La mise en œuvre d'une réflexion politique et esthétique - c'est pareil - qui ne pourrait faire autrement que d'emprunter les chemins de la beauté absolue pour s'accomplir. Godard travaille en vidéo, outil souple et bon marché qui permet de mettre en dialogue critique des images de toutes origines (films, tableaux, photos d'archives), texte, musique et voix. Qui permet, pour ce projet sans équivalent dans le monde de l'écran, sans rival (pas même Le Musée imaginaire, de Malraux, auquel il se réfère) dans aucun domaine, une mise en jeu, en perspective et en opposition constructive de tout ce qui s'est fait (actes et œuvres) pour produire le monde moderne, le nôtre.

De la vidéo, le cinéaste fait un usage souverain, mais ce souverain c'est le roi Lear, un solitaire horriblement privé de son royaume dont il pense et rêve la

chante. Et c'est par le murmure, par le clignotement intime d'images entrées en résonance, par la colère et la tendresse qui rapprochent, autant que l'intuition érudite, les stèles et les corbeaux d'Hitchcock, Monet et La Nuit du chasseur. A la télé, ou sur une cassette, cette invention réflexive, ce volcan de stimulations sensorielles et intellectuelles gardait un côté « domestique », proche. Histoire(s) du cinéma établissait un lien personnel, suscitait une émotion privée, des réflexions personnelles. Déboulant dans une grande salle du Palais du Festival, sur un écran immense avec un son plus immense encore, c'était comme une liturgie individuelle qui d'un coup prendrait une ampleur de cathédrale.

Impressionnant, intimidant même. Mais pas longtemps (même si la croyance et le rite ont leur place dans cette affaire), tant le montage fusion, le montage clement, le montage battement de cœur, le montage gag aussi, produisent des évidences fécondes. Ce dimanche-là, à Cannes, il s'agissait donc des épisodes 3a et 4a. Le premier s'intitule La Mon-

naie de l'absolu et tourne autour de l'oppression et de la résistance.

D'un texte écrit par Victor Hugo, exact commentaire de la tragédie bosniaque, à l'éclat du grand cinéma-italien de l'après-guerre, le seul qui ait relevé le défi de reconstruire une continuité collective après la catastrophe des camps, il prend aux types par le plus légitime des moyens (le seul), la puissance d'une pensée qui se met en danger.

#### CORPUS INACHEVÉ

3b s'appelle Le Contrôle de l'univers, et parle du pouvoir. A partir d'Hitchcock, il conte comment le cinéma a représenté une possibilité d'empire sur le monde supérieure à toute autre. Et qu'on n'en a pas voulu, laissant le champ libre aux dictateurs, et au marché. Parce qu'on ne voulait pas d'une forme qu'on pense. L'humanité aura conçu cet outil capable de faire se rejoindre « le monde intérieur et le cosmos », l'art et la réalité, l'individu et la communauté. Et elle l'a refusé, comme toujours depuis l'expulsion du jardin d'Eden. D'où la tonalité funèbre qui émane de

ce chant, de cette polyphonie chuchotée. Pas question de rendre compte comme ça de ce qui se joue à l'intérieur de cette œuvre, en donner des aperçus est déjà l'amalgame. Comment dire le bouleversant rituel d'apparition dans lequel s'incarne Alain Cuny, corps et tessiture d'outre-tombe, fantôme réel entre les fantômes réels que Godard, à l'image, de la voix, par le montage, fait exister par le mystère de leurs rencontres ? Dire plutôt ce qu'on ressent, l'admiration et la gratitude. Une impression de « trop », aussi : on n'est pas accoutumé à penser tant d'éléments à la fois, pas habitués à rencontrer de si près, avec une telle intensité, la beauté et la terreur - la séance dure une cinquantaine de minutes, plus denses que tant d'heures passées sous les écrans. On peut juste dire la certitude d'avoir assisté à un événement, un vrai, qui ne se mesure pas à son impact médiatique mais à son importance intrinsèque, le peu d'en-chievement des films, rêvant soudain d'un festival où pendant

deux jours on ferait venir du monde entier quarante mille personnes ayant de l'intérêt pour le cinéma, et elles ne regarderaient que « ça », tous les jours. Et en parleraient. Parce qu'Histoire(s) du cinéma, bonheur individuel, est aussi une incitation à réfléchir collectivement. C'est commencé (voir les beaux textes de Rosenbaum dans Trafic, de Pailin dans Art Press, la remarquable interview de Solers dans les Cahiers, le colloque de Locarno en 1995...).

Ce n'est pas le moindre des prodiges qu'accomplit ce... ce quoi ? disons ce corpus inachevé (il manque l'épisode 4b), que de révoquer la question de sa diffusion. Montré ou pas sur les petits ou grands écrans, il circulera sur le mode viral. Invisibilité et présence, en entier ou par morceaux, par échos et par traces, produisant ses effets (diffus, justement) bien au-delà de sa circulation réglée par les agents de la chose. Dimanche 11 mai, une comète est passée sur la Croisette, dont on n'a pas fini de ressentir les effets.

Jean-Michel Frodon

### « Le cinéma est le dernier chapitre de l'histoire de l'art européen »

« LE CINÉMA est un art, et la science aussi est un art. C'est ce que je dis dans mes Histoire(s) du cinéma. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la technique est née, dans un sens opératoire, et non artistique (pas au niveau du mouvement de montre d'un petit horloger du Jura, mais de cent vingt millions de Swatch). Or Flaubert raconte que cette naissance de la technique (des télécommunications, les sémaphores) est stimulée à celle de la bêtise, celle de Madame Bovary.

« La science est devenue de la culture, donc autre chose. Le cinéma, qui était un art populaire, a donné naissance à la télévision, et cela à cause de sa popularité, mais aussi du développement de la science. Or, la télévision, c'est de la culture, c'est-à-dire du commerce, de la transmission, pas de l'art. Ce que les Occidentaux appelaient l'art est un peu perdu. Mon hypothèse de travail par rapport à l'histoire du

cinéma, c'est que le cinéma est le dernier chapitre de l'histoire de l'art d'un certain type de civilisation indo-européenne. Les autres civilisations n'ont pas eu d'art (cela ne veut pas dire qu'elles n'ont pas créé), elles n'avaient pas cette idée d'art liée au christianisme, à un seul dieu. (...)

« Donc, le cinéma, c'est de l'art pour nous. On s'est d'ailleurs toujours disputé avec Hollywood, à qui on reprochait de ne pas se composer comme Durand-Ruel ou Ambroise Vollard avec Cézanne, ou Théo Van Gogh avec son frère. On lui reprochait d'avoir un point de vue uniquement commercial, de vue culturelle et non artistique. Seule la nouvelle vague a dit que le cinéma américain, c'était de l'art. (...) Oui, seule la nouvelle vague a reconnu de l'art dans certains objets qui sont détournés de leur sujet par de grandes compagnies. On sait d'ailleurs, historiquement, qu'à un moment ces grandes compagnies, comme les grands féodaux, ont pris du pouvoir sur les grands poètes. Comme si François I<sup>er</sup> avait dit à Léonard de Vinci, ou Jules II à Mi-

chel Ange : « Vous peignez l'aile de l'ange de cette façon, et pas d'une autre ! » C'est un peu le rapport qu'il a dû y avoir entre Stroheim et Thalberg. »

(Extrait d'un dialogue entre Jean-Luc Godard et Serge Daney, publié dans le numéro 513 de mai 1997 des Cahiers du cinéma.)

**DANSE**  
**THEATRE**  
**PARIS**  
**LE TRAVAIL**  
21, 23, 24, 25, 26 MAI 20H30  
**EA SOLA**  
Il a été une fois  
création  
pour 16 danseurs-chorégraphes  
et 5 musiciens vietnamiens  
2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

### La leçon de morale de Wim Wenders

The End of Violence. Le réalisateur allemand continue de prédire l'apocalypse

**SÉLECTION OFFICIELLE**  
**EN COMPÉTITION**  
Film franco-américain de Wim Wenders. Avec Bill Pullman, Andie MacDowell, Gabriel Byrne. (2 h 02.)

Jusqu'au bout du monde s'en prenait à la toute-puissance des images. Si loin si proche se terminait sur des cassettes vidéo en train de brûler, The End of Violence dénonce l'appât de violence qui se serait emparé du cinéma et de notre société. Depuis Jusqu'au bout du monde, le cinéma de Wim Wenders ressemble à une entreprise de nettoyage destinée à faire le ménage dans la tête du spectateur. De notre cerveau, il faudrait retirer la pornographie et les armes à feu. Wenders situe cette fois-ci l'action de son film à Los Angeles, intronisée Mecque de la violence, à cause de l'industrie cinématographique qu'elle abrite et de la guerre des gangs dont elle est le théâtre. Wenders ne prédit pas seulement une éventuelle apocalypse au bout de ce cycle infernal,

il suggère une rédemption. On n'a pas forcément envie de saisir la main tendue par le réalisateur allemand, ni de souscrire à ce vieux serpent de mer qui voudrait que le cinéma ait perdu sa pureté originelle pour se fourvoyer dans la surenchère de la violence.

Le débat sur la responsabilité des cinéastes avait déjà été posé en son temps avec Scarface, de Howard Hawks, puis avec La Horde sauvage, Orange mécanique et Pulp Fiction. C'est dire si Wenders se complait dans un combat d'arrière-garde. Qu'il pointe notre attirance pour la violence est une chose, mais pourquoi cette interrogation éthique doit-elle se transformer en regard moralisateur ?

The End of Violence est construit comme une démonstration dont la solution est contenue dans son titre. Les éléments du puzzle sont disposés avec une rigueur pédagogique : Mike Max (Bill Pullman), un producteur hollywoodien, dont la recette à base de violence et d'hémoglobine fait mouche au box-office ; Paige (Andie MacDowell), sa femme, lassée des ab-

sences de son mari et des images qu'il manipule tout en trouvant son compte dans un train de vie pharaonique ; Ray Bering (Gabriel Byrne), un informaticien dont le travail top-secret consiste à mettre au point un système de surveillance visuel qui doit mettre fin à la violence telle que nous la connaissons. Ce mécanisme est bouleversé le jour où Mike Max est enlevé et ses ravisseurs retrouvent la tête en bouillie. Miraculeusement rescapé, Mike Max préfère rompre avec son style de vie et effectue un retour aux sources en compagnie d'ouvriers chicanos.

Pour sortir de ce cycle infernal, Wenders pointe le doigt vers une direction New Age : l'argent n'est rien, les vrais valeurs résident dans la prière et l'ascèse. Ce n'est pas la valeur de ce discours qui est en cause, mais son absence de subtilité, sa naïveté qui confine à la dévotion. Le monde va mal, mais Wenders semble le découvrir à la manière de Monsieur Jourdain réalisant qu'il parle en prose.

Samuel Blumenfeld

سكذر من الجهد



## EN VUE SUR LA CROISSETTE

■ Gros succès pour *Le Cinquième Élément* aux États-Unis et au Canada. Le premier jour de sa diffusion, vendredi 9 mai, sur près de 2 500 écrans, le film de Luc Besson a totalisé 6 millions de dollars de recettes (environ 35 millions de francs) et a pris la tête du box-office. Columbia, le distributeur américain de cette production Gaumont, prévoit un premier week-end autour de 92 millions de francs.

**SCREEN INTERNATIONAL**  
**■ Le magazine américain** *Screen International* a consacré quelques explications au retrait du film du Chinois Zhang Yimou, *Keep Cool*, de la sélection officielle. Mécontent du maintien dans la section *Un certain regard* du film de Zhang Yun, privé de passeport, *East Palace, West Palace*, Pékin a fait pression sur le producteur Wong Wei, menaçant de confisquer aussi le passeport de Zhang Yimou, actuellement en Italie où il tourne une adaptation de *Turandot*. « Le film de Wong Kar-wai, *Happy Together*, fabriqué à Hongkong reste certes en compétition, conclut le journal. Mais s'il avait été tourné l'année précédente, après le retour de Hongkong à la Chine, il aurait couru le risque d'être interdit. »

wood qui auraient fait savoir qu'elles étaient disposées à participer à une aventure où il y aurait pour une fois « une histoire et un metteur en scène plutôt que de l'argent et de la violence ». Pour ce deuxième film aux États-Unis, vingt-sept ans après *Zabrizki Point*, le « réalisateur suppléant » sera Atom Egoyan, dont *De beaux lendemains* est présenté en compétition. Mais, à la différence de Wim Wenders, qui tint cette fonction sur *Pardelà les nuages*, il ne sera pas présent sur le plateau.

**I.-M. F.**

## Murmur of Youth. Le cinéaste Lin Cheng-sheng confirme son importance

grade, tandis qu'Adams reste ouvrier de base. Et le chef de chantier, qui a pris Kini en amitié, lui fait miroiter d'autres rêves que ceux qu'il caressait jusqu'alors. Kini résisterait peut-être à cette tentation; Adams ne résistera pas à celles que lui inspire la très attirante mais très intéressée Binja, prostituée arrivée à la suite du développement de la région.

Celui-ci commence par un joyeux bécotage auquel se livrent les deux héros habités par un même rêve : conquérir la grande ville. Ils construisent dans un coin de cambrousse une voiture, grâce à des pièces récupérées tant bien que mal. De disputes en réconciliations, cette entreprise suscite de belles scènes de camaraderie — on songe alors, et oo y pensera de nouveau quand ça touchera mal, à *La Belle Equipe* — comme d'épisodes de *Les Compagnons du Tour du monde*. Deux événements viennent perturber leurs plans. D'abord, une entreprise s'installe à côté du village, pour y exploiter des carrières. Les deux amis se font embaucher ; la présence d'esprit de Kiki lui permettra de monter en

confrontera à un choix décisif, que le film laisse ouvert.

*Murmur of Youth* paraît ne rien raconter sinon cette rencontre singulière. L'essentiel est approché avec un art admirable de l'ellipse et de la précision. Le film se situe dans l'attente méticuleuse aux détails, aux conversations anodines, aux furtifs moments de tendresse familiale. La démarche du metteur en scène consiste à découvrir l'intensité véritable et dramatique de ce qui semble anodin. Le film bouscule ainsi l'habituelle perception du temps comme partagé en moments importants - dramatisés par la mise en scène -, et en instants sans valeur.

Les événements les plus insignifiants sont porteurs des plus grands bouleversements (par exemple, prenant le frais commun tous les soirs, le père d'une des deux jeunes filles révèle la jeunesse de sa mère, qui fut une prostituée). Les plus fondamentaux sont énoncés sur le mode de la conversation banale, dans une acceptation souveraine et apaisée (la grand-mère annonce à sa petite fille qu'elle mourra dans quelques heures et lui demande de lui préparer une robe).

Après l'abandon de ses études, consensuif à un chagrin d'amour, Mei-li la « pauvre » trouve un emploi comme caissière de cinéma et rencontre Mei-li la « riche », avec qui elle fait équipe. Derrière leur guichet, dans une sorte d'aquarium parfois protégé du monde par un rideau noir, les jeunes filles vont se parler, se découvrir, construire, par l'espèglerie de leur conversation, une amitié profonde qui va se transformer en attraction sexuelle. Elles font l'amour, passent deux jours ensemble. La découverte de leur désir les amènera à se poser la question de leur bonheur et les

*Murmur of Youth* est une méditation sensible sur l'adolescence, sur la nécessité de laisser advenir les choses. Le film explore la noblesse des gestes discrets qui peuvent cacher la grandeur la plus authentique, la douleur la plus violente. Comme les chansonnettes de variétés que les deux héroïnes écoutent et fredonnent, et dont les paroles sans qualité peuvent aussi être perçues comme l'expression familière de la tragédie. Lin Cheng-sheng, en qui il serait désormais inacceptable de ne pas voir un grand cinéaste, apprend donc à voir et à écouter.

***L-E-R***

**Devenez manager  
d'entreprises culturelles**  
*attaché(e) de presse,  
relations publiques*

IC.COM propose des cycles de  
formation courts et longs encadrés  
par les meilleurs professionnels  
ouverts aux étudiants et salariés.

Institut de la Culture,  
de la Communication  
et du Management  
(IC.COM) 11, bd Magenta,  
75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

bourlesques et inquiétantes. Il sera hébergé par un ami, un Irlandais exalté qui mène une guerre au pistolot contre un gang de distributeur de bières; il devra éviter un meur russe envoyé pour récupérer la cocaïne qu'il a conservée; il tombera amoureux d'une hôtesse de l'air alcoolique rencontrée par hasard et qui, dans un premier reims, le rejette.

avec inventivité les clichés du polar new-yorkais. Les fusillades à l'arme automatique, par exemple, ne font pas de morts et placent les protagonistes sous le signe de la maladresse généralisée.

tence de Dieu. Parti pourtant sur un mouvement prometteur, *Kicked in the Head* s'achève malheureusement par une conclusion rassurante et conventionnelle, oubliant les authentiques instants de folie que contient le film.

**SOUS-UNIVERS MÉTAPHYSIQUES**  
Détoûnement du film noir et dialogues pléthoriques, on voit bien ce qu'il a pu séduire l'auteur de *Taxi Driver*, et le pousser à produire l'œuvre de Matthew Harrison. Le personnage principal du film, tout en étant engagé dans diverses mésaventures hilarantes, énonce en effet toutes sortes de sous-jeux métaphysiques qui, sous leurs apparences burlesques, ne demanderaient qu'à être pris au sérieux, un peu comme les tribulations du héros de *After Hours* amenaient à s'interroger sur l'exis-

Le jeune homme se lie avec son hôte, se livre à l'air et semble trouver une inexplicable paix de l'esprit, tout ce qui semblait perpétuellement en proie à des tourments mentaux prenant la forme d'un passage en boucle du film d'actualités montrant la catastrophe de la destruction du Zeppelin à New-York dans les années 30. Cet aboutissement facile, ainsi qu'une mise en scène parfois paresseuse, soulignent donc les limites d'une œuvre résonnante mais superficielle.

**Jean-François Rauger**



# Toutes les palmes en une seule, Ingmar Bergman

Jeanne Moreau a animé avec foi une cérémonie du cinquantenaire mise en scène par Philippe Decouflé pour et devant un parterre de stars

ILS ÉTAIENT vingt-neuf, nn n'avait jamais vu ça. Il y avait Scorsese et Imamura, Coppola et Robert Altman, Costa Gavras et David Lynch, les frères Coen et les Taviani, Lelouch et Lakhdar Hamina, Antonioni et Kusturica, Wajda et Bille August, Soderbergh et Serif Goren, Roland Joffé et Wim Wenders, Henri Cluël et Chen Kaige, Alan Bridges et Jane Campion, Anselmo Duarte et Richard Lester, Mike Leigh, Jerry Schatzberg et Francesco Rosi. Quand ils furent tous bien alignés, Palmes d'or en rang d'onglons, Jeanne Moreau, maîtresse de cérémonie, déclama une « standing ovation », mais était-ce nécessaire pour qu'ils se lèvent, les autres, dans la salle ? Les Dardennes, Lollobrigida, Stalлоне, Polanski, Hugh Grant, Adnan, Johnny Depp, Vittorio Gassman, nn en passe, et beaucoup. Les applaudissements durèrent, durèrent et durèrent. La salle applaudissait la scène quand la scène se mit à applaudir la salle. Et des anges passaient, tout chargés de pellicule, d'images et d'émotions.

C'était au Palais des Festivals, dimanche 11 mai, de 19 h 30 à 20 h 30. Le Festival de Cannes faisait son demi-siècle. Cela ne pouvait être mille part ailleurs. Quel autre lieu peut attirer pour une heure de cérémonie, tant de fi-

gures illustres ? Dehors, la garde républicaine à cheval jouait de la musique militaire et une foule immense se pressait sous les parapluies pour voir passer les stars, les apercevoir, ou, pour les plus nombreux, les imaginer seulement. La rumeur qui enflait par vagues passait les noms, de rangs et en rangs, jusqu'aux ultimes.

## OUBLIÉS FACHEUX

Le délégué général du Festival international du film, Gilles Jacob, et Pierre Vint, son président, avaient voulu pour cette occasion unique rattraper quelques nubiis facheux qui n'ont fait que, si chaque Palme d'or décernée l'a été à un grand cinéaste, tous les grands cinéastes n'ont pas obtenu la Palme d'or. Ils ont donc imaginé d'inviter tous les lauréats survivants à désigner le plus méritant de ces injustement laissés pour compte. On a cité Gendard, Bresson, voire Spielberg et d'autres. Ce fut Ingmar Bergman. Le choix du Suédois ne se discute guère, et il fut rendu public bien avant l'ouverture du Festival afin d'éviter les spéculations.

Malheureusement l'auteur du *Septième Sceau* est un ermite (*Le Monde* du jeudi 8 mai). Il ne s'est rendu, de toute sa vie, qu'une seule fois à Cannes, c'était en 1973,

pour présenter *Cris et chuchotements*. Il y avait tant de monde pour assister à cette chose rare - une conférence de presse du maître venu du Nord - qu'il avait fallu ouvrir le grand auditorium. Bergman ne revint plus jamais sur la Croisette, malgré une velléité quand, pressenti pour présider le jury en 1980, il accepta d'abord, puis préféra se désister. Il ne se rendit nulle part ailleurs, où l'attendaient hommages et récompenses. A soixante-dix-huit ans, ayant arrêté de faire du cinéma depuis quinze ans (*Renny et Alexandre*), l'homme n'aime rien que son fils sauvage de Faro où il se consacre à la réalisation de films pour la télévision et à la mise en scène de théâtre, sa première passion.

De son austère domaine, dont il fit le décor de plusieurs films, il a envoyé un message. « Excusez un vieil homme de ne pas être présent ce soir. Mais après avoir, années après années, joué avec des images de vie et de mort, la vie l'a rattrapé. Et maintenant il se sent timide et fragile. Avec humilité, merci. » Comme il n'est pas venu, ce sont « ses femmes », ses actrices dont il s'est bien fait usage et qui le servent tant, qui sont montées sur scène à sa place. Jeanne Moreau leur dit : « Je vous ai tant envie. »

Il y avait Bibi Andersson et Liv Ullmann, Harry Andersson et Lena Olin. Sa fille aussi, Linn, qui recueillit le trophée pour le porter jusqu'à Faro. Autour d'elles, les vingt-huit Palmes d'or (une seule femme, Jane Campion, on est loin des quotas) qui avaient honoré son père, l'entouraient quand elle quitta la scène. Ce fut simple, et ce fut bien ainsi.

## MADAME LOYAL

La soirée avait commencé par un spectacle signé Philippe Decouflé, ce qui n'était pas une idée plus mauvaise qu'une autre. L'ennuyeux, c'est que maintenant, depuis les Jeux d'Albertville où il avait séjourné le monde par sa mise en scène de la cérémonie d'ouverture, dès qu'on pense à un machin original pour inaugurer un grand truc, on pense à lui et à sa compagnie, DCA. Pour le chorégraphe, il y a pitié à se faire une spécialité de ces bidules, il devrait faire attention. Il concoctait donc un spectacle décoiffé avec personnages accrochés aux cintres et un surprenant jeu d'écrans, de miroirs sans tain et de caméras. Le tout en noir et blanc et tout à fait sinistre. On aurait dit que les voleurs de couloirs étaient passés par là. Jeanne Moreau devait apparaître à la fin, dans un costume datant lui aussi d'avant l'invention du Technicolor. Gilles Jacob s'y serait opposé. Elle était donc vêtue en Madame Loyal. Et ça, c'est un nom qui lui va bien.

Jacques Buob

## Johnny Depp, beau jusque dans la misère

The Brave. Pour sa première réalisation, l'acteur rate l'adaptation d'un roman de Gregory McDonald

**SÉLECTION OFFICIELLE / EN COMPÉTITION**  
Film américain de Johnny Depp. Avec Johnny Depp, Marion Brando, Euphonia Castillo, Marshall Bell. (2 b 03)

Dans une carrière d'acteur jusque-là sans faute, *The Brave* représente un accroc terrible dans le parcours de Johnny Depp. En adaptant *Rafael, derniers jours* (Fleuve noir), l'étrange roman de Gregory McDonald, sur un illettré, alcoolique, père de trois enfants, qui choisit de tourner dans un snuff movie, ces films où l'on tue pour de vrai en face de la caméra, pour laisser son cachet de 30 000 dollars à sa famille, Johnny Depp n'avait pas choisi la facilité.

Gregory McDonald s'était orienté vers un traitement réaliste et cynique d'un sujet ambigu, montrant bien les différentes raisons qui amènent un pauvre type à se livrer en pâture à la caméra. Ces raisons étaient à la fois inuables - secourir sa famille - et pathétiques - montrer son visage devant la caméra dans ce qui pouvait apparaître comme le sommet de la réussite et devient ici une sombre mise à mort. Gregory McDonald ne tombait ni dans la parodie ni dans une dénonciation en règle de la société américaine,

Il se contentait de pointer le cynisme et de voir jusqu'où pouvait aller un être humain, qu'il soit bourreau ou victime.

Johnny Depp est tombé dans les écueils soigneusement évités par Gregory McDonald. Mais savait-il seulement ce qu'il faisait ? Son film est une tarte à la crème saupoudrée de bons sentiments, un vague essai de brûlot politique sur les laissés-pour-compte de l'Amérique.

Pour parfaitement illustrer la métaphore, Depp montre Rafael et sa famille dans une décharge publique. Ils vivent dans une caravane, avec les membres de leur communauté. Le message de Depp est assené à coups de massue : le tiers-monde américain vit dans une poubelle, sa seule issue est de se transférer en chair à canon. D'ailleurs, à la fin du film, le prête en charge de cette communauté hispanique à la dérive déchire sa sonnette en signe de protestation contre Dieu. Johnny Depp est vraiment en colère.

Sauf que cette colère est teintée d'un humanisme caricatural sorti d'un spot publicitaire ou d'un gala de charité. Dénoncer la misère est une chose, la filmer comme David Hamilton en est une autre. Depp prend la misère avec des pincettes, en se bouchant soigneusement le nez, et en revêtant soi-

gneusement une combinaison de protection. La famille de Rafael a beau vivre dans la fange, les visages de sa femme et de ses enfants semblent sortir d'un défilé de mode. Depp a inventé le principe de la décharge publique glamour.

Les pauvres sont maudits mais ils sont beaux. Rafael est à la veille de mourir, mais il n'oublie pas de faire l'amour une dernière fois au sommet d'une montagne, au moment où le soleil va se coucher et éclairer l'horizon d'une lumière rouge orangé. Même David Hamilton aurait hésité avant de superposer autant de filtres multicolores devant sa caméra.

Depp disposait pourtant d'un joker dans son jeu, en la personne de Marion Brando, qui avait accepté d'interpréter le réalisateur du snuff movie qui va présider à l'assassinat de Rafael. Posé ici sur une chaise roulante, il fait l'impression qu'il devine sur le sens de la vie, la mort, l'au-delà, le cours de la Bourse, le travelling, et le prix du kilo de viande. Autant de sujets qui font de *The Brave* un authentique film baroque, et de Brando un acteur baroque, qui navigue en pilote automatique.

Samuel Blumenfeld

## Sans papiers et cinéastes annoncent de nombreuses initiatives

**EFFET** de montage, comme au cinéma : Ababacar Diop, l'un des représentants du collectif des sans-papiers de Saint-Bernard, venait de prendre la parole quand celle-ci lui a été enlevée par les éclats de la fanfare de la garde républicaine sautant à bruyants flocons le passage éclair du président de la République sur la Croisette. Interruption de la politique dans le déroulement du Festival. Les cinéastes signataires de l'appel à la désobéissance civile présents à Cannes avaient choisi le même jour que celui de la venue de Jacques Chirac - dimanche 11 mai - pour inviter les sans-papiers à faire part de leurs projets, et pour annoncer leur propres actions de solidarité.

Cette coïncidence n'est sans doute pas étrangère au feuilletton qui accompagne la manifestation depuis son début : celui de la projection du court métrage collectif *Nous, sans-papiers de France*. Si n'a bien compris les explications très diplomatiques de Gérard Mordillat, président de la Société des réalisateurs de film (SRF), ce petit film, projeté avant les films des réalisateurs signataires dans les sections parallèles, ne l'a pas encore été avec ceux de la compétition, en raison d'un « problème technique » et non d'une opposition des organisateurs du Festival.

Problème technique qui pourrait bien être lié à la venue de la plus haute autorité de l'Etat, après laquelle il sera plus facile de diffuser une déclaration qui met directement en cause sa politique et celle de son gouvernement.

Les interférences entre les divers calendriers s'arrêtent là : à une question sur l'éventualité de perturber les cérémonies du cinquantenaire, Jean-Henri Rungt, président de l'ACID (Association pour le cinéma indépendant et son développement), répondait vigoureusement : « Non, nous ne sommes pas ici pour faire les clowns ! ». Devant une petite foule de journalistes (et Frédéric Bredin, responsable de la culture au Parti socialiste), Madjigué Cissé (qui dit le texte à l'écran) et Babacar Diop, mais aussi Chen et Abdel, représentants du « troisième collectif », se tenaient d'nncc sous le chapiteau de la SRF en compagnie d'une dizaine de cinéastes. Ces derniers ont annoncé la mise en chantier, nu le prochain achèvement de plusieurs projets.

Plusieurs initiatives se mettent en place pour filmer les conditions pratiques (sur le travail, le logement, la famille, l'éducation, etc.) de la situation faite aux sans-papiers à partir de cas concrets. Le 13 mai, au cinéma La

Clé (Paris 5<sup>e</sup>) sera projeté *La Ballade des sans papiers*, de Samir Abdallah, sur le retour au Mali d'expulsés. Un documentaire commencé par Jacques Kebadian à partir d'images tournées durant l'occupation de l'église Saint-Bernard est annoncé à Cannes. Robert Biver réalise un « documentaire fiction » prenant comme point de départ l'intervention des forces de l'ordre, dont il a déjà tourné l'essentiel grâce à de nombreux soutiens bénévoles. Il appelle les sympathisants à se rendre le 31 mai devant le Centre de rétention administratif de Vincennes pour figurer dans une scène de foule.

**« Nous ne sommes pas des clandestins. Nous apparaissions au grand jour »**

Deux porte-parole des réalisateurs africains présents à Cannes, Adama Drabo et Johnson Traoré, ont apporté le soutien de l'ensemble de leurs collègues au mouvement. Les représentants des collectifs de sans-papiers ont ensuite évoqué quelques cas parti-

culièrement criants d'atteinte aux droits de l'homme, qu'il s'agisse d'immigrés renvoyés dans des pays en guerre (Algériens, Zaïrois, Turcs déportés requis contre les Kurdes aussitôt leur retour forcé) ou de pratiques brutales de la police et de l'administration. Ils ont invité les usagers des lignes aériennes à intervenir s'ils étaient témoins de scènes de violence à l'occasion de rapatriements imposés. Annonçant que « l'été serait chaud », ils ont proposé que chaque signataire de l'une des pétitions du mois de février offre à un sans-papiers une bouteille d'eau. « Ce qui le fera tomber sous le coup de la loi Debré ».

Les porte-parole des collectifs ont enfin annoncé les prochaines manifestations prévues : une journée d'action le 17 mai, puis une idée assez cinématographique, le 22 mai, intitulée *Paris s'illumine*. Cette manifestation nocturne est organisée en demandant à tous les participants de s'y rendre avec toute source lumineuse, bougie, d'nncc nn lampin, comme pour faire écho à la phrase finale du texte dit par Madjigué Cissé dans le court métrage en faveur des sans-papiers : « Nous ne sommes pas des clandestins. Nous apparaissions au grand jour ».

J.-M. F.

## LES AUTRES FILMS

### EAST PALACE, WEST PALACE

UN CERTAIN REGARD. Film chinois de Zhang Yuan. Avec Hu Jun, Si Han. (1 h 30.)

Cinquième long métrage d'un réalisateur né en 1963 à Nanjing, *East Palace, West Palace* arrive à Cannes déjà étiqueté : il s'agit du premier film gay de Chine populaire. En guise de confirmation, il arrive sans son auteur, privé de sortie par les autorités. Coproduit notamment par la France, on ne peut dénier à ce film le mérite d'aborder frontalement le thème. A commencer par son titre : *East Palace, West Palace*.

C'est ainsi que les homosexuels pékinois désignent avec humour les deux toilettes publiques qui flanquent de part et d'autre la Cité interdite - l'ancien palais impérial - de la place Tiananmen. Ils s'y retrouvent plus ou moins clandestinement. C'est d'ailleurs là que A-Lan, un jeune écrivain homosexuel, se fait brutalement arrêter au début du film par Xiao-Shi, un policier qui va le cuisiner la nuit durant. S'inspirant d'un épisode réel, mais non moins surréaliste (les amourette chinoises, dans leur programme de lutte contre le sida, ont mandaté la police pour rater les homosexuels et leur faire subir un interrogatoire), Zhang Yuan construit un huis clos stylisé et ambigu qui prend place dans un commissariat dont le décor pourrait évoquer un bordel. Le long interrogatoire, au cours duquel le désir de l'écrivain pour son tortionnaire va peu à peu révéler l'ambivalence de ce dernier, permet au cinéaste, à défaut d'innover, de signer une scandaleuse parabole en faveur de la liberté.

Jacques Mandelbaum

### ENTRETIENS PRIVÉS

UN CERTAIN REGARD. Film suédois de Liv Ullmann. Avec Pernilla August, Max von Sydow, Samuel Frøjer, Thomas Hanzon (2 h 15.)

Qui l'aurait cru ? Ingmar Bergman est à Cannes. Tout du moins par le biais du scénario de ce film, dont l'une de ses actrices fétiches, Liv Ullmann, signe la réalisation. On y retrouve, interprété par les mêmes acteurs, le couple Bergman, Anna et Henrik, là où *Les Meilleures Intentions* l'avait abandonné, ou presque. Entre-temps, Anna a pris un amant, cette situation offrant à Liv Ullmann l'occasion de sonder quelques vertiges existentiels qui sont la marque du maître. Elle le fait avec sobriété, au plus près des acteurs et en plans fixes, au cours de cinq « conversations » qui restituent de façon non chronologique les affaires de l'existence. Hélas !, ces meilleures intentions ne suffisent guère à sauver le film d'une incommensurable désétude, qui tient en partie au sentiment qu'il donne de paraphraser Bergman en son absence. Réflexion faite, on aura bel et bien décerné la Palme des Palmes d'or à un fantôme.

J.M.

## CONCERTS

### ORCHESTRE DE PARIS

Salle Pleyel - 20 h 30  
mar 13 - mer 14 mai

Jukka-Pekka Saraste

direction

Vladimir Spivakov

violin

TCHAIKOVSKY - SIBELIUS

60 à 240 F - Tel. 01 45 81 85 89

### CHATELET

MERCREDI 14 MAI 12h45

"Grands Prix Internationaux"

Sylvia Cucurullo, violon

MOZART, GRANADOS

Location 01 40 28 28 40

### L'itinéraire

Les Europes musicales

14 mai

L'itinéraire en concert

Delgado • Donatoni • Lopez Lopez •

Nou • Nunes • Sarason

15 mai

Musica Viva, ensemble invité

Borstad • Liljeholm • Roudell •

Sanderson • Solist

Ircaam - 20h00 -

1 place L. Stavinisky, 75004

Avec le soutien de l'AFAA

50 à 90 F - Tel: 01 44 16 14 60

### CHATELET

VENDREDI 16 MAI 12h45

Trio Wanderer

TCHAIKOVSKI

Location 01 40 28 28 40

### cité de la musique

choeurs de chambre

Eric Ericson, dir.

Chœur de Chambre Ericson

20 mai < 20h

Chœur de Chambre Accentus

25 mai < 17h

du 22 au 24 mai

01 44 84 44 84

### Maurizio POLLINI

Cycle Beethoven

Jeudi 15 mai - 20h30

Op.90 / Op.101 / Op.106

Mar. 10 juin - 20h30

Op.109 / Op.110 / Op.111

Vladimir et Dimitri

ASHKENAZY

Mardi 20 mai - 20h30

duo piano / clarinette

Brahms - Debussy - Poulenc

Murray PERAHIA

Lundi 16 juin - 20h30

Haendel - Schumann

Mendelssohn - Chopin

Alfred BRENDL

Lundi 23 juin - 20h30

Récital Schubert

PLEYEL : 01 45 81 83 00

### OPERA

Haendel  
Mozart

Pur les musiciens de

l'Orchestre de l'Opéra

20 mai - 19h

Amphithéâtre Bastille

01 44 78 13 00

### ensemble

musiciens de l'Opéra

samedi 24 mai à 20 h

Hans Zender

Le voyage d'hiver

de Schubert

Kurt Azeberger

Ensemble

Intercontemporain

direction

Hans Zender

cité de la musique

01 44 84 44 84

صكلا من زلاصل







## DISPARITIONS

■ **RENÉ CARPENTIER**, député communiste sortant dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Nord et ancien maire de Trith-Saint-Léger (Nord), est mort des suites d'un cancer, vendredi 9 mai, à l'âge de soixante-huit ans. Né le 2 août 1928 à Blériot-Plage (Pas-de-Calais), René Carpentier est ouvrier métallurgiste lorsqu'il entre au conseil municipal de Trith-Saint-Léger, en mars 1959 : il sera maire (PCF) de cette ville de 1971 à 1996. Vice-président du conseil général du Nord (1982-1988) et longtemps suppléant du député (PCF) Gustave Aorsat (1973-1986 et 1988-1990), il succède à ce dernier dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Nord (Valenciennes-Sud) après le décès de Gustave Aorsat, en septembre 1990. Élu au scrutin législatif de mars 1993, René Carpentier, qui avait dû renoncer à son siège de maire il y a quelques mois pour raisons de santé, ne se représentait pas aux élections des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. C'est son suppléant, Patrick Leroy, qui est le candidat du PCF dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Nord.

■ **JEAN-LOUIS STALPORT**, administrateur général de la Radiotélévision belge de la Communauté française (RTBF), est mort, mercredi 7 mai, à Bruxelles, des suites d'une hémorragie cérébrale, à l'âge de quarante-sept ans. Jean-Louis Stalport avait été nommé à la tête de la RTBF en décembre 1993 par le gouvernement de la Communauté française de Belgique. Ce militant socialiste avait auparavant dirigé le bureau d'études du syndicat FGTB, puis occupé les fonctions de directeur de cabinet du vice-premier ministre PS, Guy Coëme. C'est à ce dernier titre qu'il fut inculpé, et condamné en 1996 à six mois de prison avec sursis, dans le cadre d'une affaire de financement illégal du PS francophone par le biais de fausses facturations d'un institut de sondage, Inusop. Jean-Louis Stalport ne démissionnera pas de son poste à la RTBF à la suite de sa condamnation, en dépit des pressions internes et externes. Il s'était attaché à assainir la situation financière de la radiotélévision belge francophone en mettant notamment en œuvre un plan de réduction d'effectifs.

## NOMINATIONS

**PHOTOGRAPHIE**  
Alain Leloup a été nommé directeur de l'École nationale de la photographie d'Arles, le 22 avril, par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Il remplace Alain Desvergues, qui part en retraite. Alain Leloup prendra ses fonctions en septembre.  
Né en 1942 dans le Midi de la France, Alain Leloup a d'abord été reporter photographe au Tchad, au Cameroun, en Algérie et au Canada. Professeur à la Villa Arson de Nice (1972-1989), puis à l'école des beaux-arts de Cergy-Pontoise (1989-1992), il a été nommé directeur des études de cette même école (1992-1995). Il a ensuite occupé le poste de directeur du Centre culturel de coopération linguistique à Alexandrie, en Égypte. Lauréat du prix Léonard-de-Vinci en 1991, Alain Leloup a présenté son travail, en 1979, lors de la soirée consacrée à « la

jeune génération française » lors des 10<sup>es</sup> Rencontres internationales de la photographie d'Arles.]

## DIPLOMATIE

Jacques Warin a été nommé représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe, en remplacement de Michel Lennuyaux-Commère, par décret paru au Journal officiel daté 9-10 mai.  
Né le 19 mars 1940 à Niort (Deux-Sèvres), Jacques Warin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1963-1965). Il a été notamment en poste à Hongkong (1969-1971), à Mexico (1971-1974), à Copenhague (1974-1979), auprès de l'ONU à Genève (1984-1988), auprès de la FAO à Rome (1988-1992). Depuis août 1994, Jacques Warin était consul général à Milan.]

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 7 mai sont publiés :  
■ **RFN** : un décret relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France ; un décret portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau ferré de France ; un décret relatif aux redevances d'utilisation du réseau ferré national ; un avis du Conseil de la concurrence relatif à ce dernier projet de décret, comportant certaines recommandations.  
■ **Cinéma** : un décret relatif au soutien financier à la distribution d'œuvres cinématographiques de longue durée de qualité, d'origine française ou étrangère ; un décret relatif au soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique.  
■ **La Poste** : un décret relatif à la sécurité et à la santé ainsi qu'à la médecine de prévention à La Poste.  
■ **France Télécom** : un décret relatif à la sécurité et à la santé au travail ainsi qu'à la médecine de prévention à France Télécom.  
■ **Fonction publique hospitalière** : un arrêté portant nomination des membres du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, consécutif aux élections aux commissions administratives paritaires du 24 octobre 1996 (Le Monde du 19 novembre 1996) ; un arrêté portant nomination à la commission des recours du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.

■ **Transport routier** : un arrêté portant extension d'avenants à la convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires du transport. La réduction du délai de carence pour les congés maladie (de dix à cinq jours) et le paiement des frais de déplacement des conducteurs sont désormais obligatoires pour « tous les employeurs et tous les salariés » relevant de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport.  
■ **CSA** : une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne électorale des élections législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Anniversaires de naissance

— Le 13 mai 1913, à Meylan, naissent Serge et Alain.  
Heureux anniversaire et prompt rétablissement.  
Michel, François, Jean-Louis.

## Décès

— Prévessin-Moëns.  
Michel Bell et ses enfants.  
La baronne Henriette de Buxeuil de Roujoux et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès soudain et accidentel de

## BIBIANE,

survenu le 8 mai 1997.  
La cérémonie funéraire aura lieu le mercredi 14 mai 1997, à 15 heures, en l'église de Prévessin-Moëns (Ain).  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Maryvonne Bomey, André et Lucette Bomey, ses sœur, frère et belle-sœur.  
Marie-Laure et Pierre-Yves, ses sœur et neveu, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Jeanne BOMEY, inspecteur-professeur aux Centres nationaux de l'adaptation et de l'intégration scolaire, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques, survenu le 6 mai 1997, à Paris-10<sup>e</sup>.

La cérémonie de crémation aura lieu le mercredi 14 mai, à 15 h 45, au crématorium du Père-Lachaise (Paris-20<sup>e</sup>), où l'on se réunira.  
4, Impasse Boileau, 91000 Blois.  
29, rue Saint-Barthélemy, 78300 Poissy.

— Annie et Jacques Bouchacourt, ses parents, Fulvia Zennaro, son amie.  
Dominique Bouchacourt et Patrick Lefas, Marielle Bouchacourt-Gusberti et Franny Renno, ses sœurs et ses beaux-frères, Laura-Lou, sa nièce, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre BOUCHACOURT, survenu le 29 avril 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu en toute intimité le 2 mai, au cimetière du Père-Lachaise.  
39, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.  
19, rue Henri-Robert, 92600 Asnières.

— M<sup>me</sup> Germaine Roudot, son épouse, Christiane et Michel Magnan, Michèle Roudot et Jacques Wehrle, Françoise Roudot-Thoraval et Hervé Thoraval, ses enfants.  
Didier, Delphine, Frédéric, Patrick, Emilie et Laure, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy ROUDOT, chevalier de la Légion d'honneur, centralien, directeur honoraire à la Régie autonome des transports parisiens, survenu le 7 mai 1997, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Selon le vœu du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 12 mai 1997, à Paris.

Maurice MICHAUD, président honoraire de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, officier de l'ordre national du Mérite.

à quinze ceux qui l'aimaient, dans la paix du Seigneur, le vendredi 9 mai 1997, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.  
De la part de :  
Désirée Michaud, née Rivain, son épouse,  
Hervé et Thérèse Michaud, Norbert et Marie-Odile Michaud, Ghislaine et Jean,  
Léonard de Marne,  
Serge et Josiane Michaud, Vital et Janine Michaud, Stéphane et Henriette Michaud, Hedwige et Bruno Vermin, Fabienne et Bruno Courdin, ses enfants,  
ses vingt-cinq petits-enfants et ses seize arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Max Bonamy, sa sœur,  
Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 13 mai 1997, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, à Paris-16<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière de Villiers-le-Bel (Val d'Oise) dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
9, place des États-Unis, 75116 Paris.

## Anniversaires de décès

— Le 13 mai 1995,  
Emmanuelle  
nous quitte.

« Rien, ni les vieux jardins refaits par les yeux  
Ne retiendra ce cœur qui dans la mer se trempe  
Ni la clarté déserte de ma lampe  
Et ni la jeune femme allaitant son enfant. »

Son époux, sa famille et ses amis lui adressent une prière fervente.

— Il y a un an, le 12 mai 1996,  
Jean-François MALECOT  
quittait sa famille et ses amis.

Une pensée affectueuse est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Séminaires

## COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires  
Luc Bachelot, Florence Bégel : « Rencontre philosophie-archéologie. 3. De l'image à une esthétique générale ». 15 et 29 mai, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.  
Sadri Bensmail : « Vers une interprétation de la ville coloniale : du culte de la Cité à la métropole exportée ». 14 et 28 mai, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Paolo Fabbrini et Stefano Montes : « Aspects théoriques de la traduction textuelle ». 16, 23 et 30 mai, 18 heures-20 heures, salle RC1, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Marie Schaeffer : « Qu'est-ce qu'une conduite esthétique ? ». 15 et 22 mai, 18 h 30-20 h 30, salle RC2, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Georges Navet : « Rhétorique, imagination et « monde civil » chez G.B. Vico ». 15 mai, 18 heures-20 heures, 22 mai, 20 heures-22 heures, amph. A, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Paul Braffort et Josiane Jonquel-Paris : « Des correspondances : les arts, les sciences, les sciences ». 14 et 21 mai, 18 heures-20 heures, amph. A, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Pascal Michon : « Conditions théoriques d'une histoire du sujet ». 14 et 28 mai, 4 juin, 18 heures-20 heures, amph. B, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● Colloque  
Convergences et divergences des esthétiques musicales, sous la responsabilité de Danielle Cohen-Levinas. 15 et 16 mai, 10 heures-19 heures, Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, Paris.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondant : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

## Débats

— L'Association des abonnés et des amis de L'Arche (A.A.A.A.) et L'Arche, le mensuel du judaïsme français, organisent le mardi 20 mai 1997, à 20 h 30, un débat public sur le thème  
« LE NOUVEAU JUIF FRANÇAIS », avec le docteur Marcel Goldstein, président de l'A.A.A.A., Michèle Waintraub, rédactrice en chef de L'Arche, et les chroniqueurs de L'Arche, parmi lesquels Roger Ascar, Raphaël Draï, Michèle Kahn et Antoine Spite. Grand auditorium de l'Espace Racine, 39, rue Broca, 75005 Paris (métro : Consier-Daubenton ou Gobelins). Renseignements. Tél. : 01-42-17-10-30, télécopie : 01-42-17-10-31.

## Conférences

## « PUISSANCE AÉRIENNE ET STRATÉGIES »

Présentation et débat autour de l'ouvrage du général de corps aérien (c.r.) Michel Fougère, le mardi 13 mai 1997, publié par l'Adkion, le mardi 13 mai 1997, à 18 heures, à l'École militaire, amphithéâtre du CESA.  
Séance organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense.  
Inscription obligatoire avant le 9 mai au 01-41-93-36-27.

## Expositions

— Dans le cadre des expositions de peintures et de sculptures organisées depuis novembre 1996 au Train bleu, le célèbre restaurant de la gare de Lyon à Paris.  
Relais des Arts a le plaisir de vous présenter les œuvres de trois artistes de grand talent.

Monique JOURNOD,  
Alain BONNEFOIT,  
Micko STACK.

Exposition permanente du 16 mai au 30 juin 1997, de 9 heures à 23 heures, tous les jours.

## Communications diverses

## L'OISE (Œuvre de secours aux enfants)

a le plaisir de vous inviter à sa vente annuelle organisée au profit de son activité sociale et médico-sociale.

le mardi 13 mai 1997, de 11 heures à 20 heures,

à la salle des fêtes de la mairie du 16<sup>e</sup>, 71, avenue Henri-Martin, Paris-16<sup>e</sup>.

— Mercredi 14 mai 1997, à 20 h 30, table ronde : « Le sida : la maladie, la souffrance, la mort... », avec Gilles Bernheim, Martine Rasmussen. Soirée à la mémoire du docteur Lucien Boucard. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochecour, 75009 Paris, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92 (P.A.F.).

## Soutenances de thèse

## M. DANIEL ZIMMERLIN

a soutenu avec succès le lundi 7 avril 1997, à l'École pratique des hautes études, section des sciences religieuses, sa thèse de doctorat intitulée :

« Les frontières nouvelles de l'évangélisme américain : constantes et transformations d'une sous-culture, 1970-1990 »,

devant un jury composé de :

M. Jean Baudry, directeur d'études à l'EPHE.

M<sup>me</sup> Annette Becker, professeur à l'université Lille-III.

M. André Kaspi, professeur à l'université Paris-I.

M. Régis Ladous, professeur à l'université Lyon-III.

M. Jean-Paul Willaime, directeur d'études à l'EPHE (directeur de thèse), et a été déclaré digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences des religions.

avec la mention : « très honorable avec félicitations du jury ».

## CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard  
75002 Paris Cedex 05

Renseignements :  
01-42-17-29-94  
ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et adhérents : 95 F

Thèmes étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum, 10 lignes.

## CANNES 97 sur Internet

- le programme officiel
- l'album photo des 50 ans, avec SIPA Press
- reportages illustrés en direct
- tous les articles du Monde
- autographes, signatures, dédicaces
- les marches du palais en Vidéo
- une journée avec...
- une question ? ils vous répondent

Une production : Le Monde



en anglais : <http://wmlive.com>  
en français : <http://www.lemonde.fr>

**Le Monde**  
DOSSIERS DOCUMENTS

**SPÉCIAL EXAMENS**  
POUR METTRE À JOUR VOS CONNAISSANCES

**Le dernier état du monde**

- Les héritiers du communisme. Grande braderie dans les pays de l'Est. Effacement économic de la Russie ■ Autour du Pacifique. Puissance des maisons de commerce japonaises. Conflit social en Corée du Sud
- L'envers de la mondialisation. L'écart entre riches et pauvres se creuse. La dette des pauvres. Sursaut de l'Afrique.

**Le dernier état de la France**

- Un capitalisme dans les turbulences. La fin de l'exception française. Comment privatiser. Restructurations. Crise de l'immobilier ■ Emplois et territoire. 5 millions de personnes sans emploi. Plans sociaux sur la sellette. La loi Robien. Optimisme agricole ■ La France et le monde. La France selon le « New York Times ». Excédent commercial record en 1996.

**UNE PUBLICATION DU MONDE**  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

552 من زيجات

**disruption**  
Jean-Marie B...

**disruption**



## COMMUNICATION

LE MONDE/MARDI 13 MAI 1997

**TÉLÉVISION** Les films américains continuent à plaire davantage que les films français aux téléspectateurs, notamment aux fameuses « ménagères de moins de cinquante ans », selon

une étude de Téléciné indice. ● L'ÉROSION de la part de marché des films français tendrait au grand nombre de chaînes, à la redistribution des longs métrages mais aussi à leur qualité insur-

fisante. ● LA PERTE d'audience des films français incite les chaînes à diffuser des séries, selon l'exemple d'« Urgences » (France 2), mais la qualité retrouvée des longs métrages

français récents, attestée par les scores d'audience atteints par Canal Plus, pourrait faire progresser la part de marché des films hexagonaux. ● L'IMPLICATION des télévisions en

clair dans la coproduction de films va croissant. Elles en ont coproduit 420 de 1990 à 1995 mais ne contribuent guère au renouvellement de la création et aux premières œuvres.

# Les téléspectateurs français préfèrent les films américains

Les productions « made in Hollywood » diffusées sur le petit écran voient leur part de marché se maintenir, tandis que les longs métrages hexagonaux perdent du terrain. La qualité de la récente production cinématographique française pourrait toutefois renverser cette tendance

**PERTE DE VITESSE** du cinéma français, maintien de son homologues et concurrent américain : tels sont les résultats de l'étude Téléciné indice, réalisée par Téléscop Conseil (30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly, Tél : 01-46-43-14-00). Selon cette enquête, portant sur le second semestre de 1996 et le premier trimestre de 1997, les audiences des longs métrages français diffusés sur le petit écran ont marqué un net fléchissement. Dans le même laps de temps, le cinéma américain a fait preuve de stabilité.

L'écart entre les audiences enregistrées, en prime time, par les films américains et français tend à croître aux dépens des productions nationales. Sur TF1, les longs métrages américains ont atteint, fin mars, une moyenne de 47 % de part de marché (PDM) auprès de ménagères de moins de 50 ans. Au cours des neuf mois précédents, les films français, après un léger répit, s'inscrivent à la baisse : 32 % de PDM en mars, contre 38 % juin

1996. Menée depuis le premier semestre de 1993, l'enquête Téléciné indice fait apparaître une tendance lourde, orientée à la baisse, du cinéma français : les 44 % de PDM relevés à l'issue du premier semestre de 1993 sont devenus 32 % en mars 1997. Le cinéma américain a, peu ou prou, conservé sa part de marché, passant de près de 49 % à 47 %. Sur M6, l'autre chaîne généraliste privée, la tendance est identique. Le différentiel de 5 % de PDM constaté entre janvier et juin 1993 au bénéfice des productions américaines s'est creusé pour s'établir à près de 10 % en mars 1997.

Et l'heure n'est pas à l'amélioration. Comme le signalait un titre de film récent, « les mois d'avril sont meilleurs ». Ainsi, remarque Pierre-Alain Benoit, l'un des deux auteurs, avec Patricia Dischamps, de l'étude Téléciné indice, « TF1 reste sur une série d'échecs assez lourds » avec ses dernières programmations de films français. En avril, sur la cible des femmes

de moins de 50 ans, le premier passage du Colonel Chabert n'a rassemblé que 23 % de PDM. Le mois de mai ne change rien : Ripoux contre Ripoux, déjà multidiffusé, obtient un score médiocre avec seulement 31 % de PDM. Pour Pierre-Alain Benoit, il s'agit « d'une tendance de fond » selon laquelle « le film américain tient le terrain ». Pour preuve, en avril, le film américain Bockdraft, programmé pour la seconde fois, a obtenu 42 % de PDM.

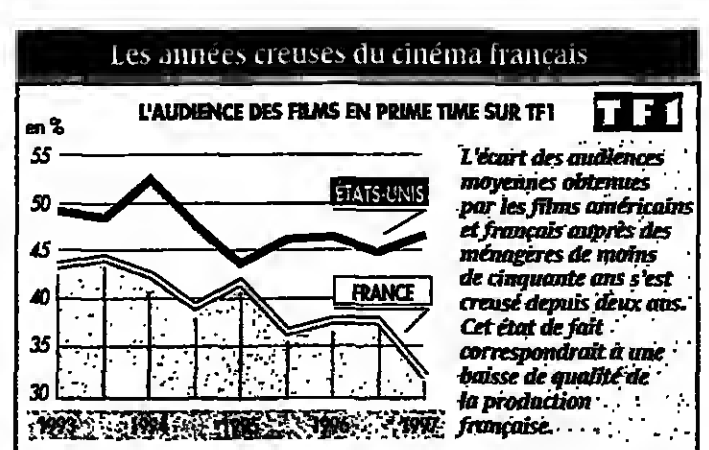
### LE CAS « URGENCES »

Pascal Rogard, président de la société civile des Auteurs, réalisateurs, producteurs (ARP), tient toutefois à relativiser la portée de l'étude : « Depuis les cinq ou six dernières années, l'érosion du cinéma est liée principalement au nombre de chaînes et aux rediffusions. Mais les chaînes ne vont pas rester longtemps les bras croisés si les audiences des films français ne remontent pas. » TF1 va-

elle continuer à diffuser 104 films par an ? », nombre maximum autorisé en prime time, s'interroge Pierre-Alain Benoit. Les séries pourraient remplacer progressivement les films, dont le genre « est arrivé à maturité », rapporte l'enquête.

France 2 en a fait une démonstration éclatante, l'année dernière, en remplaçant le sacro-saint film du dimanche soir par la série américaine « Urgences ». En faisant ce choix, la chaîne publique a fait d'une pierre trois coups : elle a économisé un stock de bons films, trop réduits pour être éparpillés sur plusieurs soirées par semaine ; elle a obtenu une coupure publicitaire supplémentaire dans la soirée ; et surtout, elle a concurrencé efficacement TF1 sur la cible des ménagères de moins de 50 ans.

Toutefois, « Urgences » est un exemple « trop caricatural », prévient l'auteur de l'étude. Selon lui, « l'alternative au cinéma n'est pas évidente ». Les variétés et divertissements ne remplacent pas les films disparus. « TF1 a déjà une offre assez large, France 2 manque d'animateurs pour le soir et France 3 et M6 s'aventurent assez peu sur ce secteur en prime time », constate Pierre-Alain Benoit. Les chaînes pourraient choisir de pratiquer « une plus grande sélectivité dans les achats de droits des films français et dans leur programmation », remarque-t-il. Mais la marge est étroite car « les chaînes travaillent déjà très bien ». Pour



Pierre-Alain Benoit, « l'inclination des chaînes est d'aller vers la fiction car elles disposent d'un volume de droits non épuisés très important. C'est en plus une solution économique ». Une perspective qui ne satisfait pas Pascal Rogard : « Moins de films programmés sur les chaînes, c'est moins d'argent dans les poches du cinéma », s'inquiète le président de l'ARP. Et Pascal Rogard de signaler que les films diffusés sur les chaînes généralistes sont sortis en 1992, 1993 et 1994, trois années parmi les plus mauvaises du cinéma français. Mais « ce creux de la production française » appartient au passé. « L'année dernière a été très bonne, signale le président de l'ARP. Les films français ont réalisé 37 % des entrées en salles. En 1995, la part de

marché du cinéma français était déjà remontée à 35 % ». Un mouvement à la hausse observé aussi sur Canal Plus. De septembre 1996 à mars de cette année, quatre films français se sont, comme chaque saison, glissés dans le hit-parade des vingt-cinq meilleures audiences obtenues par des films en prime time. Toutefois, ces quatre succès - Gazon maudit, Les Anges gardiens, Le Hussard sur le toit et Nelly et M. Arnaud - ont réalisé des performances supérieures à celles des quatorze des années précédentes. Une aubaine pour les chaînes hertziennes, qui peuvent espérer rééditer ces scores, lors de la diffusion de ces films, dans quelques mois.

Guy Dutheil

## Les chaînes en clair ont coproduit 420 films en six ans

L'OFFRE cinématographique reste importante sur les chaînes nationales : selon une étude « Cinéma et Télévision » réalisée conjointement par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et par le Centre national de la cinématographie (CNC), 1 501 films ont été diffusés en 1995, dont 1 048 sur les chaînes en clair (1 068 en 1996).

Presque toutes les chaînes programment le maximum de longs métrages autorisés par la réglementation. Si l'on ajoute les chaînes du câble, ce sont 3 510 films différents qui ont été proposés en 1995 aux foyers câblés.

Le cinéma français fait moins recette qu'auparavant : TF1, France 2, France 3 et M6 respectent toujours les quotas de diffusion fixés par la loi, mais le cinéma américain se montre de plus en plus envahissant : de 30 % en 1988, il est passé à 37 % en 1995 alors que le cinéma français est tombé en dessous de la barre des 50 % pour la première fois en 1993. L'étude souligne « une polarisation croissante de la programmation cinématographique sur la production américaine et française qui contribue à accentuer l'impression d'uniformisation de cette programmation ». Cette étude a également permis d'observer l'émergence d'une nouvelle catégorie de films, « la production française délaissée ». Fin 1995, « 823 films agréés par le CNC entre 1983 et 1992 n'avaient jamais été diffusés sur les grandes chaînes en clair, soit près de 60 % de la production française de dix années ». Une proportion qui tombe toutefois à 23 % sur Canal Plus. Les auteurs affirment par ailleurs que « les chaînes en clair ont contribué à la production de 420 films en six ans (de 1990 à 1995) et leurs investissements ont presque doublé au cours de ces années pour atteindre 443,1 millions de francs. L'apport moyen des chaînes s'élève à 7,9 millions de francs par film, allant de 14,5 millions pour TF1 à 3,3 millions pour M6. Leur financement représente

environ 15 % des investissements français dans la production de films français ».

L'étude souligne aussi que TF1 et France 2 ont généralement coproduit des films situés dans une gamme de prix plus coûteuse que la moyenne. Parallèlement à l'implication croissante des diffuseurs dans le cinéma, on observe une diminution du nombre de films auxquels ils apportent leur soutien (52 films en 1995, soit sept de moins qu'en 1992). Une évolution qui s'effectue au détriment des premiers films, les chaînes participant « sauf pour Arte et Canal Plus - de moins en moins » au renouvellement de la création ».

### JOUER SUR LES DEUX TABLEAUX

De surcroît, les filiales de production des chaînes en clair choisissent surtout des films destinés à être diffusés en première partie de soirée, « ce qui reflète bien le lien de plus en plus étroit entre les besoins de l'antenne et la politique de coproduction des filiales, tendance particulièrement nette sur TF1 ».

Cette étude, qui peut pourtant d'analyser la politique de Canal Plus malgré son rôle abominablement incontournable dans le cinéma, admet que « les filiales cinéma des chaînes ont de plus en plus tendance à jouer sur les deux tableaux. Elles se comportent comme des sociétés de production à part entière, ce qui leur permet d'avoir accès à tous les mécanismes d'aide à la production existants et elles entretiennent en même temps des relations étroites avec la chaîne de télévision dont elles dépendent ». Une double appartenance qui soulève le problème de l'indépendance des producteurs envers les diffuseurs. Question qui vient d'être tranchée, samedi 10 mai, par Canal Plus et les professionnels du cinéma (Le Monde daté 11-12 mai).

Nicole Vulser

## disruption

Jean-Marie Dru

version française

déjà 4 rééditions en version américaine

## Remaniements à Havas Images et à Canal Plus

À L'INITIATIVE de Jean-Marie Messier, PDG de la Compagnie générale des eaux (CGE), le « ticket gagnant » Générale des eaux-Havas-Canal Plus se met en ordre de marche (Le Monde du 7 février). Jean Stock, nommé directeur du secteur audiovisuel d'Havas par Pierre Dauterle, PDG du groupe, prend la vice-présidence d'Havas Images (ex-Générale d'Images). Etienne Mallet demeure PDG de cette filiale d'Havas, chargée de ses participations dans les chaînes thématiques du câble et du satellite. Du fait de sa nomination, Jean Stock entre aux conseils d'administration de ces chaînes.

Canal Plus réorganise aussi sa hiérarchie. Albert Mathieu, directeur de l'antenne et de la stratégie de programmation, directeur de la production de films de télévision, « quitte la programmation et l'antenne mais conserve la fiction ». Albert Mathieu prend en charge « le bureau des relations extérieures » et aura pour tâche « d'assurer le lobbying de Canal Plus auprès des institutions ».

Chaque lundi, pour 10 F, d'autres paroles sur une autre musique

# Marianne

N° 3 - Semaines de 12 à 18 mai 1997

La campagne en dormant

## Les redoutables dangers d'une bof élection

Les Français désabusés ne croient en rien et n'espèrent en personne. C'est grave. A moins que cela n'annonce un sursaut.

Enquête : Les nouveaux héros

### Prostitution

La gauche a perdu le peuple

CANNES 97 sur Internet







# L'Afrique du Sud met le pied sur son continent

Malgré les réticences de l'opinion et l'opposition de la presse conservatrice, l'action diplomatique de Nelson Mandela au Zaïre est soutenue par la plupart des journaux

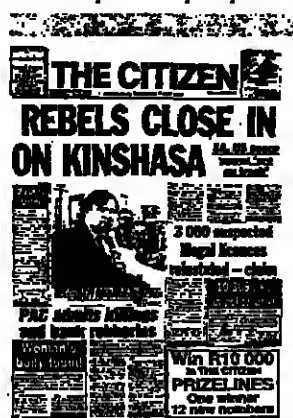
L'AFRIQUE DU SUD doit-elle s'impliquer dans les affaires du continent africain ou donner la priorité à ses problèmes intérieurs ? C'est la question que soulève la presse de ce pays à propos du rôle joué par le président Mandela en vue d'une solution négociée à la guerre au Zaïre. Après s'être tenue en retrait des affaires africaines pour se consacrer au chantier de reconstruction hérité de l'apartheid, la « nouvelle » Afrique du Sud a choisi de rompre avec son isolationnisme à l'occasion de la crise zaïroise.

Une bonne partie de la presse s'en félicite et se découvre une « conscience » africaine. « Nous devons réaliser que nous faisons partie intégrante de l'Afrique et que la destinée du continent est aussi la nôtre », affirme ainsi le *Sunday Independent* dans son éditorial. De manière générale, les journaux sud-africains accordent une place importante aux événements zaïrois. Le visage jusqu'alors complé-

tement inconnu du maréchal Mobutu fait régulièrement son apparition à la « une » des quotidiens, habituellement occupée par les exemples les plus sordides de la montée de la criminalité.

A l'instar de l'opinion, les médias sud-africains ont longtemps été indifférents à l'actualité du continent, en dehors de celle des pays voisins auxquels le sort de l'Afrique du Sud est directement lié. Leur intérêt soudain pour l'Afrique ne rompt pas complètement avec cet égoïsme, souvent empreint d'une forte dose de chauvinisme. Le *Star*, journal populaire, saute, par exemple, à longueur de colonnes, la « magie Mandela » et affirme que « l'Afrique du Sud peut être fière de son rôle au Zaïre ». Le *Business Day* entonne le même couplet patriotique. « Même si ses efforts n'aboutissent pas, l'Afrique du Sud aura montré l'exemple au reste du continent », écrit le quotidien des milieux d'affaires.

Certains journaux essaient de



faire preuve de pédagogie envers leurs lecteurs en insistant sur le fait que l'Afrique du Sud a intérêt à s'intéresser au Zaïre. « L'effondrement complet du Zaïre signifierait un flux de réfugiés en Afrique du Sud et la mise en cause des progrès économiques réalisés dans la région », affirme *City Press*, le jour-

nal du dimanche de la communauté noire. Beaucoup de Sud-Africains, dans la population blanche en particulier, semblent cependant opposés à l'engagement de leur pays. Loin de partager la « fibre » africaine à la mode, les Blancs estiment que le gouvernement ferait mieux de se consacrer aux problèmes intérieurs. Le courrier du *Citizen*, le journal blanc conservateur, est très révélateur de ce point de vue : « Les efforts de M. Mandela pour mettre fin à la guerre au Zaïre sont louables. Mais ne ferait-il pas mieux de s'occuper de la guerre qui fait rage dans notre propre pays, celle contre le crime auquel nous sommes tous confrontés dans notre vie quotidienne ? », s'interroge un lecteur. « Nous n'avons pas à être les leaders de l'Afrique. Le Zaïre ne veut pas les problèmes et les dépenses causés par notre intervention pour mettre fin à la guerre dans ce pays », affirme le *Citizen*.

Frédéric Chambon

## DANS LA PRESSE

### LE JOURNAL DE GENÈVE

Antoine Mourice

Le Zaïre tout entier bascule de l'Ouest équatorial vers l'est des grands lacs. De la francophonie fleurie du pré-carré français à cet anglais des Lacs que l'on entend de plus en plus parmi les collaborateurs de Kabila. De l'Afrique centrale aussi vers l'Afrique du Sud, celle de Mandela bien sûr qui supervise de son autorité les négociations de la succession zaïroise, mais

aussi celle des trusts miniers qui rayonnent déjà économiquement sur la moitié méridionale du continent.

### FRANCE-INTER

Dominique Bromberger

Les chrétiens représentent au mieux 40 % de la population du Liban. Là, comme dans les autres pays arabes, de l'Égypte à la Syrie et à la Palestine, ils choisissent peu à peu l'exil. La diversité culturelle et religieuse qui avait été la singularité et l'atout de cette région depuis l'époque gréco-romaine est en train

de s'effacer à cause de la poursuite du conflit israélo-arabe. Ni les Israéliens, minoritaires dans la région, ni les dirigeants syriens issus d'une secte peu nombreuse n'y ont intérêt. Et pourtant, ils en portent la responsabilité commune.

### RTL

Michèle Côté

Et la gauche dans tout ça ? Comment ça va ? Couc-Couc. Car si la droite a son Giscard, la gauche a son Robert Hue. La semaine dernière, à la télévision, et ce matin encore, dans *L'Humanité*, le numéro

un communiste a voulu faire un geste en direction du parti socialiste sur l'Europe, en acceptant la monnaie unique si Joseph lui garantissait qu'il n'y aurait pas d'austérité. Mais, comme s'il craignait du coup de méconter la vieille garde de son parti, il a accompagné ses propos d'une brutale attaque contre l'insupportable volonté hégémonique du Parti socialiste. (Lionel Jospin et Alain Juppé pour raient soupirer ensemble la phrase célèbre « Dieu me garde de mes amis ; mes ennemis, je m'en charge ».

## TF 1

16.30 Dingo de toi. Série.  
17.05 Melrose Place. Feuilleton.  
Ambition aveugle.  
18.00 Sous le soleil. Série.  
Le plus beau jour de ma vie.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal L'Image du jour. Tiroc.

## France 2

17.15 Le Prince de Bel Air.  
17.45 Waikiki Ouest. Série.  
18.40 Qui est qui ?  
19.20 et 2.40 Studio Gabriel.  
Le plus beau jour de ma vie.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 Journal, Campagne électorale, A cheval à Météo.

## France 3

18.47 et 1.12 Un livre, un jour.  
De la vache folle en général et de notre survie en particulier.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.10 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 Fa si la chanson. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

## La Cinquième

17.50 Planète blanche. 18.20 Le Monde des animaux. Les étranges insectes des rizières. 18.55 50 jours pour 50 Palmes. [45/50] 1991.

## Arte

19.00 Ivanhoe. Série. [14/30] Femmes en armes. 19.30 7 1/2. Magazine. Spécial Cannes. 20.00 Archimède. Magazine. (50 min). 20.30 8 1/2 Journal. François Léopard.

## M 6

18.05 Highlander. Série.  
La Belle Époque.  
19.00 Caribbes offshore. Série.  
Série, avec Teri Hatcher.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Ciné 6 spécial Cannes.  
20.05 Notre belle famille. Série. Dans à 17 ans.  
20.35 E-M 6 Junior. Montgolfières et dirigeables.

## Canal +

16.05 Forget Paris. Film de Billy Crystal. (1995, 100 min).  
17.45 Les Jolies chieuses de vie I. Dessin animé.  
En clair jusqu'à 20.35.  
22.15 Flash d'information.  
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Claude Brasseur, Les Fugues.

## Radio

### France-Culture

20.30 Archipel science.  
21.32 16 rencontres franco-allemandes. Etat et Nation en France et en Allemagne.  
22.40 Nuits magnétiques. Voyage au sein des séins. 1. A quel sexe se sent ?  
0.05 Du jour au lendemain. Latifa Ben Mansour (La Prière de la nuit).  
0.40 Les Champs du monde ball. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert de l'Orchestre national de France. Donné le 4 avril, à l'Opéra de Paris. Les Chœurs de l'Orchestre national de France. Les Chœurs de l'Orchestre national de France. Les Chœurs de l'Orchestre national de France.

22.30 Musique pluriel.  
23.07 Atout Chœur.  
0.05 Des notes sur la guitare. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Alastair, Œuvres de Turina, de Falla, Violoncelle, Ravel.  
22.30 Les Soirées (musiq.). Œuvres de Bach, R. Schumann, Liszt, Chopin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Œuvres de De Falla : La Vida breve, sonatas, par l'Orchestre symphonique de Minneapolis, dir. Antal Doráti ; Deux Pièces espagnoles, de Larocho, piano ; Les pour violoncelle et orchestre, d'Alfred Schnittke, par The English Chamber Orchestra, dir. Tansel, Lloyd Webber, violoncelle ; Iberia, de Debussy, par le Symphonique de Londres, dir. Al



## Le goût du bœuf

par Pierre Georges

Y A-T-IL dans la loi, les moeurs alimentaires ou les nécessités du profit, obligation pour l'homme européen de manger du bœuf américain aux hormones ? Sanitairement, non. Commercialement, oui.

Situation tout de même abracadabrante. La guerre transatlantique du bœuf fait rage. L'Organisation mondiale du commerce veut imposer à l'Europe la levée de l'embargo décrété depuis 1988 et pour des raisons sanitaires sur les importations en provenance des Etats-Unis de viande anabolisée. Les experts de cette institution estiment en effet que cet embargo est illégal. Ils le disent contraire aux règles usuelles du commerce international, car ne reposant sur aucune base scientifique.

Rien ne prouverait, en effet, que le bœuf enrichi aux hormones pose un problème de santé pour le consommateur. Mais rien ne prouve l'inverse. C'est à dire, qu'on s'interroge toujours sur les effets, à long terme, de ces pratiques sur la santé humaine. Il y a donc doute scientifique et médical. Et, comme de juste, au nom de la libre concurrence, le doute devrait profiter au commerce !

Eh bien, non ! Le doute doit profiter au consommateur. L'Europe avec sa vache folle, avec ses pratiques hormonales, elles aussi illicites mais bien réelles, a suffisamment fait pour nous passer le goût du bœuf sans qu'il soit nécessaire d'en rajouter. Et le fameux principe de précaution, invoqué ici et là, dès lors qu'une interrogation sanitaire se pose, devrait jouer sans que les traités commerciaux n'en imposent.

Il y a ce que disent les experts de l'OMC. Et il y a ce que veulent les consommateurs. Ces derniers n'ont pas la bosse du commerce des autres. Ils commencent à être

vaccinés contre les merveilles de l'élevage industriel. Contre les excès laboratoires et vétérinaires des fabricants de viande. Ils ne sont ni pro-américains, ni anti-américains. Ni protectionnistes, ni libéraux. Ils sont pro-consommateurs. Ils ont cette idée, somme toute assez simple, que leur santé leur appartient et que leur choix ne peut être dicté, et encore moins imposé, par une sorte de mondialisation des échanges et des excès.

Le Marché mondial commence au marché du coin. Et voilà pourquoi, le ministre de l'Agriculture français, Philippe Vasseur, a pris l'offensive sur ce sujet. Bien évidemment, cet embargo sur la viande américaine fait, depuis dix ans, les affaires de l'élevage national. Sa levée provoquerait des difficultés dans un secteur déjà fragilisé par l'affaire de la vache folle. Mais au-delà, l'annonce par le ministre que la France continuerait à interdire l'importation de viande de bœuf traitée aux hormones et refuserait de se soumettre aux obligations de l'OMC, même au risque d'amendes, n'est pas seulement dictée par un souci protectionniste.

Il existe une autre réalité. Le marché, le petit, doute à l'heure des courses quotidiennes. Il est devenu méfiant. Il exige, dans la grande course alimentaire, des contrôles anti-dopages. Il veut savoir ce qu'on lui propose, non subir ce qu'on lui impose. Et ce que les experts de l'OMC, tout experts qu'ils soient en commerce, feignent d'ignorer, c'est la capacité incontrôlable du consommateur à refuser l'achat, en un mot à boycotter. Cette menace-là est hile réelle qui commence à entrer dans les moeurs. Et qui pourrait se concrétiser demain d'une formule revisité : US go hormone !

## Reprise à la Bourse de Paris

APRÈS TROIS SÉANCES de baisse, les valeurs françaises ont repris le chemin de la hausse, lundi 12 mai, à la Bourse de Paris. En progression de 0,57 % au début des échanges, l'indice CAC 40 s'appréciait de 1,23 % à 2 666,40 points aux alentours de 12 h 30. Le contrat oilcoffonnel du Matif échéance juin gagnait à la même heure 28 centimes à 130,02.

Quelques heures plus tôt, à la Bourse de Tokyo, les valeurs japonaises ont terminé en forte hausse en dépit de la dette progressive du yen. L'indice Nikkei a gagné 340,73 points à 20 143,51 points, soit une avance de 1,72 %. A la surprise des intervenants, la cote a bénéficié d'un bon courant d'achats sur les valeurs orientées vers l'exportation. Le marché a aussi bénéficié d'achats sur les titres susceptibles de bénéficier

d'une hausse des prix à l'importation, liée à la reprise du yen. Sur le marché des changes, le dollar reculait, non seulement face au yen, mais également face au franc et au deutschemark. Le billet vert cotait 5,6757 francs, 1,6842 mark et 118,80 yens cote respectivement 5,7050 francs, 1,69 mark et 121,58 yens à la veille du week-end à Paris.

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE 12h30	Échanges	en %
Lyonnaise Saint	37098	21027285
Suez	38948	11633085,10
LYMOT Motif	66169	9548334
Alia	23678	8079315,30
Lyonnaise	49463	7477753,50
Carrefour	17106	7210629
BP Aquitaine	10549	6811271
Exxon (Cde des)	73351	54579134
Total	116124	5483137,10
Alcatel Alsthom	73270	4682288

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

5015 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le lundi 12 mai, à 12 h 30 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19802,80	+1,29	+4,03
Hong Kong Index	13930,80	+1,39	+3,56

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 09h05	Var. en %	Var. en %	
Paris CAC 40	2663,91	-0,36	+13,24
London FT 100	—	—	+3,91
Zurich	—	—	+26,39
Milan MIB 30	1152	-0,86	+1,85
Frankfurt Dax 30	3561,76	+0,28	+25,30
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+27,26
Madrid Iboex 35	525,85	+0,33	+18,22
Amsterdam CDS	—	—	+20,51

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 09h05	% 09h05	Ach. Ven.
Allemagne (100 dm)	332,400	+0,02	325
Ecu	6,540	+0,02	—
Euro (100 F)	16,3325	+0,08	15,7800
France (100 F)	300,000	+0,04	—
Italie (1000 lire)	3,4090	—	3,1500
Grande-Bretagne (100 £)	8,6840	+0,08	8,2800
Grande-Bretagne (1 £)	9,2980	+0,14	8,9900
Grande-Bretagne (1 £)	2,1200	+0,19	1,9000
Suède (100 kr)	74,7000	+0,37	70
Suède (100 F)	399,3000	+0,35	345
Norvège (100 kr)	81,2400	+0,43	77,5000
Autriche (100 sch)	47,9470	+0,03	46,5000
Espagne (100 pes.)	3,9945	+0,04	3,7000
Portugal (100 esc.)	3,3950	—	3
Canada 1 dollar ca	4,1448	+1,26	3,8500
Japon (100 yens)	4,2015	+1,58	4,1700

Tirage du Monde daté lundi 12 mai 1997 : 534 503 exemplaires

## Le Crédit suisse gérait un compte numéroté des SS pendant la guerre

La banque helvétique a octroyé des crédits liés à la gestion des camps d'extermination nazis

LE FEUILLETON des avoies nazis en Suisse pendant la seconde guerre mondiale n'en finit pas de connaître de nouveaux rebondissements. La dernière en date des révélations a été faite dimanche 11 mai par la *Sonntags Zeitung*, un hebdomadaire dominical suisse allemand paraissant à Zurich.

Selon ce journal, le Crédit suisse, aujourd'hui la deuxième plus grande banque de la confédération, a géré un compte numéroté des SS durant la guerre et effectué des transactions avec une société allemande chargée de la gestion des camps d'extermination nazis.

L'hebdomadaire suisse allemand a découvert ces informations en analysant, en collaboration avec l'Institut Tatzkow et Partner de Berlin, des documents qui dominaient dans les archives de l'ex RDA et qui n'avaient pas encore été exploités dans le détail par les historiens.

L'un des documents indique que le Crédit suisse gérait pour les SS un compte numéroté 54 941. Son responsable, côté nazi, était un certain Leo Volk, un officier SS, en charge des affaires financières d'une unité d'élite hitlérienne.

Selon un autre document obtenu par l'hebdomadaire, le Crédit suisse entretenait « des contacts étroits » avec la Deutsche Wirtschaftsbetriebe (DWB) qui avait notamment pour tâche de gérer, sur le plan économique, les camps d'extermination. La DWB se trouvait sous la tutelle de l'administration centrale SS de l'économie et du haut dignitaire nazi Heinrich Himmler. La DWB était notamment chargée de confier à la Reichsbank les objets de valeur et les dents en or des victimes de l'Holocauste.

Le Crédit suisse aurait octroyé des crédits à la DWB, notamment

une transaction de 80 000 francs suisses de l'époque, en février 1945. Le journal suisse allemand fait état notamment de trois avis de versements et d'autant de comptes rendus de séance. Ces transactions ont eu lieu à quelques mois de la défaite allemande, c'est-à-dire en une période où l'entreprise d'extermination nazie des juifs et des tsiganes était désormais largement connue.

UNE AFFAIRE « TRÈS REGRETTABLE » Lorsque les Alliés cherchèrent à geler les avoirs allemands dans les banques suisses, le régime nazi tenta de dissimuler qu'il était le réel détenteur du compte en question, en le mettant au nom d'un banquier allemand, Alfred Kurzmeyer, qui possédait aussi un passeport suisse.

Réagissant aux informations de la *Sonntags Zeitung*, l'actuel direc-

teur du Crédit suisse, M. Ulrich Pfister, a jugé cette affaire « très regrettable ». Il a estimé que ces nouveaux éléments seraient pris en compte par sa banque dans son souci de faire toute la vérité sur cette période. Les révélations de la presse exercent en effet une pression croissante sur les grands établissements bancaires suisses pour les contraindre à faire toute la lumière sur leurs liens avec le régime nazi. Jusqu'à présent, la plupart de ces informations étaient fondées sur des renseignements alliés contenus dans les archives américaines ou provenant de sources suisses. L'enquête de la *Sonntags Zeitung* laisse prévoir que les archives d'autres pays européens, et en premier lieu de l'Allemagne, apporteront de nouveaux éclairages sur la coopération entre les grands établissements bancaires suisses et le régime hitlérien.

## Le procès des comptes de l'OM s'est ouvert devant le tribunal correctionnel de Marseille

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Bernard Tapie est apparu plutôt tendu au palais de justice de Marseille, lundi 12 mai, à l'ouverture du procès des comptes de l'OM. L'homme d'affaires, appelé à s'expliquer durant trois semaines sur la gestion du club de football marseillais de 1987 à 1993, est arrivé sous escorte policière, en provenance de la maison d'arrêt des Baumettes, où il est détenu dans le cadre de sa condamnation à huit mois d'emprisonnement dans l'affaire du match Valenciennes-OM (il devait intégrer la maison d'arrêt de Luynes pour la durée du procès).

M. Tapie, qui comparait pour la première fois dans cette ville dont il rêvait d'être le maire, a refusé d'être filmé et photographié avant le début de l'audience, dans une salle bondée où les journalistes étaient pratiquement aussi nombreux (48 organes de presse représentés) que pour le procès des professeurs du cimetière juif de Carpentras, au mois de mars (52 organes de presse).

Le président Guy Richarté a

d'abord procédé à l'appel des vingt prévenus. Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'OM, était là, de même que Michel Hidalgo (ex-manager général), Bernard Larocque (directeur financier) ou encore l'ancien rédacteur en chef du journal *Le Provençal*, Jean-Louis Leveau, ex-vice-président du club marseillais.

Parmi les « intermédiaires », acteurs essentiels du « système Tapie » selon l'accusation, on notait la présence du Portugais Manuel Barbosa, du Français Alain Migliaccio et du Croate Ljubo Barin. Trois hommes dont les témoignages sur les conflits du football international sont très attendus. Et revanche, le Grec Spyros Karageorgis, élément-clé de nombreux montages financiers, n'avait pas répondu à la convocation.

Qu'ils aient été ou non dirigeants de l'OM, les prévenus devront s'expliquer sur la manière dont fonctionnait le club sous la conduite de M. Tapie, président d'avril 1986 à décembre 1994. Au terme d'une enquête de quatre ans, le juge d'instruction Pierre Philippon est ar-

rivé à la conclusion que 101 millions de francs ont été détournés des caisses de la SAOS Olympique de Marseille (88 millions) et de sa régie publicitaire officielle, la société RMGP (13 millions). Cet argent aurait servi à verser des compléments de salaires à certains joueurs et à rémunérer des intermédiaires.

Bien qu'aucun des vingt prévenus ne soit renvoyé devant le tribunal pour des faits de corruption, le juge Philippon a clairement indiqué que cet argent avait en outre permis de corrompre des arbitres en vue de gagner des matches de championnat et de coupe d'Europe (Le Monde daté 11-12 mai). Des accusations confortées par les déclarations de MM. Bernès et Barin au cours de l'instruction. Pour Bernard Tapie, l'enjeu du procès réside justement dans ces soupçons de corruption, qui pourraient nuire davantage à son image. A l'ouverture des débats, son avocat M. Jean-Yves Liénard, avait l'intention de s'élever contre l'ordonnance de renvoi du juge Philippon.

Philippe Broussard

## La distribution des quotidiens nationaux perturbée

LA PLUPART des quotidiens nationaux devaient être partiellement absents des kiosques de la région parisienne, lundi 12 mai. Des chauffeurs grévistes d'une société de transport de presse, Vodi-Presse, ont bloqué dans la nuit les sorties de trois imprimeries qui produisent *Le Figaro*, *France Soir*, *Libération*, *L'Humanité*, *Le Parisien*, *Aujourd'hui*, *L'Equipe*, *La Tribune* et *Turf*. Si les premières éditions de ces titres ont géographiquement été assurées normalement, les suivantes ont été perturbées.

C'est pour protester contre la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise prononcée par le tribunal de Créteil (Val-de-Marne) et les licenciements prévus imminents que les vingt-quatre chauffeurs de Vodi-Presse, société de transport travaillant pour le compte des Nouvelles Messageries (NMP), ont bloqué la distribution des quotidiens.

... ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, À L'AUTRE CÔTÉ DU MONDE, SA BANQUE INSCRIT SON FILS JULIEN À UN COURS DE VIGILANCE...

BANQUE TRANSATLANTIQUE LA BANQUE DE L'EUROPE QUI TRAVAILLE LOIN DE CHEZ ELLE.

TRANSAT-SERVICES : DES SERVICES EXTRA AUJOURD'HUI, QUEL EXPIRÉ SE CONTENTERAIT D'UNE SIMPLE "BANQUE-RELAI" ENTRE LUI ET LA FRANCE ? SUREMENT PAS VOUS. VOUS AVEZ BESOIN D'UNE BANQUE TRÈS PARTICULIÈRE, CAPABLE DE PRENDRE EN CHARGE ET DE GÉRER AU MEILLEUR DE VOS INTÉRÊTS VOTRE ÉPARGNE, VOTRE PATRIMOINE, VOS PLACEMENTS... TOUT EN TENANT COMPTE DE VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE ET GÉOGRAPHIQUE. CETTE BANQUE LOIN DU COMMUN EXISTE, C'EST LA BANQUE TRANSATLANTIQUE. ET AUJOURD'HUI AVEC TRANSAT-SERVICES, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE MET À VOTRE DISPOSITION UN IMMENSE ÉVENTAIL DE SERVICES QUI VONT DE LA RÉSERVATION DE SÉJOURS, EN PASSANT PAR L'ENVOI EXPRESS DE MÉDICAMENTS, L'ACHAT DE LIVRES SCOLAIRES OU LA LOCATION D'IMMEUBLES DE VACANCES, FAMILLE, SANTÉ, RÉPARATION, CADEAUX... MÊME À DES KILOMÈTRES DE CHEZ VOUS, PLUS RIEN NE VOUS ÉCHAPPE ! TRANSAT-SERVICES RÉPOND À TOUTES VOS ATTENTES. MÊME, ET SURTOUT, À CELLES QUI SEMBLERENT IMPOSSIBLES. PENSEZ-Y ET N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER AU 33 1 40 22 84 45. VOUS SEREZ ÉTONNÉ DE VOIR CE QUE NOUS POUVONS FAIRE POUR VOUS.

**Banque Transatlantique**  
17, Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

سكزا من لايكل

Deficits sociaux  
attention  
changer !

Retrouvez  
nos opportunités  
de postes  
en rubrique  
Secteurs de Pointe

MATRA



gérât un compte pendant la guerre

CONJONCTURE  
Téhéran  
entre le bazar  
et l'industrie  
page IV

IDÉES  
De la nécessité  
et des dangers  
de l'euro  
page V

# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 13 MAI 1997

ENQUÊTE  
Le casse-tête  
chinois  
de la réforme  
du secteur public  
page VI

ANNONCES  
CLASSÉES



De la page VII  
à la page XII

## Déficits sociaux : attention danger !

D O S S I E R

**A**ssurance-maladie, régimes de retraite... La réforme de la protection sociale est à la fois un enjeu politique et une nécessité économique à laquelle se sont progressivement rangés tous les pays industrialisés confrontés aux problèmes démographiques hérités du baby boom et à leurs conséquences, des déficits sociaux qui viennent souvent aggraver d'autres déséquilibres, notamment ceux du budget de l'Etat. En France, la campagne électorale redonne un regain d'actualité à un lourd dossier que la majorité sortante n'a pas pu - ou voulu - refermer à temps.

Le plan Juppé a dix-huit mois, et il est déjà en sursis, pour cause de déficits persistants. Il n'en faut pas plus à ses adversaires les plus résolus pour enterrer, au terme d'une analyse lapidaire, la réforme de la Sécurité sociale annoncée par le premier ministre le 15 novembre 1995. Il est vrai qu'une modification de la Constitution, une loi organique, cinq ordonnances ne sont pas parvenus à terrasser l'hydre du déficit qui atteindra, dans la meilleure des hypothèses, soixante-douze milliards de francs sur la période 1996-1997. On ne bouche pas le « trou de la Sécurité » par décret, et, dans la campagne électorale, cette évidence est venue enrichir le dossier à charge que le PS et le PCF ont constitué contre Alain Juppé.

Cette bataille perdue sur le front du redressement des comptes suffirait, pour autant, à condamner le

▼ **Plan Juppé**  
Santé, famille, retraites : la réforme de la protection sociale est toujours d'actualité. Un enjeu politique et économique capital en période électorale

plan Juppé ? Au-delà des premiers chiffres, qui masquent aussi des réformes de structure, le plan présente un triple intérêt : il a recréé du mouvement dans un système qui était menacé de sclérose ; il a réveillé des débats sous-jacents, qu'il s'agisse du niveau de la prise en charge des dépenses de santé, de l'équité de la politique familiale ou de l'égalité des Français devant la retraite ; enfin, il a révélé les limites de la méthode Juppé, mélange de courage, de volontarisme politique et d'une forme aigüe de surdité quant aux inquiétudes qui traversent la société française.

Le 4 octobre 1995, dans son discours pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Sécurité sociale, Jacques Chirac s'était posé en héritier du général de Gaulle et en garant de la Sécurité sociale, qui fait partie, selon lui, « de

l'identité de la France et du patrimoine des Français ». Ce n'étaient pas là de simples propos de tribune, même si, en se déclarant le garant de l'une des plus grandes conquêtes de l'après-guerre, il annonçait aussi sa volonté de « transformer l'héritage de 1945 ». Les hommes qui ont préparé cette réforme avaient cette ligne directrice en tête.

« A aucun moment je n'ai eu le sentiment que le chef de l'Etat ou le premier ministre avaient l'intention de démanteler la Sécurité sociale pour créer un système à l'américaine », note aujourd'hui Jean Marmont, président de la chambre sociale de la Cour des comptes, qui a été associé à l'élaboration du plan jusque dans sa phase finale. Il n'est donc pas étonnant que le très libéral Alain Madelin ait vu, dès le début, « une logique socialiste » dans une réforme qui ne craignait pas de réaffirmer le rôle de l'Etat.

En fait, la réforme est hybride - comme le système de Sécurité sociale -, et ses artisans ont puisé à des sources d'inspiration différentes. Etatiste sur la réforme du fonctionnement de l'assurance-maladie, où le rôle de la puissance publique a été à la fois précisé et renforcé, M. Juppé s'est montré « solidariste » dans son souci de généraliser définitivement la couverture santé à tous les citoyens (assurance-maladie universelle).

Jean-Michel Bezat  
Lire la suite page 11

- La difficile réforme du NHS britannique
- Aux Etats-Unis, l'aide sociale se mérite
- Disparités françaises sur les retraites

p. 11  
p. 12  
p. 13

### CHRONIQUE

par Serge Marti

## Leçons comptables

**B**ill Clinton a de quoi pavoiser. Au chapitre économique tout au moins, la distribution de bons points s'accroît : une croissance qui se maintient à un niveau très soutenu puisque la production de biens et de services a augmenté de 5,6 % (en rythme annualisé) au premier trimestre, son taux le plus élevé depuis neuf ans ; un taux de chômage en chute libre, ramené en avril à 4,9 %, son plus bas niveau depuis 1973 ; enfin un accord « historique » conclu au Congrès sur le déficit du budget fédéral, lequel devrait être voisin de zéro d'ici à l'an 2002. Autant de bonnes nouvelles, autant de questions.

La croissance et l'emploi d'abord. Les dernières statistiques démontrent s'il était besoin que l'activité se maintient à un rythme nettement supérieur à celui de la croissance constatée depuis le printemps 1996 (1,4 % au cours des trois premiers mois de l'année, soit un demi-point de plus qu'au quatrième trimestre 1996). Elles confirment aussi la persistance d'un mouvement de longue durée. L'économie américaine est entrée dans sa septième année de croissance ininterrompue, ce qui la place dans la série des cycles économiques « allongés » (dits de type Juglar, d'une durée de huit à dix ans), lesquels semblent avoir succédé aux cycles courts (de quatre à cinq ans, baptisés Kitchin) qui étaient la caractéristique des pays industrialisés depuis le début des années 50 et jusqu'au premier choc pétrolier de 1973.

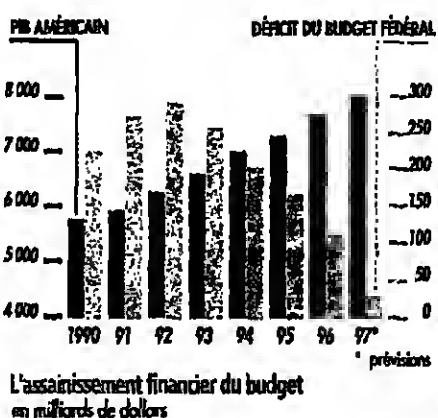
La question est maintenant de savoir quelle va être l'attitude de la Réserve fédérale, sans doute tentée de relever à nouveau ses taux d'intérêt pour éviter que la machine s'emballe vraiment et entraîne un regain d'inflation, bête noire des banques centrales. « Elle n'en fera rien », assurent certains qui, tel Patrick Artus, le directeur des études de la Caisse des dépôts, escomptent un ralentissement de l'activité au second semestre et une situation de fin de cycle économique qui éviterait à Alan Greenspan d'avoir à durcir la politique monétaire de la Fed. Dans l'autre camp, on considère, au contraire, que la Réserve fédérale aura à cœur de prévenir tout dérapage et donc qu'elle renchérira le loyer de l'argent. Certes on ne décèle pas de véritable trace d'inflation sur les biens et les services (la hausse a même été ramenée à 2,5 % en mars, son plus bas niveau depuis trente ans), mais derrière la modération

des coûts salariaux (autre facteur potentiel d'inflation), due essentiellement à la forte décadence des coûts médicaux pris en charge par les employeurs, apparaît une augmentation sensible de la composante salariale. En un an, ceux-ci sont passés de 3 % à 4 % en glissement annuel, reflétant la situation tendue du marché du travail.

Le déficit budgétaire ensuite. Républicains et démocrates ont bien sûr tout lieu de se réjouir de l'accord « bipartisan » conclu avec la Maison Blanche. Voilà

près de trente ans (le dernier excédent budgétaire remonte à 1969) que ce déficit, qui a culminé à 290 milliards de dollars en 1993, contribue activement à l'envoie de la dette publique (5 200 milliards de dollars à ce jour), en dépit des tentatives visant à le réduire, telle la fameuse loi Gramm-Rudman-Hollings de 1985, restée sans effet. Dès cette année, grâce à un gain inespéré de quelque 45 milliards de dollars, provenant d'un surcroît de recettes dû à la performance de l'économie, le déficit sera ramené autour de 70 milliards de dollars,

au-delà des grandes lignes de cette alchimie comptable qui doit permettre aux Etats-Unis d'afficher en 2002 leur premier budget équilibré depuis l'époque de l'administration Lyndon Johnson, sénateur et membre de la Chambre des représentants vont batailler ferme. Notamment sur le chapitre des réductions d'impôts prévues dans le deal, un sujet toujours propice aux surenchères. De plus, les calculs effectués pour parvenir à l'équilibre budgétaire supposent que la machine économique fonctionne dans un contexte quasi identique au cours des cinq prochaines années, c'est-à-dire avec la plus longue période de croissance qu'aurait connu le pays, des entreprises dont les profits continueraient d'afficher leur plus forte progression depuis vingt ans, un chômage aussi bas qu'actuellement et des salaires quasiment bloqués. Enfin, le schéma d'ensemble ne prend pas en compte une donnée fondamentale : la démographie. Or la seule tranche d'âge de la population en 2050 contre 5,8 % en l'an 2000. Une bombe à retardement qui risque de fausser, au-delà de 2002, les économies escomptées sur le « Medicare », le système américain de protection sociale des retraités. Mais, entretemps, Bill Clinton aura achevé son mandat.



L'assainissement financier du budget en milliards de dollars

Retrouvez  
nos opportunités

de postes  
en rubrique

«Secteurs de Pointe»

**MATRA**  
TRANSPORT INTERNATIONAL

Une société commune  
de Matru et Siemens

REUNIR LES HOMMES DE TALENT

LE LUNDI 19 MAI  
ÉTANT FÉRIÉ,  
LES OFFRES D'EMPLOIS  
SERONT REGROUPÉES  
DANS  
**Le Monde**  
DES INITIATIVES  
DU MARDI 20 MAI\*

\* daté 21 mai

MASTÈRES et 3 CYCLES SPÉCIALISÉS

**ESC ROUEN**  
L'EXPERTISE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

- Études et Décision Marketing  
2 options :  
● Biens de Grande Consommation  
● Marketing Pharmaceutique
- Management Logistique/Transport et Échanges Internationaux
- Management International et Gestion de Projet

Accessibles aux titulaires d'un Bac + 4 ou 5.  
Sélection : juin ou septembre 1997.  
Votre contact : Catherine MORA

Tél : 02 32 82 74 14

École Supérieure de Commerce de Rouen  
Rouen Graduate School of Management  
Bd André Siegfried - BP 188  
76136 Mont-Saint-Aignan Cedex - France

http://www.escrouen.fr  
e-mail : Catherine.Mora@esc-rouen.fr

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen





## La difficile réforme du NHS britannique

L'une des raisons de l'échec des conservateurs britanniques aux élections du 1<sup>er</sup> mai tient en deux mots-clés : la santé et l'éducation. Dans ces deux domaines, les réformes des dernières années n'ont pas apporté les bénéfices espérés. Et tout porte à croire que l'amélioration du service public de la santé, le fameux NHS (National Health Service), sera l'une des tâches les plus épineuses du nouveau gouvernement de Tony Blair. Il aura au moins cela en commun avec ses prédécesseurs. Au début des années 60, Enoch Powell, très conservateur ministre de la Santé, écrivait déjà : « L'un des traits les plus frappants du NHS est le choc de plaintes, assourdissant et continu, qui monte jour et nuit de ses moindres recoins, chaque jour n'est interrompu que quand quelqu'un suggère qu'un système différent serait peut-être préférable ».

Le NHS fête l'an prochain son soixantième anniversaire sans avoir subi d'altération fondamentale depuis sa conception, dans les années difficiles de l'après-guerre. Directement inspiré par le Livre blanc de William Beveridge qui traçait en 1944 les grandes lignes d'un Etat providence fondé sur la solidarité nationale et financé par l'impôt, le National Health Service a vu le jour en 1948, imposé à un corps médical réticent par Aneurin Bevan, ministre de la Santé dans le gouvernement travailliste de Clement Attlee. Contrairement au chèque français d'un système mixte public-privé géré par les partenaires sociaux et laissant aux acteurs (patients et médecins) un large degré de liberté, le NHS se présentait d'emblée comme un service public unifié, à peu près gratuit, mais contraignant : plus comparable en réalité à notre éducation nationale qu'à notre « Sécurité ». D'ailleurs, il y a longtemps eu une « carte de la santé » comparable à la « carte scolaire » française, les citoyens britanniques relevant d'un médecin généraliste et d'un hôpital, dont leur état presque impossible de changer.

Dans un pays appauvri comme la Grande-Bretagne d'après-guerre, le système de santé britannique a eu les avantages et les inconvénients d'une organisation « socialiste », quasiment au sens ex-soviétique du terme (d'ailleurs, ne disait-on pas que le NHS était le plus gros employeur du monde après l'armée rouge ?). Il a permis dans un premier temps la généralisation équilibrée d'un service de base, mais en créant du rationnement et de la bureaucratie ; comme dans les pays de l'Est, encore, l'appareil hospitalier a progressivement accumulé des retards - dans l'équipement, malgré l'existence de pôles d'excellence, et

dans l'accueil - et laissé subsister une grande inégalité entre les centres urbains et les périphéries. Un secteur privé florissant et cher a bien sûr profité des carences du système, tellement manifestes que dénoncer le NHS est devenu pratiquement un genre journalistique : la presse et la télévision se font un devoir de souligner la longueur des listes d'attente pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste, l'absence d'une organisation qui ne soigne bien que les cas graves - quitte à attendre que des affections bénignes le deviennent - et les nombreux « accidents » dus en général au manque de place ou de personnel disponible.

Le plus surprenant, vu de l'extérieur, c'est que les Tories, qui, en dix-huit ans, ont porté le fer dans tout ce qui était étatique ou collectif, n'aient que peu touché au NHS. La première raison en est que les Anglais restent attachés contre vents et marées à leur système mé-

dical, même s'ils le décrivent volontiers. Le sujet est si délicat politiquement que Margaret Thatcher elle-même a attendu son second mandat pour engager une réforme de quelque ampleur. Et, paradoxalement, l'opinion a constamment snobé les conservateurs de vouloir saper le système de santé, alors que les dépenses ont progressé en termes réels de 72 % entre 1979 et 1996. C'est peut-être la comparaison qui faisait mal : les dépenses de santé britanniques, malgré l'injection d'argent, sont restées nettement moins élevées - par tête comme en pourcentage du PIB - qu'en France, en Allemagne ou à fortiori aux Etats-Unis. Comme les statistiques de santé publique ne sont pas notoirement moins bonnes en Grande-Bretagne, il faut croire que le NHS est au fond assez efficace.

Quelles réformes ont tenté les Tories et que comptent faire les travaillistes maintenant qu'ils sont au

pouvoir ? Margaret Thatcher, à la suite d'un rapport confié à un dirigeant du groupe de grande distribution Sainsbury, entreprit de truffer les hôpitaux de « managers », retrayant aux médecins, supposés responsables (financièrement, s'entend), une part de leur pouvoir de décision. Le résultat le plus visible fut une explosion des coûts de gestion : les frais administratifs représentèrent désormais 11 % du budget du NHS contre 6 % à la fin des années 70, et l'enveloppe salariale globale des cadres dirigeants est passée ces six dernières années de 159 millions de livres à 724 millions ! Ironie, le NHS a recruté pendant cette période 18 000 directeurs tandis qu'il supprimait 27 000 postes d'infirmières !

Une réforme structurelle plus importante est celle qui a été mise en œuvre « pour sauver le système de santé » à partir de 1989. Inspirée des travaux d'un économiste américain, Alain Enthoven, elle a consisté sur-

tout à séparer les fonctions de fournisseurs et d'acheteurs de services, dans l'intention affichée d'introduire les vertus du marché dans le système. Tandis que les hôpitaux, transformés en trusts, acquéraient une certaine autonomie de gestion, les médecins généralistes étaient invités à « acheter » des soins pour leurs patients en comparant les offres disponibles. Selon des enquêtes citées par *The Economist*, les patients satisfaits de leur traitement sont aujourd'hui plus nombreux que les mécontents (c'est nouveau), les listes d'attente pour les opérations non urgentes ont diminué de moitié (mais les limites de la notion d'urgence tendent à être sans cesse repoussées), et le nombre de patients qui attendent plus d'un an leur admission à l'hôpital n'est « plus que » de 31 000, le score le plus faible, paraît-il, depuis l'invention du NHS.

Le Labour a, semble-t-il, pris acte de ces aménagements. Il compte

simplement les poursuivre en introduisant des réformes qui rapprocheront l'hôpital britannique de son équivalent français, par exemple en faisant siéger des élus locaux aux conseils d'administration des hôpitaux. Les regroupements de médecins généralistes « acheteurs de services » (*fundholders*) seraient liés aux autorités sanitaires par des *comprehensive health-care agreements*, sortes de contrats de plan en matière de santé. La seule chose que les « nouveaux travaillistes » se sont bien gardés de promettre, c'est de l'argent supplémentaire. Ils savent que, en Grande-Bretagne comme ailleurs, les coûts sont poussés à la hausse par le vieillissement de la population et par les nouvelles technologies. Dans ce domaine, pas plus que dans d'autres, ils n'ont jugé utile de laisser espérer des miracles.

Sophie Gherardi

## Aux Etats-Unis, l'aide sociale se mérite

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'aide sociale est une révolution du *welfare*, décidée par l'administration Clinton, est en marche, mais nul ne sait sur quoi elle va déboucher : cette réforme radicale de l'aide sociale permettra-t-elle de supprimer les effets pervers d'un système de solidarité qui, selon ses critiques, « aliène » ceux qui en bénéficient ? Fortement incités à rompre leur « dépendance chronique » avec l'Etat-providence pour rechercher du travail, les abonnés au *welfare* vont-ils se résigner peu à peu dans les circuits économiques, allégeant ainsi le fardeau que constitue pour la nation le coût de programmes sociaux devenus structurellement déficitaires ?

Et si la réforme, ainsi que le craignent ses adversaires, aboutissait à une catastrophe sociale, avec des milliers de familles précipitées dans la pauvreté, des bataillons de sans-abris, un accroissement de la malnutrition, de la mortalité infantile, de la criminalité et de la violence familiale ? En mettant un terme à un ensemble de programmes sociaux devenus ingérables mais qui, depuis soixante ans, constituaient un filet de sécurité pour les laissés-pour-compte de la loi du marché, il est permis de se demander si on n'administre pas à la protection sociale américaine un remède pire que le mal. C'est en tout cas l'opinion de Peter Edelman, un ancien secrétaire adjoint au département de la Santé. Ayant démissionné de ses

fonctions pour protester contre la loi sur le *welfare*, il vient de publier un article dévastateur dans la revue *Atlantic Monthly*, sous le titre suivant : « Ce que Bill Clinton a fait de pire ».

Entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 1997, la réforme du *welfare* répondait à une nécessité sociale et politique. Son objectif est triple : elle vise à simplifier le principe de l'aide sociale en remplaçant de nombreux programmes par une allocation unique. Elle tend à optimiser les coûts, en supprimant des programmes. Elle cherche enfin à « moraliser » le principe de la solidarité : place à la famille traditionnelle et aux citoyens américains, et baro sur les adolescents encreintes et les immigrés. « Révolutionnaire », la loi est au moins pour deux raisons : elle supprime nombre de programmes fédéraux, et elle transfère aux Etats la responsabilité de définir le contenu des diverses allocations. Chaque Etat recevra une dotation globale annuelle, basée sur le nombre de bénéficiaires recensés entre 1992 et 1994.

Elle institue enfin le principe de la conditionnalité, ce qui signifie que toute personne bénéficiant d'une aide sociale devra la mériter. Celle-ci n'est plus un droit, elle doit avoir une contrepartie : son bénéficiaire devra exercer une activité salariée, effectuer une tâche d'intérêt général, ou recevoir une formation. Tout adulte doit la famille perçoit une aide devra, dans les deux mois, effectuer un travail d'intérêt général. Dans la majorité

des cas, aucune famille ne pourra recevoir une aide sociale pendant plus de cinq ans (pour toute une vie). Le principe d'universalité et d'automatisme du versement de l'aide sociale est ainsi supprimé.

Chaque Etat est libre de distribuer à sa guise le montant de l'enveloppe qu'il percevra du gouvernement fédéral. Avec cette condition : en 2002, les Etats doivent être en mesure de prouver qu'environ 50 % de leur « clientèle » du *welfare* est au travail. Sinon, ils perdront une portion non négligeable de la dotation fédérale. Les exécutifs locaux pouvaient y trouver leur compte : grâce au formidable boom de l'économie américaine et aux changements intervenus dans l'attribution des aides, les listes du *welfare* fondent comme neige au soleil.

Entre janvier 1993 et novembre 1996, 2,5 millions de bénéficiaires du *welfare* ont été rayés des registres. Quand l'économie va, tout va : avec un taux de chômage limité à 4,9 % de la population active, l'avenir de la réforme du *welfare* ne pouvait connaître de prémices plus favorables. Si l'Etat du Wisconsin est devenu un véritable laboratoire de la réforme (le nombre des bénéficiaires a chuté de 60 % depuis dix ans), c'est grâce à la mise en place d'un mécanisme novateur d'incitations et de sanctions, qui a été puissamment aidé par un taux de chômage plafonnant à 3,5 %. Mais la grande appréhension des sociologues et des économistes réside justement dans les aléas de la

conjoncture : que se passera-t-il en cas de récession ? Le Urban Institute a établi des projections en posant comme préalable - très optimiste - que les deux tiers des bénéficiaires d'aides sociales trouveront du travail, et que tous les Etats maintiendront grosso modo le niveau de leurs financements. Sa conclusion ? 2,6 millions de personnes, dont 1,1 million d'enfants, vont tomber en dessous du seuil de pauvreté (32,4 millions d'Américains, soit 13,5 % de la population, entrent déjà dans cette catégorie) à la suite de la mise en œuvre de la loi, laquelle va écorner les revenus de 11 millions de familles.

On imagine aisément les conséquences d'un brusque ralentissement de la croissance économique. Le test du succès de la réforme est donc moins dans la réduction du nombre des abonnés de l'aide sociale (le principe de la conditionnalité a un effet dissuasif) que dans la capacité de l'économie à leur fournir des emplois permanents, condition *sine qua non* pour rompre la logique d'une certaine culture de la pauvreté. L'administration a récemment annoncé que 10 000 emplois publics seront proposés au cours d'une période de quatre ans aux habitants du *welfare*.

Mais, outre qu'une majorité d'entre eux seront temporaires et peu rémunérés, il s'agit d'une goutte d'eau par rapport aux 700 000 emplois nouveaux qu'il conviendrait de trouver pour réussir le pari de la réforme. Créer des emplois dans un pays qui bénéficie d'une forte croissance n'est pas un

problème insurmontable : quelque 200 000 emplois sont créés chaque mois aux Etats-Unis. Mais de quels emplois s'agit-il ? De nombreuses entreprises ont répondu à cet effort de solidarité nationale en mettant en place des programmes dits *welfare-to-work*.

L'exemple du groupe hôtelier Marriott est souvent cité : 80 % des personnes qui ont suivi les cours de formation de cette entreprise avaient conservé leur emploi au bout d'un an. Seulement, chaque élève coûte 5 000 dollars (environ 28 500 francs), dont la moitié seulement est financée sur fonds publics. Or plus de 50 % des bénéficiaires d'aides sociales n'ont pas terminé leurs études secondaires : dans l'Etat de Washington, 36 % d'entre eux éprouvent de grosses difficultés à lire. A l'échelon national, une forte proportion des intéressés connaissent de graves difficultés familiales ou personnelles : alcoolisme, drogue, santé défectueuse, disparition du sens de l'effort, etc.

Selon le Urban Institute, seuls 20 % des abonnés du *welfare* sont en mesure de trouver du travail sans l'aide du gouvernement fédéral. La vraie question est celle-ci : sachant que la clé du succès de la réforme du *welfare* réside dans l'effort budgétaire qui sera accordé aux secteurs de l'éducation et de la formation, les Etats, ainsi que le gouvernement fédéral, auront-ils la volonté politique de briser la dépendance de l'aide sociale ?

Laurent Zecchini

## Déficits sociaux : attention danger !

Suite de la page 1

Il s'est voulu « redistributif » dans son projet - sans lendemain - de modifier les allocations familiales en fonction des revenus, mais résolument libéral dans le soutien qu'il a apporté à la proposition de loi UDF sur les plans d'épargne-retraite (capitalisation). Sur ces deux derniers points, l'opposition a beau jeu de constater que la réforme libérale a été adoptée, alors que le projet redistributif a été remis sous la pression des associations familiales.

Le plan Juppé s'inscrit dans un mouvement déjà engagé. Le mot prêt à sourire quand n'en sait que ce plan a entraîné le plus grand mouvement social que la France ait connu depuis mai 1968. Mais la réforme ne parlait pas de rien. Avec l'instauration de la contribution sociale généralisée (CSG), en 1991, la « Sécurité » avait connu un aggrément de grande ampleur, puisqu'il s'agissait de la première entorse au principe du financement par des cotisations sur le travail. La réforme du régime de retraite des salariés, décidée par Edouard Balladur en juillet 1993, a marqué une deuxième étape capitale. Preuve que la Sécurité sociale, compte tenu de son poids économique

(1 700 milliards de francs, d'ailleurs, que le budget de l'Etat) et de ses implications sur la cohésion de la société, ne peut être qu'un chantier permanent.

S'il prolonge un lent mouvement de réforme, le plan Juppé n'en a pas moins été un formidable accélérateur, marquant une rupture avec le passé. Il a d'abord introduit le Parlement dans le jeu social : les députés ont été 178 (sur 577), en novembre 1996, à participer au vote de la première loi de financement de la Sécurité sociale. « Je me réjouis que les parlementaires soient consultés », explique René Lenoir, chargé de mission à l'Elysée, qui a été consulté lors de l'élaboration du plan. Pour l'ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale (1974-1978), il était « scandaleux qu'ils votent le budget de l'Etat mais qu'ils ne se prononcent pas sur des dépenses représentant 30 % du produit intérieur brut ».

Dans la sphère syndicale, en écartant FO - qui jouait depuis 1967 un rôle dominant dans la gestion pacifique des caisses de Sécurité sociale - et en consacrant la CFDT, le plan Juppé n'a pas fini de faire sentir son onde de choc, confortant la centrale de Nicole Notat dans son statut de pôle réformiste. L'exclusion de FO n'en a pas moins fragilisé le plan Juppé, qui n'est soutenu que par une grande centrale, deux organisations minoritaires (CFDT, CGC) et un seul syndicat de praticiens libéraux, MG-France (généralistes), actuellement en perte de vitesse dans les élections aux unions professionnelles de médecins.

L'autre hypothèque, aussi lourde, vient du patronat. La volonté de réforme d'Alain Juppé l'a certes séduit, mais il s'est donné trois ans pour reconsidérer son engagement

dans la gestion des organismes d'assurance-maladie. Or la persistance des déficits renforce l'aille la plus libérale du CNPE, qui plaide pour un désengagement pur et simple du secteur de la santé.

Si la réforme de 1995 a suscité autant d'oppositions de la part de groupes sociaux différents (fonctionnaires, cheminots, associations familiales, médecins...), c'est qu'elle a touché aux acquis des uns et aux intérêts des autres. C'est ainsi qu'elle a posé des questions qui devaient, tôt ou tard, trouver une réponse. Des exemples ?

● LA SANTÉ. En plaçant les dépenses remboursées par les caisses d'assurance-maladie (600,2 milliards en 1997), et donc le montant global des remboursements, n'est-on pas en train de changer de système ? « Hier on avait une certaine répartition de l'assurance-maladie », analyse M. Mamrot (*Droit social*, n° 910, septembre-octobre 1996). Le *sous-traitement* est aujourd'hui révoqué. Il faut que l'on ne pourra pas demain rembourser tous les soins à tout le monde et que le véritable sujet du débat démocratique qui doit s'instaurer est de préciser à quels soins, en France, tous les résidents légaux doivent avoir accès quel que soit leur niveau de revenus ».

Le débat portera alors sur une question centrale, en filigrane dans le plan Juppé : les caisses doivent-elles rembourser les consultations et les médicaments en fonction des besoins des assurés ou en fonction des moyens financiers octroyés par le gouvernement et le Parlement ? Si, de payeurs aveugles, les caisses deviennent de véritables acheteurs de soins au meilleur rapport qualité-prix, un compromis pourrait être trouvé, à condition que tout le sys-

tème, des prestataires (médecins, hôpitaux, industrie pharmaceutique, etc.) aux assurés sociaux, se montre vertueux et justifie les dépenses engagées aux frais de la collectivité.

● LA FAMILLE. Le projet d'Alain Juppé de modifier les allocations familiales en fonction du revenu, ou de les rendre impossibles, ce qui correspond à un transfert en faveur des familles nombreuses ou modestes, a posé un autre type de problème, celui de l'équité de la politique familiale. Est-il juste de donner autant à un cadre supérieur qu'à un smicard, s'interrogeait M. Juppé au moment de l'élaboration de son plan ? Mais c'est finalement le refus opposé par les associations familiales qui est le plus instructif.

En fait, la question du premier ministre, pertinente sur le fond, est une question des années 70, quand l'augmentation du pouvoir d'achat rendait les Français à la fois plus confiants en l'avenir et moins regardants sur les mécanismes de redistribution. Désormais, de plus en plus de voix s'élèvent, au sein des classes moyennes, pour réclamer la fin d'une protection sociale sélective ciblée sur les revenus modestes. Cette forme d'égoïsme social s'explique par le sentiment, maintenant bien ancré dans ces catégories, qu'elles sont en voie de paupérisation et que le système économique ne garantit plus l'ascension sociale, comme au cours des « Trentes glorieuses ».

● LES RETRAITES. La tentative du gouvernement de réformer les régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF, EDF-GDF, etc.) posait le problème de l'égalité de traitement des Français devant la retraite. Depuis le Livre blanc de Michel Rocard

(1991), actualisé par le rapport de Raoul Brier (1995), on sait que ces régimes, à cause du déséquilibre entre actifs et retraités dans les professions considérées, auront de gros besoins de financement d'ici à 2015 (de l'ordre de vingt points de cotisations pour les fonctionnaires civils de l'Etat).

Au-delà de l'équilibre financier, explique M. Brier dans son rapport, c'est le problème de l'« inéquité » au sein d'une même génération qui est posé, « entre les retraités des régimes du secteur privé (ceux ayant amorcé une réforme), qui auront une progression modérée de leur pension, et les retraités des régimes spéciaux (pour lesquels rien n'a été fait à ce jour et qui connaissent d'ores et déjà des difficultés), qui continueront à avoir de fortes progressions de leur pension moyenne ».

Sur ces deux exemples de la politique familiale et des retraites, c'est la méthode de M. Juppé qui a conduit à une radicalisation des points de vue et, finalement, à l'échec : sa démarche, consistant à poser les termes du débat tout en prouvant des solutions toutes faites, était inacceptable pour les partenaires sociaux. Dès l'été 1995, pour mettre un terme à la dérive préoccupante des comptes sociaux, le nouveau premier ministre avait décidé de frapper vite et fort, et de présenter dès la rentrée un plan ambitieux et complet comportant des mesures d'urgence et des réformes de structure. En apparence, il y avait eu concertation, à travers vingt-deux forums régionaux auxquels participaient les forces économiques et sociales. En fait, le plan a été conçu par un petit groupe de quatre experts, proches de la majorité, réunis autour du conseiller social du premier mi-

nistre, Antoine Durleman, qui en fut le véritable inspirateur.

Dans l'esprit du premier ministre, pour que ce plan soit accepté par l'opinion, chaque Français devait participer à l'effort de redressement de la « Sécurité », les fonctionnaires comme les salariés du privé, les agents des entreprises publiques comme les médecins, les retraités comme les familles. Certains experts l'avaient pourtant mis en garde contre un excès de précipitation sur le dossier des retraites, invitant le chef du gouvernement à adopter la méthode Rocard, fondée sur la concertation, qui avait permis deux ans plus tard à Edouard Balladur d'engager la réforme du régime des salariés du privé sans déclencher de mouvements sociaux.

Le président de la République s'était ouvertement demandé, au cours de la phase d'élaboration du plan, si son premier ministre ne chargeait pas un peu trop la barque. En vrai politicien, Jacques Chirac connaissait l'extrême sensibilité des fonctionnaires et des agents des entreprises publiques sur les retraites, et celle des médecins sur la maîtrise des dépenses de santé. Là où il aurait fallu du temps et de la pédagogie, M. Juppé a fait preuve d'autoritarisme et de précipitation, admettant les mécontentements. Ces mois « perdus » en concertation avec les syndicats sur les retraites auraient sans doute été des années de gagnées. Comme le déplore l'un des experts qui fut associé au plan Juppé, « le dossier des régimes spéciaux est probablement enterré pour longtemps ». Quel que soit le gouvernement qui sortira des élections.

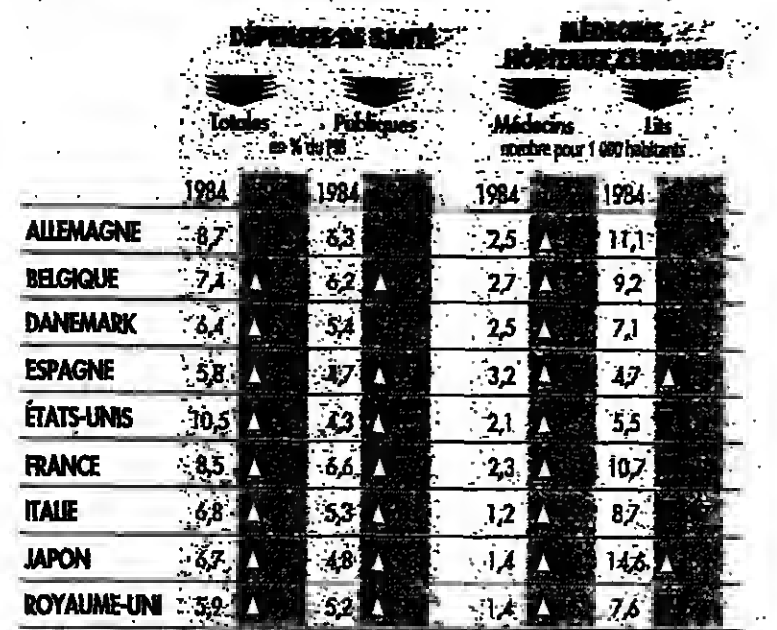
Jean-Michel Bezat

هكذا من زلي



## Un poids croissant sur l'économie

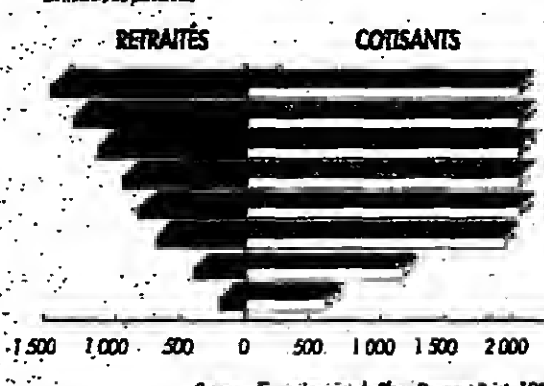
### Les dépenses de santé



\* 1993  
\*\* 1994

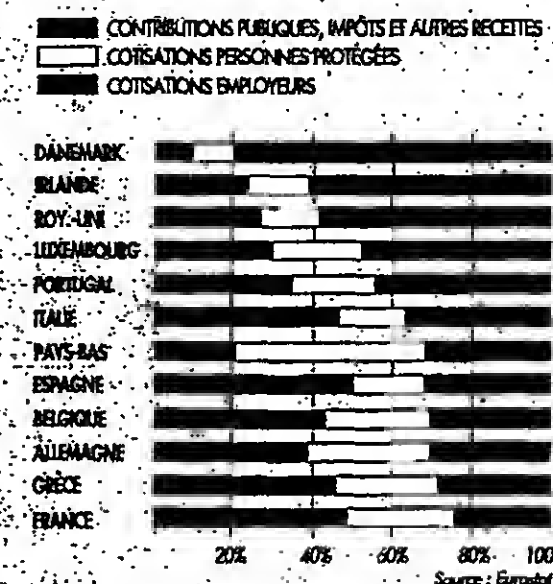
Source : OCDE, 1996

### Evolution du rapport cotisants/retraités dans le régime des fonctionnaires de l'Etat

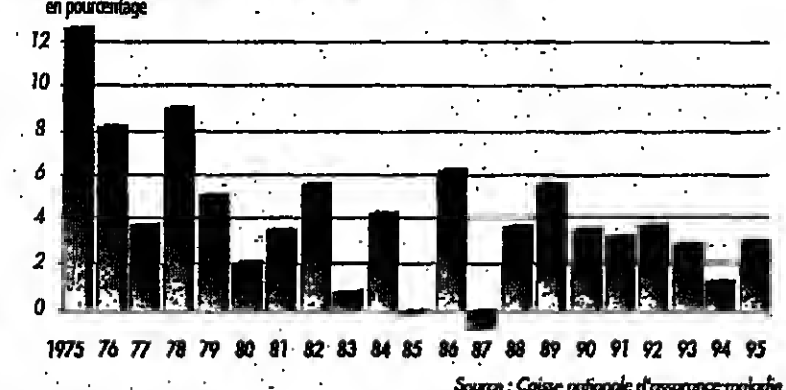


Source : Commissariat du Plan, Rapport 1995

### Structure du financement de la protection sociale dans l'Union européenne en 1994



### Taux de croissance annuel de l'ensemble des prestations servies de 1975 à 1995



Source : Caisse nationale d'assurance-maladie

## Disparités françaises sur les retraites

Depuis la réforme qui a paralysé la France pendant l'hiver 1995, tous les « premiers ministres » ont compris qu'il était quasiment impossible de passer en force sur le dossier brûlant de l'harmonisation des retraites entre les salariés du privé et ceux du public. Le gouvernement qui sera prochainement issu des urnes, au lendemain des élections anticipées, saura-t-il rompre en douceur les « privilèges » des salariés de l'Etat pour mieux faire supporter à ceux du privé l'insécurité que l'équilibre des comptes sociaux rend inévitable ?

Depuis la réforme entamée par Edouard Balladur à l'époque où il était premier ministre, le décalage entre les retraites du secteur public et celles du secteur privé ne cesse de croître. Depuis 1994, les pensions des salariés du privé sont calculées sur une base qui n'est plus celle des dix meilleures années mais celle des vingt-cinq meilleures années. Ce qui représente une véritable régression dont les effets ne commenceront à se faire sentir qu'à partir de 2005 quand la génération du baby-boom commencera à partir massivement à la retraite. La chute des revenus pourrait même réduire bon nombre de cadres moyens et d'employés à la mendicité dans quinze à vingt ans. Si l'on en croit le savant calcul de certains auteurs, le « taux de remplacement » du dernier salaire par la pension de retraite serait grosso modo du tiers.

Pour les fonctionnaires en revanche, rien de changé : la base de

calcul demeure celle des six dernières années. C'est d'ailleurs justement à cette période, six mois avant la retraite, que le salaire du fonctionnaire reçoit généralement un petit coup de pouce, histoire de compenser le fait que les primes – celles qui furent introduites précisément pour corriger l'écart défavorable qui se creusait avec les salariés du privé aux temps révolus des « trente glorieuses » – ne sont pas incluses dans le calcul des retraites. Du coup la pension, même mince, remplace l'ancien salaire au taux de 75 %. Résultat : non seulement les fonctionnaires n'ont pas cotisé sur leurs primes, mais leur absence dans le calcul des retraites est compensée en fin de carrière par un coup de pouce favorable.

Le niveau des pensions va chavirer d'autant plus sérieusement pour les salariés du privé que la durée de cotisation ouvrant droit à une retraite à taux plein n'a cessé de s'allonger. Depuis 1994, cette durée est passée de trente à trente-cinq ans, sans qu'aucun subrepticement et sans qu'aucun solitaire trimestre, soit quarante ans de cotisations. Pour les fonctionnaires au contraire, les trente-sept années et demie de cotisations restent la règle.

Outre le caractère sensible du dossier, une harmonisation des différents régimes de retraite de la fonction publique s'impose. Tout d'abord parce que leur foisonnement frise l'irrationnel : il y a les fonctionnaires de l'Etat, ceux de l'EDF-GDF, ceux de la RATP, de la SNCF, des ouvriers de l'Etat, des danseurs de

l'Opéra et des sociétaires de la Comédie-Française. Cette diversité est à elle seule un véritable maquis. Au plan du prélèvement, les cotisations des salariés du privé sont claires : 5 % au-dessus du plafond (13 720 francs actuellement) pour le régime général, plus un autre prélèvement de 6 % au bénéfice de la caisse de retraite complémentaire Ataroc, et financé à la fois par l'employeur et par le salarié. Au-dessus du plafond, la caisse des cadres Agirc prélève 16 %. Pour les salariés du public en revanche, chaque caisse a ses règles et une comparaison d'un régime à l'autre demande des compétences d'ordonnateur.

Bien entendu, les syndicalistes du secteur public défendent d'autant plus vigoureusement les avantages des salariés du public qu'ils sont convaincus de jouer les locomotives : chaque avantage attaché à l'Etat par les fonctionnaires et assimilés est censé amener tôt ou tard le privé à s'aligner. Mais ce mécanisme, qui a fonctionné au temps du chômage zéro, est aujourd'hui inopérant. L'assommoir social est cassé et tout avantage attaché à l'Etat devra être financé par les impôts des salariés du privé.

Ce décalage sur les retraites se double aujourd'hui d'un autre écart sur les salaires. Selon les chiffres publiés en octobre dernier par l'Institut national de la statistique (Insee), les un million huit cent mille agents titulaires et non titulaires des ministères civils de l'Etat travaillant en métropole ont perçu en 1995 un salaire brut moyen de 164 990 francs (primes comprises), ce qui correspond, une fois les diverses cotisations payées, à une rémunération nette mensuelle de 11 630 francs. Pas de quoi pavoiser, il est vrai, sauf que... les salaires payés par les entreprises privées (source Insee toujours) sont encore moins avantageux. En 1995, le salaire annuel moyen offert aux salariés à temps complet du secteur privé et semi-public s'est élevé à 155 710 francs brut (9 190 francs de moins sur douze mois que pour les salariés du privé), ce qui correspond à un salaire mensuel net de cotisations sociales de 10 390 francs par mois (1 240 francs de moins par mois). Voilà pour la photographie des revenus nets. Si l'on examine maintenant les salaires en évolution, la différence est encore plus importante. Entre 1994 et 1995, malgré la hausse de 13 % du SMIC, le salaire annuel moyen brut des salariés du privé n'a augmenté que de 0,6 %.

Cette hausse se réduit en fait à 0,3 % si l'on élimine les « effets de structure » provenant de l'augmentation des qualifications (c'est-à-dire la hausse de la part des emplois qualifiés qui d'une année sur l'autre pourrait déséquilibrer la statistique). Du côté du public en revanche, sur la même période, les pourcentages sont nettement plus réjouissants : +1,9 % en brut (soit +1,3 % de plus que le privé). Soit une hausse accrue de 1,8 % en francs constants (0,4 % pour le privé) tandis qu'à corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a augmenté en francs constants de 1 % en brut et 0,9 % en net (0,3 % pour le privé). Même en 1996, où aucune augmentation de salaire n'a été distribuée, le salaire moyen par tête s'est accru mécaniquement de 2,5 % du fait de la progression mécanique à l'ancienneté et de différents coups de pouce automatiques. Depuis 1991, le pouvoir d'achat des salariés du privé a augmenté en moyenne de 0,2 % par an contre 1,4 % pour le public. L'écart qui s'est creusé atteint plus de six points.

Si l'Etat ne fait rien pour harmoniser les conditions des uns et des autres, qu'il ne vienne pas reprocher aux jeunes de préférer les charmes du public aux dangers du privé. Ce serait les accuser d'avoir opéré un choix économique cohérent. Et donc d'avoir fait preuve de maturité.

Yves Mamou

### Bibliographie

- Le Plan Juppé, deux numéros spéciaux de la revue « Droit social » : n° 3 (mars 1996) et n° 9-10 (septembre-octobre 1996).
- Santé, dépenser sans compter, de Gilles Johanet (Santé de France, 1995, 244 p., 180 F).
- La Santé intouchable, de Jean de Kervasdoué (Jean-Claude Lattès, 1996, 294 p., 125 F).
- Les Médecins face à l'Etat, de Patrick Hassenteufel (Presses de Science-Po, 1997, 368 p., 168 F).
- La Réforme de la Sécurité sociale (textes, rapports, analyses), (Editions Liaisons, 1996).
- Systèmes de retraite : structures, défis et perspectives, Revue d'économie financière (n° 40, Mouton, mars 1997).
- Le Financement des systèmes de retraite spéciaux. Une approche internationale, Stéphane Hamayon et Michel Ronquès (Editions Aspe Europe, 1997).

## LE PLAN JUPPÉ

### Questions-réponses

1. Qu'est-ce que le « plan Juppé » ?  
Dévoilé par Alain Juppé devant les députés, le 15 novembre 1995, le plan de réforme de la protection sociale est un vaste chantier qui, s'il doit aboutir, prendra plusieurs années. Il porte à la fois sur le financement de la Sécurité sociale, les retraites, le rôle du Parlement, la place des partenaires sociaux et le fonctionnement du système de santé (médecine libérale, hôpital, médicament, etc.). En rendant son plan public, le premier ministre avait déclaré que « si le sens des responsabilités, la primauté de l'intérêt général, la volonté de partage et de solidarité l'emportent, nous allons réussir ce qu'on n'a pas osé entreprendre depuis trente ans ».

Sur deux points importants, M. Juppé a dû reculer : la refonte des régimes spéciaux de retraite (fonctionnaires, SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.), entamée au moment du mouvement social de novembre-décembre 1995 ; la fiscalisation des allocations familiales (ou leur modulation en fonction des revenus), abandonnée sous la pression des associations familiales. Les autres réformes ont, pour l'essentiel, été prises par ordonnances (cinq), à l'exception de la création des plans d'épargne-retraite (fonds de pension) pour les quatorze millions de salariés du secteur privé, qui a fait l'objet d'une loi définitivement votée le 20 février 1997.

un tiers (patronat). Les relations entre l'Etat et les caisses sont désormais encadrées par des conventions négociées, qui précisent leurs prérogatives respectives.

La deuxième ordonnance rend plus rigoureux le contrôle des dépenses de médecine de ville en instituant notamment un mécanisme de versements d'honoraires en cas de dérive des dépenses, qui a mis internes et praticiens libéraux dans la rue ces derniers mois. La troisième ordonnance réforme en profondeur le système hospitalier en confiant à des agences régionales dotées de larges pouvoirs – retirés aux préfets – le soin de restructurer (fermetures, reconversions...) le tissu hospitalier.

### 2. Quelles ont été les principales réformes engagées ?

La pierre angulaire du plan Juppé, et sa dimension politique la plus importante, est la réforme de la Constitution, adoptée en février 1996. Désormais, le Parlement vote chaque année une « loi de financement de la Sécurité sociale » encadrant les dépenses, notamment dans le domaine de l'assurance-maladie, et limitant les avances de trésorerie consenties aux caisses. Une ordonnance, en date du 24 janvier 1996, a créé la caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et le remboursement de la dette sociale (RDS), afin d'éponger pendant treize ans les 250 milliards de francs de déficits sociaux accumulés entre 1992 et 1996. Une seconde ordonnance prévoit des mesures d'urgence pour redresser les comptes sociaux pour 1996-1997. Elles se sont d'ores et déjà révélées insuffisantes, le déficit cumulé sur ces deux années dépassant, selon les prévisions officielles, 72 milliards de francs.

Trois autres ordonnances, promulguées le 24 avril 1996, ont entraîné un bouleversement structurel dans la « Sécurité », et tout particulièrement dans le système de soins. La première renforce les prérogatives de l'Etat dans le contrôle des caisses, et accroît le pouvoir du patronat dans ses conseils d'administration, les employeurs disposant du même nombre de sièges que les salariés (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC), alors que la répartition était auparavant de deux tiers (salariés/

### 3. Que reste-t-il à mettre en chantier ?

De nombreuses réformes restent à faire. A commencer par celle des hôpitaux, qui repose sur l'évaluation de la qualité des soins et l'accréditation des services ou fonction de normes de qualité. Le projet d'assurance-maladie universelle, destiné à couvrir tous les résidents aujourd'hui exclus des soins, verra bien le jour. Il a été inscrit dans la « plate-forme d'union RPR-UDF ». M. Juppé a aussi affirmé sa volonté de poursuivre la réforme du financement de l'assurance-maladie afin qu'elle repose moins sur les salaires et plus sur d'autres revenus (retraites, épargne, etc.) ; il veut aller plus loin dans le transfert de la cotisation maladie des salariés vers la contribution sociale généralisée (CSG). Le gouvernement est, en revanche, plus prudent sur la réforme des cotisations patronales : l'idée d'est pas de changer d'assiette pour passer des salaires à la valeur ajoutée, mais de mieux tenir compte de la richesse créée par l'entreprise pour calculer ses contributions aux régimes sociaux.

### 4. Quels sont les adversaires du plan Juppé ?

Dans la classe politique, le Parti communiste y est résolument opposé, alors que le Parti socialiste est embarassé par une réforme structurelle qui, sur bien des points, s'inspire de propositions formulées par la gauche depuis le début des années 90. Côté syndicats, l'hostilité de la CGT et de FO ne s'est pas démentie, notamment parce que le poids des organisations de salariés dans la « Sécurité » a été réduit par le plan Juppé. La majorité des organisations de médecins libéraux s'oppose, elle aussi, à la réforme. En revanche, la CFDT, la CGC, la CFTC et la Mutualité française (25 millions d'assurés), ainsi que l'Uniope (organismes sanitaires et sociaux), la Fnath (accidentés du travail) et le syndicat de généralistes MG-France n'ont cessé, depuis un an et demi, d'exhorter M. Juppé à ne pas céder aux « lobbies médicaux » et à poursuivre sa réforme.

**INSA M**  
INSTITUT DES AFFAIRES  
ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management  
Étude à Paris, États-Unis, Europe  
Admission 1<sup>re</sup> année : bac + concours  
2<sup>e</sup> année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

**eslca**

1, rue Bonaparte, 75007 Paris - France  
Tél : 01 45 31 32 33  
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
FONDÉ EN 1969 - RECONNU PAR L'ÉTAT

**ESC**

**LE HAVRE-CAEN**

**DIPLOME ESC LE HAVRE-CAEN  
FORMATION CONTINUE**

Vous avez :  
● un BAC+2,  
● 3 ans d'expérience professionnelle

Nous vous proposons au Havre une formation diplômante, reconnue par le Ministère de l'Éducation Nationale (niveau BAC+5) en 3 ans à raison de 4 jours par mois samedi inclus. Début du cycle : septembre 1997.

**Clôture des inscriptions : 11 juillet 1997**

Renseignements et inscriptions :  
**Ecole Supérieure de Commerce Le Havre-Caen**  
Marie Annick MAUBUCHON  
30, rue de Richelieu 76087 Le Havre cedex  
Tél : 02.32.92.59.99 - Fax : 02.35.42.11.16  
MEMBRE DU CHAPITRE DES ECOLES DE MANAGEMENT DE LA CONFERENCE  
DES GRANDES ECOLES. MEMBRE FONDATEUR D'ALLIANCE ESC



## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Grèce	Portugal	Irlande	Autriche	Belgique	Pays-Bas	Finlande	Suède	Norvège	Danemark	Israël	Israël	Israël
Production industrielle (en %)																	
Dernier mois connu	+0,9	+1,6	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1	+1,1
Cumul sur 12 mois	+6,6	+8,1	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5
Taux de chômage (en %)																	
Dernier mois connu	5,2	3,3	11,2	10,4	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8
Un an avant	5,5	3,3	10,4	10,4	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8
Indice des prix (en %)																	
Dernier mois connu	+0,1	+0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Sur 12 mois	+2,7	+0,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5	+1,5
Saldo commercial (en milliards)																	
Dernier mois connu	-16,9	+448,2	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5	+6,5
(monnaies nationales)																	
Cumul sur 12 mois	-175,1	+6 478,7	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8	+98,8
(monnaies nationales)																	
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-175,1	+37,7	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3
Croissance du PIB (en %)																	
4 <sup>e</sup> trimestre 1996 (rythme annuel)	+5,6	+3,9	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3
Sur 12 mois	+4,0	+3,1	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2	+2,2
Saldo des paiements courants en % du PIB																	
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
Déficit public en % du PIB																	
1997 (estimations OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4	-3,4
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1	-4,1
Dettes publiques en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3	61,3

## Téhéran entre le Bazar et l'industrie

L'élection présidentielle prévue pour le 23 mai en Iran n'est pas jugée d'avance. Pour la première fois depuis la révolution de 1979, les électeurs auront effectivement le choix entre plusieurs candidats, dont les principaux sont issus de différents courants du régime islamiste, mais parmi lesquels figurent aussi des opposants. Du point de vue économique aussi, le choix est plus ouvert, avec un enjeu de taille : savoir si l'Iran pourra s'engager dans un nouveau mode de développement, moins dépendant de la rente pétrolière.

L'économie iranienne, en dépit des réformes menées ces dernières années, reste dépendante du pétrole. En 1996, il a représenté 63,3 % des recettes totales de l'Etat : ce dernier n'est donc guère incité à mener une véritable politique fiscale. Autre faiblesse structurelle : depuis la naissance d'une économie moderne, l'Etat iranien a toujours été le principal investisseur du pays, ce qui n'a pas encouragé le développement d'une bourgeoisie entrepreneuriale. La classe sociale qui s'est enrichie depuis la révolution, celle des grands commerçants du Bazar, reste dépendante de l'Etat, dont elle a obtenu un certain nombre d'avantages : devises à taux de change préférentiels, licences d'importation, modification des réglementations régissant le commerce extérieur, faible imposition des profits, etc. Par ailleurs, cette classe sociale a peu investi dans l'industrie et est restée cantonnée dans une écono-

▼ Iran  
Maintien de l'économie traditionnelle subventionnée, ou développement de l'industrie et du libéralisme : l'enjeu de l'élection présidentielle du 23 mai

mie d'intermédiaires : import-export, spéculation sur le marché des devises ou du logement, etc. La politique industrielle des années 60, fondée sur le développement d'un secteur privé totalement protégé de la concurrence, a conduit à des industries sous-compétitives et dépendantes des importations. Ces dysfonctionnements sont devenus encore plus marqués après l'avènement de la République islamique du fait de la nationalisation à 75 % de l'appareil productif. On peut noter ainsi que, sur les neuf premiers mois de 1996, les exportations de produits industriels n'ont représenté que 4,7 % des exportations totales de biens, soit seulement 800 millions de dollars.

Face à ces difficultés, le gouvernement iranien avait, au début des années 90, appliqué une politique de libéralisation économique. Ces réformes reposaient sur un réajustement des prix d'équilibre (suppression des subventions, unification du système de change à taux multiples, etc.) censé entraîner un choc compétitif. Or cette politique a en partie échoué car la plupart des entreprises, trop dépendantes des importations et habituées à être protégées, étaient incapables de faire face à la concurrence. A partir de 1994, une politique industrielle différente a été appliquée sous l'impulsion de Mohsen Nourbakhsh, alors gouverneur de la banque centrale d'Iran : l'industrie a été un peu plus protégée et la libéralisation des prix a été menée de manière plus graduelle. Parallèlement, le remboursement des dettes extérieures a limité les capacités d'importation des entreprises iraniennes, les industries ne pouvant obtenir des devises qu'en exportant ou en les achetant à des entreprises qui avaient exporté.

Ce nouvel environnement a en fait amélioré la compétitivité des entreprises, qui ont dû faire des efforts en matière de gestion et de recherche-développement. Par ailleurs, la limitation des importations, si elle a pesé sur l'appareil productif, a obligé un certain nombre d'entreprises à développer un réseau de sous-traitants à l'intérieur du pays. Toutefois, ces progrès restent limités. De plus, une telle politique ne pourra être

## INDICATEURS DE QUATRE PAYS ÉMERGENTS

● NICARAGUA. Après des années de ténacité politique, le Nicaragua s'est engagé dans une série de réformes qui amènent progressivement l'Etat à se désengager d'un vaste secteur public. Les pertes d'un certain nombre d'établissements financiers sont progressivement épongées tandis que les banques nicaraguayennes sont peu à peu privatisées.

453 millions de \$ 531 millions de \$ 2,6 millions de \$  
126 millions de dollars

● PANAMA. Place financière off shore, Panama est pour le reste, et grâce au canal qui sépare les deux continents américains, une zone de transit pour le commerce Nord-Sud. Des réformes financières ont été récemment introduites pour revitaliser le secteur financier concurrentiel aujourd'hui par d'autres pays latino-américains.

5,8 milliards de \$ 6,8 milliards de \$ 6,6 milliards de \$  
100 millions de dollars

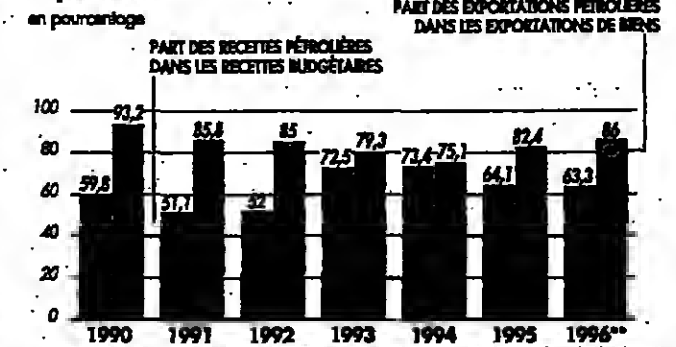
● EQUATEUR. Le vigoureux train de réformes engagé au début des années 90 s'est aujourd'hui essouffé. Il est vrai qu'une querelle de frontières avec le Pérou a démobilité le pays au point de l'amener à abandonner un programme d'ajustement entamé sous l'égide du Fonds monétaire international. Le secteur privé demeure néanmoins dynamique.

4,7 milliards de \$ 3,2 milliards de \$ 15 milliards de \$  
96 millions de dollars

● HONDURAS. L'économie du Honduras, basée sur l'exploitation de ressources agricoles, halieutiques et minières, est dépendante des conditions climatiques et des évolutions de prix sur les marchés mondiaux. Les comptes extérieurs continuent d'être grevés par un service de la dette important.

1,1 milliard de \$ 1,6 milliard de \$ 3,4 milliards de \$  
74 millions de dollars

## ▼ La dépendance de l'économie iranienne vis-à-vis de la rente pétrolière



La part des recettes pétrolières dans les recettes budgétaires est en baisse constante depuis 1990. Source : Banque mondiale

efficace que si elle est appliquée de manière continue pendant plusieurs années. Dans ce contexte, l'élection présidentielle de la fin mai s'annonce décisive pour l'économie et l'industrie iraniennes. En effet, les deux principaux candidats, Nourbakhsh et Mohsen Nourbakhsh, diffèrent dans leur manière d'appréhender les problèmes économiques.

«L'hodjatolislam Nourbakhsh, actuel président du Parlement, est le candidat de la droite traditionnelle. Il s'est distingué par ses critiques du programme de libéralisation économique appliqué depuis le début des années 90. Toutefois, il est resté silencieux sur les réformes qu'il souhaiterait lui-même appliquer. Néanmoins, on sait qu'il est surtout soutenu par les

grands commerçants du Bazar. Il est donc possible que, à ce titre, M. Nourbakhsh soit tenté de laisser aux activités de commerce leur rôle directeur dans l'économie iranienne. De ce fait, s'il l'emporte, il est probable qu'un système économique fondé sur des activités spéculatives et non génératrices de valeur ajoutée continue d'être favorisé. On peut rappeler, à ce sujet, que le Bazar avait, en 1993, en effectuant un lobbying efficace auprès du Parlement, obtenu le président était Nourbakhsh, indirectement provoqué la non-reconduction de M. Nourbakhsh au poste de ministre de l'économie car ce dernier entendait imposer les grands commerçants en fonction de leurs revenus réels. En outre, M. Nourbakhsh est une position très conservatrice en

ce qui concerne la moralité islamique et n'est pas favorable à une libéralisation politique du régime. Enfin, il serait favorable à une reprise rapide des relations avec les États-Unis ; ce qui soulagerait évidemment l'économie iranienne mais ne résoudrait en rien ses problèmes structurels.

L'hodjatolislam Khatami, ancien ministre de la culture, est le candidat soutenu par la droite « moderniste » (dont le chef de file est l'actuel président de la République, Hachemi Rafsanjani) et la gauche également « moderniste ». Mohammad Khatami est soutenu par la mouvance politique (la droite « moderniste ») qui a mené la politique de libéralisation économique dans les années 90 mais aussi par une gauche qui a profondément évolué en abandonnant ses références à des modèles économiques à caractère centralisé. Ce candidat semble favorable à la poursuite de l'actuelle politique de libéralisation graduelle de l'économie. M. Khatami met surtout l'accent sur la nécessité de favoriser, en priorité, le développement de l'industrie. Mais surtout, l'ancien ministre prône une plus grande liberté sur le plan politique. Un tel objectif lui assure le soutien d'une grande partie des industriels ainsi que de nombreux technocrates et intellectuels. Les partisans de Mohammad Khatami expliquent que le modèle économique qu'il propose est celui de la Turquie.

Thierry Coville  
Economiste

## UN CHIFFRE

1,2 %

TAUX D'IMPAYÉS  
POUR LES EXPORTATEURS  
FRANÇAIS EN ITALIE

Qui sont les mauvais payeurs en Europe ? Selon la Co-face, Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, en 1996, le taux d'impayés est resté stable, avec des disparités notables d'un pays à l'autre : 0,6 % aux Pays-Bas et en Suisse, 0,7 % pour l'Allemagne et le Royaume-Uni, 0,8 % aux États-Unis. Mais le taux d'impayés se monte à 0,9 % pour le Portugal et la Grèce, 1 % pour l'Espagne et 1,2 % pour l'Italie (il était de 2,7 % en 1993). En 1997, le pourcentage italien ne devrait guère s'améliorer, les entreprises souffrant d'une demande intérieure bridée par la rigueur budgétaire, tandis que la demande extérieure n'est plus portée par un taux de change avantageux.

ENGLISH  
USACOURS PARTICULIERS INTENSIFS à  
Cincinnati, Ohio, USA  
répondant aux besoins des entreprises  
et des cadres supérieursMéthode et matériel de haut niveau  
basés sur la pratique du dialogue.PROGRAMME :  
40 heures d'instruction par semaine, du lundi  
au vendredi (séjour avec le professeur)DURÉE :  
De 2 à 4 semaines  
Établi en 1972Pour davantage de renseignements contactez :  
CIRCULING  
322 West Street - Cincinnati, Ohio 45202 U.S.A.  
(513) 721-4762 - FAX: (513) 721-4918  
http://www.circulating.com

## Tokyo taxe la consommation, mais la croissance continue

Le 1<sup>er</sup> avril 1997, le gouvernement japonais a relevé de 3 % à 5 % la taxe sur la consommation, qui ressemble à la TVA française. Cette hausse est survenue alors que le Japon commençait à s'enrichir d'une longue récession, qui avait commencé en 1991 après l'éclatement de la bulle spéculative. La croissance avait repris des couleurs en 1996 : 3,6 %. Que sera-t-elle en 1997, après ce nouveau choc fiscal ?

La décision de relever la TVA remonte en fait à 1993. Cette année-là, le Japon vivait la troisième année d'un arrêt total de la croissance et subissait des pressions insistantes du gouvernement américain pour que la demande intérieure soit relancée, afin de relâcher quelque peu la pression des exportateurs japonais sur les marchés mondiaux. Le gouvernement de l'époque décida un allègement des impôts directs aussi massif que temporaire. L'impôt sur le revenu fut réduit de 5 500 milliards de yens (environ 275 milliards de francs), mais ce cadeau fiscal ne valait que pour trois ans. Après ce délai jugé suffisant pour relancer la croissance, les largesses seraient récupérées de deux façons dans le budget de l'année fiscale 1997, qui commence le 1<sup>er</sup> avril. D'un côté, 2 000 milliards de yens (100 milliards de francs) d'impôt sur le revenu seraient rétablis, soit les deux cinquièmes de l'allègement initial. De l'autre, la TVA japonaise serait relevée de deux points, soit 4 000 milliards de yens (200 milliards de francs).

Il y eut un débat au moment des dernières élections législatives, en octobre 1996 : certains hommes politiques et des chefs d'entreprise influents ont souhaité que la hausse de la fiscalité soit différée car la faiblesse reprise ne leur semblait pas suffisamment affermie pour subir

▼ Japon  
L'augmentation de la TVA de 3 à 5 % ne plongera pas le pays dans la récession : l'économie nipponne sera sauvée par les exportations

une telle douche froide de prélèvements additionnels. Mais le premier ministre sortant, Ryutaro Hashimoto, a tenu bon, ce dont les électeurs ne lui ont apparemment pas tenu rigueur puisque la majorité conservatrice qu'il dirigeait a été reconduite.

La TVA a donc été relevée de 3 % à 5 %, et ses premiers effets sont instructifs sur les comportements économiques des Japonais. Les consommateurs nippons sont les lecteurs les plus voraces de presse économique au monde. Très bien informés, ils ont anticipé la hausse en se livrant à une orgie d'achats de biens durables. Les ventes des grands magasins ont bondi de 21,7 % en mars 1997 par rapport à mars 1996, avec un engouement particulier pour les meubles (+41 %) et les appareils électroménagers (réfrigérateurs et téléviseurs : +52 %). Les ventes d'automobiles n'ont pas été en reste : +12,4 % de mars 1996 à mars 1997. Ces achats de précaution ont été pleinement justifiés. Dès le mois d'avril 1997, l'indice des prix à la consommation de l'agglomération de Tokyo a crû de 1,7 % par rapport à mars, rom-

pant avec la parfaite stabilité observée au cours de l'année antérieure. La hausse des prix a donc été immédiate et très forte, puisque les 1,7 % sont très voisins des 2 % de hausse de la taxe sur la consommation.

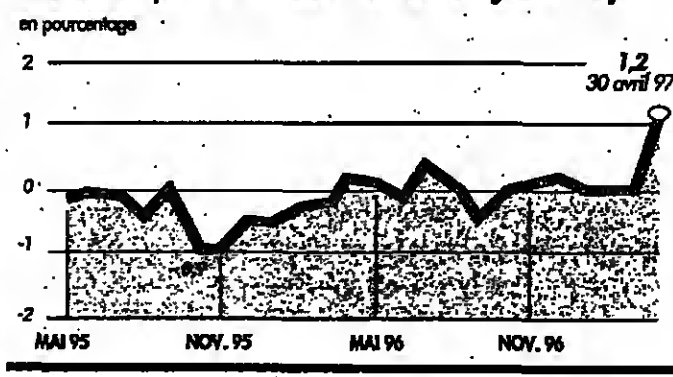
Malgré les nombreux commentaires sur la « destruction des prix » qui résulterait d'une concurrence nouvelle instituée entre les circuits de distribution, il apparaît que les activités de services et de commerce ont suivi avec un bel ensemble leur comportement traditionnel de répression automatique des hausses de coût dans les prix de vente. Au Japon, plus qu'ailleurs, il y a un secteur abîmé de la concurrence internationale qui fait payer le consommateur, et un secteur exposé qui déplace des marchandises de subtilité pour modifier ses prix en fonction de l'état des marchés internationaux et de l'évolution des taux de change.

La hausse des prix d'avril 1997 va peser sur le pouvoir d'achat des salariés, car les salaires japonais ne sont plus indexés sur les prix depuis le premier choc pétrolier. Les hausses des salaires versées par les très grandes entreprises seront voisines en 1997 de celles de 1996, de l'ordre de 3 % par an.

En 1996, cette hausse de 3 % des salaires s'est traduite par des gains de pouvoir d'achat puisque les prix à la consommation sont restés stables. En y ajoutant les bonus, heures supplémentaires et autres revenus sensibles à la conjoncture, on comprend que les Japonais aient été capables de faire progresser la consommation des ménages de 2,8 %.

En 1997, il en sera tout autrement car le pouvoir d'achat des familles japonaises sera à peu près stable, une fois payées la hausse de la TVA et les majorations d'impôt sur le re-

## ▼ Indice des prix à la consommation dans la région de Tokyo



Source : Bloomberg

ven. Les Japonais vont-ils puiser dans leur épargne pour maintenir le rythme de leurs achats ? Une enquête curieuse, comme le Japon en dépit de tant, permet de répondre partiellement à cette question. Les différentes générations ne réagissent pas de la même façon à ce choc fiscal très attendu : les retraités et les mères de famille s'apprêtent à restreindre leurs achats en plus grande proportion que les jeunes.

Le Japon va-t-il replonger dans la récession parce que la hausse de la TVA aura gelé la consommation ? La réponse est oui et non ! Oui, la croissance va marquer une pause entre le printemps et l'automne en raison des achats anticipés de mars, de la ponction sur les ménages en avril et de la contraction des investissements publics dans le budget de 1997. Non, la croissance ne sera pas durablement affectée car le Japon a un moteur de secours pour tirer son économie : ce sauveur, c'est l'exportation (et la contraction des importations), dont le poids exorbitant est la très forte dépréciation du yen survenue depuis avril 1995. Le gouvernement japonais a simul-

ment un pied sur le frein budgétaire et un pied sur l'accélérateur monétaire : le taux d'escompte est à 0,5 % ; les taux longs sont à 5 % ; et le yen est notoirement sous-évalué.

Le secrétaire adjoint du Trésor américain, Lawrence Summers, a bien vu le danger pour les concurrents de l'industrie japonaise et, à début avril, averti le gouvernement japonais que le surplus des paiements courants nippons, descendu à 1,4 % du PIB en 1996, poserait un « problème significatif » s'il dépassait 2,5 % en 1997. Cet accroissement redouté du solde extérieur nippon, un point de production intérieure annuelle (différence entre 1,4 % et 2,5 %), c'est précisément l'équivalent de la ponction opérée par la hausse de la TVA sur la consommation. La croissance japonaise va continuer car la demande que les entreprises japonaises vont perdre sur le marché intérieur du fait de la ponction fiscale, ils la trouveront à l'extérieur du fait de l'aisance monétaire et de la chute du yen.

Christian Sautter  
Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales

مركز من الرياض



## De la nécessité et des dangers de l'euro

por Olivier Klein et Olivier Mousson

L'euro est nécessaire. On le sait. La monnaie unique permettra notamment de desserrer la contrainte extérieure et de redonner des marges de manœuvre à la politique économique. La croissance de l'un des pays de l'Union européenne ne sera plus bridée par la stagnation de l'autre, le taux d'ouverture passant d'environ 30 % en moyenne pour chacun des pays à 10 % pour l'Union prise dans son ensemble. Tout en procurant un environnement monétaire plus stable aux entreprises, l'euro permettra, en outre, si l'on en a la volonté, de mener une politique de change et d'être mieux armé dans les négociations commerciales internationales. En somme, la monnaie unique contribuera efficacement à retrouver demain, au niveau de l'Europe, un peu de cette capacité à peser internationalement et de cette indépendance qui manquent cruellement à chaque pays européen pris isolément.

Les mérites de l'euro ont été amplement analysés, s'ils n'ont pas été suffisamment communiqués. Pourtant, la monnaie unique pourrait bien voir sa naissance remise à plus tard, et court même le risque d'un avortement. Et la raison majeure de cette menace réside précisément au fait que les dangers dus à l'euro ont été trop longtemps sous-estimés. Et, sans doute, les remèdes qui pourraient contrecarrer ces dangers n'ont-ils pas été considérés comme suffisamment payants électoralement. Quels sont donc ces dangers ?

Le cours de change est pour un pays une variable d'ajustement essentielle et nécessaire. Et certainement, sous certaines conditions, l'une des moins douloureuses. Un pays connaît-il un choc dit asymétrique - que ne connaît pas ses principaux partenaires ? Une dévaluation peut lui permettre de se rétablir à moindre mal, l'autorisant, par un développement plus aisé de ses exportations et par un frein monétaire à l'importation, à retrouver plus facilement les chemins de la croissance. Un pays subit-il une inflation plus forte que ses voisins ? Une baisse de son cours de change lui permet de préserver sa compétitivité extérieure. Hors de question ici, cependant, de faire l'apologie de la dévaluation comme point cardinal de toute politique économique. Mais des ajustements de change bien accompagnés ont pu prouver leur efficacité, et le monde non inflationniste dans lequel nous vivons aujourd'hui leur confère une efficacité accrue, comme ce fut le cas en Italie et en Grande-Bretagne depuis 1992-1993. Or, la monnaie unique supprime par construction toute possibilité d'ajustement par le change pour un pays pris isolément. Ce qui risque de rigidifier l'ensemble. Dès lors, un pays subissant un choc asymétrique ne pourra plus s'ajuster que par la baisse des prix, l'accroisse-

ment du chômage ou des mouvements migratoires. Perspectives difficiles à accepter !

Aussi ne peut-on remédier à cette difficulté que de trois façons. On retrouve ici le cœur du débat actuel sur l'euro. La première consiste à ne laisser entrer dans le cercle des pays à même monnaie que ceux qui connaissent, d'ores et déjà, un niveau d'intégration économique très poussé, donc qui sont quasi structurellement en phase en termes de conjoncture, ce qui diminue sensiblement le risque de choc asymétrique. D'où, avant et après l'avènement de la monnaie unique, l'importance des critères de convergence. C'est notamment la position de l'Allemagne qui tient fermement au respect de ces critères, y compris après le passage à l'euro. De ce point de vue, elle développe un argument parfaitement logique. Mais la porte est étroite car elle n'autorise que peu de pays (principalement ceux de la zone mark, dont la France) à entrer dans ce cercle. D'où la question ouverte sur les pays du Sud, et notamment l'Italie depuis quelques mois.

**Seule une intégration politique plus forte peut structurellement diminuer les dangers de manque de souplesse qu'engendre la monnaie unique**

En outre, les critères de Maastricht, tels qu'ils sont définis pour certains d'entre eux, ne sont pas adaptés aux mouvements conjoncturels. Si l'on désire respecter à tout prix, ils provoqueront le ralentissement du retour tant attendu d'une croissance plus forte. L'Allemagne est donc de ce fait dans l'alternative suivante : s'arc-bouter rigide-ment, comptablement, sur les critères et prendre de sérieux risques sur la croissance, ou en faire une lecture « politique », mais ce plus avoir d'argument présentable face à l'Europe du sud pour la persuader d'attendre. De là, pour partie, l'actuelle pression en Allemagne pour un report de la date du passage à l'euro.

Les deux autres solutions ne suppriment pas la nécessité d'une convergence, a priori et a posteriori, pour diminuer les risques de chocs asymétriques, qu'elle en réexaminant les critères. Toutefois, elles ne s'en contentent pas. La deuxième repose ainsi sur une idée plus forte de ce que peuvent partager les pays

ayant adopté l'euro. Elle consiste à instaurer une coordination des politiques économiques au travers d'instances appropriées, tel un « Conseil de stabilité et de croissance ». Cette coordination permettrait de conduire de façon articulée et complémentaire, ici une politique de relance, là une politique d'austérité, suivant les décalages conjoncturels. Et de jouer ainsi un jeu « gagnant-gagnant » et non le jeu de chacun pour soi, qui, très généralement, fait perdre tous les participants.

La troisième solution est sans aucun doute la meilleure économiquement, la plus logique et la seule à parfaire la construction européenne, tant au plan monétaire que politique. Rappelons qu'un pouvoir monétaire centralisé s'est toujours accompagné d'un mouvement semblable au niveau politique. Seule une intégration politique plus forte, conduisant à un degré plus poussé de fédéralisme, peut structurellement diminuer les dangers de manque de souplesse qu'engendre la monnaie unique. Alors seulement, comme aux États-Unis d'Amérique par exemple, un choc conjoncturel dans un État peut être absorbé sans que seuls jouent les mouvements de prix relatifs et les ajustements sur l'emploi. Un centre de décision communautaire doté de quelques outils et compétences, n'agissant d'ailleurs que dans le cadre de principe de subsidiarité, est nécessaire pour institutionnaliser l'obligation de coopération des États membres. Le fédéralisme permet bien la coexistence de pouvoirs étatiques décentralisés et d'un pouvoir régulateur et coordinateur au centre.

Un budget fédéral digne de ce nom, et ce s'ajoutant pas aux budgets nationaux, permettrait en effet des transferts de revenus vers l'État touché et faciliterait ainsi les ajustements nécessaires, en les rendant moins brutaux et plus supportables. Ce qui n'exclurait en rien des règles communautaires visant à faire respecter par chaque pays des critères de « sagesse économique » minimale. Ce degré plus élevé de fédéralisme devrait également permettre d'instituer des minimums européens fiscaux et sociaux : ce nous trompons pas, ce risque de course au moins-disant fiscal ou social est bien l'une des causes majeures qui pourrait faire échouer la construction européenne.

Continuer de penser comme les « initiés » que l'Europe économique, ou l'occurrence l'euro, entraînera de facto l'euro politique constitue peut-être déjà une erreur historique qui risque de mettre en péril la poursuite de la construction européenne.

Olivier Klein est professeur affilié à HEC et directeur de banque.  
Olivier Mousson est enseignant à l'université Paris-Dauphine.

## Quel investissement pour une économie fondée sur la connaissance ?

por Dominique Foray et Christian de Perthuis

Quand les économistes se focalisent sur les indicateurs de redémarrage de l'investissement, de quel investissement parlent-ils ? En dépit de l'importance croissante de l'immobilier, la comptabilité nationale recense pour l'essentiel les équipements et les bâtiments immobiliers pour la production. Mais avec l'avènement des « économies fondées sur la connaissance », ces outils ne suffisent plus. On discute encore mal en Europe les conséquences de l'explosion de l'information et de la communication. Notre appareil productif - et notre société - sont dans une situation assez classique dans l'histoire : celle de l'abondance d'une matière première dont les outils d'exploitation manquent encore.

La nouvelle matière première, c'est l'information - dont la disponibilité augmente de façon exponentielle et dont le prix chute. Cette information se présente sous une forme brute : compressée, stockée dans d'innombrables bases de données. Mais l'information ne peut être assimilée à la connaissance. Dans son état brut, elle n'est pas plus utile à nos économies qu'un gisement de pétrole au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La lente évolution vers l'exploitation systématique et rationnelle du pétrole a d'abord été scientifique et technologique puis industrielle ; la lente évolution vers l'exploitation systématique et rationnelle des « mines » d'information sera fondée sur l'investissement immatériel : l'éducation, la formation, la recherche. En effet, ce qui nous empêche encore d'en tirer bénéfice, c'est le manque des compétences et des capacités d'apprentissage nécessaires pour transformer l'information en connaissance.

L'extraordinaire élargissement des réseaux électroniques banalise de plus en plus l'accès physique à l'information et en réduit rapidement les coûts. Mais qui en profitera ? Seuls ceux qui auront été dotés des ressources cognitives nécessaires. Les autres, les « nouveaux analphabètes », seront exclus de ces réseaux. Or le propre de l'économie fondée sur la connaissance est qu'elle doit s'appliquer au plus grand nombre, sous peine d'énormes gaspillages et d'exclusions sociales irréversibles. Les premières études qui sortent aujourd'hui sur la préparation des personnes à la société d'information montrent que si 50 % des diplo-

més universitaires utilisent un ordinateur, moins de 10 % des personnes qui ont arrêté leurs études avant le bac sont familiarisées avec cette technologie.

Avec 9,2 % du produit national brut consacré en 1992 à l'investissement immatériel, la France a progressé depuis le début des années 80 mais reste derrière le groupe de tête des pays occidentaux : la Suède (11 %), la Norvège (10,8 %), les États-Unis (10,2 %), les Pays-Bas (9,6 %), la Belgique et le Danemark (9,4 %). Les États-Unis et l'Allemagne (mais il faut tenir compte pour cette dernière de la réévaluation) font moins bien. Si l'on décompose l'investissement immatériel, on s'aperçoit que la France est à la traîne en ce qui concerne les dépenses en logiciels, la recherche-développement des entreprises privées et les investissements consacrés à l'éducation ; c'est le cœur de l'économie fondée sur la connaissance ! Les performances de la France restent cependant relativement proches de celles de ses voisins. Les écarts deviennent beaucoup plus saisissants et alarmants lorsque l'on considère le Japon. Ce pays a annoncé en 1996 un plan de 810 milliards de francs pour la science et la technologie.

**La lente évolution vers l'exploitation systématique et rationnelle des « mines » d'information sera fondée sur l'investissement immatériel : l'éducation, la formation, la recherche**

Au demeurant, les composantes matérielles et immatérielles du stock de capital productif sont manifestement liées. Aux États-Unis, les avancées actuelles vers l'économie fondée sur la connaissance s'accompagnent d'un redressement des investissements matériels traditionnels. Aussi peut-on craindre pour la France que la panne d'investissement de 1996 ne soit le symptôme d'un mal plus profond : celui de

notre difficulté collective à construire les nouveaux outils et les nouvelles capacités qui nous permettront de tirer profit de l'abondance d'information.

En dépit des travaux pionniers de quelques économistes, les données sur l'évolution de la France vers l'économie de connaissance font encore cruellement défaut. Là encore, l'absence ne réside pas dans l'absence de matière première ! L'information brute existe dans de nombreuses bases de données sur les qualifications de la main-d'œuvre, l'intensité technologique totale, les coûts de l'innovation, les dépenses de logiciels ou encore les dépenses de formation dans les entreprises. Ce qui fait sans doute défaut, c'est la capacité d'innovation des économistes pour transformer cette matière première en connaissance utile pour l'action !

Dominique Foray est chercheur à l'université Paris-Dauphine (IMRI-CNRS).  
Christian de Perthuis est directeur général adjoint du BIPE.

**PCS** PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976

- Classes Prépa. ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers S, ES, L

**Classes "pilotes" HEC**

Conditions d'admission :  
• Voies scientifique et économique pour les bacheliers titulaires d'une mention et les admissibles aux concours.

PCS Groupe ESLSA  
1, rue Bougainville 75007 Paris  
Tél. : 01.45.51.32.59  
Enseignement Supérieur Privé

## L'ordre mimétique et la « res publica »

por Philippe Arnould

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE EST COMMENCÉE de Philippe Engelhard. Editions Arléa, 284 p., 130 F.

Il y a deux catégories de penseurs en économie. Les premiers snifflent la rationalité des agents, des mécanismes et des comportements. Les seconds insistent davantage sur l'irrationalité qui gouverne les mécanismes de marché et les processus de décision. La ligne de démarcation est sans doute dans une perception très différente de la notion de « violence ». Ce n'est pas faire injure à Philippe Engelhard, économiste et philosophe de formation, qui travaille pour une ONG (ENDATiers-Monde), que de le classer dans la deuxième catégorie.

Son livre se veut une sorte de carnet de cette drôle de guerre qu'est aujourd'hui la guerre économique, un état des lieux des conflits d'intérêt qui secouent la planète et un essai de penser l'articulation problématique de l'économie au politique. On a trop pris l'habitude de parler paresseusement de « fin des idéologies » et de « mise au repos », et tellement reproché aux économistes de manquer d'imagination, pour ne pas s'intéresser aux tentatives, assez rares en réalité, de pensée synthétique sur ces questions.

La troisième guerre mondiale sera donc essentiellement économique. En vérité, pour Philippe Engelhard, elle a déjà commencé, subrepticement. Elle s'est intensifiée depuis les années 80. Elle dessine aujourd'hui de nouvelles lignes de fracture. Elle est en passe d'atteindre son rythme de croisière.

La nouvelle pauvreté en constitue aujourd'hui le symptôme le plus visible. Selon la Banque mondiale, le nombre des pauvres croît au rythme de 2 % par an. Les autres symptômes, plus discrets, n'en gagnent pas moins en importance : dégradation du milieu naturel, tensions alimentaires (le prix des céréales est au plus haut), « subversion mafieuse » des États. Et montée de ce que l'auteur appelle « l'ordre mimétique ».

S'inspirant des thèses de René Girard, l'auteur y voit le ressort anthropologique presque unique de la nouvelle compétition mondiale : le désir de ressembler à celui ou celle identifié (à tort ou à raison) comme le « champion ». Culte de la performance... Compétition professionnelle généralisée... Course au premier emploi... « Des générations entières sont dans l'obligation de prouver leur excellence pour avoir le droit de ne pas être chômeur ». La compétition mimétique pourrait ainsi expliquer le désintérêt croissant des élites pour la chose publique, la res publica.

A la différence de Marx, l'auteur pense que « ce qui détermine l'économie est plus important que ce que l'économie détermine ». Il faut donc rompre avec un certain économicisme ambiant. Et tenter de sortir des ornières d'un manichéisme réducteur. La pensée sommaire exige aujourd'hui de choisir entre société ouverte et repli sur soi, « mondialisme » et nation... Autant de couples d'oppositions qui minent le débat démocratique. Il n'est pas exclu pourtant que la mondialisation, inévitable, s'accompagne de poussées « d'autoritarisme rampant ». Fétalisation des sociétés, dérive policière des États démocratiques et autres raidissements en seraient les contreparties les moins exaltantes.

La conclusion s'impose d'elle-même. « La société ne peut demeurer ouverte que si elle est régulée ». Mais comment penser l'articulation du politique et de l'économique ? Comment envisager les modalités d'un nouveau mode de régulation quand les modes traditionnels sont à bout de souffle ? Le cadre européen semble évidemment le seul approprié. Pour Philippe Engelhard, l'Europe devra « réinventer l'état-providence en instaurant un minimum de dispositions régulières vis-à-vis de la concurrence extérieure, du travail, de la protection sociale et de la fiscalité ». Mais pour cela, elle devra d'abord « se penser politiquement ». Ce dont l'Europe a besoin, c'est donc de « reconstruire une société politique européenne ».

Contestant les thèses du philosophe autrichien Karl Popper dans *La Société ouverte et ses ennemis*, l'auteur affirme que la liberté économique n'est pas constitutive de la démocratie. Rien ne prouve, dit-il, que le développement du marché assure le développement de la démocratie, et réciproquement. Mais, en confondant l'idée démocratique et celle de manifestation de la « chose publique », il semble ici négliger le fait que la démocratie, en tant que « règne de la volonté », comme le disait Kant, peut aussi être despotique. C'est en tous les cas une de ses « possibilités » que Popper n'ignorait pas. Celle-ci obligerait à distinguer entre forme d'État et forme de gouvernement, et à méditer le problème du contenu d'une res publica européenne.

Si la réponse de Philippe Engelhard n'est donc pas tout à fait satisfaisante sur cette question capitale (mais comment pourrait-elle l'être ?), le mérite de son livre est au moins de la donner à penser.

**IFAM** Institut France-Américain de Management

**THE BEST WAY TO THE M.B.A.**

- Le premier programme international Franco-Américain créé en 1982 et développé en association avec des prestigieuses Universités Américaines AACSB.
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- BBA - Bachelor of Business Administration (fin 3<sup>e</sup> année).
- MBA - Master of Business Administration (fin 4<sup>e</sup> année).
- Les Anciens dans les « Top 10 » : Harvard U., Wharton, U. of Chicago, U. of Michigan at Ann Arbor, Duke U...

**Admissions :**

- 1<sup>re</sup> année Baccalauréat + épreuves d'admission
- 2<sup>e</sup> année Prépa/BAC + 2
- 3<sup>e</sup> année sur dossier

Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé  
19, rue Cépé - 75015 Paris - France  
Tél. : 01-47-34-38-23 - Fax : 01-47-83-31-72



## DROIT ET ÉCONOMIE

par Stéphane Corone

## L'Europe et « l'intérêt général »

En plein débat sur l'Europe, le tribunal de première instance des Communautés européennes a pris un arrêt qui précise dans quelles conditions les services publics peuvent recevoir des subventions. Cet arrêt du 27 février 1997 (1) contribue à promouvoir l'idée que les services publics (ou services d'intérêt général, selon la terminologie de Bruxelles) peuvent et doivent avoir un régime à part dans un marché libéralisé.

Rappelons les termes du débat juridique. Les articles 85 et 86 du traité de la Communauté européenne instituent, sauf exception, la libre concurrence entre les entreprises du grand marché. Les mêmes articles interdisent toutes les pratiques susceptibles de fausser le jeu de la concurrence et notamment l'exploitation de façon abusive d'une position dominante. Par ailleurs, l'article 92 du traité tient pour incompatibles avec le marché commun « les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ». Et pour que les choses soient parfaitement claires, le législateur européen a prévu que les entreprises publiques, ainsi que celles auxquelles les États accordent des droits spéciaux, devront se plier aux mêmes règles de concurrence que les entreprises privées (article 90-1).

Mais un principe n'allant jamais sans exception, le législateur a tempéré son propos par l'article 90-2, qui prévoit que les entreprises qui exercent un service d'intérêt général sont soumises aux règles de concurrence du traité « dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie (...) ». Quant à la Commission, elle estime qu'au nombre des valeurs communes sur lesquelles est bâtie l'Europe, figure « l'accès des citoyens à des services universels ou à des services d'intérêt général contribuant aux objectifs de solidarité et d'égalité de traitement » (avis du 28 février 1996).

Voilà posées les bases légales du débat. A priori, le mécanisme juridique paraît simple : toutes les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, qu'elles assurent ou non un service d'intérêt général, sont soumises au strict respect des règles de la concurrence qui veulent que le grand marché soit ouvert et non faussé par des aides de quelque nature que ce soit. Exit donc les monopoles de droit ou de fait, les secteurs aidés, subventionnés, etc. Sauf si cette liberté empêche les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt général d'accomplir leurs missions.

La Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) a eu l'occasion de préciser sa position, notamment dans deux célèbres arrêts. Dans l'arrêt « Corbeau » du 19 mai 1993 (2), un citoyen belge, M. Corbeau, proposait un service de messagerie prévoyant une collecte du courrier et sa distribution le lendemain avant midi dans la région de Liège, alors que les Postes belges ont le monopole du courrier. Après avoir reconnu que la création d'un monopole n'était pas en soi interdite dans la mesure où il gère un service d'intérêt général, ce qui est le cas de la Poste belge, la Cour de justice a estimé que cette entreprise, pour assurer l'équilibre de sa gestion, devait pouvoir opérer une compensation entre les secteurs d'activité rentables et ceux qui le sont moins. Cette analyse justifiait de facto une exclusion de la concurrence, afin d'éviter que les concurrents – qui ne sont pas tenus à la fourniture d'un service universel – ne « pillent » les marchés rentables et laissent les autres aux entreprises chargées d'un service d'intérêt général. Mais le secteur protégé ainsi défini par la Cour a des limites : la concurrence doit pouvoir exister pour les services spécifiques qui fournissent des prestations complémentaires. Ce sera par exemple le cas d'un messager qui vient chercher les colis à domicile. A condition toutefois que cette liberté ne mette pas en péril l'équilibre du service d'intérêt général.

Dans un arrêt « Commune d'Almelo » du 27 avril 1994 (3), la Cour confirmait cette vision de l'équilibre économique nécessaire à la survie du service d'intérêt général. Pour savoir si une position monopolistique était justifiée, la Cour estimait nécessaire de prendre en compte « les conditions économiques dans lesquelles est placée l'entreprise, notamment les coûts qu'elle doit supporter et les réglementations particulières en matière d'environnement, auxquelles elle est soumise ».

C'est dans ce contexte qu'intervient l'arrêt du tribunal de première instance. La Fédération française des sociétés d'assurance avait déposé devant la Commission une plainte contre l'Etat français qui accordait un régime fiscal de faveur à la Poste. La Commission avait estimé qu'il n'y avait pas d'aide publique, car les surcoûts supportés par la Poste pour assurer sa mission d'intérêt général, estimés à 1,32 milliard de francs, étaient supérieurs à l'avantage fiscal accordé (1,196 milliard). Les assureurs ont engagé une action devant le tribunal de première instance pour annuler cette décision.

Cet arrêt est intéressant pour deux raisons. D'abord, le tribunal, après avoir estimé qu'il y avait bien aide publique (contrairement à la Commission), s'appuie sur l'exception à la libre concurrence prévue pour les entreprises de service d'intérêt général (article 90-2 du traité) pour autoriser cette aide. Une condition est toutefois posée : l'aide ne doit viser « qu'à compenser les surcoûts engendrés par l'accomplissement de la mission particulière incombant à l'entreprise chargée de la gestion d'un service d'intérêt général ».

Le second point est plus novateur encore. Pour le tribunal, la nécessité de l'aide s'apprécie en fonction de l'équilibre économique réalisé par l'entreprise mais uniquement dans son secteur réservé, « (...) sans tenir compte des éventuels bénéfices qu'elle peut tirer des secteurs ouverts à la concurrence ». A l'appui (l'initiative pour des services d'utilité publique en Europe), présidée par Christian Stoffer, directeur de l'inspection générale à EDF, on se félicite de la philosophie du tribunal. Comme l'indique Stéphane Dessales, du secrétariat général de l'Isup : « On savait déjà que l'exercice d'une mission d'intérêt général autorisait une certaine dérogation aux règles de concurrence, on sait maintenant que les aides publiques peuvent être justifiées sur la base de l'article 90-2 et non plus seulement en application de règlements sectoriels comme dans le cas du transport aérien ».

Dans le rapport de force qui oppose les tenants de la libre concurrence à l'anglo-saxonne aux tenants d'un régime distinct pour les entreprises de service d'intérêt général – essentiellement représentés par les Français –, ces derniers marquent un point. En effet, si cette jurisprudence se confirmait, la légalité des aides publiques se mesurerait à l'aune d'un calcul favorable à ce type d'entreprises.

(1) Arrêt du tribunal de première instance « FFSA et autres contre Commission des Communautés européennes », du 27 février 1997, n° T-106/95.

(2) Arrêt de la « CJCE Corbeau », du 15 mai 1993, n° C-320/91.

(3) Arrêt de la « CJCE Commune d'Almelo », du 27 avril 1994, n° C-393/92.

## Le casse-tête chinois de la réforme du secteur public

PÉKIN

de notre correspondant  
ussitôt après la mort de Deng Xiaoping, en février, ses successeurs, qui accueillent Jacques Chirac à la mi-mai, ont affiché leur volonté de poursuivre son œuvre de réforme économique en s'attaquant au plus déficitaire des dossiers qu'il leur a laissés : la refonte du secteur industriel public, c'est-à-dire sa nécessaire restructuration dans des normes non communistes. Mais il n'a pas fallu longtemps, après cette « bonne résolution » de début de règne, pour que Pékin émette un message contradictoire en réaffirmant le rôle dirigeant du Parti communiste dans les entreprises concernées. Un pas en avant, un bon demi-pas en arrière – un message dont le régime de Pékin est coutumier.

A vrai dire, on conçoit qu'il hésite à relâcher son contrôle. La tâche qui l'attend tient du casse-tête, en particulier pour un gouvernement central peu sûr de lui. Car, derrière le faste encore moderne d'un retour chinois, fondé sur un retour partiel au capitalisme à partir de 1978, se profile la douloureuse réalité de l'héritage du communisme : à peu près toutes les grandes villes de Chine possèdent des industries obsolescentes placées sous le régime de la propriété publique et dont la finalité économique est minime que jamais établie. Ces industries continuent, imperturbables, à fabriquer à perte des produits invendables, contractent des dettes auprès d'autres firmes de la même catégorie, et ponctionnent les caisses de l'Etat des subventions nécessaires à l'entretien de leur main-d'œuvre pléthorique au nom d'une préoccupation unique, maintenir le plein emploi, vertu cardinale du socialisme. A défaut, le régime sait parfaitement ce qui l'attendrait : la revendication ouvrière publique.

Le problème est identifié depuis près d'une dizaine d'années. Au moment de la crise de Tiananmen en 1989 – survenue sur fond d'inflation urbaine propice à la montée de la grogne des salariés d'Etat –, le régime a pris peur quand s'est amorcé un début de lien entre des activistes ouvriers et les étudiants revendiquant « la démocratie ». Passé un temps de remise en main du secteur privé, le régime a lâché du lest pour permettre à ce dernier de fleurir tout en continuant de subventionner les entreprises d'Etat, de plus en plus déficitaires. Depuis lors, il a fait mine de vouloir réformer ce système boiteux, mais sans grande conviction.

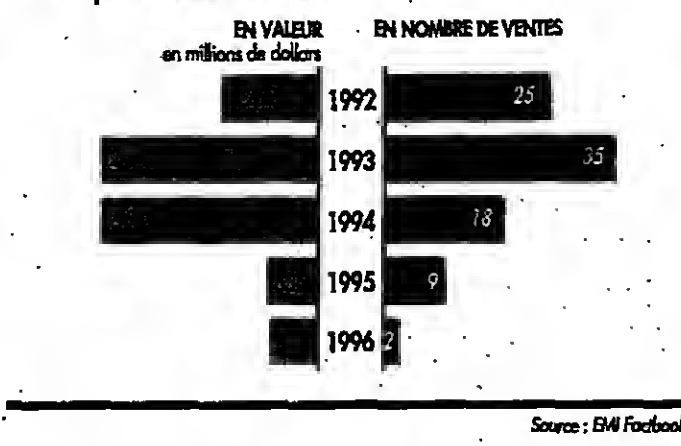
## IMPASSE

A présent, la fuite en avant budgétaire que cet effort suppose grève d'autant plus lourdement le trésor national que celui-ci peine de façon croissante à prélever des impôts en province. Elle explique en particulier que le gouvernement ait renoncé à équilibrer le budget national d'ici à l'an 2000 comme initialement espéré. En outre, l'imbrication des dettes entre firmes déficitaires a créé un tissu d'interdépendances rendant toute réforme extrêmement problématique. C'est ainsi qu'on a dû réviser, pour tenter d'en permettre l'application, une loi sur les faillites qui a presque dix ans, mais n'a été que très rarement mise en action dans des cas pressentis comme « expérimentaux ».

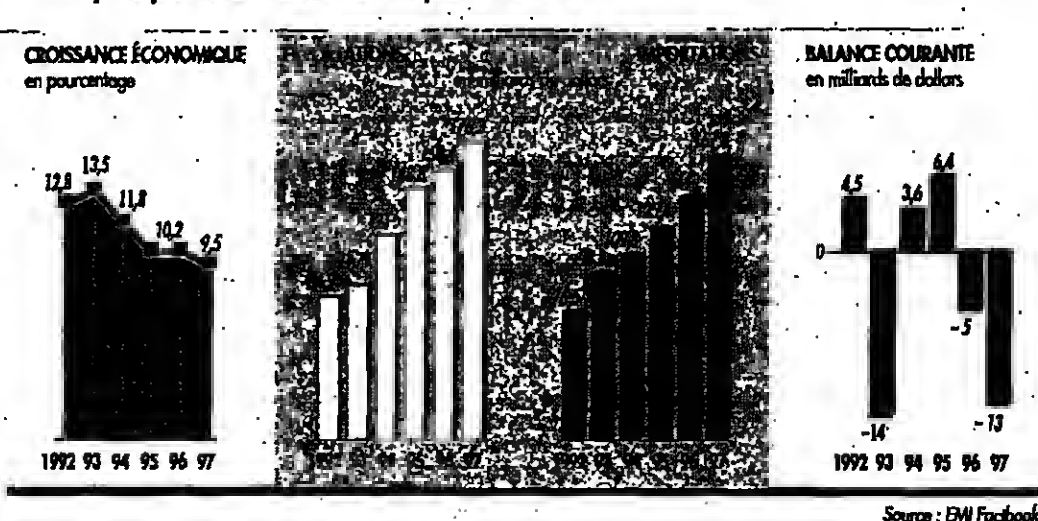
L'effet de cette situation en forme d'impasse est désormais très visible. On sait que des grèves à répétition se sont produites, durant l'année écoulée, dans plusieurs grands centres industriels – en particulier dans le nord-est

▼ **Etatisme**  
Sujet explosif pour le Pékin de « l'après-Deng » : la réforme d'un secteur industriel d'Etat obsolète, indispensable pour que la Chine rentre vraiment dans le jeu économique international, risque de susciter des problèmes sociaux insurmontables

## ▼ Les privatisations en Chine



## ▼ Les principaux indicateurs économiques de la Chine



du pays, la Mandchourie, où les occupants japonais puis les Soviétiques avaient construit, dans les années 30-50, un tissu dense d'entreprises d'industrie lourde et de transformation. Dans certains cas, des agences gouvernementales ont été prises d'assaut par des ouvriers qui n'avaient pas été payés depuis des semaines ou des mois. Ils conservaient seulement la jouissance des avantages en nature qui pèsent sur les finances de leur employeur : logement pratiquement gratuit, services de soutien fortement subventionnés, et jusqu'aux soins médicaux, que l'Etat est astreint à payer s'il veut encore apparaître comme le garant d'une certaine sécurité individuelle, pourtant de plus en plus précaire.

La presse officielle ne pipe mot de ces échauffourées sporadiques. Toutefois, la violence que l'Etat déploie à l'encontre de militants syndicalistes indépendants – notamment ceux qui, repliés à l'étranger, tentent de faire circuler

l'information sur les remous en cours, tel le dissident Han Dongfang, depuis Hongkong – en dit long sur le caractère sensible du sujet. On estime à plusieurs dizaines de millions de sans-emploi potentiels la masse de main-d'œuvre qui serait laissée sur le carreau de la réforme au cas où une véritable campagne d'assainissement économique du secteur public serait engagée. Le Parti communiste, lui, se souvient du poids de la classe ouvrière dans la vague de fond des années 20, qui a fait son lit. Il y a, là, une matière hantement explosive que Pékin préfère maintenir sous la censure. Attitude compréhensible pour un régime qui s'est condamné, par l'idéologie, à affirmer que le détenteur du pouvoir réel est précisément cette « classe de travailleurs » censée être choyée en régime socialiste.

Depuis quelques années se dessine, pour tenter de sortir de l'impasse, un mouvement de délégation des responsabilités. L'Etat central cherche à se décharger de la gestion quotidienne du problème

dévalorise les productions purement nationales.

Fin avril, le directeur général de l'OMC, Renato Ruggiero, a recueilli de ses interlocuteurs chinois, à Pékin, l'assurance de leur volonté de rejoindre l'organisation – un point dont on était venu à douter dans certains milieux –, mais a reconnu que la Chine devait encore formuler des propositions « ambitieuses » visant à montrer qu'elle en acceptait toutes les règles. Entre autres points d'achoppement, la Chine négocie pour obtenir, dans ce processus d'adhésion, un délai de grâce pour l'élimination progressive des subventions d'Etat au secteur public et de certaines barrières douanières protégeant celles-ci.

## INCERTITUDES POLITIQUES

Au cœur du problème se trouve le déficit de la plupart des économies occidentales avec une Chine qui exporte ses produits bon marché tout en absorbant d'importants investissements financiers et technologiques. Un tiers des exportations chinoises vont aux Etats-Unis, ce qui équivaut à 10 % du PIB chinois, alors que les exportations en Chine ne représentent que 2 % des ventes de firmes américaines à l'étranger, soit un niveau comparable à ce qu'il était en 1960 – sur un volume bien plus important il est vrai.

Dans ces conditions, le débat fait rage dans la presse spécialisée américaine sur l'opportunité qu'il y aurait à accorder à la Chine des conditions particulières pour entrer à l'OMC : les partisans d'un traitement de faveur plus ou moins déguisé argumentent de ce qu'une admission à court terme contribuerait à garantir l'irréversibilité des réformes économiques chinoises et l'évolution du pays

vers l'Etat de droit ; les critiques estiment au contraire que Pékin y verrait une raison supplémentaire pour n'en faire qu'à sa tête en matière de rapports commerciaux avec l'Occident, et que l'OMC s'en trouverait affaibli.

Aux difficultés d'ajuster l'économie chinoise au monde moderne s'ajoutent les incertitudes politiques qui caractérisent l'immédiat après-Deng, non seulement dans la haute sphère du pouvoir, mais aussi dans l'éclatement géographique de la croissance que le pays a connu sous le patriarcat.

Il est de plus en plus difficile à l'Etat central d'imposer ses vues aux provinces qui caracolent en tête de l'enrichissement national. Les « jetons de présence » de leurs dirigeants à l'intérieur de la haute direction nationale, jadis garanties de leur allégeance, sont plus souvent conçus comme des filières de passe-droit autorisant la mise en chantier de réalisations que, parfois, Pékin préférerait différer.

La Chine donne ainsi l'impression de s'acheminer vers une sorte de « fédéralisme diffus » dans lequel l'Etat central peine à soutenir les provinces les plus défavorisées – celles de l'intérieur. Le marasme n'a végété le secteur public et ces distorsions géographiques font qu'un retour de mainlevée – que peu de dirigeants souhaitent dans l'émergence de la puissance économique chinoise ne peut être totalement exclu.

Francis Derron

## RÉALITÉS INDUSTRIELLES

Une série des Annales des Mines  
Des dossiers qui présentent l'industrie au concret et font le point sur les enjeux techniques, économiques et sociaux des mutations en cours.

PARMI LES DERNIERS NUMÉROS  
L'industrie de l'invisible • La mine au XXI<sup>e</sup> siècle • Regards de jeunes ingénieurs sur la réalité industrielle • La qualité • Des autoroutes de l'information : pour quoi faire ?

Abonnement 1997 720 FF  
Prix du numéro : 130 FF (franco de port)

EDITION ESKA 5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 55 98 - Fax 01 42 60 45 35

مركز لسان الرحيل



هكذا زمن الإعلام

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 13 MAI 1997 / VII



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Fmn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Secteurs de Pointe

Leader européen de la distribution de produits et de fournitures industriels, la Logistique est au cœur de notre métier. Elle concrétise notre offre commerciale et concurrentielle, elle valorise notre qualité de service, elle joue un rôle déterminant dans nos résultats...

Nous considérons que, dans ce domaine aussi, nous devons à nos clients une efficacité exemplaire, et nous recherchons, pour mettre en œuvre une ambitieuse stratégie de modernisation et d'optimisation de notre organisation de stockage et de transport disposant d'un réseau complet sur la France et d'une importante flotte interne et externe de camions, un

### Ingénieur Logistique

Responsable d'un site pilote et d'un réseau d'entrepôts

Basé dans une grande métropole, vous dirigerez le site le plus important de la région et vous en ferez à court terme un modèle pour l'ensemble des dépôts régionaux existants ou à créer. Dans ce cadre, vous proposerez et vous mettrez en place une structure conforme à nos objectifs, vous conduirez sa certification ISO 9002, vous définirez les équipements, l'organisation et les modes de fonctionnement des implantations locales. Plus généralement, vous contribuerez à l'optimisation continue de la Logistique au niveau national.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un Ingénieur diplômé en Logistique ayant acquis, au cours d'une expérience de 5 à 10 ans, de solides compétences en entreposage et transport, et ayant démontré des qualités d'encadrement, d'animation et de contact.

Votre réussite vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe. L'anglais serait à ce titre un atout.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence MO/314/OT à notre Conseil, qui vous garantit une totale confidentialité.

MILO Ressources Humaines - 41, Bd Malesherbes - 75008 Paris

Présents en Europe, Amérique et Asie, nous sommes leader dans la conception et la réalisation de systèmes de transports automatiques tel que le VAL. Nous recherchons un

### INGENIEUR RESPONSABLE OFFRES H/F Futur Chef de Projet

Avant de prendre la responsabilité des réponses aux appels d'offres ou d'avant-projets, vous participez aux actions de prospection et d'établissement des offres de systèmes VAL, plus particulièrement dans les domaines d'activités réalisés en sous-traitance : voie, courants forts, courants faibles, matériel roulant.

Vous intervenez dans l'analyse des besoins clients, les pré-consultations de partenaires ou de sous-traitants, le montage de partenariats, ...

Cette première étape menée à bien vous permettra d'évoluer vers la prise en charge d'un projet complet.

Ingénieur grande école, vous possédez une expérience confirmée (environ 10 ans) acquise dans le cadre de projets industriels à dominante électrique et au sein d'équipes pluridisciplinaires ainsi qu'une réelle capacité de management d'équipes. (Réf. IRO/LM).

### CONTRACT MANAGER H/F

Pour nos systèmes d'aide à la conduite, vous intervenez dans le cadre des réponses à appels d'offres et des projets en cours de réalisation. Vos missions vous amèneront principalement à :

- analyser les clauses contractuelles des appels d'offres
- élaborer des projets de contrats ou d'accords
- contribuer à la bonne gestion contractuelle des projets en cours.

Chacune de ces opérations s'effectuera en collaboration avec la Direction Juridique, le Responsable de la réponse à appel d'offres ou le Chef de Projet.

Ingénieur grande école, vous possédez une expérience d'environ 10 ans dans la négociation et la gestion de grands contrats industriels France ou Export. Cette expérience vous a permis de développer des compétences dans la conduite de projet et de mettre en avant vos qualités rédactionnelles, d'analyse et de négociation. (Réf. CM/LM).

Pour ces deux postes basés à **Montrouge**, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, C.V. et références) en précisant la référence du poste choisi à notre Direction des Ressources Humaines.

MATRA TRANSPORT INTERNATIONAL  
48/56 rue Barbès - BP 531  
92542 Montrouge Cedex.



REUNIR LES HOMMES DE TALENT

Cabinet  
Conseil  
en Propriété  
Industrielle,  
recherche  
un

### Ingénieur Brevets Electronicien

Ingénieur d'une grande école type ENST, ESE ou ECP... vous souhaitez valoriser votre expérience dans le développement de techniques nouvelles et diversifier vos interventions et compétences dans le conseil aux entreprises pour prendre en charge la préparation et la délivrance de brevets nationaux et étrangers.

Une expérience similaire serait appréciée. Vous maîtrisez l'anglais et lisez l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et CV) au Cabinet MARTINET & LAPOUX (recrutement Ingénieur Brevets) BP 405, Giennoisart, 78055 St-Quentin-en-Yvelines cedex.

### Chef de Projet Constructions à l'International Infrastructures Télécom ALLEMAGNE + EUROPE

Opérateur télécom mondial de premier plan recherche, dans le cadre du développement des infrastructures de son réseau en Europe, un Chef de Projet Constructions à l'International.

Votre mission : à partir d'un cahier des charges défini avec les équipes internes, vous êtes responsable de la maîtrise d'ouvrage de différents projets de construction d'infrastructures télécom (installation de locaux techniques destinés à accueillir des centraux téléphoniques, travaux d'infrastructure pour fibre optique avec négociation auprès des autorités locales...) en Allemagne et dans les autres pays d'Europe.

Vous avez l'entière responsabilité du projet jusqu'à la livraison clé en main des installations aux équipes internes des opérations. A ce titre, vous êtes totalement responsable du budget et du planning.

Votre profil : technicien ou ingénieur de formation, vous possédez une expérience significative à l'international comme Chef de Projet ou Directeur de Travaux de préférence dans le second œuvre de l'industrie, des télécoms ou dans la réalisation SIP.

Anglais courant indispensable, allemand courant fortement apprécié.

Poste basé à Paris, ou à Francfort si le candidat le souhaite.

De réelles perspectives d'évolution sont possibles au sein de cette société en plein développement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + recommandation scellée sous réf. P4047A à Bruno LAVASTRE, RH PARTNERS, 365 rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

RH PARTNERS

Notre entité constitue le pôle R&D d'un des plus grands groupes nationaux de service. Pour assurer notre mission de réflexion et d'anticipation, nous renforçons nos compétences.

### Responsable d'affaires

Vous analysez l'environnement et identifiez les besoins des utilisateurs pour déterminer les implications des technologies nouvelles dans le domaine des systèmes automatisés : recherche de cas d'emploi, études de faisabilité, élaboration d'argumentaires techniques et économiques. Vous initiez et pilotez les projets du domaine : organisation, spécification des besoins, animation des acteurs, coordination de la mise en œuvre en veillant aux impacts, organisationnels et humains.

De formation supérieure, à 35 ans environ, vous avez acquis des projets techniques et participé au développement de produits. Vous maîtrisez des technologies avancées telles que les systèmes d'information, l'électronique, la mécanique, les réseaux, la robotique, l'automatisation des processus.

Votre curiosité intellectuelle et votre sensibilité à la gestion vous permettront d'élargir votre domaine d'intervention et d'appréhender les enjeux au-delà de la technique.

Pour ce poste situé en région parisienne, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + CV, sous référence ABD2/LM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SPH

SYSTEMES ET POTENTIALS HUMAINS

### Ingénieurs développement internet multimédia

Notre société d'ingénierie en communication spécialisée est en plein développement. Nous recherchons pour les besoins de communication de nos clients grands comptes, de nouveaux talents.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENST, Supélec ou équivalent), vous possédez une première expérience en développement logiciel. Vous avez une excellente maîtrise des environnements de développement sur PC Visual C++, Visual Basic. Accès des bases de données client-servant ou des environnements de développement sur Mac.

La connaissance des principaux outils de développement multimédia (Director, XObjects, outils 3D ainsi que les environnements graphiques Photoshop, Illustrator) serait des atouts pour réussir dans ce poste.

Vous aimez la créativité nécessaire à la conception multimédia, à la rigueur et à l'autonomie inhérentes au développement. Vous êtes passionné par le développement de logiciels informatiques et par les applications multimédia.

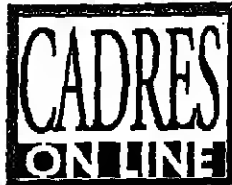
Si vous souhaitez participer au développement d'outils multimédia innovants (serveurs Internet, bases de données et catalogues multimédia sur CD-ROM et Internet) au sein d'une équipe jeune, dynamique et motivée, merci d'envoyer CV, photo et références RLM, à Citycom, Agnès Le Moal, 169 rue de Rennes, 75006 Paris. E-mail : [lemoal@citycom.fr](mailto:lemoal@citycom.fr)



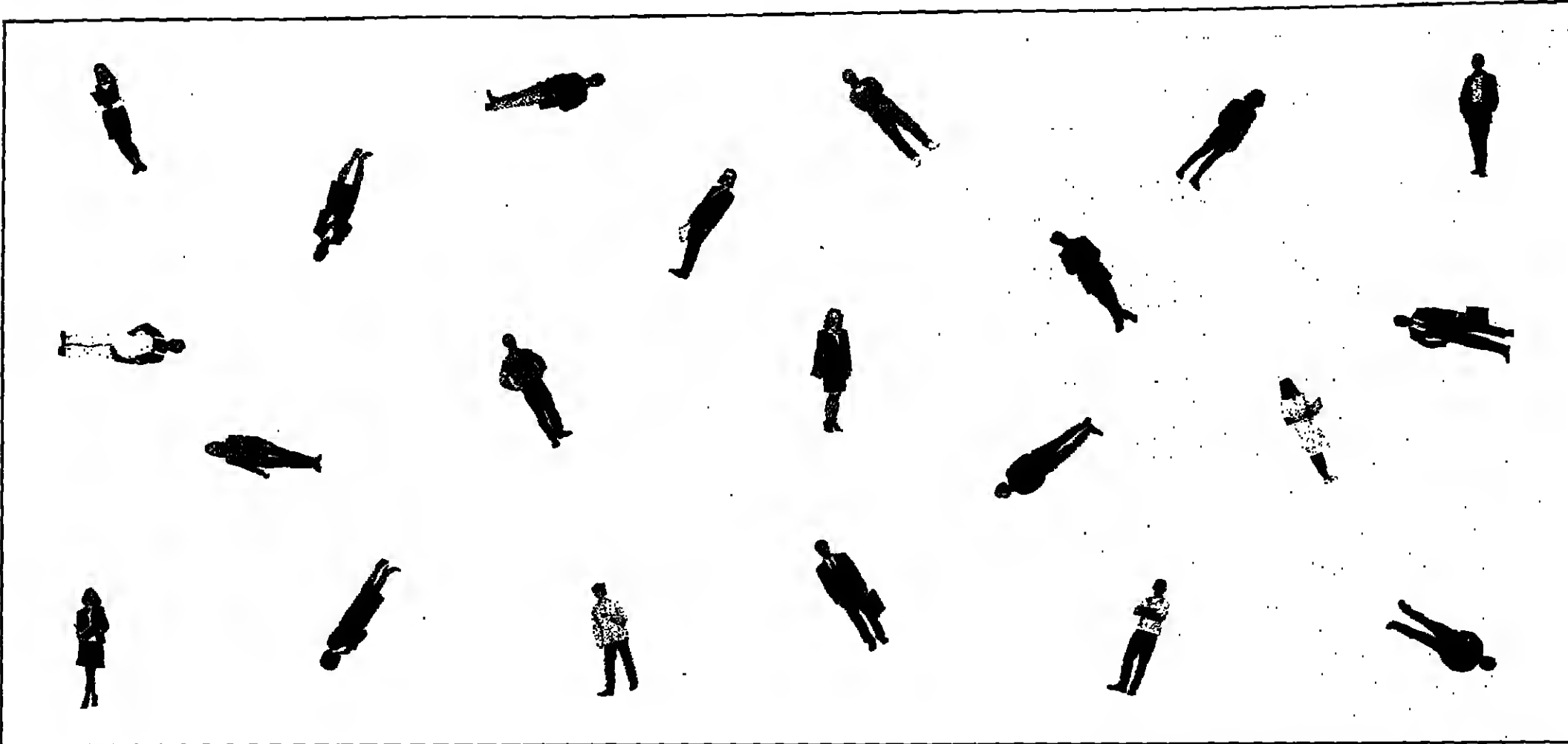
CITYCOM



## Secteurs de Pointe



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> MINITEL : 3615 CADRES (2,23 F/m) MINITEL : 3615 LE MONDE (2,23 F/m) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Directeur Technique

Notre société (5700 personnes), filiale d'un important groupe européen développe son activité de service aux entreprises d'une manière très décentralisée, avec une croissance notamment due à des acquisitions externes régulières.

Pour prendre en charge le management de notre division technique, nous recherchons un véritable patron. Vous dirigerez ainsi son impact commercial, assurerez sa gestion économique, la veille technologique, l'animation et la motivation de votre équipe (une cinquantaine de personnes aujourd'hui). Vous serez également l'artisan de nouvelles acquisitions.

Au-delà de votre formation d'ingénieur, en relation avec les domaines électronique, radio, télécom et vidéo, vous avez l'expérience de la direction d'un centre de profit dans des métiers de services, de préférence dans les activités de télécommunication.

Vous parlez anglais couramment et êtes prêt à vous investir fortement dans une activité au développement rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous la référence M/DT, à notre conseil : Michel Garnier & Associés, 6 avenue Delcassé, 75008 PARIS.

MG&amp;A

Michel Garnier &amp; Associés

## TEXAS INSTRUMENTS

Pionnier de l'industrie et leader mondial dans le domaine des solutions basées sur le traitement numérique de signal depuis 15 ans, le groupe Semi-Conducteurs de Texas Instruments fournit des solutions innovatrices à plus de 20 000 clients dans le monde sur les marchés de l'informatique, des communications, des produits grands publics, de l'automobile et des secteurs militaires et industriels.

Texas Instruments offre un éventail unique de produits et technologies de signaux numériques et analogiques, d'outils de développement matériel et logiciel de services de conception et un soutien technique dans le monde entier. Notre Centre Européen Semi-Conducteurs ASP (Application Specific Product) est situé à Villeneuve-Loubet (près de Nice) et compte plus de 400 professionnels de plus de 20 nationalités.

Afin de faire face à la croissance dans nos lignes de produits clés, nous recherchons des

## Jeunes Ingénieurs de Planning

Double formation technique et commerciale. Vous avez le sens du contact et êtes capable de gérer un processus avec plusieurs étapes clés et de nombreux intervenants localisés dans toutes les régions du monde.

Vous serez en charge du processus de gestion du portefeuille de commandes et serez l'interface privilégiée entre nos clients, les équipes de vente et de développement et nos sites de production à travers le monde. Votre première préoccupation sera la satisfaction des clients et la livraison dans les délais du produit (on-time-delivery). Vous surveillerez ces deux indicateurs en suivant les clients dès la prise de commande, tout au long de la conception et de la mise en production et jusqu'à la livraison.

Afin de vous préparer à cette fonction, votre mobilité et votre disponibilité vous permettront d'intégrer pour une période de 18 mois un programme de rotation européen où vous serez chargé de 3 missions dans des fonctions et des pays différents.

Vous êtes ingénieur diplômé en électronique et venez de compléter cette formation par un MSA ou un master spécialisé en marketing ou gestion de production (MCC, ESSECO ou équivalent).

Vous êtes parfaitement anglophone et possédez de solides connaissances dans une autre langue européenne.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil : Christine JAUMES - 25 rue Pierre Sévigné - 38000 Grenoble jaumes@menway.com - Fax : 04 76 21 71 22

Le cabinet de la microélectronique



## Ingénieur Qualité Avancée

Équipementier automobile de renom, nous sommes un spécialiste mondialement reconnu et une référence pour les principaux constructeurs européens.

Rattaché au Directeur Qualité Division, votre rôle est celui d'un Consultant Interne Expert en qualité. Votre mission consiste à promouvoir, développer et mettre en place les techniques qualité préventives en tendant vers la Qualité Totale : • Intégrer la qualité dans la gestion d'un projet dès son démarrage • développer, mettre en place et faire évoluer les outils de qualité totale • former le personnel et véhiculer un "esprit qualité" à tous les niveaux de la hiérarchie • s'assurer que les nouveaux concepts qualité sont développés et maintenus dans un système qualité de pointe.

Ce poste basé à Paris implique de nombreux contacts au siège et sur les différents sites.

Agé(e) de 30/35 ans, ingénieur généraliste, vous parlez couramment l'anglais et pratiquez la micro-informatique. Votre expérience, acquise dans l'industrie automobile dans un environnement Qualité Totale et la maîtrise des outils qualité vous rendent opérationnel. La connaissance du système européen EFQM est un atout. Créatif, force de proposition, vous savez faire passer les messages, influencer, motiver, convaincre. Vos qualités relationnelles et votre capacité à travailler en équipe vous permettent de vous imposer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 154-20/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

## DIRECTEUR INDUSTRIEL POUR REPENSER NOTRE ORGANISATION ET ETRE PLUS COMPÉTITIF

Les intervenants sur ce marché (petits ensembles de pièces techniques) sont peu nombreux (asiatiques et italiens) et la concurrence est vive dans le monde entier, où nous sommes présents dans les pays majeurs.

Le Directeur Général de cette PME d'une centaine de MP de CA souhaite engager un Directeur Industriel, membre du Comité de Direction, qui aura en charge les achats, approvisionnements, méthodes, ordonnancement, fabrication, magasin, expéditions, soit environ 100 personnes.

Repenser notre organisation industrielle signifie imaginer les remises en cause qui doivent être effectuées pour assurer notre compétitivité au meilleur niveau. Le groupe auquel nous appartenons, coté en bourse, a la capacité de soutenir nos besoins d'investissement.

Pour ce challenge, vital pour l'avenir de l'entreprise, nous engageons un ingénieur d'une quarantaine d'années, ayant déjà réalisé ce type de mission. Ce type d'expérience acquise chez un sous-traitant de l'automobile nous paraît le mieux adapté, sans du concret et pragmatisme seront deux qualités majeures pour réussir dans ce poste basé à ANNECY.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la réf. C/1458 M à notre conseil en recrutement Pierre BUCCI CONCORDANCES - 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex, qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises

## ARS COM

Installateur et loueur de système de radiocommunication

recherche pour dept. location

## UN JEUNE TECHNICIEN

débutant accepté, disponible pour déplacements France et Etranger

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo au 189, rue d'Aubervilliers 75886 PARIS Cedex 18

هكذا من لا يهدل



55 ذ من الإهل

ointe

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 13 MAI 1997 / IX

**CADRES  
ON LINE**

## Informatique Réseaux Télécommunications

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> FAX : 3615 cadresonline (2,23 F/mn) INTERNET : 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>



Le capital humain est le bien le plus précieux d'une entreprise. Informer, recruter, susciter l'adhésion : la vocation de The Link Factory

est de concevoir et produire les liens de communication qui unissent les salariés de votre entreprise et vos publics externes.

Communication pour les ressources humaines, intranet, programmes d'information multimédia, Havas Advertising crée The Link Factory.

Contactez Eric Brac de la Perrière au 01 55 35 92 60 ou à l'adresse e-mail : [linkfactory@campus-voice.com](mailto:linkfactory@campus-voice.com)



### PRENDRE LA RESPONSABILITÉ DE LA MISE EN PLACE DE LA GPAO AVANT D'ÉVOLUER VERS UNE FONCTION OPERATIONNELLE

Reims - Leader européen dans son domaine de spécialité, ce groupe français (1,4 milliard de chiffre d'affaires) recherche, pour l'une de ses filiales, le chef de projet qui saura mettre en place le module GPAO (contexte production mécanique par lots). Après l'installation des modules comptable et gestion commerciale du progiciel Mouvex, le chef de projet recherché devra définir la structure des nomenclatures et gammes, mettre en place une chaîne achat et assurer le bon fonctionnement des systèmes en liaison avec les utilisateurs, l'informatique ainsi que la comptabilité industrielle. Pour tenir ce poste, il faut avoir acquis une

expérience de la conduite de projets similaires en équipes pluridisciplinaires si possible dans un contexte de culture anglo-saxonne. Idéalement, le candidat possède un diplôme d'ingénieur (ENSAM, INSA...) et un 3<sup>e</sup> cycle en gestion. La pratique de l'anglais est souhaitée. A la fin du projet, le candidat doit évoluer vers une fonction opérationnelle dans le monde industriel. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence PHL/CPM - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01.40.88.79.75.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### Télécommunications, nous écrivons l'histoire.

En matière de service, de relations commerciales et de technologies, nous écrivons l'histoire. Grande entreprise industrielle et commerciale au service de ses clients, France Telecom a su inscrire ses performances dans une logique d'évolution, de compétition mondiale et de mutation technologique qui ouvre constamment des territoires nouveaux. Pour notre activité Entreprises, nous recherchons des professionnels du marketing. Votre responsabilité s'inscrit dans le cadre d'une Unité d'Affaires spécialisée sur la téléphonie.

#### Responsable Marketing Téléphonie Grandes Entreprises

Ingénieur Grande Ecole ayant une solide expérience (10 à 15 ans) du marketing de produits et services de téléphonie dans le secteur entreprises, vous êtes aussi rompu au management d'équipe de haut niveau. Votre personnalité fera la différence : créativité, réactivité, sens des affaires, force de proposition.

Venez construire votre avenir au sein d'un groupe de dimension internationale, au premier plan des télécommunications du futur !

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 42RPV portée sur lettre et enveloppe.

**France Telecom**

### Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon

**SIMPLE  
FIABLE  
EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà-parue



Nous sommes le 1<sup>er</sup> Producteur Exportateur Européen de Volailles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs et nous recherchons un



### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au sein du service informatique industrielle du Groupe, vous assurez le suivi des logiciels et du matériel de l'ensemble de nos filiales. A terme, vous serez responsable de la conception et/ou de la réalisation d'applications.

De formation supérieure (bac + 4), vous avez une solide expérience de 2 à 3 ans en informatique industrielle (langage C, Unix, Ethernet...) et possédez dans l'agro-alimentaire, de bonnes connaissances en automatisation et en connexions et interfaces vers des périphériques industriels.

Le poste est basé en Bretagne. Des déplacements sont à prévoir sur toute la France. Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/01 à SCORE BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.

**SCORE**



# Informatique - Réseaux Télécommunications



Notre Groupe est une enseigne internationale majeure des grandes surfaces de bricolage (CA : 12 Mds, 11 000 personnes, 6 pays). Pour appuyer notre développement, nous recherchons la

## Responsable de l'Organisation des Systèmes d'Information des Centrales d'Achats

Lille (59)

Rattaché à la coordination internationale des centrales d'achats, vous exercez une mission qui recouvre 3 grands axes de travail :

- Développer des projets : vous anticipez, identifiez et exprimez les besoins des utilisateurs. Vous réalisez les cahiers des charges et optimisez l'interface entre les différents intervenants des centrales et le département informatique.
- Communiquer : vous êtes chargé de promouvoir en interne tous les projets d'évolution/refonte des systèmes d'information et d'accompagner leur mise en œuvre.
- Internationaliser : vous développez les systèmes d'information avec les centrales des autres pays pour assurer l'harmonisation et la disponibilité des informations entre les pays.

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure (Ecole d'ingénieurs/de commerce et/ou université de gestion), vous justifiez d'environ 5 ans d'expérience, acquise dans une fonction et un contexte similaires ou dans un cabinet de conseil en organisation.

Votre anglais est courant, la connaissance de l'Espagnol est appréciée.

Merci d'adresser votre CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Sylvain Rongeau, Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Candidat 14/05/97) sous la référence SR16523.



**Michael Page France**  
Le n°1 du recrutement spécialisé et personnalisé



**CEGEDIM**  
Groupe Européen de Services Marketing et Informatique,

800 MF de C.A.,  
900 personnes.

Croissance  
supérieure à 15 %, coté au second marché de la Bourse de Paris.

Pour 1997,

nous recrutons :  
■ 30 commerciaux  
■ 50 informaticiens

## DIRECTEUR TECHNIQUE

rattaché au Directeur Général

● Votre mission : Animer, former, coordonner des équipes techniques dans les domaines de l'informatique : ingénieurs supports techniques, assistants technico-commerciaux, préparateurs informatiques, opérateurs logistiques. Organiser et contrôler les différents étapes des projets réalisés par les 40 personnes dont vous aurez la responsabilité.

● Votre profil : Ingénieur grande école (bac + 5) avec expérience d'ingénieur support technique client et administration de parcs informatiques.

Confirmé en management (5 à 10 ans) d'équipes importantes afin d'atteindre les objectifs ambitieux qui vous seront fixés.

Vous souhaitez aller plus loin, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à Marie-Dominique Binard, Responsable du Recrutement, CEGEDIM, BP-405, 116 rue d'Aguesseau, 92103 Boulogne-Billancourt Cedex.

**cegedim**  
LA VALEUR AJOUTÉE DE L'INFORMATION

ALAIN GAVAND CONSULTANTS, Cabinet de Conseil en Ressources Humaines implanté depuis dix ans, développe son activité informatique dans les domaines suivants : Recrutement, Evaluation des compétences en interne, Bilan de compétences, et crée la structure :

## ALAIN GAVAND CONSULTANTS

Département Informatique-Télécoms

• Informatique de Gestion • Informatique Industrielle • Informatique de Santé • Réseaux et Télécommunications

Dirigé par Siegrinde BOCH-LOUZEAU, dotée d'une expérience de 10 ans en tant que responsable d'un Cabinet de Conseil en Ressources Humaines Informatiques : Candi Profile - Carri Profile.

34 bd Hausmann, 75009 Paris Tél : 01 48 01 47 36  
18 av. du 8<sup>me</sup> Feb 21000 Dijon Tél : 03 80 41 48 08 - Espace Valentin 25040 Besançon Tél : 03 81 58 64 96

DILON PARIS  
BESANCON  
ALAIN GAVAND CONSULTANTS  
LE SEIN DES RESSOURCES HUMAINES

Interface entre le monde de l'entreprise, de la recherche et de la formation, LE TECHNOPOLE BREST IROISE, a pour mission de favoriser l'innovation, dans sa diversité, au service de l'emploi. Il recherche un

## Chargé de Mission

Electronique, informatique, télécommunications

Légitimé par une expérience pluridisciplinaire en industrie, recherche, formation, ... et maîtrisant la méthodologie et les techniques de conduite de projets, l'est rattaché au Directeur du Technopôle et assure la promotion, la mise en œuvre et le management de programmes spécifiques, en partenariat avec les acteurs de ces différents filières : industries, collectivités locales, chambres consulaires, établissements de recherche et de formation, organismes professionnels... Innovateur, communicateur et pédagogue à l'écoute de ses partenaires, il sait convaincre ses interlocuteurs, susciter l'expression de leurs attentes et fédérer leurs actions, autour d'objectifs concrets de développement et de réalisations. Ingénieur et/ou universitaire, de formation, fort d'une expérience significative d'environ 5 ans, sensibilisé aux retombées des technologies nouvelles, nous vous proposons de valoriser votre expérience, en contribuant au développement de ces métiers, à la pointe de la technologie. Anglais courant.



Adresser lettre + photo + CV sous réf. 8283 LM à J. M. CLOAREC - A.C.P.  
1 rue St Marc - 29336 QUIMPER cedex. Tél. 02.98.53.50.51.

# Sciences et Santé

## MÉDECIN DANS LES ARMÉES

- Vous êtes étudiant en PCEM2 ou en DCCEM4,
- vous êtes jeune médecin venant de soutenir votre thèse ou en instance de la faire et souhaitez connaître une expérience enrichissante avant de vous installer,
- vous êtes médecin officier de réserve du Service de Santé des Armées.

Le Service de Santé des Armées vous propose selon votre cas une carrière militaire ou un contrat de deux ans renouvelable pour exercer une médecine de prévention et de soins dans les forces armées sur le territoire national et dans le cadre des missions extérieures.

Il vous offre des possibilités de formation continue et de spécialisation pour pratiquer :

- une médecine hospitalière dans les établissements militaires,
- une activité de chercheur dans les centres de recherche du Service de Santé des Armées.

Pour tous renseignements concernant les concours de recrutement des médecins des Armées, les délais d'inscription, les conditions d'emploi sous contrat, les perspectives de carrière, vous pouvez écrire, sous réf. 13405, à : Direction centrale du Service de Santé des Armées Sous-direction ressources humaines - Bureau enseignement - 14, rue Saint-Dominique 00459 Armées.



SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

## Leader mondial du diagnostic en coagulation



Une gamme complète de réactifs et d'analyseurs distribués dans plus de 100 pays. Notre besoin de talents nouveaux est permanent.



DIAGNOSTICA STAGO

## INGÉNIEUR QUALITÉ PHARMACIEN

Responsable des Spécifications Techniques

Rattaché au Directeur Qualité, vous assurez l'établissement et la mise à jour permanente de toutes les spécifications et documents techniques relatifs à nos réactifs biologiques, depuis la phase de conception jusqu'à la commercialisation.

De formation supérieure en biologie (et si possible pharmacien), vous avez acquis une première expérience en milieu industriel. Vous aimez rédiger, vous êtes méthodique, rigoureux, diplomate, maîtrisez la langue anglaise, ainsi que les logiciels Word et Excel.

Poste basé à l'Etablissement de Production de Franconville (Val d'Oise).

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence SPEC/05 à Diagnostica Stago - DRH - BP 226 - 92602 Aulnay Cedex.

## Formation Professionnelle



ESEM - Université d'ORLÉANS

INGÉNIEUR GÉNIE DE L'ENVIRONNEMENT

"Le pari d'une double compétence"

Formation d'un an aux bases de la gestion de l'environnement, du traitement des pollutions, de la gestion des déchets, des risques technologiques et naturels, de la conduite des études d'impact.

Formation supérieure ouverte aux diplômés ingénieurs ou 3e cycle universitaire et à la formation continue.

Date limite d'inscription : 15 juin

Renseignements - Tél. : 02.38.49.45.43 - Fax : 02.38.41.73.29

## Pour insérer votre annonce dans Le Monde Économie et

**Le Monde Emploi**  
01.42.17.39.33  
Fax : 01.42.17.39.38

هكذ لمن للإمداد



هكذا من الإلهام

ommunications

RH

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 13 MAI 1997 / XI

CADRES  
ON LINE

## Ingénieurs Commerciaux

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Groupe Equipementier américain,  
un des leaders mondiaux dans ses secteurs d'activité  
recherche  
pour sa Division Automobile un

### Chargé d'Affaires OEM/OES France

Bilingue Français - Anglais

Ingénieur, vous avez obligatoirement, à 34/38 ans environ, une  
expérience de la fonction acquise dans le secteur automobile  
d'une société internationale. Doté d'un réel sens technique,  
homme de relations, vous êtes capable de travailler en équipe  
dans un monde plurifonctionnel et matriciel.

Rattaché au Directeur du Secteur d'Activité concerné, vous :

- identifiez les programmes de véhicules chez les constructeurs et les stratégies associées
- déterminez une stratégie de développement de notre offre
- développez le compte d'activités commerciales
- mettez en place un système de suivi de "Satisfaction Client"
- analysez de façon pertinente le marché de la concurrence.

Votre réactivité, votre souplesse et votre sens prospectif vous assurent une évolution motivante au sein de notre Groupe. La maîtrise des langues française et anglaise est obligatoire, l'allemand serait un atout complémentaire. Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer lettre, CV et salaire actuel sous référence SAM/2 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantira toute confidentialité.



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

L'automobile,  
marché mondial

### RESPONSABLE COMPTE CLÉ ALLEMAGNE

30 ANS +

Basé PARIS

Mission : • prendre en charge et manager le volume total d'affaires, généré par le(s) compte(s) constructeur et, ce au niveau mondial • déployer les ressources internes afin de répondre aux exigences du client : qualité/coût/délais • être pro-actif dans une logique d'amélioration continue et d'anticipation des marchés. Vous reportez au Directeur Commercial Automobile et travaillerez étroitement avec la Direction Générale de la Division.

Profil : Ingénieur généraliste (ou Sup de Co + expérience similaire), vous pratiquez la relation client-grand compte et pilotez l'échange commercial et la négociation financière. Un vécu de l'environnement automobile à l'international ainsi que la pratique de l'allemand et de l'anglais sont indispensables pour répondre à la dimension du poste. Confidentialité assurée.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 61.5333/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

## Ingénieurs Conseils

CADRES  
ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

CESIA

CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Conduire des missions de conseil en organisation et en systèmes d'information, réaliser des études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est ce que nous proposons à des :

### Consultants

en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC...)

#### 3 Senior Consultants,

ayant une première expérience réussie de deux à trois années en cabinet de conseil ou en entreprise dans le domaine de l'organisation, des systèmes d'information et des télécommunications.  
(Réf. FHB1325C)

#### 4 Junior Consultants,

avec ou sans première expérience, faisant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine des systèmes d'information et des télécommunications.  
(Réf. FHB1324C)

Partenaire privilégié des grandes entreprises du secteur tertiaire privé et public, ainsi que des grandes organisations internationales, les missions qui nous sont confiées sont à forte valeur ajoutée (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage...).

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité en France et à l'étranger (Russie, pays de l'Est, Chine, Inde...) et notamment dans le domaine des services financiers et auprès des grands opérateurs Télécom, nous devons renforcer nos équipes par des Consultants à fort potentiel et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet.

Impérativement diplômés d'une Grande École (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront parfaitement maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence correspondante à Florence Hadjah, Actide Recrutement, 43/45 rue Marius Jacotot, 92890 Puteaux.

Actide  
RECRUTEMENT

### Analyse prospective au service de la

### Stratégie d'entreprise

Vous possédez une première expérience réussie de 3 à 5 ans de l'analyse stratégique d'entreprise. Rattaché à la Direction Stratégie et Plan, vous saurez apporter votre savoir-faire tant en évaluation et modélisation d'organisation qu'en déclinaison d'axes opérationnels. Cette expérience acquise soit en entreprise soit en consulting vous permet de maîtriser les techniques de traitements de simulation de modèles. Vous savez appréhender le fonctionnement global des organisations et le situer dans son environnement.

Doté(e) d'un véritable esprit d'analyse et de synthèse, curieux(e) et structuré(e), vous savez par vos capacités de réflexion et votre ouverture, préconiser des solutions opérationnelles. Agé(e) d'environ 27 ans, votre double formation d'ingénieur généraliste et de 3ème cycle de gestion sera mise au service des objectifs demandés.

Poste basé sur Paris/Ile-de-France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. 7518/IC portée sur lettre et enveloppe à Kerguelen - 6 passage Lafayette 75018 PARIS qui transmettra.



# Informatique - Réseaux télécommunications

REPRODUCTION INTERDITE

Entrepreneur et directeur de PME, vous avez acquis une expérience riche en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale en tant que Directeur Commercial. Vous serez responsable de la gestion de nos clients et de la mise en œuvre de nos projets. Vous aurez à votre disposition une équipe expérimentée et des ressources humaines et matérielles de première qualité. Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives de carrière intéressantes. Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [adresse].

## Directeur Commercial

A 12 ans d'expérience, vous possédez une expérience commerciale riche en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale en tant que Directeur Commercial. Vous serez responsable de la gestion de nos clients et de la mise en œuvre de nos projets. Vous aurez à votre disposition une équipe expérimentée et des ressources humaines et matérielles de première qualité. Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives de carrière intéressantes. Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [adresse].

## Ingénieurs Commerciaux grands comptes Ingénieurs Commerciaux sédentaires PME-PMI

A 25/30 ans, vous êtes un professionnel expérimenté de la vente informatique et de la gestion commerciale. Vous avez acquis une expérience riche en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale en tant que Directeur Commercial. Vous serez responsable de la gestion de nos clients et de la mise en œuvre de nos projets. Vous aurez à votre disposition une équipe expérimentée et des ressources humaines et matérielles de première qualité. Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives de carrière intéressantes. Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [adresse].

## Ingénieur avant-vente

A 25/30 ans, vous êtes un professionnel expérimenté de la vente informatique et de la gestion commerciale. Vous avez acquis une expérience riche en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale en tant que Directeur Commercial. Vous serez responsable de la gestion de nos clients et de la mise en œuvre de nos projets. Vous aurez à votre disposition une équipe expérimentée et des ressources humaines et matérielles de première qualité. Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives de carrière intéressantes. Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [adresse].

## Ingénieur Commercial Espagne

Bénéficiant d'une expérience riche en matière de gestion d'entreprise et de développement commercial, vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe commerciale en tant que Directeur Commercial. Vous serez responsable de la gestion de nos clients et de la mise en œuvre de nos projets. Vous aurez à votre disposition une équipe expérimentée et des ressources humaines et matérielles de première qualité. Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives de carrière intéressantes. Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [adresse].

## ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

Notre stratégie de développement nous conduit à intégrer pour des projets informatiques d'envergure des :

# Analystes Concepteurs

débuts ou première expérience

De formation Ingénieur ou Universitaire (MAGE, Maîtrise), avec une spécialisation en informatique, vous avez acquis lors de stages significatifs une première expérience du développement d'applications, de préférence sur grands systèmes IBM.

Dans le cadre d'importants projets, vous participerez à la rédaction des cahiers des charges ainsi qu'aux phases de conception et de recette fonctionnelles en liaison avec nos équipes de réalisation.

Votre potentiel, votre implication et votre esprit d'équipe vous permettront d'évoluer, à terme, vers des fonctions de chef de projet.

Pour ces postes basés à Paris, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence AC0597 à notre conseil EUROSERV, 121 bd Diderot, 75012 Paris.

Collectionner les missions, c'est bien.  
Choisir sa trajectoire.

c'est beaucoup

Lois des missions successives et des intercontrats, les 1 200 ingénieurs et techniciens d'Informatique CDC conçoivent, développent et gèrent des systèmes d'information novateurs pour nos partenaires : la Caisse des Dépôts, CNP-Assurances, le Crédit local de France. La grande diversité de nos métiers dans des domaines techniques et applicatifs variés (banque, assurances, finance) vous permettra de construire votre projet. Formation (8 % de la masse salariale) et mobilité vous aideront à concrétiser. Si vous pensez que votre avenir vous appartient, rejoignez INFORMATIQUE CDC.

Adresser votre candidature avec la référence du poste à : INFORMATIQUE CDC, Secteur Mobilité/Recrutement, 4 rue Berthollet, 94114 Arcueil Cedex.

## Ingénieurs d'études

• Attiré par la technique, vous souhaitez prendre à moyen terme des responsabilités au sein des équipes qui conçoivent l'architecture technique d'un projet de taille importante. Dans un environnement C++, Objet, Oracle, Tuxedo, Unix, Windows, 2 postes sont à pourvoir.

- Vous participez au développement et à la maintenance d'un prototype servant à la vérification de l'infrastructure technique.
- Vous fournissez aux projets applicatifs la formation et le support qui leur est nécessaire pour la mise en œuvre des développements.
- Vous participez également à la maintenance des composants techniques et des procédures de génération des exécutables et vous prenez en charge parallèlement les opérations d'intégration des composants d'architecture.

Débutant grande école ou de formation bac + 5, avec une première expérience, vous avez une bonne connaissance de l'environnement objet. Intégré dans un milieu à forte composante relationnelle, vous avez une réelle capacité à dialoguer, à comprendre les besoins et à fournir l'assistance technique aux équipes de développement. Réf. LM7

• Motivé par l'an 2000 et l'euro, rejoignez un projet bancaire de grande envergure.

An sein d'une équipe de trois personnes, vous prenez la responsabilité d'une partie de l'application Système Interbancaire de Télécompensation (SIT) moyennant paiement en environnement IBM, Pacbase, DB2. En relation avec les utilisateurs, vous prenez en charge la conception et la réalisation des évolutions du SIT. An 2000, Euro, réforme comptable. Vous participez également aux recettes utilisateurs des nouvelles versions du logiciel des stations SIT et à leur mise en place sur le centre technique bancaire.

De formation bac + 5, vous êtes débutant ou avec une première expérience en environnement grand système. En relation avec de nombreux interlocuteurs internes et externes à notre société, vous avez développé de réelles qualités relationnelles. Réf. LM2

Informatique CDC : une autre vision de l'informatique.

Rejoignez Michael Page, n°1 du recrutement en France et en Europe. Devenez

# Consultant

Michael Page Informatique est spécialisé dans le recrutement des cadres des différents métiers liés aux systèmes d'information. Nos consultants sont eux-mêmes issus de ces professions.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des Ingénieurs Commerciaux et des Consultants fonctionnels possédant 2 à 3 ans d'expérience dans les métiers suivants : Informatique de gestion, Informatique financière, Réseaux et Télécommunications.

En échange d'un fort investissement, nous vous proposons une formation à nos méthodes et au métier du recrutement : une rémunération attractive et des perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Le caractère international de notre activité exige un anglais courant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + tél. actuelle à Alain Chénée, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (code Internet) ss réf. ACH970507.

## Carrières internationales

## SHELL GABON, LES CLES DE LA RÉUSSITE POUR DE JEUNES GABONAIS, INGÉNIEURS OU FUTURS DIPLOMÉS

Shell Gabon, société d'exploitation et de production de pétrole, est une des plus importantes entreprises du pays : 700 cadres, techniciens et ouvriers, résolument tournés vers l'avenir, contribuent à mettre en valeur les ressources pétrolières nationales. La gestion des ressources humaines est dynamique. La formation poussée, le système de mobilité qui permet d'évoluer tous les 3 à 4 ans, assurent aux cadres performants une carrière riche et évolutive, à la mesure de leurs talents.

Shell Gabon offre plusieurs opportunités :

- à de jeunes ingénieurs avec une première expérience professionnelle réussie de 2 à 4 ans. Ils renforceront les équipes techniques.
- à de jeunes diplômés, issus d'une grande école ou d'une université réputée en Europe ou en Amérique. Ils évolueront progressivement dans l'entreprise.

De nationalité Gabonaise, vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre capacité d'analyse et de synthèse, votre sens des affaires, votre aptitude à communiquer pourront s'exprimer pleinement à Shell Gabon. Vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, filiale de Shell, un des tout premiers groupes mondiaux ? Faites-vous connaître en envoyant votre dossier complet (CV + lettre de motivation) à SIRCA - 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris sous la référence 170 351 LM. Futur diplômé, si vous êtes intéressé par un stage, faites-le également savoir à notre conseil. Les entretiens auront lieu à Paris et dans d'autres capitales d'Europe éventuellement.

**SIRCA**  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

## Consultants Qualité senior

### Allemagne

TEUCHOS, 20 % de croissance, 450 collaborateurs, met sa passion de l'excellence et son sens aigu d'une forte déontologie au service de ses clients et partenaires dans tous les domaines des hautes technologies : aéronautique, espace, télécoms et réseaux, défense, automobile, ferroviaire, naval, énergie, pétrole...

- Qualité Senior ISO 9001, vous souhaitez exporter votre savoir-faire technique vers l'international et notamment vers l'Europe.
- Nous vous confierons pendant 6 mois, 1 an ou 2 ans, une mission dans le domaine High Tech pour concevoir et réaliser des Manuels Qualités et des procédures d'Assurance Qualité.
- Connaissance reconnue de l'installation et du management des normes ISO 9001.
- Disponibilité immédiate.
- Vous êtes rigoureux, méthodique, organisé et votre efficacité soutiendra votre volonté d'implication et de réussite au sein de notre société dont la vocation est le service.

Pour ces postes basés à Francfort et à pourvoir très rapidement, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, la connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite et CV en français), sous la référence LM16, à Teuchos, 6 Avenue du Général de Gaulle, 78000 Versailles ou par fax : 01 39 24 67 45

هكذا من الإبداء